



# LA VIE INTERNATIONALE

Politique étrangère, diplomatie, sécurité nationale





Международная



ЖИЗНЬ

La Vie Internationale

## SOMMAIRE

<b>Sergueï Lavrov, ministre des Affaires étrangères de la Fédération de Russie</b> Renforcer les bases morales des relations internationales fait partie de la grande politique .....	5
<b>Sa Sainteté le Patriarche de Moscou et de toute la Russie Cyrille</b> La mission par excellence de la Russie se définit comme la défense de la vérité dans le monde.....	9
<b>DIPLOMATIE</b>	
<b>Andreï Denissov</b> « Nous n'avons pratiquement pas, Dieu merci, d'ennemis dans le monde contemporain » .....	20
<b>Vuk Eremić</b> Russie-Serbie : huit siècles d'histoire .....	32
<b>Sergueï Riabkov</b> La Russie et l'Amérique : <i>START III</i> , <i>ABM</i> , narcotrafic afghan, etc. ....	39
<b>Alexeï Borodavkine</b> Le vecteur oriental de la politique étrangère russe : bilan et perspectives.....	48
<b>DU RÉDACTEUR EN CHEF</b>	
<b>Armen Oganessian</b> Les funérailles de la classe moyenne ou le crépuscule du « milliard d'or » .....	54
<b>LE MONDE AUTOUR DE NOUS</b>	
<b>Alexeï Mechkov</b> Coopération culturelle russo-italienne : le passé et le présent .....	58
<b>Sergueï Nikolaev</b> L'Asie centrale au cœur de la géopolitique : le vecteur américain (1991-2008) .....	66
<b>Eleonora Mitrofanova</b> « Le Grand anniversaire » de l'UNESCO .....	84

<b>Mikhaïl Maïorov</b> Une Europe mal en point .....	100
---	-----

## TENDANCES

<b>Alexandre Orlov</b> Les premières révolutions du XXI <sup>e</sup> siècle.....	128
---	-----

<b>Vladimir Kouznetchevski</b> Le cas libyen et le problème de la souveraineté nationale .....	134
---	-----

<b>Andreï Manoïlo</b> « Révolutions des dattes » : élément ou un « chaos dirigé » ? .....	144
--	-----

<b>Vadim Loukov</b> Les BRICS, une donne stratégique .....	158
---	-----

<b>Youri Chafranik</b> Fédération de Russie-Union européenne : en marge des forums. Comment aménager la Russie de Tioumen à Vladivostok .....	165
---	-----

<b>Gareguin Tossounian</b> La Russie est, en principe, attractive pour les investissements, mais le capital se comporte parfois comme une dame nerveuse .....	173
---	-----

## BIBLIOTHÈQUE

<b>Boris Pyadychev</b> Sommets alpins de l'Ambassadeur Stepanov .....	180
--	-----

<b>Guennadi Gatilov</b> Réflexions sur les marges d'un volume peu ordinaire .....	185
--	-----

<b>Andreï Doubina</b> Le Journal de l'ambassadeur chypriote.....	189
---	-----

## COMITÉ DE RÉDACTION

### Rédacteur en chef

**Armen G. OGANESSIAN**

**Elena V. Ananieva**  
Commentateur, docteur en philosophie

**Andreï I. Davydenko**  
Premier adjoint au rédacteur en chef

**Sergueï V. Filatov**  
Expert

**Boris D. Pyadyshev**  
Ambassadeur Extraordinaire et  
Plénipotentiaire, docteur d'État en histoire

**Evguenia B. Pyadysheva**  
Secrétaire d'édition de la revue, docteur  
en histoire

**Grigori I. Povolotski**  
Commentateur principal

**Elena You. Stoudneva**  
Commentateur

**Natalie I. Vorobiova**  
Adjoint au rédacteur en chef

**Valentina K. Zlobina**  
Chef du secteur « Internet et  
Multimédiatisation »

## CONSEIL DE LA REVUE

SERGUEÏ V. LAVROV  
*Ministre des Affaires étrangères  
de la Fédération de Russie*

ALEXANDRE A. AVDEEV  
Ministre de la Culture de la Fédération de  
Russie

YOURI K. CHAFRANIK  
PDG de la compagnie pétrolière  
« SoyouzNefteGaz », président de la fondation  
« Politique internationale et Ressources »

ANDREÏ I. DENISOV  
Premier vice-ministre des Affaires étrangères de  
la Fédération de Russie, docteur en économie

ALEXANDRE S. DZASSOKHOV  
Docteur d'État en sciences politiques

CONSTANTIN I. KOSSATCHEV  
Président du comité pour les Affaires étrangères  
de la Douma d'État de Russie, docteur en droit

VLADIMIR P. LOUKINE  
Ombudsman de la Fédération de Russie,  
docteur d'État en histoire

MIKHAÏL V. MARGUELOV  
Président du comité pour les Affaires étrangères  
du Conseil de la Fédération de Russie, docteur  
en sciences politiques

ALEXEÏ YOU. MECHKOV  
Ambassadeur Extraordinaire et Plénipotentiaire

FARIT M. MOUKHAMETCHINE  
Directeur de l'Agence fédérale pour les  
affaires de la CEI, des compatriotes résidant à  
l'étranger et pour la coopération humanitaire  
internationale (*Rossotroudnitchestvo*)

ALEXANDRE N. PANOV  
Docteur d'État en sciences politiques

BORIS N. PASTOUKHOV  
Conseiller principal du directeur général  
de la société anonyme ouverte « Centre de  
commerce international de Moscou »

VLADIMIR A. TCHIJOV  
Représentant permanent de la Fédération de  
Russie auprès des Communautés européennes  
à Bruxelles

VITALI I. TCHOURKINE  
Ambassadeur de la Fédération de Russie à  
l'ONU, docteur en histoire

VLADIMIR G. TITOV  
Vice-ministre des Affaires étrangères de la  
Fédération de Russie

ANATOLE V. TORKOUNOV  
Recteur de l'Institut (Université) d'État des  
relations internationales de Moscou (MGIMO),  
académicien de l'Académie des sciences de  
Russie

MIKHAÏL V. VANINE  
Directeur général du ministère des Affaires  
étrangères de la Fédération de Russie

ALEXANDRE V. YAKOVENKO  
Ambassadeur Extraordinaire et Plénipotentiaire,  
docteur d'État en droit

---

14, Gorokhovskiy pereoulok, 106064 Moscou, Fédération de Russie.  
Tél. : +7 (499) 265 37 81, fax : +7 (499) 265 37 71 ; E-mail : [info@interaffairs.ru](mailto:info@interaffairs.ru)

© Rédaction de la revue *La Vie Internationale*, 2011



Le Grand Hôtel du ministère des Affaires étrangères de la Fédération de Russie, rue Spiridonovka, a accueilli les participants à la rencontre du Collège du ministère avec le Patriarche de Moscou et de toute la Russie Cyrille. Cela a été l'occasion de débattre la coopération entre civilisations et le dialogue interculturel à l'heure où le facteur religieux prend de plus en plus de place dans les relations internationales.

Le Ministre Sergueï Lavrov et le Patriarche Cyrille y ont tous deux pris la parole.

Sergueï LAVROV  
Ministre des Affaires étrangères  
de la Fédération de Russie



## RENFORCER LES BASES MORALES DES RELATIONS INTERNATIONALES FAIT PARTIE DE LA GRANDE POLITIQUE

Votre Sainteté,  
Chers hôtes,  
Chers amis,

Nous avons convenu de nous retrouver ici pour aborder le rôle du facteur religieux dans les relations internationales et de l'impact qu'il peut avoir sur la mise en œuvre de notre politique étrangère. Ma reconnaissance va à Sa Sainteté le Patriarche de bien avoir voulu honorer notre assemblée de sa présence.

La coopération avec l'Église orthodoxe russe est, pour la diplomatie russe, une tradition séculaire. Et lorsque l'Union soviétique cessa d'exister, lorsque l'État ne fut plus en position d'assumer pleinement les relations avec les gens qui, du jour au lendemain, se sont retrouvés *de facto* en pays étranger, l'Église orthodoxe russe a joué le rôle de ciment, de gardien des principes spirituels et culturels, parant sur le terrain au défaut de communication de nos concitoyens avec la Patrie.

Nous évoluons aujourd'hui sur un très vaste champ commun : objectivement parlant, les intérêts de l'Église russe complètent de façon organique l'œuvre du ministère des Affaires étrangères de Russie auprès des Russes de l'étranger, les efforts de paix dans l'espace de la CEI et dans d'autres régions préparent le terrain à la promotion des relations interétatiques. Un exemple : la démarche de l'Église russe visant à créer une atmosphère de compassion pour le peuple polonais lors de la catastrophe aérienne de Smolensk. Elle a de façon tangible contribué à rapprocher nos deux pays de la réconciliation historique.

Ensemble nous combattons toute manifestation de racisme, de xénophobie, d'intolérance, toute velléité d'apporter dans le monde des divisions religieuses, ethniques ou civilisationnelles. Nous avons une même sensibilité par rapport au dialogue interconfessionnel et intercivilisationnel. La promotion d'un conseil consultatif des religions, qui serait placé sous l'égide de l'ONU, et la mise en route à plein régime du mécanisme, encore grinçant, du dialogue sur la problématique religieuse au sein de l'UNESCO comptent parmi les priorités du ministère des Affaires étrangères.

Nous pouvons lancer des initiatives semblables sur le terrain de l'OSCE, du Conseil de l'Europe et d'autres organisations internationales et régionales. Les capacités existent pour cela : le mécanisme bien rodé du Groupe de travail réunissant les efforts du ministère des Affaires étrangères de Russie et de l'Église orthodoxe russe, au sein duquel fonctionnent des sous-groupes thématiques s'y prête parfaitement. Nous pouvons constater l'utilité de cette interaction.

Je tiens à assurer Sa Sainteté que le ministère des Affaires étrangères continuera d'apporter à l'avenir tout son soutien au renforcement des positions de l'Église orthodoxe russe à l'étranger, à sa restauration dans ses droits de propriété sur les terres et les sanctuaires ayant appartenu à la Russie par le passé, ainsi qu'une aide juridique, consulaire, informationnelle sur tous les sujets présentant de l'intérêt pour elle.

Certes, l'impact du facteur religieux sur la politique mondiale est un sujet complexe, dont les multiples facettes imposent une approche particulièrement tatillonne.

À la réunion des ambassadeurs de Russie, le 12 juillet 2010, le Président Dmitri Medvedev a insisté sur la nécessité de développer une méthode profondément analytique pour la prévision des tendances de l'évolution du monde, d'en acquérir une vision fraîche, et d'oublier les stéréotypes, de tirer un avantage maximum des ressources de la société civile, ayant à l'esprit, notamment, les confessions traditionnelles pour la Russie, et en premier lieu son Église orthodoxe.

La crise économique et financière mondiale a invalidé les idées du capitalisme libéral qui ont enfanté une société de consommation à outrance. Elle a donné la preuve que la voie vers un développement stable ne passait pas par ces idées-là. Déjà dans les années 1960 Pitirime Sorokine prédisait que ce modèle socioculturel consumériste était voué à l'échec.

On prend conscience, aujourd'hui, des conséquences catastrophiques de cet oubli de la nature morale de l'homme, des valeurs et des normes qui constituent l'assiette spirituelle de la solidarité humaine. En lui-même, le caractère des menaces qui pèsent sur tous les États réclame une réaction collective, solidaire, qui prenne appui sur de solides principes de moralité.

Le confortement de l'assise morale des relations internationales nous apparaît comme faisant partie intégrante de la grande politique. Et même, un nouveau système international pluricentriste devra forcément embrasser la diversité et la richesse des cultures et des civilisations, et j'ai la conviction que dans ce tableau du monde un rôle particulier reviendra au dialogue entre religions. Il est clair, aussi, que l'Europe peinera à trouver un langage commun avec les autres civilisations si elle est oublieuse de ses racines chrétiennes, du fondement de son identité. En ce moment de quête douloureuse pour les esprits européens, notre pays, avec sa politique pratique, peut se ménager une place de choix.

Les leçons retenues de la Victoire sur le fascisme ont une valeur universelle : elles nous apprennent que le mépris des normes morales communes à toute l'humanité pousse l'homme et la société à la catastrophe. L'idéologie nazie s'est modelée sous l'influence de philosophes tels que Friedrich Nietzsche et de son idée de l'homme-dieu. Il n'y a pas si longtemps Francis Fukuyama écrivait que l'affirmation chez Nietzsche de « la mort de Dieu est une bombe qui tue des valeurs comme la compassion et la dignité égale de l'homme ». Il qualifie cette idéologie d'impasse dont la philosophie occidentale devra encore s'extirper.

Pour l'heure, et c'est bien malheureux, l'idée messianique d'un rôle exclusif et de l'universalité de ses propres valeurs, valeurs d'une culture purement laïque, reste vivace et marque profondément le mode de pensée tant des États-Unis que de l'Occident en général. Nous savons qu'il faudra se départir de cette assurance, et plus le cheminement sera long, plus douloureuse sera l'adaptation à la réalité nouvelle.

D'un autre côté, il y a les séquelles de la globalisation destructrice des cloisonnements nationaux, qui a exacerbé le sentiment d'une identité ethnoconfessionnelle. Nous pouvons l'observer tant à l'intérieur des États, et la Russie ne fait pas exception à la règle, que dans l'arène internationale. Un argument de plus en faveur du renforcement du dialogue interconfessionnel et intercivilisationnel, qui porte cette tâche au rang des problèmes de la garantie de la sécurité dans sa dimension nationale et globale.

Dans cette situation, pour la Russie il importe au plus haut point d'éviter ce genre de situations où nous serions impliqués d'un côté lorsque l'Occident voudra mettre les choses au clair avec le monde islamique. Nous nous devons de préserver notre rôle qui consiste à équilibrer, à réconcilier que nous devons à une expérience multiséculaire de coexistence et de coopération entre plus de 150 peuples et ethnies, et d'une cinquantaine de confessions. Il s'agit au premier chef, bien sûr, de nos grandes religions, et en tout premier lieu de l'Église orthodoxe russe dans son rôle de rassembleuse des autres mouvances religieuses.

En 2008 le Conseil de l'Europe a adopté, à notre initiative, le « Livre blanc sur le dialogue interculturel » sur la base duquel nous avons proposé de lancer, au

sein du Conseil, une série de débats sur la nature de l'identité européenne, sur les valeurs fondamentales de la société européenne contemporaine. Et nous aimerions que politiciens, philosophes, savants et religieux participent à ces discussions. Le temps d'un tel dialogue est venu, notamment au vu de l'arrêt malheureux de la Cour européenne des droits de l'homme dans l'affaire « Lautsi contre Italie », qui, objectivement n'est pas fait pour contribuer à la paix religieuse et à la concorde en Europe, car quiconque néglige ses racines éthico-religieuses pourra difficilement faire preuve de respect envers la foi propre aux autres civilisations.

Nous aidons à l'établissement du dialogue entre religions. La Russie a été à l'origine du Groupe de réflexion stratégique sur la Russie et le monde islamique ainsi que du forum civique mondial du *Dialogue des civilisations* et nous apprécions la façon dont l'Église orthodoxe russe s'implique dans ce travail.

L'objet de nos débats d'aujourd'hui appartient à l'actualité, et plus concrètement à la formation de spécialistes des affaires internationales touchant au sujet. Ni l'Institut (Université) d'État des relations internationales de Moscou (MGIMO) ni l'Académie diplomatique n'offrent guère de possibilités aux étudiants et boursiers de thèse de développer leur connaissance de la problématique religieuse et du rôle de la religion dans la politique internationale. Je considérerais comme un assez bon résultat pratique de l'assemblée d'aujourd'hui, qui viendrait compléter la panoplie d'instruments de notre collaboration déjà existante, que nous convenions concrètement de la mise au point, conjointement avec l'Église orthodoxe, d'un cycle de cours sur le rôle de la religion dans la politique mondiale.

Je tiens aussi à remercier Sa Sainteté, pour l'attention indéfectible qu'Elle prête à nos ambassadeurs. Ils sont reçus avant leur départ en poste et c'est pour eux une précieuse occasion de recevoir Son appréciation de la composante spirituelle des relations internationales, en particulier dans leur pays de destination.

Je le répète: nous sommes intéressés au développement de notre coopération avec l'Église orthodoxe russe, et nous sommes tout prêts à prêter main forte dans toutes ses entreprises.

**Mots clés:** coopération de la diplomatie russe avec l'Église orthodoxe, travail en direction des Russes de l'étranger, efforts de maintien de la paix dans l'espace CEI, dialogue interconfessionnel et intercivilisationnel.

SA SAINTETÉ LE PATRIARCHE  
DE MOSCOU ET DE TOUTE  
LA RUSSIE CYRILLE



## LA MISSION PAR EXCELLENCE DE LA RUSSIE SE DÉFINIT COMME LA DÉFENSE DE LA VÉRITÉ DANS LE MONDE

Monsieur le Ministre,

Messieurs les membres du Collège du ministère des Affaires étrangères de Russie,

**L**a religion qui pose la perspective de l'éternité, est un facteur de stabilité et de prévisibilité dans un environnement d'incertitude et de conflits. La crise économique mondiale a clairement démontré que le développement matériel ne peut être stable s'il ne s'appuie sur des concepts aussi fondamentaux que la spiritualité, la moralité, le bien. La foi est une source jaillissante de valeurs spirituelles. Elle fait découvrir aux hommes le sens suprême de l'être, leur donne l'espérance de voir triompher le bien, leur insuffle l'énergie vitale.

Mais la foi religieuse peut aussi bien servir des objectifs destructifs que constructifs. Et, malheureusement, s'agissant du facteur religieux dans notre monde moderne, au premier plan se profilent les problèmes du terrorisme et de l'extrémisme religieux. Moins que tout l'on s'intéresse au potentiel positif de la religion dans la vie sociale. À mon avis, le pays ou l'association intégrée qui saura créer les conditions propices à une incidence positive de la foi religieuse sur la société, au premier chef sur sa vie intérieure, et puis qui saura les présenter sur la scène internationale, parviendra à l'avant-scène du monde.

La Russie a proclamé la modernisation et il importe qu'en reprenant à son compte ce qu'elle trouve de meilleur dans les autres pays, elle cherche, en

s'appuyant sur son originalité, le modèle de développement qui la portera au rang des États stables et prospères. Aussi nous faut-il une modernisation à plusieurs niveaux, qui ne privilégie pas uniquement les aspects technique et économique, mais présente aussi un solide registre valoriel. Le temps est venu d'abattre le mur érigé entre approche pragmatique et approche valorielle. L'un n'existe pas sans l'autre. À terme, la richesse matérielle ne peut être créée sans une motivation immatérielle soigneusement entretenue au sein de la société.

Lorsque nous cherchons à définir la base valorielle de notre propre société, nous nous apercevons que cette base est partagée par d'autres pays qui dans leur développement ont été liés à la Russie moderne pendant des siècles. J'entends l'Ukraine, la Biélorussie, la Moldavie, le Kazakhstan et d'autres États voisins de la Russie. Cet espace prend du champ avec les différentes diasporas de ces pays. Dans le contexte actuel, il sera plus efficace de penser un projet de modernisation qui ne se limite pas à un seul pays, mais qui rallie tous les pays civilisationnellement proches. C'est bien ainsi qu'a débuté le projet d'intégration européenne, c'est la voie qu'empruntent aussi les associations intégrées dans les deux Amériques, dans le monde arabe, dans la région Asie-Pacifique.

Quand l'Église orthodoxe russe parle d'Univers russe, elle entend par là précisément un espace valoriel commun au-delà de la communauté russophone ou le cercle des amis de la Russie. Il nous faudra, évidemment, bien arrêter les valeurs qui nous rassemblent et constituent notre credo. Je puis déjà en citer quelques-unes. C'est la foi religieuse et la paix interreligieuse, la liberté et la responsabilité morale, le sacrifice de soi au nom des autres, la famille unie, le respect des aînés, le conseil et l'action conciliaires, la créativité, l'application au travail, la justice, l'amour de la Patrie, le souci du monde environnant.

Il faut dire que l'Église russe a fourni un grand travail intellectuel dont sont issues les idées découlant de l'assise valorielle commune de notre civilisation. En 2000 a été adopté un document définissant les *Fondements de la vision sociale de l'Église orthodoxe russe*, en 2008 les *Fondements de la doctrine de la dignité, de la liberté et des droits de l'homme*. L'élaboration du nœud d'idées associées à la tradition spirituelle russe se poursuit de nos jours dans le cadre de la Commission interconciliaire, qui travaille sur quelques thèmes d'importance immédiate pour l'activité internationale du Patriarcat de Moscou.

Ce n'est que lorsque des relations solides auront été nouées entre les pays héritiers de la Russie de Kiev (Russie, Ukraine et Biélorussie) que l'Univers russe existera comme facteur effectif des relations internationales et non comme abstraction attrayante.

J'imagine que l'établissement de relations particulières dans le triangle Kiev — Moscou — Minsk s'inscrira dans le développement du thème de l'héritage commun

de la Russie ancienne. Il est très important que la Russie, à la suite de l'Ukraine, ait fait l'an dernier un Mémorial du Baptême de la Russie. La Biélorussie n'en est pas encore là, bien que le Concile des évêques l'ait proposé en 2008 aux chefs des trois États. Peut-être vaudrait-il la peine de composer un calendrier des dates unissant les trois pays, que nous pourrions célébrer ensemble dans une union d'idée. Outre le Baptême de la Russie, c'est la fête des saints Cyrille et Méthode, de saint André le Protoklité (le Premier appelé par le Seigneur), le Jour de la Victoire dans la Grande guerre nationale.

Le resserrement des liens avec Kichinev est une autre tâche d'importance. La situation politique en Moldavie n'est pas simple, mais nous devons garder à l'esprit les liens séculaires qui unissent les peuples russe et moldave. Le ciment, ici, est l'appartenance des deux peuples à un même espace spirituel, celui de l'Église orthodoxe russe, qui est à l'origine de leur base valorielle.

Le partenariat sur base de valeurs identiques peut intéresser Astana, Bakou, Erevan et d'autres capitales des États membres de la CEI. J'aimerais rappeler sous ce rapport quelques événements majeurs survenus en 2010. Au mois de janvier je me suis rendu au Kazakhstan où j'ai rencontré les dirigeants du pays et me suis entretenu avec des personnalités religieuses et civiles. Le statut accordé à la langue russe, l'amour de la culture russe, la construction de la paix entre les religions et les entités ethniques dans ce pays donnent une preuve de l'aptitude du Kazakhstan à participer à la constitution de la base valorielle de l'Univers russe et à l'élaboration d'un projet de développement conjoint. En juillet 2010, le Saint Synode de notre Église a adopté, pour dynamiser la présence de l'Église orthodoxe russe au Kazakhstan, des décisions qui font de la Métropole du Kazakhstan un nouveau territoire canonique largement indépendant de l'Église orthodoxe russe.

Je pense qu'il serait bon de s'impliquer dans un soutien aux initiatives du Kazakhstan en matière de dialogue interreligieux. En 2011 le Kazakhstan assume la présidence de l'OCI. Un des grands sujets de réflexion de cette organisation est la diffamation de la religion. La Russie a déjà approuvé la Déclaration de Durban de 2001 et a pris une part active à sa conférence d'examen. Il me semble qu'avec le Kazakhstan nous pourrions élaborer un agenda conjoint sur ce thème.

Dans les pays de la CEI et de la Baltique, l'Église russe se donne pour tâche de déployer la coopération régionale des religions traditionnelles. Ainsi, depuis 1993 fonctionne un Comité consultatif interconfessionnel chrétien des pays de la CEI et de la Baltique ; un Conseil interreligieux de la CEI est en place depuis 1998.

La coopération interreligieuse revêt une importance particulière pour le Caucase. J'ai la conviction que la coopération entre les Églises russe, géorgienne et arménienne, plus la Direction spirituelle des musulmans du Caucase présidée par le sheikh ul-Islam Allahshukyur Pasha-zade aide à éviter que les conflits qui affectent cette région ne dégénèrent en guerre de religion. Je tiens pour essentiel que grâce

aux contacts entre l'Église russe et l'Église géorgienne se perpétuent les bonnes relations entre les deux peuples. En 2010 nous avons tenu à Bakou un sommet des leaders religieux. En deux ans j'ai eu plusieurs entretiens personnels avec les chefs religieux d'Azerbaïdjan, d'Arménie et de Géorgie.

L'accompagnement pastoral des institutions de l'Église russe à l'étranger ne s'adresse pas aux seuls ressortissants russes ou aux personnes originaires de la Fédération de Russie, mais aussi aux Ukrainiens, Biélorusses, Moldaves et autres. C'est un facteur sans égal du resserrement des liens d'intégration au sein de la diaspora. Je voudrais exprimer ma satisfaction de ce que l'Église et le Ministère tiennent conjointement des conférences régionales consacrées à l'interaction entre l'Église, l'État et les compatriotes. De telles conférences ont déjà eu lieu à Bruxelles et Buenos-Aires, et une autre est prévue à Pékin pour décembre 2011.

De nouveaux horizons de coopération entre l'Église et l'État russe dans le soutien des Russes à l'étranger, dans la défense de leurs droits s'ouvrent grâce à l'adoption par la Douma, en juillet 2010, des amendements à la loi sur les Compatriotes. Cet amendement introduit des dispositions prévoyant l'aide de l'État à la création par les compatriotes d'organisations religieuses et l'aide des autorités dans la réalisation des initiatives sociales des organisations religieuses visant le soutien spirituel des compatriotes, la préservation de leur langue maternelle et de leur culture. Il nous appartient encore de réfléchir à ces normes afin de les faire travailler. Mais déjà il est clair que l'État russe a perçu l'importance du rôle des organisations religieuses en direction de nos frères et sœurs dispersés de par le monde.

Il devient de bonne tradition de la part des hauts représentants de l'État russe durant leurs séjours à l'étranger de visiter les paroisses du Patriarcat de Moscou. Le Président Dmitri Medvedev, le Premier ministre Vladimir Poutine et le ministre des Affaires étrangères Sergueï Lavrov tâchent toujours de réserver quelque temps pour les églises russes et les sanctuaires orthodoxes. Je sais que Sergueï Lavrov a rendu visite en novembre 2010 à la paroisse de la Sainte et Bienheureuse Xénia de Saint-Pétersbourg à Nuremberg. La venue de ces personnalités est à chaque fois un témoignage éloquent de la nouvelle Russie pour leurs collègues étrangers et plus largement pour la communauté internationale.

Soutenir les institutions de l'Église russe à l'étranger, c'est affirmer la présence russe dans ces pays. Cette présence s'étend aussi par la création de nouvelles paroisses dans les pays présentant un accroissement numérique de nos diasporas. Je me plairai à donner un autre exemple remarquable de la coopération de l'Église et de l'État qu'est la fondation prévue à Paris d'un centre culturel et spirituel russe, avec sa cathédrale. L'existence d'un tel centre est vitalemment nécessaire non seulement aux membres de la nouvelle diaspora russe orthodoxe, mais aussi à de nombreux émigrés de la première et de la deuxième vague.

Le rôle particulier de l'orthodoxie dans l'Univers russe suppose l'établissement et le développement d'une étroite collaboration de la Russie avec le monde orthodoxe, le plus proche de nous en termes de civilisation. Pendant plusieurs siècles, sans compter l'éclipse de la période soviétique, la Russie a toujours protégé et défendu les peuples orthodoxes qui avaient perdu leur indépendance politique et s'étaient retrouvés sous la domination d'autorités hétérodoxes chrétiennes ou d'autres obédiences religieuses. La situation est différente aujourd'hui, encore que les pays orthodoxes ne se soient pas donné d'organisation intégrée, contrairement aux pays occidentaux ou musulmans. Et pour l'heure on ne remarque pas de tendance dans ce sens, bien que la coopération au nom de la préservation de l'héritage orthodoxe dans tous les domaines de la vie puisse devenir une tâche majeure au niveau et régional, et global pour les pays de tradition orthodoxe. Et sous ce rapport j'attirerais l'attention sur le travail fourni dans cette direction par l'Assemblée interparlementaire de l'orthodoxie, par la Fondation Saint André le Protoklite et quelques autres organisations.

Cultiver les rapports avec les vieux patriarcats orthodoxes du Moyen-Orient fonctionnant dans un contexte ethno-religieux complexe n'est pas moins important. Lorsque je suis en visite dans ces patriarcats j'inscris toujours à mon agenda des entrevues avec les dirigeants des communautés non orthodoxes et musulmanes et avec les responsables politiques des pays concernés.

Tout le temps qu'a duré la crise yougoslave, l'Église orthodoxe russe et l'État russe ont prêté leur aide à nos frères serbes et soutenu leur position sur quantité de questions importantes, notamment sur le statut du Kosovo et de la Metochia. La hiérarchie de l'Église orthodoxe serbe nous a manifesté à maintes reprises sa reconnaissance pour ce soutien. Nous sommes malheureusement contraints de constater que le problème du Kosovo gagne à nouveau en acuité. En août 2010 le commandement de la KFOR a officiellement annoncé la réduction du contingent de maintien de la paix au Kosovo et en Metochia et le début de la remise progressive des vieux monastères de ces régions sous la protection de la police locale. L'Église orthodoxe russe partage la préoccupation exprimée à plus d'une reprise, à cette occasion, par le clergé orthodoxe serbe. Nous estimons que cette démarche pourrait amener à dissimuler les faits de spoliation de la liberté religieuse des orthodoxes du Kosovo et de la Metochia. On peut redouter que la police kosovare recrutée dans la population locale albanaise ne puisse garantir efficacement la préservation des remarquables monuments d'architecture religieuse et la sécurité des Serbes résidant au Kosovo.

L'Église orthodoxe russe applaudit à la décision du gouvernement de la Fédération de Russie de participer à la restauration des sanctuaires ruinés du Kosovo et de la Metochia. L'Église serbe a accueilli cette décision avec reconnaissance. Toutefois, le problème du Kosovo et de la Metochia ne se limite pas à la préservation des monuments d'architecture. La résolution de l'Assemblée

générale des Nations Unies du 9 septembre 2010 intéresse le sort de la population de Kosovska Mitrovica dont l'Église russe réclame la défense.

Tout en voulant rester lui-même, l'Univers russe doit être ouvert au dialogue et à la coopération avec les autres civilisations du monde, au premier chef avec celles dont les traditions religieuses et culturelles y sont représentées. Et là, l'objectif est la construction de modules d'arrimage entre notre civilisation et les autres.

Tout d'abord, il est vital de définir notre relation à l'Occident sur la question des valeurs. Ce faisant, garder à l'esprit que l'Occident est peuplé de partisans des valeurs libérales à côté de croyants des autres confessions traditionnelles. Nous nous cherchons des alliés et un langage commun avant tout dans le milieu catholique et parmi les protestants d'esprit conservateur. Les milieux catholiques traditionnels occidentaux sont préoccupés par les mêmes problèmes que les orthodoxes russes : sécularisation agressive, globalisation, érosion des valeurs familiales, morale traditionnelle chancelante. Ensemble nous pouvons contester l'avortement, l'euthanasie, les expériences biomédicales contraires à l'éthique du respect de la personnalité.

En parallèle de notre dialogue avec catholiques et protestants nous cherchons aussi le contact avec les intellectuels, les personnalités civiles, les hommes politiques qui se réclament de la tradition chrétienne. Il nous semble que le meilleur moyen d'avoir des relations avec l'Occident est de nouer un nœud de rapports avec les confessions hétérodoxes et avec les milieux chrétiens laïques.

Alors que la christianophobie et la diffamation de la religion s'incrument dans la réalité européenne, la Russie pourrait se proposer comme enceinte pour la discussion sur de telles menaces et les moyens d'y faire face. Cela pourrait prendre la forme de carrefours annuels Russie-Occident mettant ensembles des hommes politiques chrétiens. Ce serait l'occasion aussi de tabler sur le sujet du développement mondial et de l'élaboration de décisions en vue d'une action conjointe. L'Église russe a accumulé une expérience du dialogue avec le Parti populaire européen, les chrétiens-démocrates d'Allemagne et d'autres pays. Peut-être conviendrait-il de développer les contacts avec les milieux sociopolitiques d'obédience chrétienne aux États-Unis et d'y adjoindre progressivement les politiques et les personnalités civiles d'Europe centrale et orientale.

Il faut aujourd'hui, en plus des efforts de l'Église, les efforts conjoints de différents États pour défendre l'héritage chrétien en Europe. La Russie a réellement contribué à la défense du legs chrétien par son intervention en tant que tierce partie en soutien de l'appel du gouvernement italien devant la Grande chambre de la Cour européenne des droits de l'homme dans l'affaire « Lautsi contre Italie ». Je tiens à en féliciter nos diplomates, car cette intervention a changé, en mieux, l'image de la Russie auprès certaines forces en Europe. L'adoption en octobre 2010 de la résolution de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe relative au refus

de prestation de services médicaux par objection de conscience, qui a confirmé le droit des médecins à refuser de poser certains actes médicaux, au premier chef les interruptions de grossesse, pour des considérations religieuses, est un autre exemple de notre capacité à défendre ensemble les valeurs européennes traditionnelles.

En matière de dialogue intercivilisationnel, les rapports avec le monde islamique sont essentiels. L'islam est la deuxième religion la plus importante dans l'Univers russe. Très importants, aussi, les rapports des musulmans avec leurs coreligionnaires de l'étranger. Il importe à la Russie que le dialogue avec le monde islamique extérieur implique l'Église russe en sa qualité de communauté religieuse majoritaire qui définit pour beaucoup le visage civilisationnel du pays. Un dialogue russe avec le monde islamique qui se passerait de l'Église orthodoxe serait imparfait. Depuis 15 ans nous cultivons la coopération avec la communauté islamique iranienne. Une délégation de notre Église a assisté à la septième réunion de la commission « Orthodoxy-Islam » qui s'est tenue en octobre 2010 à Téhéran. Des ponts sont jetés actuellement vers les communautés musulmanes, entre autres, de Turquie, du Qatar, d'Indonésie.

La Chine est pour l'Univers russe un voisin et partenaire important. On peut prendre note, aujourd'hui, d'une évolution positive des relations sino-russes dans le domaine religieux. Des mémorandums de compréhension mutuelle qui traitent des moyens d'interaction ont été signés entre la Direction publique chinoise aux affaires religieuses et le Conseil de coopération avec les organisations religieuses près le Président de la Fédération de Russie. Un ouvrage consacré à l'éclosion et la constitution d'une culture orthodoxe en Chine a été publié à l'occasion du 325<sup>e</sup> anniversaire de l'implantation de l'orthodoxie dans ce pays.

Avec le Japon, la tension pourrait tomber à la suite du développement de liens spirituels entre la Russie et ce pays. En 2011 le festival de la culture russe a coïncidé avec les cérémonies religieuses qui ont été organisées à Hakodate à l'occasion du 150<sup>e</sup> anniversaire de l'arrivée au Japon de saint Nicolas-Égal-aux-Apôtres. Je prévois de participer en personne à la célébration du centenaire de sa mort, en 2012.

L'expansion de l'Église russe en Corée du Nord peut être considérée comme un succès considérable. Par contre, nous ne sommes pas assez présents à Séoul, la capitale de la Corée du Sud, qui en son temps a eu sa Mission russe. Cette tradition reste représentée très modestement dans le cadre du Patriarcat de Constantinople qui a mis un petit bâtiment à disposition pour y installer l'église russe du Révérend Maxime le Grec.

Un rapprochement se marque avec les pays d'Amérique latine. Un événement marquant : les Journées russes d'octobre-novembre 2008 ont bénéficié de la participation active de l'Église orthodoxe russe. Les États latino-américains sont préoccupés par la justice sociale et l'égalité et désirent l'instauration d'un système

mondial multipolaire. Certains d'entre eux manifestent de l'intérêt pour le point de vue de l'Église orthodoxe russe sur ces problèmes.

Sur tous les vecteurs du dialogue avec les autres civilisations, l'Église russe a des contacts variés. En étendant nos relations avec les gouvernements et les forces politiques des États étrangers nous désirons générer une présence permanente de la dimension religieuse dans l'espace socio-politique mondial, faire entendre la voix du Patriarcat de Moscou aux partenaires des relations de politique étrangère sur tout ce qui concerne les problèmes éthiques de notre temps. J'ai le sentiment qu'en faisant connaître la vie et les vues sociales de l'Église russe aux élites étrangères nous augmentons le prestige international des pays appartenant à l'Univers russe. C'est avec satisfaction que je relève la participation de l'Église russe à l'élaboration du programme des Journées russes dans différents pays du monde, même s'il y a encore moyen de faire mieux en termes de qualité d'interactions et de partenariats.

L'Église a parfaitement conscience du potentiel que recèle le dialogue avec les institutions civiles et politiques des pays étrangers et le met à profit. Nous avons réussi à établir des relations de confiance constructives avec les personnalités civiles d'Allemagne, d'Italie et de Pologne dans le cadre de dialogues-forums au niveau de la société civile. Le dialogue est entamé avec la société coréenne dans le cadre du forum « Dialogue Russie-République de Corée », et le forum civique russo-turc est sur les rails.

À l'heure de la globalisation se crée un problème de relation avec les autres civilisations et cultures, mais aussi de normes et de règles harmonisées qui présideront à l'organisation de la communication internationale. Ce processus génère un problème de corrélation *universel/identité*. À l'occasion de la formulation de l'assise valorielle de l'Univers russe, nous soulignons que nous parlons bien de notre expérience collective du vécu et de l'implication des valeurs universelles. C'est une question essentielle. N'importe qui sur n'importe quel continent peut reprendre à son compte les valeurs que j'ai énumérées comme valeurs de l'Univers russe. Mais chaque civilisation a son vécu pour ces valeurs, ses symboles pour les exprimer. Ainsi, Russes, Ukrainiens et Allemands peuvent admirer le Kremlin de Moscou, et la Laure des Grottes de Kiev, mais les gens de chez nous éprouvent tout de même un sentiment particulier vis-à-vis de ces monuments. C'est cette identité qui consiste en un vécu unique des valeurs universelles, que nous nous devons de formuler et de protéger. Et je ne pense pas seulement à d'élégantes constructions intellectuelles, mais aussi à leur relation aux réalités positives de notre existence.

La Russie, comme d'ailleurs l'ensemble de l'Univers russe, doit avoir conscience qu'il lui incombe de remplir une certaine mission vis-à-vis du reste du monde. Les États-Unis se perçoivent comme les missionnaires de la liberté.

Je vois la grande mission de la Russie dans la défense de la vérité dans le monde. « Pravda » le mot russe pour « vérité » englobe le concept de vérité, d'équité, de ce qui est juste. C'est une idée que tout un chacun peut comprendre, du simple travailleur au dirigeant le plus haut placé. Elle renferme aspiration à la vérité religieuse, recherche de la vérité scientifique, justice sociale, rejet des doubles standards et désir de perfection morale.

Je suis persuadé que par les temps qui courent, le moyen le plus efficace de rapprocher les agents internationaux en tissant entre eux des rapports d'une qualité nouvelle serait peut-être l'acquisition d'une plate-forme valorielle rénovée, fondement du développement global. Dans ce contexte la Russie et tout l'Univers russe pourraient intervenir en qualité de défenseur des valeurs fondamentales universelles sensibilisant les hommes de cultures différentes. Le sujet demande à être traité en profondeur, défini et débattu. Dans ce travail, les communautés religieuses ont un rôle important à jouer en se posant en partisans agissants du maintien du principe valoriel dans la vie des gens et de la société.

Une communauté religieuse ne saurait venir à bout d'une telle tâche isolément. De nouvelles initiatives interreligieuses doivent voir le jour, celles qui existent devront être mises en œuvre avec science, pour que les organisations religieuses puissent unir leurs efforts lors du dialogue avec les structures internationales et les États en particulier. Le Patriarcat de Moscou est riche de son expertise du dialogue interreligieux. Nous prêtons non moins d'importance à une plus grande interaction avec les communautés religieuses d'Europe, notamment en assistant aux réunions organisées par le Conseil européen des leaders religieux.

La Russie et quelques autres pays de l'Univers russe apportent un brillant exemple de coexistence entre différentes communautés religieuses. Hélas, la Russie n'est pas aujourd'hui parmi les pays qui se démarquent dans la vie internationale par un usage très dynamique du facteur religieux. La Turquie, par contre, bien qu'État laïque investit assez bien dans la mise en œuvre de projets interreligieux, chez elle et à l'étranger. Elle peut ainsi participer au dialogue entre civilisations, se hausser au niveau européen et mondial. Quant à la Russie, sa première démarche en vue de renforcer les efforts aura été l'organisation à Moscou, en 2006, du Sommet mondial des leaders religieux, sous la responsabilité partagée de l'Église et de l'État russes. L'impact de ce sommet a été tel qu'il est de tradition, maintenant, d'en réunir un en avance du G8 et du G20 dans le pays de leur tenue.

L'Église russe propose des contacts entre les organisations internationales et les communautés religieuses par le biais d'un mécanisme d'interaction des leaders religieux avec l'UNESCO. L'action du groupe consultatif des responsables religieux de haut niveau, en partenariat avec l'UNESCO, est en progression et nous espérons bien que cela continuera.

Un des événements clés en matière de dialogue des communautés religieuses et des organisations internationales aura été le séminaire de Genève sur la Promotion et la protection des droits de l'homme par une meilleure compréhension des valeurs traditionnelles de l'humanité. Avec cette réunion un grand pas a été franchi vers l'organisation d'un débat international sur les droits de l'homme avec la participation des communautés religieuses traditionnelles. J'espère que la diplomatie russe saura, main dans la main avec l'Église orthodoxe russe, pousser plus loin ce processus dont l'objectif est de mettre fin au monopole libéral sur la compréhension et l'interprétation de la liberté de l'homme, qui plonge l'humanité dans une crise morale de plus en plus profonde. Nous en voyons des manifestations évidentes dans la destruction des valeurs de la famille, la légalisation de la prostitution, de la toxicomanie et de l'homosexualité. J'inviterais ici à renoncer aux devoirs prescrits par les engagements internationaux de la Fédération de Russie qui constituent une menace pour le bien-être moral de la société. Un exemple : la récente décision de la Cour européenne des droits de l'homme qui oblige la Russie à dédommager les organisateurs des défilés gay à Moscou.

L'Église russe tient le thème du rapport *droits de l'homme/valeurs traditionnelles* pour un élément de contenu essentiel de la politique étrangère de la Fédération de Russie. Il convient, dès lors, d'appuyer l'initiative de la Délégation permanente de la Russie à Genève d'organiser à Moscou une conférence internationale de haut niveau sur le sujet. Pour notre part, nous avons inscrit cette problématique à l'agenda du Conseil européen des leaders religieux qui s'est réuni en juin 2011 à Moscou.

Pour conclure cette intervention, j'aimerais attirer l'attention sur le rôle que joue aujourd'hui le facteur religieux dans la politique étrangère des pays, de même que dans les relations internationales. Une réflexion systématique conjointe sur cette réalité est effectuée par le Groupe de travail de l'Église orthodoxe et du ministère des Affaires étrangères de Russie à l'œuvre depuis plus de sept ans. Le groupe a fait ses preuves comme mécanisme de coopération efficient pour l'accomplissement d'importantes initiatives de portée internationale associant l'Église et la société, l'Église et l'État. Pour moi, il serait utile de préserver et de conforter en toute chose ce mécanisme de collaboration.

Enfin, je voudrais vous souhaiter, à vous monsieur le Ministre, aux membres du Collège du ministère des Affaires étrangères et à tous les collaborateurs du service diplomatique, plein succès dans vos entreprises pour le bien de notre Patrie et de tout l'Univers russe. Que la réussite vous sourie dans l'année nouvelle !

**Mots clés :** Église orthodoxe russe, Univers russe, dialogue interreligieux, coopération entre l'Église et l'État, défense de l'héritage chrétien de l'Europe, relations avec le monde islamique.



**Andreï Denissov :** *Ce qui se produit à l'échelle globale, sur la planète est parfois une période d'instabilité sérieuse, de changements, c'est aussi une période de formation d'une nouvelle architecture, notamment des relations internationales. Il est difficile de vivre en ces périodes. Néanmoins, la tâche, en particulier celle des diplomates, des politiciens consiste à minimiser les conséquences négatives de l'instabilité et à réunir si possible les conditions pour accéder à un niveau plus élevé de développement...*

**Vuk Eremić :** *J'ai la ferme conviction à l'heure de ce 800<sup>e</sup> anniversaire, que les relations d'amitié entre nos deux peuples résisteront à l'épreuve du temps. Il serait sans doute difficile de mettre plus de sincérité dans la profondeur du sentiment d'amitié qui nous unit, que ne l'a fait Dostoïevski. Il a écrit un jour que le grand esprit russe demeurera dans l'âme de la nation serbe, car le sang russe restera dans le sol serbe et de là renaîtra la gloire des Serbes. Et les Serbes n'oublieront pas que l'aide russe a été désintéressée, que les Russes morts pour la Serbie n'ont pas péri avec l'intention d'asservir. Quelques métamorphoses, réformes ou rébellions qui affectent le monde, les relations particulières qui unissent la Serbie et la Russie seront toujours aussi stables, permanentes et solides que le jour où le prince Rastko est devenu le frère Sava par la volonté du supérieur russe du monastère du mont Athos.*

**Sergueï Riabkov :** *Je dirai sans ambages : nous avons réussi à améliorer nos rapports avec les États-Unis. Or, une question s'impose : dans quelle mesure ce sont des changements vers le mieux, dans quelle mesure ils peuvent être qualifiés de radicaux. À mon avis, nous ne sommes pas pour le moment fondés de constater une dynamique positive stable dans nos relations.*

**Alexeï Borodavkine :** *Notre ligne de politique étrangère dans l'Asie-Pacifique se fondait sur l'idée bien arrêtée que l'avenir de notre pays est inséparable de la coopération avec les pays de cette région qui, ces dernières années, tend à devenir le nouveau centre de gravité du développement mondial, et qu'il n'y a pas d'alternative à l'insertion de l'économie russe dans les processus intégrateurs qui s'accélèrent dans la région.*

Andreï DENISSOV  
Premier vice-ministre  
des Affaires étrangères  
de la Fédération de Russie



## « NOUS N'AVONS PRATIQUEMENT PAS, DIEU MERCI, D'ENNEMIS DANS LE MONDE CONTEMPORAIN »

**A**rmen Oganessian, rédacteur en chef de la revue *La Vie Internationale* : Il convient de noter que plusieurs pays ayant profité des décennies durant des fruits de la stabilité économique et politique entrent dans une zone de turbulence. Cela se produit dans plusieurs États, sur divers continents. D'après vous ces événements, sont-ils liés entre eux ?

**Andreï Denissov**: C'est une question compliquée. Je préfère l'école de pensée philosophique supposant le rapport de cause à effet dans tous les phénomènes sociaux. Ce qui se produit à l'échelle globale, sur la planète est parfois une période d'instabilité sérieuse, de changements, c'est aussi une période de formation d'une nouvelle architecture, notamment des relations internationales. Il est difficile de vivre en ces périodes.

Néanmoins, la tâche, en particulier celle des diplomates, des politiciens consiste à minimiser les conséquences négatives de l'instabilité et à réunir si possible les conditions pour accéder à un niveau plus élevé de développement, puisque le développement est spasmodique.

L'histoire, au moins l'histoire moderne confirme que les périodes de stabilité, de développement relativement stable progressif et dynamique (il existe sans

---

L'entretien est publié dans le cadre du projet de la radio *Golos Rossii* (« La Voix de la Russie ») « Vis-à-vis du monde ».

[www.vizavi.ruvr.ru](http://www.vizavi.ruvr.ru)

doute des exceptions, mais je constate des tendances générales), sont assez courtes et les périodes d'instabilité s'avèrent beaucoup plus prolongées et douloureuses.

En fait, l'actuelle période d'instabilité ouverte par la crise financière et économique globale dure trop longtemps mais il faut être optimiste. Mieux encore : il ne faut pas se laisser entraîner dans le pessimisme. La situation est contrôlée à l'échelle globale et il existe des conditions pour sortir de la crise.

**A. Oganessian:** Passons donc de la crise économique à la crise politique. Notre auditeur de Moscou vous demande de commenter pourquoi le Président Dmitri Medvedev a signé il y a plusieurs semaines le décret sur les sanctions à l'égard de la Libye alors que la résolution du Conseil de sécurité de l'ONU a été adoptée dès le printemps ?

**A. Denissov:** Voyez-vous, il existe des finesses liées à la procédure. La résolution 1973 susmentionnée sur la Libye a été en fait adoptée le 17 mars, c'est-à-dire il y a longtemps.

Mais il est à noter que la résolution du Conseil de sécurité de l'ONU est un document d'action directe qui doit être appliqué sans tarder. Le jour de l'adoption de la résolution tout comme les autres membres de l'ONU, nous avons engagé immédiatement son application en comprenant sans doute que les normes du droit international prédominent sur celles de notre législation intérieure.

Il existe, néanmoins, une tâche supposant l'inclusion d'une norme du droit international dans notre législation intérieure, l'inclusion étant formulée dans le décret présidentiel.

Les concertations interdépartementales prennent, en règle générale, un mois, un mois et demi, peut-être deux mois parce qu'il existe des questions relevant de la compétence de tels ou tels organes du pouvoir. Aujourd'hui le décret est signé mais il entre en vigueur — je le souligne — depuis l'adoption de la résolution, pour nous il est contraignant, donc il n'y a pas de contradiction.

**A. Oganessian:** La Russie s'est abstenue lors du vote de la résolution à l'ONU. Pourquoi ?

**A. Denissov:** La résolution 1973 a été adoptée hâtivement et contient des clauses qui ne nous arrangeaient pas lors des préparatifs à l'adoption. C'est pour ça que nous n'avons pas soutenu la résolution, nous nous sommes abstenus lors du vote. Si nous avons voté « contre », nous aurions pu bloquer l'adoption en tant qu'État membre permanent du Conseil de sécurité de l'ONU.

Nous ne l'avons pas fait, c'est notre choix réfléchi. Dans le même temps, il convient de noter qu'il reste des clauses par trop souples, peu concrètes.

Les membres du dénommé « groupe de contact », essentiellement les pays occidentaux, en profitent. Plusieurs clauses peuvent être interprétées différemment

et rendent possibles les actes que nous estimons incorrects. De ce fait, nous posons régulièrement ce problème au Conseil de sécurité.

Les livraisons d'armes, de matériel de guerre sont interdites dans la résolution. Personne ne livre d'armements lourds aux mutins à Benghazi. Cependant, certaines livraisons militaires semi-secrètes sont réalisées et nous ne l'ignorons pas.

**A. Oganessian:** Une question de notre auditeur de Saint-Pétersbourg : « Moscou, dispose-t-elle d'une information exacte non politisée en provenance de Syrie dans le contexte d'une guerre de propagande ? Quelles conclusions s'imposent ? Nos amis de l'étranger, exercent-ils la pression sur nous pour que nous fassions des conclusions qui les arrangeraient ? »

**A. Denissov:** Je voudrais assurer que nous avons une information exhaustive absolument fiable sur ce qui se produit en Syrie. La situation est très compliquée, embrouillée, il est impossible de l'interpréter univoquement.

Néanmoins, on assiste à une tendance due à un haut degré d'instabilité, aux tentatives des autorités de réprimer les troubles populaires. Mais ce n'est pas tout simplement une vague, disons, de revendications démocratiques du peuple, c'est aussi une émeute des forces aspirant à déstabiliser la situation et à renverser le régime.

Comme tout autre problème international d'actualité, celui-ci est débattu avec acharnement, les passions s'exacerbent, notamment au Conseil de sécurité de l'ONU. Les positions des pays membres du Conseil divergent. Notre position est parfaitement nette : nous exhortons les parties au conflit au cessez-le-feu et au dialogue national. C'est là l'essentiel.

En même temps nos partenaires respectables, par exemple de certains pays occidentaux, invitent le président et le gouvernement syriens à démissionner en laissant entendre à l'opposition que l'opinion internationale lui aidera à l'emporter sur le pouvoir et il ne faudra pas engager les pourparlers. Mais de tels actes ne font qu'aggraver la situation. C'est là le problème.

En ce qui concerne la pression, il est impossible d'exercer la pression sur notre pays, d'autant moins sur la Chine représentée elle aussi au Conseil de sécurité en tant que force indépendante et influente.

La polémique, parfois acharnée, arguments convaincants à l'appui, continue, mais c'est un phénomène n'ayant rien d'extraordinaire, il en est toujours ainsi au Conseil de sécurité. Il n'y a jamais de quiétude.

Nous sommes en contact permanent avec l'administration syrienne : le Président Dmitri Medvedev a eu deux entretiens téléphoniques avec le Président de Syrie Bashar Assad, notre ministre des Affaires étrangères Sergueï Lavrov procède aux consultations avec son homologue syrien Walid al-Muallem. Les contacts réguliers sont poursuivis à tous les niveaux.

Nous avons attiré constamment l'attention de l'administration syrienne l'ayant exhortée à la prudence et à la responsabilité lors du choix des méthodes de réprimer les désordres publics.

Le Secrétaire général de l'ONU Ban Ke-moon et plusieurs institutions spéciales de l'ONU jouent eux aussi un rôle important dans les tentatives de normaliser la situation.

**A. Oganessian:** La Russie exclut l'ingérence armée en Syrie en la considérant improductive voire dangereuse dans cette région. Or, les médias étrangers envisagent l'ingérence d'un pays tiers dans la situation. Est-ce possible ?

**A. Denissov:** Je ne sais rien concernant l'intention d'un tel ou tel pays d'ingérence armée en Syrie. Par contre, tous les ténors internationaux clés : États-Unis d'Amérique, pays européens, Turquie, ont déclaré qu'il ne s'agissait pas d'une ingérence extérieure dans le conflit intérieur syrien. Certes, nous observons strictement ce principe.

**A. Oganessian:** Encore une question de Saint-Pétersbourg : « Pouvez-vous énumérer les alliés les plus proches de la Russie dans le monde contemporain ? »

**A. Denissov:** On peut dire que nous n'avons pratiquement pas, Dieu merci, d'ennemis dans le monde contemporain. En ce qui concerne les pays voisins limitrophes de la Fédération de Russie ou situés dans une zone géographique attenante, nous entretenons les rapports stables et équilibrés avec eux.

La Géorgie est l'unique exception désagréable pour nous pour des raisons bien connues. Il existe des problèmes dans les relations avec son administration politique mais non pas avec le pays et d'autant moins — avec le peuple.

Quant à nos alliés, ce sont les pays de l'Organisation du Traité sur la sécurité collective (OTSC) parce que c'est une organisation militaro-politique alliée. Le sommet informel de l'OTSC s'est tenu récemment au Kazakhstan, une décision importante sur l'adaptation de l'Organisation à la spécificité du développement international et régional contemporain est adoptée.

**A. Oganessian:** Une question curieuse d'un auditeur allemand : « Comment appréciez-vous les propos célèbres de l'empereur Alexandre III : *La Russie n'a que deux alliés : l'armée et la flotte russes ?* »

**A. Denissov:** Positivement. Je n'entends pas contester les propos de Sa Majesté impériale Alexandre III. Il a parfaitement raison et il n'y a rien à contester.

Vu les aspects naturels et géographiques : l'étendue de l'État, des communications, il est absolument nécessaire d'avoir des forces armées aptes au combat. Et ceci dans tous les milieux, dans toutes les sphères : les troupes terrestres, la marine de guerre et bien sûr — l'armée de l'air.

Nos autorités, le gouvernement de la Fédération de Russie accordent une attention digne à ce problème. Nous ne portons atteinte à rien. Nous ne révélons pas

de menace militaire d'un conflit d'envergure, de déchaînement d'une guerre contre notre pays avec emploi des armes tant conventionnelles que nucléaires.

Néanmoins, le danger de guerre subsiste. Il existe de nouveaux défis et menaces. Il est impossible de s'y opposer isolément. De ce fait, la Russie envisage un fondement collectif de sécurité en s'appuyant sur l'aptitude au combat de ses forces armées. J'insiste : il n'y a rien à contester en la matière, c'est un impératif absolu.

**A. Oganessian :** Notre auditeur de Perm demande : « La fondation du BRICS rend plusieurs pays perplexes. Ressentez-vous la résistance aux tendances au renforcement et au développement du BRICS ? »

**A. Denissov :** Comme à toute nouveauté. Qu'est-ce que c'est que le BRICS ? C'est un type nouveau correspondant aux impératifs du temps de réunion des efforts des États en vue de réaliser les tâches communes auxquelles ils se heurtent. Le BRICS n'est pas une organisation internationale, il n'a pas d'organes supranationaux. Ni même un secrétariat. C'est une sorte d'exemple, l'un des premiers exemples, pour reprendre l'expression des spécialistes — de la diplomatie des réseaux lorsque les États ayant une conception à peu près la même du monde se réunissent pour régler ou examiner les tâches communes. Tel est le contenu du BRICS.

Ce n'est pas une organisation internationale, une alliance, je le souligne, c'est un exemple d'une diplomatie des réseaux. Elle regroupe de grands pays au potentiel économique sérieux et croissant ayant des intérêts coïncidents (pas obligatoirement sur tous les points) qui se réunissent pour échanger d'opinions. Il n'existe pas d'hierarchie : pas d'aînés ni de cadets, il n'existe pas de leaders ni de subordonnés. Ce sont des pays à peu près égaux : d'après leur catégorie de poids, selon l'expression des athlètes.

En plus des sommets consacrés à l'examen ouvert des problèmes de la paix internationale, de la sécurité, de la lutte contre de nouvelles menaces comme, par exemple, le terrorisme, le trafic de la drogue, des réunions ministérielles sont convoquées. Ainsi, les ministres des Finances s'entretiennent en prévision des grands forums sur les questions relatives à la régulation du système financier global pour concerter ouvertement leurs positions. Il est prévu d'engager une réunion des ministres de l'agriculture pour examiner le problème alimentaire. Les pays densément peuplés comme la Chine ou l'Inde se heurtent aux problèmes sérieux dans ce domaine. Dans le même temps, le Brésil a accédé au leadership mondial en tant que gros fournisseur de denrées alimentaires. La Russie est ces dernières années, notamment en 2011, à l'avant-garde à ce marché. Nous avons beaucoup à discuter. Nous autres pays du BRICS ne dissimulons rien.

Nous coopérons au sein de l'ONU. Fait révélateur : en plus de deux membres permanents : la Chine et la Russie, trois membres non permanents : Inde, Afrique du Sud et Brésil, participent au Conseil de sécurité. Autrement dit, le BRICS est représenté tout entier au Conseil de sécurité ce qui est à l'avantage des activités quotidiennes du Conseil.

**A. Oganessian:** « L'attitude envers les événements en Syrie, ne traduit-elle pas la scission au sein du BRICS ? demande notre auditeur. Il y a eu récemment des informations sur une démarche conjointe des représentations diplomatiques indienne, sud-africaine et brésilienne alors que la Chine et la Russie n'y ont pas participé ».

**A. Denissov:** Non, il n'y a aucune contradiction. Je repète : nous sommes différents. La Chine et la Russie sont membres permanents du Conseil de sécurité, l'Afrique du Sud, le Brésil et l'Inde — membres non permanents. Ils sont en quelque sorte plus souples en tant que tels. En présentant les initiatives, ils supposent *a priori* un éventail plus vaste de pays que les cinq membres permanents. Nous coopérons très étroitement.

Ainsi, les trois pays susmentionnés ont initié la récente déclaration du président du Conseil de sécurité de l'ONU sur la Syrie, document officiel concerté par tous les pays. Ils ont assumé la mission de médiation. Leurs émissaires se sont rendus à Damas en quête de mesures en vue de dresser les ponts entre les parties au conflit. C'est un rôle au plus haut point positif et responsable. Il n'y a pas de contradiction.

Nous sommes en fait différents mais nos positions sur le monde extérieur coïncident.

**A. Oganessian:** La discussion sur la solidité du système de relations internationales spécifié dans les Accords de Yalta est poursuivie ces derniers temps. Notre auditeur de Simféropol demande combien solides sont les principes de Yalta qui sont à la base du monde d'après-guerre.

**A. Denissov:** Solide ne signifie pas figé ou gelé. Le monde change. Qu'est-ce que c'est que le système de Yalta ? Le système de Yalta est un code de tels ou tels principes. Certes, ils sont précisés mais leur contenu reste intangible.

Par exemple, le principe d'intangibilité des frontières d'après-guerre en Europe. Il a été développé et formulé en 1975 dans l'Acte final de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe signé à Helsinki — dans le célèbre Acte d'Helsinki.

Néanmoins, depuis le milieu de la deuxième moitié des années 1980 nous voyons les frontières changer. Si elles sont révisées conformément à la volonté des peuples, comme dans le cas du partage de la Tchécoslovaquie en Tchéquie et Slovaquie, cela n'entre pas en contradiction avec le principe de leur intangibilité.

**A. Oganessian:** Or, cela ne concerne pas le Kosovo ?

**A. Denissov:** C'est ça. C'est pour ça qu'un vaste éventail de pays, notamment la Russie ne reconnaissent pas le Kosovo en tant que formation indépendante en le considérant toujours comme faisant partie de la Serbie. C'est un problème sérieux dans le contexte du droit international. C'est aussi le cas du règlement autour du Haut Karabakh, du problème transnistrien, de Chypre du Nord. Il existe, malheureusement, plusieurs problèmes de ce genre en Europe.

Il est à noter qu'au fur et à mesure que change le monde, on voit changer le système. Or, les fondements inébranlables restent intacts et tout le monde y est intéressé. Personne n'entend diluer, disons, le principe d'intangibilité des frontières en Europe. Sinon, on ouvrira la boîte de Pandore.

**A. Oganessian:** Encore une question concernant l'ONU : « Comment Moscou apprécie qu'au lieu de déployer ses activités conformément à sa Charte dont le premier article stimule que les Nations Unies ont pour but de « maintenir la paix et la sécurité internationale », l'ONU s'occupe de tout jusqu'à élaborer un protocole pour accueillir les civilisations extraterrestres ? Les objectifs formulés dans la Charte sont évincés au second, voire au troisième plan, estime notre auditeur. Il est, peut-être, temps de réformer l'ONU ? »

**A. Denissov:** Il existe des choses sérieuses et des cas curieux. Les civilisations extraterrestres, c'est curieux. Il existe en fait parmi les institutions spéciales de l'ONU un Comité pour des utilisations de l'espace extra-atmosphérique qui décide des problèmes sérieux liés à l'élaboration des principes juridiques d'exploration de l'Espace par divers États.

Il existe, en outre, toute une série de questions sérieuses n'ayant rien à voir avec les extraterrestres. Il a été indiqué récemment que si ceux-ci se rendaient sur Terre, seule l'ONU, institution universelle, serait le meilleur partenaire dans le dialogue avec eux. Et de ce fait, il faut désigner un représentant spécial pour les contacts avec les civilisations extraterrestres. Je répète : c'est un fait curieux.

Il existe des initiatives dues aux bonnes intentions. Par exemple, le Bhoutan, petit pays asiatique, a présenté récemment un projet sur le bonheur.

Il existe le programme « Objectifs du Millénaire pour le développement » formulé dans les documents de l'ONU. Surmonter la pauvreté, propager l'enseignement, éliminer les maladies, régler le problème alimentaire — tels sont les objectifs essentiels. Le Bhoutan propose d'inclure le bonheur dans ce programme. Nous nous montrons réservés en ce qui concerne de tels exercices : c'est aussi un fait curieux.

Chers collègues, parlons donc sérieusement. L'ONU est une grande institution. C'est une institution intergouvernementale. Les gouvernements, les délégations gouvernementales et non pas les diplomates, les personnalités

isolées y participent en composant l'Assemblée générale, organe supérieur de l'ONU.

Le Conseil de sécurité de l'ONU réunit cinq membres permanents et dix membres non permanents remplacés tous les deux ans. Ils adoptent les résolutions et d'autres documents contraignants.

Qui plus est, il existe un réseau ramifié d'institutions spéciales de l'ONU, de départements, etc. Il existe un Programme de développement de l'ONU très vaste ayant l'immense budget. Il existe la Fondation largement connue pour l'Enfance de l'ONU (UNICEF). À y ajouter des dizaines d'institutions onusiennes.

Chacune d'entre elles a sa sphère d'activité. Par exemple, il existe l'organisation pour la lutte contre la désertification et la sécheresse et l'organisation s'occupant de la reproduction des forêts. Il existe le programme de protection de la nature, des commissions économiques de l'ONU. Toutes ces institutions ne s'occupent pas, croyez-moi, des contacts avec les civilisations extraterrestres.

Le Tadjikistan a posé le problème du déficit d'eau douce, il est parmi les leaders dans l'organisation de toutes sortes de manifestations en vue de remédier à la situation dans ce domaine. Ce pays relativement petit a abordé ce sujet très important pour lui et déploie les efforts en vue de le régler. Cela confirme que les petits pays peuvent eux aussi jouer un rôle important à l'ONU.

L'ONU est une institution encombrante au budget de plusieurs milliards qui n'est pas toujours efficacement mis à profit. C'est une bureaucratie, parfois artificielle, qui s'avère souvent inadmissible. L'ONU ne parvient pas toujours à réagir opportunément. C'est vrai. De ce fait, la refonte de l'ONU est une tâche permanente qui doit embrasser le vaste système des Nations Unies.

**A. Oganessian:** La Russie, se prononce-t-elle pour élargir la composition du Conseil de sécurité ?

**A. Denissov:** Ce problème recèle des contradictions. Le Conseil de sécurité peut sans doute être élargi à condition du consensus où si la majorité écrasante des États membres de l'ONU acceptent une telle démarche. Telle est notre position.

Une question s'impose : à quoi bon élargir le Conseil de sécurité ? Pour assurer la représentation ou pour le rendre plus efficace, prenant en considération les opinions différentes ?

La Russie se montre, tout comme les États-Unis d'Amérique et la Chine, prête à accroître le Conseil de sécurité pourvu qu'il reste efficace. Actuellement il regroupe 15 membres. S'ils sont un peu plus nombreux qu'une vingtaine (en anglais : « low twenties »), cela diversifiera la palette des États représentés au Conseil de sécurité sans nuire à son efficacité, à son aptitude à adopter les décisions.

Il convient de mentionner encore une particularité. Le Conseil de sécurité de l'ONU regroupe les États membres permanents et non permanents. On se

demande : comment s'élargir ? Accroître le nombre de membres permanents ou laisser le noyau historique et élargir le Conseil de sécurité grâce aux membres non permanents ce qui permettra à un nombre plus grand d'États d'être représentés au Conseil de sécurité ? C'est là l'objet de la discussion.

**A. Oganessian :** Une autre question : « Combien réel est-il de prévenir le déploiement des éléments *ABM* américains sur le périmètre de nos frontières ? Les déclarations qu'ils sont destinés à faire face aux missiles iraniens rendent perplexe ? À qui sont-elles adressées ? »

**A. Denissov :** S'agissant de la menace émanant d'Iran, les Américains ne se proposent pas de nous convaincre, ils essaient de persuader eux-mêmes. Ils se fixent pour objectif d'assurer la domination absolue de l'Amérique dans le monde. Cela fait partie de la psychologie politique nationale américaine : l'Amérique doit être plus forte que n'importe quel autre adversaire, elle doit être une force absolue. Certaines conditions, du moins au plan militaire, sont réunies.

Nous voyons, il est vrai, dans le monde contemporain que les Américains ne jouent pas toujours, loin s'en faut, le rôle déterminant. On sait que l'Amérique s'est embourbée avec tout son potentiel militaire colossal en Afghanistan. La même chose en Irak.

À notre avis, le système *ABM* doit être fondé dans le monde contemporain sur les principes collectifs et être coordonné de sorte à ne pas troubler le principe essentiel : celui des origines de la sécurité lorsque la sécurité d'un pays n'est pas garantie au détriment de celle d'un autre.

Nous ne sommes pas contre les *ABM*, nous avons des moyens analogues mais la sécurité n'est possible que lorsqu'elle est commune. En tant que pays poursuivant le dialogue avec les États-Unis d'Amérique sur les problèmes de la défense antimissiles, nous ne devons pas ressentir une menace émanant du déploiement d'un tel système.

C'est là le contenu du problème. De ce fait, nous essayons de nous entendre avec les Américains sur l'évaluation conjointe de menaces. Les menaces existent, peut être, mais il faut les évaluer sérieusement du point de vue d'une perspective historique bien déterminée. Il n'existe pas, par exemple, aujourd'hui de missiles dans tel ou tel pays et dans dix ans ils seront construits. Il faut le prendre en considération.

Bref, nous avons besoin de dialogue et de coopération dans l'évaluation de menaces et ensuite — de coopération en vue de faire face aux menaces potentielles. Cela concerne tant les menaces qui surgissent aujourd'hui que celles auxquelles nous pourrions nous heurter demain. Pour y parvenir, les pays adhérant à une sorte d'union doivent prendre les engagements de s'abstenir de faire ce que leur partenaire considère comme une menace.

En effet, tout n'est pas simple. Or, le dialogue est poursuivi, les consultations continuent, en premier lieu entre nous et les Américains, principaux pays susceptibles au plan technique, technologique d'aménager un système de défense *ABM*. Tous les pays ne sont pas à même de le faire, loin s'en faut.

De ce fait, lorsque nous entendons parler de l'*EuroABM* (défense antimissiles européenne), nous devons nous rendre compte que ce n'est pas un système européen mais un système américain de défense antimissiles déployé sur le territoire des pays européens avec leur consentement.

**A. Oganessian:** Les États européens, quelle attitude adoptent-ils envers les *ABM* ?

**A. Denissov:** En perspective historique la position des pays européens est dans l'ensemble constructive, l'Europe se soucie de sa sécurité sur tous les volets. Elle n'est pas séparée de notre pays par l'Atlantique comme les États-Unis.

Nous sommes Européens nous aussi, nous vivons sur le même continent, il nous faut finalement aménager un système commun de sécurité. D'une part, les Européens ne s'entretiennent pas volontiers avec nous à ce sujet laissant entendre que c'est l'objet des discussions avec les Américains, de l'autre — ils ne voudraient pas que ce soit un nouveau facteur négatif dans les rapports russo-américains qui se répercuterait sur le climat politique en Europe. Autrement dit, la situation est compliquée pour nos partenaires européens. Or, dans l'ensemble les Européens, un noyau sain de l'Europe continentale, jouent un rôle positif dans les débats à ce sujet.

**A. Oganessian:** Selon certains médias russes et étrangers, le « redémarrage » dans les rapports russo-américains est terminé. Il est indiqué que seuls les départements militaires des deux États développent la coopération. Partagez-vous cette opinion ?

**A. Denissov:** Je suis content que vous ayez remarqué la coopération des départements militaires. Il ne faut pas oublier que la coopération militaire et militaro-technique est importante non seulement en tant que telle, elle a une très grande portée politique et spirituelle, une dimension liée à la confiance. L'aptitude à coopérer dans le domaine militaire reflète une chose très importante : la confiance entre les parties. Loïn de se considérer comme des adversaires, elles se montrent prêtes à coopérer.

En effet les liens russo-américains, notamment militaires, s'intensifient ces derniers temps. Ainsi, les avions de guerre américains ont été présentés pour la première fois depuis ces quatre dernières années au récent Salon aérospatial. Notre aviation de guerre se prépare, à son tour, à participer aux manœuvres militaires conjointes sur le territoire américain avec emploi de nos avions. Ce petit épisode est éloquent.

Les troupes américaines accomplissant leur mission en Afghanistan sont équipées à travers notre pays dans l'air et sur terre. C'est un élément très important de notre coopération militaire. Nous échangeons régulièrement de délégations militaires, nos bâtiments de guerre entrent dans les ports du partenaire, et vice versa. Bref, dans ce domaine le redémarrage bat son plein.

Or, les relations entre nos pays dépassent de loin le cadre des contacts militaires. L'essentiel, c'est la politique, ce sont les rapports entre les leaders, l'aptitude du ministère russe des Affaires étrangères et du Département d'État américain à maintenir une ambiance de travail constructive permettant de régler tous les problèmes y compris compliqués, urgents sur lesquels nos opinions divergent. Il existe au moins dans ce cas une chance de trouver une solution.

**A. Oganessian:** La réaction de la partie américaine au « dossier Magnitski » a déstabilisé en quelque sorte les relations russo-américaines. Notre auditeur demande : « Pourquoi on commente largement aux États-Unis le « dossier Magnitski » ? Pourquoi l'administration américaine y réagit aussi douloureusement ? Rien de pareil ne se produit jamais aux États-Unis ? »

**A. Denissov:** Ça arrive bien sûr. Force est de reconnaître : l'histoire de Magnitski est anormale. Certes, il faut enquêter sur les circonstances et ceux qui sont coupables de la mort d'un homme même s'il est responsable d'abus financiers doivent être punis.

Cela n'est pas à douter et c'est sur cet aspect que le Président de Russie attire l'attention en insistant d'une manière dure sur une enquête et les conclusions qui s'imposent. C'est ce qui se produit.

Compte tenu de ce qui vient d'être dit, toutes sortes d'exercices des législateurs américains se présentent douteux, et c'est le moins que l'on puisse dire. Cela provient, semble-t-il, de la présomption, du sens de sa propre infailibilité. Nous avons, soi-disant, toujours raison et les autres n'ont qu'à se rapprocher de notre standard.

Que faire, c'est une récidive. Espérons que de telles récidives seront de moins en moins fréquentes. L'essentiel, c'est ce que le déroulement de l'enquête dépend entièrement de nous-mêmes. C'est évident pour nous.

**A. Oganessian:** Et en ce qui concerne les problèmes européens, les pourparlers sur le régime des visas entre la Russie et l'Europe, comment se déroulent-ils ?

**A. Denissov:** Je voudrais souligner que la procédure de délivrance des visas d'entrée dans les pays européens après la signature en 2006 de l'accord entre la Russie et les pays membres de l'Union européenne sur la simplification du régime des visas est devenue considérablement plus simple. Il est plus simple d'obtenir les visas, ils sont plus prolongés, les catégories de personnes auxquelles ils sont délivrés d'une manière simplifiée sont plus vastes.

Une certaine progression est prévue. Quiconque entre pour la première fois dans un pays européen reçoit un visa. La fois prochaine : en cas d'histoire positive des rapports avec l'Europe, il peut compter sur un visa double entrée et ensuite sur un multivisa.

En ce qui concerne le régime sans visas, nous avons souligné plus d'une fois que nous y étions prêts mais nos partenaires européens ne le sont pas. Le dialogue est poursuivi. Ce n'est pas une simple décision politique : annuler les visas, mais une programme dispendieux, toute une série de mesures liées à la garantie d'un contrôle frontalier fiable : tant chez nous que chez eux, à la signature des documents sur la réadmission. Donc, il existe de multiples questions à régler. Prenons patience.

**Mots clés:** période d'instabilité, Libye, Conseil de sécurité de l'ONU, Syrie, BRICS, *ABM*, régime sans visas.

Vuk EREMIĆ

Ministre des Affaires étrangères de Serbie



## RUSSIE-SERBIE : HUIT SIÈCLES D'HISTOIRE

Le premier grand-prince serbe, Stéphane Nemanja donna trois fils à la nation. En 1193, le cadet, Rastko, alors âgé de 18 ans, rencontra un moine russe du monastère d'Athos, la Montagne Sainte. Ensemble ils quittèrent le sol de Serbie et gagnèrent le monastère Saint-Pantaléon du mont Athos, où Rastko décida de se consacrer au service de Dieu. Le supérieur du monastère russe consacra bientôt le jeune prince sous le nom de Sava. Cet instant symbolise la renaissance spirituelle des Serbes, car Sava créa ainsi, et imprégna notre conscience nationale de l'Église orthodoxe serbe.

Sava comprit bien vite la nécessité de créer des institutions nationales. C'est lui qui rédigea notre première constitution écrite. Le Code (*Zakonopravilo*) publié en 1219, également connu sous le nom de *Nomocanon* exerça une grande influence sur l'ensemble du monde slave. En 1274 le Concile de l'Église orthodoxe russe réuni à la ville de Vladimir l'éleva au rang d'unique code canonique reconnu. Les Églises de nos deux pays s'y tinrent jusqu'au XX<sup>e</sup> siècle.

Sava écrivait que la Foi ne peut nous sauver qu'avec nos bonnes œuvres et par elles. Cette noble association de choses est l'essence même de l'âme slave orthodoxe. Elle unit nos deux nations, serbe et russe, au sein d'une culture commune beaucoup plus vaste qu'une simple coïncidence de traditions. Elle apporte une forte charge émotionnelle, elle forme la personnalité au niveau des sentiments et des institutions, constituant l'assise immuable d'une union

perpétuelle. C'est ce qu'entend le terme de « conciliarité », notion slave fondamentale familière à nos deux peuples.

Nos peuples ont de tous temps prêté une très grande importance aux arts. Pour nous, la poésie, la prose, la musique, le théâtre sont autant de manifestations de l'âme et imprègnent le tissu même de notre identité nationale. Ceci vaut à plus forte raison pour l'Église russe et l'Église serbe qui plus d'une fois sont intervenues comme les gardiens de nos relations. Notre foi commune est confortée par le fait que nous continuons de prier dans la même langue, que nous utilisons les mêmes livres liturgiques et que nous vénérons les mêmes saints. La première interprétation à Belgrade, le 1<sup>er</sup> avril 2011, de la « Passion selon saint Mathieu », oratorio composé par le métropolite de Volokolamsk Hilarion, président du Département des relations ecclésiastiques extérieures du Patriarcat de Moscou, est venu rappeler la réalité de cette confraternité.

L'histoire de nos relations remonte très loin. La Serbie vénère la mémoire des Serbes qui ont apporté une contribution au développement de la Russie. C'est un architecte serbe qui a réalisé en 1345 le projet de l'église de la Transfiguration à Kovaliovo, dans la région de Novgorod. En 1380, un autre Serbe l'a ornée de fresques resplendissantes. Quelques décennies plus tard, en 1404, un frère serbe du monastère de Hilandar reçut pour mission de construire la première horloge mécanique de Russie. Depuis plusieurs siècles le carillon de cette horloge égrène le temps de la Russie du haut de la tour du Sauveur au Kremlin de Moscou.

La Serbie se souvient des dizaines de milliers de ses enfants qui, à partir de 1690, se sont installés en Russie au temps du grand exode des Serbes. L'un d'entre eux, le prince Sava Lukić Vladislavić-Raguzinski entré au service de Pierre le Grand, devint ambassadeur de Russie à Rome, puis à Constantinople. C'est lui qui ramena à Saint-Petersbourg l'aïeul de Pouchkine, Ibrahim Hannibal. Mais il doit surtout sa notoriété au traité de Kiakhta de 1727, qui a régi les relations entre la Russie et la Chine jusqu'au milieu du XIX<sup>e</sup> siècle. Ce traité délimitait la frontière entre les deux grands pays et, surtout, octroyait à la Russie des conditions de commerce avec l'Empire du Milieu plus avantageuses que celles faites aux autres puissances européennes.

Un autre Serbe russe, le général Mikhaïl Andreïevitch Miloradovitch, s'est illustré dans les campagnes contre Napoléon. Ses mérites lui ont valu d'être le premier en Russie à être honoré de l'insigne de l'empereur Alexandre I<sup>er</sup> que l'on portait à l'épaule. Après avoir commandé un corps de la Garde impériale, il devint gouverneur général de Saint-Petersbourg. Ses contemporains en ont gardé le souvenir d'un mécène généreux.

La Serbie se souvient aussi de Maxime Souvorov, le prêtre russe qui est venu fonder à Belgrade, en 1727, une première école. Nous avons une pensée

chaleureuse pour Alexandre Pouchkine qui a consacré des vers à Kara George (George le Noir) et au prince Miloš, ceux-là qui ont conduit la première et la deuxième révolte serbe. On sait aussi que Léon Tolstoï a pris pour prototype de son comte Vronski Nicolas Raïevski, volontaire de la guerre des Serbes contre l'empire Ottoman, qui périt en héros en 1876.

Durant toute son histoire la Russie a été un allié fidèle de la Serbie. Son soutien a été décisif dans notre combat contre les Turcs. En novembre 1804, le prince Adam Czartoryski, alors ministre russe des Affaires étrangères, a le premier reçu une délégation officielle de Serbie. Lorsqu'il s'est agi de fortifier la paix conclue avec la Porte, la Russie n'a pas hésité à prêter son appui. En 1830, Nicolas I<sup>er</sup>, premier parmi les chefs d'État, a donné audience à des représentants serbes huit ans avant l'établissement des relations diplomatiques.

Dans les deux guerres mondiales du XX<sup>e</sup> siècle, nous étions dans le même camp. Qui oubliera que la Russie est entrée dans la Première guerre mondiale en riposte à l'agression austro-hongroise contre la Serbie en été 1914 ? En automne de l'année suivante, notre armée commandée par le vieux roi de 72 ans Pierre I<sup>er</sup>, épuisée par les combats, fut contrainte à se replier sur la mer Ionienne dans une longue retraite à travers l'Albanie. En janvier 1916 il y avait 100 000 Serbes réfugiés sur ces côtes inhospitalières. La décision des Anglais et des Français d'envoyer des navires pour les transporter dans un lieu plus sûr fut prise sous la pression de Nicolas II qui télégraphia à Londres et à Paris : « Si nos alliés ne sauvent pas les forces serbes coincées sur les côtes albanaises, la Russie se retirera immédiatement de la guerre ». Le résultat fut le sauvetage de notre armée par son évacuation vers l'île grecque de Corfou. Un an plus tard ses forces regroupées s'embarquèrent pour aller libérer la Serbie.

Au lendemain de la révolution bolchevique 100 000 émigrés russes se trouvèrent un nouveau foyer en Serbie. Parmi eux le général Wrangel et le président de la Douma d'État de Russie Rodzanko (1911-1917). Le Saint-Synode de l'Église orthodoxe russe hors frontières au grand complet, y compris le métropolite de Kiev Antoine (Khrapovitzki), invité par le patriarche Dimitri de Serbie, s'installa à Sremski Karlovci. Récemment canonisé saint Jean le Thaumaturge (Maximovitch) a passé plus de dix ans de sa vie à Belgrade ; depuis sa sortie de la Faculté de Théologie, en 1925, et jusqu'en 1934, à sa nomination à la tête du diocèse de Shanghaï. Plus d'un savant russe, des artistes et des ingénieurs ont contribué à l'épanouissement de la Serbie. L'apport le plus sensible a touché l'architecture. Maints bâtiments très beaux de Belgrade ont été érigés d'après des projets d'architectes russes. Notamment le Palais du Patriarche, les palais royaux, le siège de l'État-major général. Nicolas Krasnov était sans doute le plus grand talent de tous ceux qui ont œuvré en Serbie. Il a dressé les plans du

siège du Gouvernement et du ministère des Affaires étrangères dont le chantier fut terminé en 1929.

L'Armée Rouge nous a grandement aidés à chasser les nazis de notre territoire lors de la Seconde guerre mondiale. Le Président Dmitri Medvedev a visité Belgrade le 20 octobre 2009 à l'occasion du 65<sup>e</sup> anniversaire de la libération de la capitale de la Yougoslavie par les soldats soviétiques. Premier des dirigeants étrangers, il a pris la parole devant l'Assemblée nationale pour souligner la portée de cette date dont il a dit que c'était une « partie inaliénable de notre histoire commune ».

Six mois plus tard, le 9 mai 2010, j'ai eu l'honneur d'accompagner le Président Boris Tadić à Moscou pour le 65<sup>e</sup> anniversaire de la Victoire sur le fascisme. Nos peuples ont aussi en commun leur attachement aux valeurs antifascistes. Les chiffres des pertes subies par nos peuples du fait des puissances de l'Axe et des collaborateurs, les souffrances immenses vécues dans les années terribles de la Seconde guerre mondiale sont suffisamment éloquents. Ces faits ont aussi retenu l'attention du Premier ministre Vladimir Poutine à Belgrade. Et lui, et Boris Tadić ont évoqué le désir de poursuivre le resserrement des relations bilatérales en ce XXI<sup>e</sup> siècle.

On a beaucoup parlé de croissance du commerce et des investissements. Le Président Tadić a dit : « Il n'existe pas de plafond à la coopération économique entre nos pays ». Il a souligné qu'en 2009 une aide russe de 200 millions de dollars a aidé la Serbie à éponger les retombées les plus douloureuses de la crise économique mondiale. Si bien que nos échanges ont pris 25 pour cent de mieux et que nos exportations ont augmenté de 55 pour cent.

Ces chiffres continueront de croître. Par étapes, au cours de la réalisation de projets ponctuels, on amorcera la mise en œuvre des 800 millions de dollars du prêt proposé par Moscou aux fins de la modernisation des infrastructures en Serbie. Avec un accent particulier sur les chemins de fer.

La qualité de partenaire économique de premier plan se traduit pour la Russie dans un partenariat stratégique avec la Serbie dans le domaine de l'énergie. La société *Gazprom Neft* a acquis en 2009 un gros paquet d'actions de notre compagnie pétrolière *NIS*, et a annoncé qu'elle investirait 500 millions d'euros dans la modernisation de cette ancienne entreprise publique. La maison mère a l'intention d'investir 500 millions supplémentaires d'ici la fin de l'année.

Autre signe du caractère stratégique de notre partenariat énergétique: la Serbie participe au projet de *South Stream*. Lors de la visite du Premier ministre Vladimir Poutine à Belgrade, les gens de *Gazprom* ont assuré que les 450 kilomètres du secteur serbe du gazoduc seraient terminés pour décembre 2015. Ce projet servira à assurer nos besoins au long des décennies à venir. Il garantira au pays un revenu stable au niveau de quelques centaines de millions de dollars au titre du règlement pour le

transit du gaz. Plus généralement parlant, *South Stream* permettra à l'Europe centrale de diversifier ses sources de ravitaillement en gaz, de moderniser les installations de transit et, à la clé, d'apporter au Vieux Monde une plus grande sécurité énergétique.

Autre projet tout positif pour l'Europe du Sud-Est : la création d'un centre régional d'aide humanitaire d'urgence à Niš. Le ministère serbe et le ministère russe des Affaires intérieures ont décidé d'organiser un centre moderne qui réduira au maximum le délai d'arrivée de l'aide aux sinistrés en cas de cataclysme naturel ou de catastrophe technogène, de mettre au point un mécanisme d'action conjointe et de créer les conditions nécessaires au travail des sauveteurs. Le Centre sera un appui à la conduite d'opérations de recherche et de sauvetage, d'aide humanitaire, d'évacuation de la population et de lutte contre les incendies de forêt. Le projet pourrait devenir multinational avec la participation des autres pays de la région.

Des approches concordantes des problèmes régionaux vont dans le sens d'une plus vaste concertation sur les questions de la vie internationale. Le Président Boris Tadić a ainsi, au cours de sa conférence de presse conjointe avec le Premier ministre russe Vladimir Poutine, le 23 mars 2011, relevé le fait que nos pays sont au plus haut point d'accord dans tous les domaines de la politique internationale.

La Serbie est très attentive à l'initiative du Président Dmitri Medvedev de conclure un traité de sécurité européenne sur la base d'une vision consensuelle globale et indivisible de la sécurité dans les espaces euro-atlantique et euro-asiatique où tous jouiraient des mêmes garanties juridiquement contraignantes. Une telle approche est conforme au principe de neutralité stricte qui a été inscrite dans la résolution de décembre 2007 de l'Assemblée nationale de Serbie.

Nos pays ont une même approche du système des Nations Unies. Pour nous les objectifs et les principes figurant dans la Charte de l'ONU donnent le cadre du tolérable dans la conduite des affaires internationales. La Serbie considère le Conseil de sécurité comme l'organe responsable par excellence du maintien de la paix et de la sécurité dans le monde.

Nous sommes reconnaissants à la Russie de son soutien indéfectible dans une question fondamentale pour notre nation, à savoir : la tentative d'autorités composées d'Albanais ethniques de détacher la province méridionale du Kosovo et de Metochia. Le sujet a été, parmi d'autres, au centre des discussions durant la visite du ministre russe des Affaires étrangères Sergueï Lavrov à la mi-avril dernier.

Comme pour tous les autres États membres des Nations Unies, un des intérêts fondamentaux de la nation consiste à préserver la souveraineté du pays et son intégrité territoriale. Notre position quant aux velléités de sécession manifestées par des autorités défendant l'intérêt des Albanais ethniques du Kosovo le 17 février 2008, demeure inchangée. Nous ne reconnaissons pas, ni explicitement ni implicitement, leur déclaration unilatérale d'indépendance.

Dans son intervention devant l'Assemblée nationale, le Président Dmitri Medvedev a déclaré sans ambiguïté, que la Russie était prête à accorder à la Serbie toute l'aide nécessaire à la défense de ses intérêts nationaux. Il y a quelques mois le Premier ministre Vladimir Poutine a dit la même chose : « Nous partons du fait que ce qui va dans le sens des intérêts de la Serbie sert aussi l'intérêt de la Fédération de Russie ».

Une valeur fondamentale d'une politique responsable en ce XXI<sup>e</sup> siècle est le renoncement aux actes unilatéraux lors de la recherche d'une issue aux conflits ethniques. Les autorités séparatistes de Priština qui ont violé ce principe ont créé un précédent aux retombées imprévisibles pour les relations internationales. Pour s'écarter du gouffre béant, il faudra une action de contrainte à l'accord.

Seul le consensus peut produire l'union des contraires. Notre politique vis-à-vis du Kosovo a toujours recherché le compromis stratégique. La décision consultative du Tribunal international prononcée en septembre 2010, a apprécié la déclaration unilatérale d'indépendance comme une « tentative de trouver un statut définitif au Kosovo », sans plus, et a rallié l'approbation générale au dialogue en tant que seule voie possible pour la paix au Kosovo.

Les négociations ont été amorcées récemment. Une démonstration de bonnes intentions de part et d'autre ouvrirait la porte à des démarches pratiques bénéfiques à tous les habitants. De notre point de vue, le dialogue a également pour but de créer les conditions nécessaires à un règlement global au Kosovo qui soit acceptable pour toutes les parties conformément à la résolution 1244 (1999) du Conseil de sécurité.

Toute convention doit avoir l'approbation du Conseil de sécurité dont le rôle central et directeur dans la définition du statut final de la province demeure primordial. Alors seulement on pourra parler de légalité et de stabilité car, en ce cas, toutes les divergences de vue entre les membres des Nations Unies auront été gommées et l'on disposera d'une marche à suivre dans les efforts ultérieurs pour définir le cadre de l'autodétermination.

Pour l'avenir également, la Serbie compte sur le soutien de la Russie pour faire toute la lumière sur les accusations portées contre certaines personnalités, d'avoir été impliquées dans la criminalité organisée et dans des crimes de guerre, notamment dans le trafic d'organes humains avant, pendant et après les bombardements de l'OTAN en 1999. Ces crimes affreux ont été décrits dans le récent rapport sur les faits de traitement inhumain et trafic illégal d'organes au Kosovo, qui a servi de base à l'adoption de la résolution de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe. Nous remercions la Russie d'avoir appuyé la demande de la Serbie auprès du Conseil de sécurité de créer le mécanisme *ad hoc* qui mènera une enquête juridique approfondie, comme cela s'est fait précédemment dans tous les cas relatifs à la guerre en ex-Yougoslavie, de quelque

côté du conflit les coupables ne se soient tenus et indépendamment de leur rôle politique. Ce n'est qu'en restant conséquents et en agissant par le biais du Conseil de sécurité l'exercice du droit international échappera à la pratique des doubles standards.

La Serbie a pris la décision stratégique d'assurer son développement national à travers l'intégration européenne. Toutefois, *l'Europe* va pour nous plus loin que l'adhésion à l'Union européenne, c'est avant tout la construction d'une société européenne mettant l'accent sur la modernisation et l'innovation. Tout comme la Russie, la Serbie prête plus d'attention à la renaissance de l'esprit des réformes, ce qui implique responsabilité et transparence, autant d'éléments incontournables de la santé durable de la nation.

C'est par la construction d'une société européenne que passe le chemin de la Serbie vers la prospérité à l'intérieur de la communauté mondiale, la remise en ordre de son ménage, la garantie du succès. Je pose que l'intégration européenne apportera aussi une nouvelle dimension à nos relations. Non seulement Moscou acquerra un ami véritable à Bruxelles qui lui facilitera l'accès au marché commun européen, mais encore la compréhension et la coopération entre la Russie et l'Union européenne y gagneront-elles.

L'écrivain russe Fédor Dostoïevski a relevé un jour que les Russes avaient deux patries : la Russie et l'Europe. Cela vaut aussi bien pour nous, Serbes, qui avons deux maisons : la Serbie et l'Europe. Et cette façon de voir les choses nous ouvre de vastes horizons de développement en ce XXI<sup>e</sup> siècle.

J'ai la ferme conviction à l'heure de ce 800<sup>e</sup> anniversaire, que les relations d'amitié entre nos deux peuples résisteront à l'épreuve du temps. Il serait sans doute difficile de mettre plus de sincérité dans la profondeur du sentiment d'amitié qui nous unit, que ne l'a fait Dostoïevski. Il a écrit un jour que le grand esprit russe demeurera dans l'âme de la nation serbe, car le sang russe restera dans le sol serbe et de là renaîtra la gloire des Serbes. Et les Serbes n'oublieront pas que l'aide russe a été désintéressée, que les Russes morts pour la Serbie n'ont pas péri avec l'intention d'asservir.

Quelques métamorphoses, réformes ou rébellions qui affectent le monde, les relations particulières qui unissent la Serbie et la Russie seront toujours aussi stables, permanentes et solides que le jour où le prince Rastko est devenu le frère Sava par la volonté du supérieur russe du monastère du mont Athos.

**Mots clés :** Russie, Serbie, Dmitri Medvedev, Boris Tadić.

Sergueï RIABKOV

Vice-ministre des Affaires étrangères de  
la Fédération de Russie

sryabkov@mid.ru



## LA RUSSIE ET L'AMÉRIQUE : *START III*, ABM, NARCOTRAFIC AFGHAN, ETC. ...

**A**rmen Oganessian, rédacteur en chef de la revue *La Vie Internationale* : 2011 est marqué en premier lieu par l'achèvement de la ratification du Traité *START III*. Moscou, comment réagit-elle à la résolution de ratification américaine?

**Sergueï Riabkov** : L'examen du Traité *START III* au Sénat a été prolongé, ce qui n'était pas, d'ailleurs, inattendu. Certains politiciens américains, notamment les sénateurs, aspiraient à interpréter à leur manière plusieurs clauses du traité et même à corriger le texte ce qui nous rendait perplexe. Heureusement, ils n'y ont pas réussi et c'est là le mérite de l'administration Obama ayant mobilisé sa ressource politique pour persuader ceux qui avaient des doutes et ceux qui critiquaient le document de son importance, de sa nécessité dans l'intérêt de la sécurité des États-Unis. Des forces substantielles ont été mises à profit : les ex-secrétaires d'État, les ex-ministres américains de la défense, les adjoints aux présidents pour la sécurité nationale : tant des administrations démocratiques que des républicains, ont été entraînés dans ce processus.

Le traité a été finalement ratifié mais une résolution annexée au document contient toute une série d'interprétations de son contenu et de recommandations

---

L'entretien est publié dans le cadre du projet de la radio *Golos Rossii* (« La Voix de la Russie ») « Vis-à-vis du monde ».

[www.vizavi.ruvr.ru](http://www.vizavi.ruvr.ru)

sur son application. Toutes les clauses de la résolution ne nous arrangent pas, loin s'en faut. C'est une tentative sinon de réécrire le texte, du moins d'établir un strict cadre d'examen des questions qui s'avéraient souvent les plus compliquées lors de la concertation du document. Moscou accorde une attention sérieuse à la situation qui s'est créée, les analystes réalisent un grand travail, les députés de la Douma d'État adressent les demandes au ministère des Affaires étrangères, nous présentons nos commentaires, nos évaluations.

**A. Oganessian :** Le texte du traité, est-il resté intact ? Ne peut-il pas être érodé par la résolution adoptée aux États-Unis ?

**S. Riabkov :** C'est impossible. Si les Américains révisent, en s'appuyant sur leur conception de limites d'admissible au plan du droit international et de leur législation nationale, le texte du document, cela équivaldrait en fait au verdict de la mort. Le traité est conçu au prix des efforts éminemment sérieux de part et d'autre, c'est un fin compromis, un équilibre réfléchi des concessions, j'insiste : réciproques. Plusieurs clauses du traité sont élaborées à l'issue des pourparlers de plusieurs mois à divers niveaux, notamment au niveau des présidents de nos pays, c'est un fait sans précédent. Il a été inconcevable de corriger le texte du traité. Cela ne s'est pas produit, le traité est intact et sera appliqué selon ses clauses, avec tous les protocoles et tous les annexes.

C'est un résultat sérieux ayant permis à la partie russe au niveau du Président de la Fédération de Russie, du ministre russe des Affaires étrangères d'apprécier positivement la résolution de ratification immédiatement après son adoption au Sénat. Ensuite, ce sont des interprétations, le texte contenant des clauses qu'en théorie il est possible d'interpréter différemment. Mais la diplomatie avance en s'appuyant sur ses acquis. Les interprétations divergent mais il faut rechercher un compromis sur ces litiges.

**A. Oganessian :** Comment y ont réagi nos parlementaires ?

**S. Riabkov :** Une dizaine de questions prescrivent une réaction bien déterminée de nos députés. Le préambule contient une référence à l'interdépendance entre les armements stratégiques offensifs et défensifs. Cette interdépendance formulée dans le texte du traité est notre condition *sine qua non* de la finalisation du document. Il n'y aurait pas eu de traité en l'absence d'une telle clause. En adoptant la résolution les sénateurs américains ont essayé de mettre en doute le contenu juridiquement contraignant de l'interdépendance. De telles tentatives prescrivent une réponse adéquate.

Le traité est un seul tout, il ne saurait être démembré et tous ses éléments sont juridiquement contraignants.

Il convient de mentionner la perspective de la création d'armements stratégiques offensifs non nucléaires. Lors de l'élaboration du document la partie

russe a toujours souligné que les armements stratégiques offensifs dotés d'ogives conventionnelles et non pas nucléaires constituent un type d'armement au plus haut point déstabilisateur. Il est impossible de préciser à la distance de 5-10 kilomètres le type d'ogive dont est doté un système intercontinental. Les sénateurs exigent en fait le développement impétueux illimité de ces systèmes.

Cela concerne, en outre, le déploiement des *ABM* américains à l'échelle globale ce qui est formulé comme une condition de l'application du Traité *START*. Il existe des clauses liées, par exemple, au début dans l'espace d'une année après l'entrée du traité en vigueur des pourparlers avec la Fédération de Russie sur les armes nucléaires tactiques, c'est-à-dire parastratégiques. Cette dernière clause ne relève pas du contenu du traité et la formule appropriée dans le texte de la résolution de ratification américaine prescrit une réponse. D'autres interprétations seront données inévitablement : où nous en sommes dans le dialogue avec les États-Unis et l'essentiel : dans quel sens nous devons avancer. On ne saurait exclure des contre-interprétations qui équilibraient les clauses unilatérales américaines.

**A. Oganessian** : Nos pays, ont-ils réussi à améliorer foncièrement en 2010 leurs rapports et à passer au dialogue et à la coopération constructifs ?

**S. Riabkov** : Je dirai sans ambages : nous y avons réussi. Or, une question s'impose : dans quelle mesure ce sont des changements vers le mieux, dans quelle mesure ils peuvent être qualifiés de radicaux. À mon avis, nous ne sommes pas pour le moment fondés de constater une dynamique positive stable dans nos relations. Nous nous sommes heurtés plus d'une fois dans la deuxième moitié de 2010 aux récidives des anciennes positions de la partie américaine sur les relations avec la Russie. Cela est dû aux tentatives de mettre en question le bilan politique de la crise au Caucase en 2008, donner marche arrière à ce qu'il est impossible de modifier du point de vue de l'apparition de deux États indépendants dans la région. Nos positions divergent lors des préparatifs au sommet de l'OSCE à Astana, les débats sur les questions relatives aux droits de l'homme continuent. Il existe une réalité qu'il est impossible de modifier ou d'annuler par des efforts politico-diplomatiques mais dans l'ensemble la dynamique est positive.

Nous avons cette année des tâches sérieuses liées à l'adhésion de la Russie à l'OMC. L'administration américaine adopte une attitude au plus haut point responsable envers cette tâche et essaie de nous prêter concours. La ratification fin 2010 par le Congrès américain de l'Accord de coopération avec la Russie dans l'électronucléaire s'est avérée presque inaperçue. Nous avons déjà terminé l'application de l'accord ayant échangé de notes. L'absence d'un tel document ne nous permettait pas des années durant de promouvoir une coopération authentique

dans le domaine aussi important de nos rapports avec les États-Unis, notamment dans les innovations.

Un nouvel ordre du jour économique est conçu l'année dernière, il y a de multiples visites et contacts entre les entreprises américaines à capital risque et nos compagnies s'occupant des innovations. Le projet de Skolkovo suscite un vif intérêt, un grand travail est réalisé dans le cadre des contacts entre les structures du business, de l'efficacité énergétique, des nouveaux projets dans l'aérospatiale, etc. Bref, les aspects positifs prennent de l'ampleur sinon comme une boule de neige du moins comme un stalactite. Certes, le fardeau du passé existe et il faut s'en débarrasser conjointement, pour le moment la situation évolue positivement.

**A. Oganessian :** Après les élections au Congrès sa ressource politique, le président Obama la perd partiellement. Dans quelle mesure aura-t-il les mains liées lors de l'adoption des décisions ?

**S. Riabkov :** Chaque président américain se heurte dans la deuxième moitié du mandat quadriennal à l'aggravation de la lutte que mènent les partis. C'est la loi de la vie politique intérieure aux États-Unis. Pour l'actuelle administration les contradictions entre les partis, la lutte s'accroissent avant terme. Or, les élections au Congrès du 2 novembre 2010 ne traduisent pas en principe la victoire décisive de l'opposition. Les républicains ne placent sous leur contrôle que la chambre basse ayant étendu leur présence au Sénat. Néanmoins, le degré de confrontation au Congrès s'élève à l'issue des législatives. Nous estimons que la lutte sera non moins acharnée sous un Sénat et la Chambre des représentants de nouvelle composition.

Conformément à la Constitution américaine dans la politique extérieure, le Président est contraint de coopérer étroitement avec le Congrès, en premier lieu avec le Sénat. Cela concerne, notamment, les aspects liés à la Russie, par exemple l'annulation de l'amendement Jackson-Vanik. Il en est question depuis bien longtemps mais il n'y a pas de progrès. De l'avis de plusieurs sénateurs, ce problème devient à peu près un référendum sénatorial sur les rapports avec la Russie.

Certains compromis ont été recherchés sur les problèmes intérieurs, sur les impôts, etc. L'administration adopte une attitude centriste équilibrée. Je ferai un parallèle avec l'administration Bill Clinton qui s'est comportée d'une manière analogue en 1994. Elle a élaboré toute une série de décisions économiques visant à mobiliser les sympathies du centre politique aux États-Unis moins dépendant du parti mais des opinions de la majorité des habitants. Cela se manifestera sans doute dans la politique d'Obama.

**A. Oganessian :** Permettez-moi de revenir à l'amendement Jackson-Vanik. Les États-Unis, dans quelle mesure sont-ils prêts à surmonter cet anachronisme dans les relations russo-américaines ?

**S. Riabkov** : L'administration n'a pas lancé pour le moment une initiative législative en faveur de l'annulation de l'amendement. Nous ne dramatisons pas cette circonstance. Il s'agit d'un problème surgi il y a trente ans. Rappelons que l'amendement est introduit sous prétexte des restrictions au départ des Juifs d'URSS en Israël. Il n'existe pas depuis longtemps d'Union soviétique, tous les Juifs ayant fait l'objet des restrictions sont partis, et nous avons le régime sans visas avec Israël. Or, Jackson-Vanik subsiste et tel un spectre, empêche de travailler les générations toujours nouvelles. C'est en fait un problème américain. Je me suis entretenu l'année dernière avec les représentants des organisations juives américaines et je sais que les représentants des organisations analogues russes ont essayé d'expliquer l'absurdité de l'amendement aux partenaires américains. Or, la machine politique des États-Unis offre de multiples prétextes qui ne sont pas liés aux origines du problème pour ne pas annuler un amendement discriminatoire à l'égard de notre pays. J'espère que le bon sens prendra finalement le dessus.

**A. Oganessian** : Le *START III* a été ratifié, et après ?

**S. Riabkov** : Il entrera en vigueur et on va voir comment il est appliqué. En ce qui concerne les démarches à entreprendre, l'ordre du jour que nous débattons avec les Américains suppose tous les aspects de la stabilité stratégique. Je mettrais l'accent sur les *ABM* et j'évoque à nouveau l'interdépendance *START/ABM* formulée dans le traité. Il est possible que le sort du document soit mis en question dans le contexte de l'accroissement qualitatif et quantitatif des systèmes antimissiles américains. Il est prévu pour dix ans. Or, une question s'impose : s'avèrera-t-il durable, ne serons-nous pas contraints d'adopter telles ou telles décisions sur la sortie du traité. Cela dépend de la politique que les États-Unis poursuivront dans le domaine de la défense antimissile.

Nous avons de multiples sujets à débattre avec les Américains.

Nous devons avancer dans le domaine des armements conventionnels vers le rétablissement du régime de contrôle viable en Europe. Cela fait partie intégrante du renforcement de la sécurité globale et de la stabilité stratégique, les armes nucléaires compensant en quelque sorte les déséquilibres dans le domaine des armements conventionnels. Plusieurs pays du monde adoptent une telle attitude en la matière.

Nous nous sommes heurtés aux audiences à la Douma d'État ayant précédé l'examen du document à la séance plénière aux questions de nos parlementaires : comment sont pris en considération dans le document américain les arsenaux nucléaires de leurs alliés, notamment britannique et français. Plus bas est le niveau autorisé des ogives et des vecteurs, et plus importants sont les potentiels appropriés des autres pays. C'est là la condition *sine qua non* d'une réduction

responsable des armements nucléaires. C'est un sujet compliqué qui mérite une étude approfondie. Je suis convaincu que nous reprendrons plus d'une fois son examen.

**A. Oganessian :** Le Président Dmitri Medvedev a proposé au sommet de l'OTAN à Lisbonne de fonder un système *ABM* sectoriel conjoint. Comment est le rôle de la Russie et des États-Unis dans l'éventuel compromis à ce sujet ? Les consultations biparties avec les États-Unis, ont-elles commencé ?

**S. Riabkov :** Les consultations biparties avec les États-Unis à ce sujet n'étaient pas interrompues. Elles se déroulent activement sur plusieurs volets. En plus du ministère russe des Affaires étrangères, nos collègues du ministère de la défense s'entretiennent activement avec les partenaires américains. L'idéologie de l'*EuroABM*, telle qu'elle a été formulée par le Président de la Fédération de Russie à Lisbonne, est parfaitement compréhensible et doit être, à mon avis, attrayante pour les partenaires. Nous proposons d'aménager un périmètre antimissiles de l'Atlantique à l'Oural. Dmitri Rogozine, notre représentant permanent à l'OTAN, à plus d'une fois employé une métaphore concernant deux chevaliers se tournant le dos.

La responsabilité de la chaîne de commandement, du mécanisme d'adoption des décisions fait l'objet de discussions et peut être assurée à condition d'une volonté politique. Il faut comprendre si nos partenaires sont prêts à examiner sur une base égalitaire avec la Russie une telle configuration. Les évaluations de défis et de menaces de missiles ne coïncident pas mais les États-Unis proposent, en tant qu'alternative à l'initiative de notre président, d'aménager un système *ABM* de l'OTAN fondé essentiellement sur le système américain avec la mise à profit de certaines ressources des alliés américains au sein de l'Atlantique Nord. De ce fait, ce système peut être potentiellement dirigé contre la Fédération de Russie. Il est possible qu'il soit aménagé de sorte à dévaluer le potentiel des forces stratégiques russes ce qui entre sans doute en contradiction avec les intérêts de notre sécurité.

Il ne faut pas, peut-être, se hâter d'envisager les détails concrets de l'architecture d'un tel système *ABM* en partageant la responsabilité de tel ou tel secteur, d'envisager comment se déroulera l'échange de données. Ce sont des aspects importants qu'il ne faut pas déclinier. Or, à l'étape actuelle il convient de préciser l'attitude politique de nos voisins au sein de l'OTAN, en premier lieu de nos partenaires américains : sont-ils prêts à examiner sérieusement ce modèle.

**A. Oganessian :** Et en ce qui concerne les potentiels nucléaires britannique et français, sommes-nous fondés d'affirmer qu'ils ne menacent pas la Russie ?

**S. Ryabkov :** Nous avons déclaré depuis longtemps et formulé dans les documents que la Russie et l'OTAN ne se considéraient pas comme des

adversaires. Le sommet Russie-OTAN à Lisbonne a précisé les positions dans ce domaine douloureux. Les intentions sont une chose et les potentiels en sont une autre. Nous autres diplomates nous nous appuyons sur cette logique en poursuivant les pourparlers ou les consultations sur les aspects aussi importants. Nous n'avons pas, au moins pour le moment, de projets d'aménager un schéma pareil au schéma adaptatif d'accroissement par étapes des potentialités *ABM* qui est déjà en voie d'application aux États-Unis. Comment peut être l'alternative à l'initiative du Président Dmitri Medvedev ? Faut-il préciser nos positions en s'appuyant sur la situation qui change constamment ?

Certes, une telle évolution ne sera pas à notre avantage et prescrira de nouveaux efforts. Nos leaders ont plus d'une fois averti qu'en l'absence de progrès dans la compréhension mutuelle sur les *ABM*, en l'absence de partenariat pour la coopération, nous n'avons pas tout simplement d'autre choix que de décider d'accroître le potentiel offensif. Ce n'est pas un scénario souhaitable. Nous déclarons, de ce fait, qu'il faut coopérer sur une base égalitaire bien que nous nous soyons contraints de prêter attention aux potentiels des alliés des États-Unis.

**A. Oganessian :** Comment peut être le rôle de la Russie et des États-Unis dans le règlement dans la péninsule coréenne ? Malheureusement, nous n'avons pas réussi un consensus à une séance du Conseil de sécurité de l'ONU convoquée à l'initiative de la Russie. Est-il possible que Washington se montre compréhensif à la position de la Russie ?

**S. Riabkov :** Nous nous entretenons activement sur la situation dans la péninsule coréenne sur tous les volets avec les Américains tout comme avec les autres participants aux pourparlers multipartites. Vous avez raison, les positions de la Russie et des États-Unis ne coïncident pas entièrement. Cela provient pour une large part des engagements d'allié pris par les États-Unis et le Japon à l'égard de la République de Corée. Or, il est nécessaire d'appliquer les mesures urgentes en vue de détendre la situation dans la péninsule coréenne. La Russie a déployé les efforts substantiels pour éviter une nouvelle aggravation.

Nous avons coopéré activement avec les Américains lors des préparatifs et la tenue des séances du Conseil de sécurité convoquées à l'initiative de la Russie. Tout n'est pas idéal, il est vrai, du point de vue des documents et des décisions concrètes. Or, cela ne signifie pas que nous sommes déçus. C'est un exemple de nos contacts permanents et d'une coopération étroite.

**A. Oganessian :** Une question concernant le BRIC. On demande parfois : une union au sein d'un groupe des pays aussi éloignés l'un de l'autre, n'est-elle pas artificielle ? Maintenant l'Afrique du Sud y adhère. Probablement, les pays du BRIC sont unis par quelque chose de plus important que la proximité géographique ?

**S. Riabkov :** Il existe plusieurs formats d'unions et aucun d'entre eux n'est figé. L'évolution de plusieurs associations, en particulier régionales, le confirme. En plus du BRIC, la Russie participe au RIC, sans le Brésil (Russie, Inde, Chine) ayant son ordre du jour intéressant. En ce qui concerne le BRIC, il suffit d'énumérer les manifestations engagées dans son cadre pour constater qu'une grande voie est franchie pendant un peu plus de deux ans depuis le premier sommet du BRIC à Ekaterinbourg.

Ce sont en fait des pays différents du point de vue économique mais ils ont les positions proches sur la réforme des institutions financières Bretton Woods, et sur une stratégie optimale dans l'élimination des conséquences de la crise financière et économique globale. Le BRIC se fait de plus en plus valoir dans le domaine de la sécurité alimentaire et dans les échanges innovants. Le Brésil joue un rôle actif au sein du BRIC. Ce pays est, dirais-je, une locomotive de notre coopération sur plusieurs volets. Le sommet du BRIC en avril 2010 au Brésil a démontré les efforts intenses de l'administration brésilienne appréciant hautement ce format.

La Russie salue l'admission de l'Afrique du Sud au BRIC. Cet événement international important est devenu possible grâce à la décision conjointe des leaders de Russie, du Brésil, de l'Inde et de Chine. En plus d'accroître le « poids » économique réuni du groupe, l'adhésion de l'Afrique du Sud, une grande puissance économique africaine, participant actif au G20, contribuera à élargir le potentiel de coopération mutuellement avantageuse dans le cadre du BRIC. L'adhésion de l'Afrique du Sud au BRIC correspond aux tendances à long terme positives du développement mondial y compris à la gestation du système international polycentrique.

**A. Oganessian :** Comment appréciez-vous la situation en Afghanistan?

**S. Riabkov :** Nous sommes intéressés à la stabilisation en Afghanistan. Dans cet ordre d'idée, la présence de la Force internationale d'assistance à la sécurité est un facteur positif. En cas d'un autre scénario nous n'aurions pas admis un accord avec l'OTAN sur le transit aller-retour des cargaisons militaires pour les forces de sécurité ni les ententes biparties avec les États-Unis, l'Allemagne, l'Espagne, d'autres pays faisant partie des forces coalisées. La Fédération de Russie participe à plusieurs projets visant à améliorer la situation en Afghanistan : la formation du personnel, notamment pour la lutte contre le narcobusiness, le concours, y compris aux structures fortes afghanes. C'est là un apport à la stabilisation afghane.

La tâche commune consiste à faire en sorte que l'Afghanistan devienne au plus vite un État indépendant stable, pour que les menaces aussi urgentes pour nous qu'est le narcotrafic n'émanent pas de son territoire. Nous ne coopérons pas efficacement pour le moment sur ce volet avec l'OTAN, nos partenaires atlantistes ne prenant pas entièrement conscience de la profondeur de ce défi et de la nécessité de mobiliser les forces pour infléchir sur cette menace.

**A. Oganessian** : Le représentant russe à l'ONU Vitali Tchourkine s'est montré préoccupé vu que les commandos qui ne sont pas détruits dans plusieurs régions afghanes sont évincés vers les frontières proches d'Asie centrale, par conséquent, de la nôtre.

**S. Riabkov** : Cet aspect relativement nouveau nous rend perplexe et nous l'avouons franchement. Cela met en cause, à notre avis, tant notre sécurité que celle des pays limitrophes de l'Afghanistan, des États d'Asie centrale, de nos alliés au sein de l'Organisation du Traité sur la sécurité collective (OTSC). Nous estimons que les potentialités de coopération sont loin d'être épuisées. Dans le même temps, nos départements forts, nos départements sectoriels déploient les efforts dans ce domaine. Il existe des problèmes en suspens relatifs à la consolidation des frontières, au renforcement du potentiel de nos alliés en ce qui concerne le contrôle de nos frontières. Il faudrait s'entretenir à ce sujet avec les États-Unis et la Force internationale d'assistance à la sécurité.

**Mots clés** : Traité *START III*, idéologie *EuroABM*, amendement Jackson-Vanik.

Alexeï BORODAVKINE

Vice-ministre des Affaires étrangères de la  
Fédération de Russie

aborodavkin@mid.ru



## LE VECTEUR ORIENTAL DE LA POLITIQUE ÉTRANGÈRE RUSSE : BILAN ET PERSPECTIVES

P our l'immense région Asie-Pacifique englobant l'espace allant de l'Iran au Japon et aux îles du Pacifique Sud, l'année 2010 aura été une période de développement dynamique qui a triomphé de la crise économique et financière mondiale, une année qui a vu l'émergence de nouveaux pôles de croissance et d'influence, et le progrès de la coopération multilatérale.

Par ailleurs, beaucoup de choses survenues dans cette région au cours de l'année dernière sont de nature inquiétante. Nous pensons en premier lieu aux contentieux et conflits pourris qui s'exacerbent périodiquement, aux nouveaux défis et menaces qui ont vu le jour au cours de la dernière décennie, de même qu'à la fracture entre les niveaux de développement des différents États et sous-régions de l'Asie-Pacifique. En d'autres termes, des réalisations spectaculaires demeurent associées à la constante de nombreux problèmes en suspens.

Pour le volet oriental de la diplomatie russe, l'année 2010 aura été aussi tendue que productive. Notre ligne de politique étrangère dans l'Asie-Pacifique se fondait sur l'idée bien arrêtée que l'avenir de notre pays est inséparable de la coopération avec les pays de cette région qui, ces dernières années, tend à devenir le nouveau centre de gravité du développement mondial, et qu'il n'y a pas d'alternative à l'insertion de l'économie russe dans les processus intégrateurs qui s'accélèrent dans la région. L'Asie et le Pacifique réclamaient une attention soutenue de par la nécessité d'assurer la sécurité de nos frontières orientales et de par la conscience qu'il

serait de bonne politique d'exploiter au mieux l'immense potentiel commercial, financier, d'investissement, technologique et humain que recèle la région Asie-Pacifique aux fins de la modernisation générale de la Russie, de l'essor socio-économique de la Sibérie et de l'Extrême-Orient.

Ce faisant, et ceci est essentiel, nous avons proposé à nos partenaires un programme positif capable de faire l'unité. La Russie n'y cherchait pas à obtenir quelque avantage pour elle-même ni n'avait envie de tirer un profit quelconque des contradictions existantes ; elle se contentait de s'affirmer à travers sa disponibilité pour une coopération ouverte à tous les pays marquant de l'intérêt pour une telle coopération. Il s'agit de la sorte de relever le profil de notre pays au sein de la région Asie-Pacifique et d'en faire un facteur de stabilité stratégique et de développement économique stable.

Un des bilans positifs de l'année dernière est que notre collaboration stratégique dans le domaine de la sécurité avec les États asiatiques influents en est sortie fortifiée. Avec nos partenaires, nous sommes parvenus à éviter que la crise politico-militaire survenue entre les deux Corées ne dégénère en conflit militaire d'envergure et à amorcer la préparation de la reprise des pourparlers sur le problème nucléaire de la péninsule de Corée. Nous avons pu resserrer notre coopération avec les pays du Moyen-Orient et de l'Asie du Sud en matière de réfrènement des menaces terroristes et de celles nées du trafic de la drogue. La Russie s'est employée au relâchement de la tension causée par le programme nucléaire iranien, en le rendant plus transparent et contrôlable.

Ces problèmes et tant d'autres n'ont pas disparu pour autant, mais leur nuisance a pu être contenue grâce, entre autres facteurs, à l'action de la Russie.

L'année 2010 nous a rappelé l'histoire : avec nos partenaires, nous avons commémoré à l'automne le 65<sup>e</sup> anniversaire de la victoire des Alliés en Extrême-Orient et la fin de la Seconde guerre mondiale. Le bilan de ce conflit mondial tel qu'il a été inscrit dans la Charte des Nations Unies, y compris les clauses territoriales, doit être accepté et respecté par tous les États, également, bien sûr, ceux de la région Asie-Pacifique. Cette idée a été clairement énoncée dans la Déclaration conjointe faite par le Président russe Dmitri Medvedev et le Président chinois Hu Jintao le 27 septembre 2010 à l'occasion de cet anniversaire.

Nos relations économiques et commerciales avec les pays d'Asie ont retrouvé leur souffle d'avant la crise. Au cours des dix premiers mois de 2010 le chiffre d'affaires global du commerce russe dans la région Asie-Pacifique s'est chiffré à 120 milliards de dollars, soit 35 pour cent de mieux que pour la période de référence 2009, avec quelques pointes remarquables pour certains partenaires : on s'attendait à un volume des échanges de la Russie avec la Chine et la Corée du

Sud double de ce qu'il était en 2009. En gros, on peut dire que le commerce russe progresse plus vite dans l'Asie-Pacifique que dans les autres régions du monde.

La Russie se crée à l'Est des alliances modernes avec toute une série de pays à la pointe du progrès technique. Un exemple : l'intérêt manifesté pour le projet *Skolkovo* par la Corée du Sud, la Chine, le Japon, l'Inde et Singapour.

Des projets économiques bilatéraux d'envergure ont été réalisés en collaboration avec nos voisins de la région Asie-Pacifique. La mise en route du premier oléoduc sino-russe *Skovorodino-Daqing* est chose faite. Dans le domaine de l'atome civil une coopération dynamique s'est développée avec la Chine, l'Inde, l'Iran, le Vietnam, la Mongolie, l'Australie, le Japon et le Bangladesh. L'espace est un champ de coopération avec la Chine, l'Inde, le Japon, la Corée du Sud, l'Indonésie. Des accords ont été signés avec l'Inde visant l'exploitation conjointe du système russe de navigation *GLONASS*. Les livraisons de GNL russe au départ des gisements de Sakhaline sur la Corée du Sud et le Japon vont croissant. Le lancement des transactions *Rouble-Yuang* sur les places financières de Moscou et de Shanghai sont un autre témoin du niveau de développement des relations économiques et financières entre la Russie et la Chine. Ce pas franchi, il a été possible de procéder aux règlements commerciaux bilatéraux dans les devises nationales respectives.

L'évènement signifiant aura été le coup d'envoi des négociations d'un accord de libre échange entre les membres de l'Union douanière (Russie, Biélorussie et Kazakhstan) et la Nouvelle-Zélande. C'est un projet pilote voué à propulser la Russie dans les processus de libéralisation des régimes commerciaux et d'investissement au sein de l'Asie-Pacifique dans l'optique de l'adhésion prochaine de notre pays à l'OMC.

On relève un accroissement sensible des investissements directs de capitaux asiatiques dans l'économie russe. Les régions cibles sont la Sibérie et l'Extrême-Orient, mais aussi la Russie d'Europe. Ainsi une usine de la société nipponne *Komatsu* a lancé à Yaroslavl une chaîne de production d'engins pour la construction et les travaux spéciaux, cependant que Saint-Pétersbourg accueillait l'usine de montage de société sud-coréenne *Hunday*. L'industrie de raffinage du pétrole et de traitement du gaz reçoit des capitaux de l'Orient. Nos partenaires d'Asie-Pacifique manifestent un intérêt marqué pour le programme russe de privatisations qui embrassera les années 2011 à 2013.

Sur le plan culturel et humain, les contacts entre la Russie et ses partenaires orientaux se sont encore étoffés au cours de l'année écoulée. Prenons, à titre d'exemple, l'année de la langue chinoise en Russie avec ses deux centaines d'événements. Un programme d'échanges culturels a été élaboré avec l'Inde pour les années 2010-2012. Les centres de la science et de la culture russes

se multiplient dans les pays de la région et connaissent un grand succès. Dans le cadre du projet de création d'une Université de l'Organisation de coopération de Shanghai a été lancée en régime pilote la formation de masters dans les programmes concertés sur la base de 62 écoles des États membres de l'Organisation. Un Centre de l'ASEAN a été inauguré à Moscou. Des centres de la Fondation *Rousskiy Mir* (« Le Monde russe ») ont ouvert leurs portes à Hanoï, Hô-Chi-Minh-Ville, Shanghai et Dalian. Les échanges touristiques avec les pays de l'Asie-Pacifique s'amplifient.

L'érection de nouvelles églises orthodoxes russes dans les pays de l'Asie-Pacifique est un autre sujet de profonde satisfaction.

La Russie est présente dans les structures multilatérales de l'Asie-Pacifique avec une qualité nouvelle. Elle participe, aux côtés des États-Unis, aux sommets de l'Asie orientale, forum majeur qui rassemble les pays les plus influents de la région et qui est le mieux placé pour trouver les solutions aux problèmes fondamentaux de la sécurité et du développement économique de la région.

L'année 2010 a vu la consolidation de l'Organisation de coopération de Shanghai (OCS) où la Russie figure parmi les fondateurs. Si l'on considère l'augmentation prévisible du nombre de membres, l'OCS se profile comme l'un des piliers d'un ordre mondial multipolaire en formation et d'une architecture de sécurité et de coopération dans l'Asie-Pacifique en mutation.

Notre action au sein du forum de la Coopération économique dans l'Asie-Pacifique s'est centrée sur les efforts entrepris conjointement avec nos partenaires dans une optique de libéralisation continue du commerce et de l'investissement dans la région, et qui contribuaient, parallèlement, à l'intégration de la Russie dans le système régional des rapports économiques et commerciaux, essentiellement pour la croissance, tant économique que sociale, de la Sibérie et de l'Extrême-Orient. La préparation de la présidence russe de l'APEC-2012 est en bonne voie.

L'année 2010 a marqué une étape dans nos relations avec l'ASEAN, organisme clé de l'intégration Asie-Pacifique. Le 30 octobre 2010 s'est tenu à Hanoï le deuxième sommet Russie-ASEAN qui a relevé d'un cran le niveau de qualité du dialogue de partenariat avec l'Association et a posé les jalons de son développement.

Une nouvelle impulsion a été donnée à la collaboration à trois entre la Russie, l'Inde et la Chine (RIC). Il ressort de la ministérielle de novembre 2010 à Wuhan (Chine) que l'instrument de concertation sur les problèmes régionaux d'actualité du RIC ne cesse de s'affiner, de même qu'il sert de plate-forme de coopération sectorielle pratique.

Par son adhésion au Dialogue Asie-Europe (ASEM), la Russie se voit reconnaître un rôle de pont entre la région Asie-Pacifique et la région euro-

atlantique. Le rôle de ce forum consiste, essentiellement, à renforcer la compréhension mutuelle, la confiance et la coopération entre les deux continents, et la Russie est bien décidée à apporter à cette cause une contribution active.

L'année 2010 a été marquée par l'importante initiative conjointe avancée par la Russie et la Chine, qui doit améliorer l'architecture de sécurité et de coopération en Asie-Pacifique. Elle consiste, pour les pays de la région, à construire leurs relations en gardant à l'esprit le fait que la sécurité est une matière indivise, à renoncer à bâtir leur propre sécurité aux dépens de celle des voisins. Cette nouvelle approche permettra de mettre au rancart la confrontation héritée de la guerre froide et d'empêcher que ne soient tracées dans cette région de nouvelles lignes de démarcation qui remettraient en question les perspectives d'un développement intégré des pays de l'Asie-Pacifique.

C'est là une philosophie que partagent de nombreux pays de la région. Déjà l'Inde a soutenu l'idée d'une nouvelle architecture sécuritaire et de coopération qui soit assise sur les principes universels du droit international, de la confiance et de l'ouverture. Les pays de l'ASEAN se sont solidarisés avec une telle façon de voir. D'autres États encore trouvent l'initiative positive. Nous espérons que le dialogue sur un sujet aussi brûlant sera poursuivi dans le cadre du Sommet de l'Asie orientale, du Forum régional de l'ASEAN sur la sécurité, des réunions ministérielles de la défense des pays de l'ASEAN Plus Trois et d'autres structures régionales. On attend beaucoup, du point de vue du traitement conceptuel des questions sécuritaires de l'Asie-Pacifique, de la communauté experte dans son format de la « deuxième voie », par exemple du Conseil de coopération sur la sécurité d'Asie-Pacifique (CSCAP) et du Dialogue Shangri-La.

D'une façon générale, 2010 aura laissé une trace positive dans la politique asiatique de la Russie. Son revirement à l'Est commandé par le Président Dmitri Medvedev commence à porter ses fruits, si l'on en juge d'après le bilan établi lors de la conférence de Khabarovsk sur les problèmes du développement socio-économique de l'Extrême-Orient russe et du renforcement des positions de la Russie dans la région Asie-Pacifique, qui s'est tenue le 2 juillet 2010.

Ce travail mené avec système s'est poursuivi dans l'année 2011, avec la participation active des administrations fédérales et des assemblées législatives, des membres de la Fédération, des agents économiques, des structures de la société civile et experte.

**Mots clés :** région Asie-Pacifique, politique orientale de la Russie, ASEAN, Coopération économique Asie-Pacifique, Sommet de l'Asie Orientale, Forum régional de l'ASEAN, région euro-atlantique.

Международная



ЖИЗНЬ

La Vie Internationale

# DU RÉDACTEUR en chef



## Les funérailles de la classe moyenne ou le crépuscule du « milliard d'or »

*Mais ce qui aggrave la situation, c'est que la crise était globale et que le mécontentement de la classe moyenne, des pauvres et des migrants peut être partagé par les ex-riches dont la résistance ne prendra pas forcément la forme des protestations de rue directes. Le fait est que la crise a dissipé encore un fantôme dénommé « milliard d'or ». De nos jours personne ne parle et même ne rêve des joies éventuelles du maximalisme matériel pour un septième de l'humanité. Aujourd'hui il est question tout au plus d'une centaine de « millions d'or », sinon moins. Il est resté trop peu de place sous le soleil des richissimes et, probablement, une nouvelle vague de ruine des millionnaires ne se fera pas attendre trop longtemps.*

**Armen OGANESSIAN**

Armen OGANESSIAN

Rédacteur en chef de la revue  
*La Vie Internationale*

## LES FUNÉRAILLES DE LA CLASSE MOYENNE OU LE CRÉPUSCULE DU « MILLIARD D'OR »

La crise actuelle, comme tant d'autres crises, a détruit beaucoup de rêves. Mais c'est pour la première fois que sa force destructive puissante s'est abattue en bloc sur toutes les classes et tous les groupes sociaux sans exception, du mandiant jusqu'au prince. Merci à la globalisation. Pourtant, celle-ci n'est pas la seule à remercier. Les sociétés d'un tel niveau de bien-être matériel massif, sinon général et ayant tant de possibilités, n'ont jamais connu une crise pareille.

Malgré les tensions de la période de guerre froide, et, peut-être, grâce à elles, les acquis uniques de la stabilité d'après-guerre ont généré un essor sans précédent des technologies et un boom de la consommation. Les Européens et les Américains ordinaires ont commencé à absorber l'air illusoire de la « fin de l'histoire » bien avant la fameuse prophétie de Fukuyama.

Le siècle industriel avait d'ailleurs élevé sous cape son propre fossoyeur personnifié par un capital financier et bancaire exorbitant dont les crédits étaient indispensables pour un essor sans frein de la production et de la consommation. Fait curieux — tout au début de la crise plusieurs économistes sérieux avaient fait remarquer que la crise en cours annonçait au fond la guerre des corporations contre les banques. Les élites, fidèles à la tradition de maintien du *status quo*, ont pris le côté des banques, en les submergeant d'argent, et alors le fantôme d'une nouvelle vague d'instabilité n'a pas tardé à se faire connaître.

Ce qui saute aux yeux dans la situation actuelle, c'est que le sommet ne peut plus gouverner à l'ancienne manière et la base refuse le mode de vie nouveau. Comme vous le voyez, cette réalité ne correspond pas à la formule marxiste-léniniste classique, et l'avenir montrera son vrai potentiel « révolutionnaire ». De toute façon, on constate déjà certaines manifestations de la peur des tempêtes sociales imminentes. Au début du juillet dernier *Wall Street Journal* a publié les résultats d'une enquête selon lesquels 94 pour cent des millionnaires appréhendent les « violences de rue ». En août vinrent les événements dramatiques dans les rues de Londres. « On n'en finit pas de nous répéter que les désordres en Grande-Bretagne n'avaient pas un caractère politique, mais leurs participants savaient que les élites s'entraident souvent sur le compte d'autrui », écrit sur les pages du *Gardian* la femme-écrivain canadienne bien connue Naomi Klaine. Et de rappeler les événements d'Argentine de 2001 quand les citoyens en colère saccageaient les boutiques de riches étrangers et emportaient ce qu'ils ne pouvaient plus acheter — vêtements, appareils d'usage domestique, produits alimentaires... On les appelaient « saccageurs », au sens politique du mot, ce terme désignant également ceux qui, après avoir réalisé une privatisation entachée de corruption et caché leur argent dans les ofshors, s'en prenaient ensuite à la population avec l'exigence de « serrer les ceintures ». La proclamation de l'état d'urgence par les autorités n'a pas aidé et les Argentins ont renversé le gouvernement. David Cameron nous dit : il faut condamner ce comportement, — comme s'il n'y avait pas d'immenses injections dans les banques en faillite et de versements records sous forme de bonus, s'indigne Klaine.

On entend avec étonnement des voix semblables s'élevant outre-Atlantique. Le sénateur Berny Sanders a dit dans une déclaration spéciale : « Nous avons affaire à un socialisme purissime pour les plus forts et les plus riches. Quant à tous les autres, on leur dit : vivez comme vous voulez et ne comptez que sur vous-même ». C'est ainsi que le sénateur commenta les résultats du premier audit du Système de réserve fédérale des États-Unis, ordonné par le président Barack Obama.

Au cours d'une période de trois ans un tout petit groupe de banques parmi les plus importantes ont reçu des trillions de dollars à titre d'aide. Tout cela se fit dans le plus grand secret. Le Trésor s'obstina de toute explication des raisons ayant motivé la sélection des bénéficiaires de cette aide. Au terme d'un long procès judiciaire et conformément à l'Acte sur la liberté d'information l'agence *Bloomberg News* a reçu du Système de réserve fédérale un document de 29 346 pages. L'agence signale à ce propos que quelques-uns desdits bénéficiaires de l'aide secrète ont avoué publiquement de posséder leur propres moyens disponibles importants.

L'audit susmentionné a révélé d'autres faits que le sénateur Sanders a commenté comme suit : « Nul de ceux qui travaillent dans les compagnies recevant une aide

financière de la Réserve fédérale ne peut être en même temps membre du conseil des directeurs ou collaborateur de cette organisation ». Dans ce contexte il n'est pas si simple pour les élites de conclure un contrat social d'abstenance propre à léser de façon substantiel leur qualité de vie habituelle. Par ailleurs, les élites mondiales n'ont pas d'autres alternatives crédibles. De l'avis de Mikhaïl Khazine, chef de la compagnie *Neokon*, durant les trente dernières années de reaganomie la classe moyenne justifiait ce qualitatif non pas d'après ses revenus, mais d'après ses dépenses dont une large part était créditée. « Au terme de cinq-huit années la classe moyenne disparaîtra comme espèce, mais ceux qui en font partie actuellement, ne pardonneront jamais la perte de ce qu'ils possédaient ». Donc, dans sa logique Cameron peut avoir raison de punir sévèrement les participants aux troubles, telle la femme que le tribunal a condamné à cinq ans de prison pour le vol d'une paire de shorts.

Mais ce qui aggrave la situation, c'est que la crise était globale et que le mécontentement de la classe moyenne, des pauvres et des migrants peut être partagé par les ex-riches dont la résistance ne prendra pas forcément la forme des protestations de rue directes. Le fait est que la crise a dissipé encore un fantôme dénommé « milliard d'or ». De nos jours personne ne parle et même ne rêve des joies éventuelles du maximalisme matériel pour un septième de l'humanité. Aujourd'hui il est question tout au plus d'une centaine de « millions d'or », sinon moins. Il est resté trop peu de place sous le soleil des richissimes et, probablement, une nouvelle vague de ruine des millionnaires ne se fera pas attendre trop longtemps.

En son temps, bien des gens considéraient le soutien des révolutionnaires russes par le négociant Sava Morozov comme une extravagance. Mais Sava Morozov ne fut pas ruiné. Et s'il l'eût été ? Sava Morozov n'était pas bête, comme ne le sont pas ses semblables contemporains de même taille. La base sociale des futurs « enragés » ne devient-elle pas trop large ? Et quelle « force de travail » ne pourrait résulter des leaders experts des millionnaires en faillite, des « moyens » appauvris, des migrants et des jeunes déjà bouillant de colère ? Leur alliage ne serait-il pas trop explosif ?

**Mots clés :** crise économique mondiale, « milliard d'or », classe moyenne américaine.

Международная



ЖИЗНЬ

La Vie Internationale

# LE MONDE AUTOUR DE NOUS

**Alexeï Mechkov :** ... cette année, les rencontres des dirigeants russes et italiens comportent une connotation culturelle bien marquée, car ayant lieu en l'Année de la culture et de la langue russes en Italie et en l'Année de la culture et de la langue italiennes en Russie. L'ampleur même de leurs programmes, or il s'agit de plus de 550 initiatives rien qu'officielles, témoigne de l'importance des liens culturels et humanitaires dans les relations russo-italiennes. Il aurait été impossible d'organiser et de tenir ces manifestations si elles ne s'appuyaient pas sur les traditions profondes, vraiment historiques, des relations entre les peuples de nos États.

**Sergueï Nikolaev :** Les études effectuées sur le terrain par les experts étrangers ont confirmé la présence dans le sous-sol de la mer Caspienne d'importantes réserves de pétrole et de gaz. Le résultat en fut porté à la connaissance du Congrès américain par le Département d'État en 1997. Pour les Américains les hydrocarbures de la Caspienne était un moyen efficace de réduire leur dépendance vis-à-vis des importations depuis le Golfe. C'est alors que la région de la Caspienne fut incluse dans la sphère des intérêts stratégiques des États-Unis.

**Eleonora Mitrofanova :** ... l'élection en novembre 2009 d'un représentant de la Russie à la présidence du Conseil exécutif de l'UNESCO aura été un événement majeur de la politique étrangère russe au niveau de l'UNESCO. C'était la première fois de toute l'histoire de cette institution internationale spécialisée parmi les plus grandes du système onusien que la Russie accédait à d'aussi hautes fonctions. Je ne cacherai pas qu'en tant que premier représentant de notre pays et première femme russe élue à ce poste élevé, j'ai été l'objet, dans les premiers temps, d'une attention soutenue pour ma présidence, et plus encore pour le pays que je représente.

**Mikhaïl Maïorov :** L'histoire est une éducatrice plutôt qu'une enseignante, dès lors que sa fonction ne consiste pas tellement à servir de guide à l'action, mais à apprendre à voir clair dans le passé et à comparer avec le présent les phénomènes et les événements qui mettent en lumière la nature de nombreux processus actuels. Ce qui se passe maintenant en Europe en est un témoignage fort instructif.

Alexeï MECHKOV

Ambassadeur Extraordinaire et Plénipotentiaire  
de la Fédération de Russie en République  
Italienne et en République de Saint-Marin

rusembassy@libero.it



## COOPÉRATION CULTURELLE RUSSO-ITALIENNE : LE PASSÉ ET LE PRÉSENT

Aujourd'hui l'Italie est l'un des partenaires majeurs de la Russie en Europe et dans le monde. Une coopération intense a été mise en place et se développe tous azimuts entre nos pays dans pratiquement tous les domaines : commerce, économie, culture, questions humanitaires. Dans la majorité des dossiers internationaux, les positions de Moscou et de Rome sont soit proches soit concordantes. Nos pays sont membres actifs du G8 et du G20.

Malgré la crise économique mondiale, la récession qui se poursuit et l'instabilité financière dans la zone euro, l'Italie a conservé sa position d'un des partenaires commerciaux et économiques prioritaires pour la Russie. Nous avons pu renverser la tendance négative des années 2008-2009, et renouer avec l'accroissement des échanges. En 2010, ils ont atteint 36,8 milliards de dollars, soit 11,5 pour cent de plus que dans l'année 2009 « critique ». Les bonnes perspectives s'annoncent pour cette année. L'Italie reste toujours en quatrième position parmi nos partenaires commerciaux dans le monde. Qui plus est, la Russie et l'Italie ont entrepris de mettre sur pied une alliance modernisatrice mutuellement avantageuse.

Sur le plan général, le partenariat privilégié russo-italien n'est pas une belle parole mais la réalité vraie de nos relations. Cette année les dirigeants de Russie et d'Italie ont déjà eu plusieurs rencontres. En voici seulement deux exemples : le 16 février dernier, le Président de la Fédération de Russie Dmitri Medvedev a mené à Rome les négociations avec le président de la République italienne Giorgio

Napolitano et le président du Conseil italien des ministres Silvio Berlusconi. Les interlocuteurs ont passé en revue les agendas international et bilatéral. Dmitri Medvedev a également assisté aux solennités consacrées au 150<sup>e</sup> anniversaire de la réunification de l'Italie, le 2 juin dernier à Rome. Au cours des entretiens avec Giorgio Napolitano et Silvio Berlusconi, les leaders ont confronté en temps réel, leurs positions sur les problèmes les plus « brûlants » de la vie internationale, et parlé de la coopération culturelle et humanitaire.

Il est vrai que cette année, les rencontres des dirigeants russes et italiens comportent une connotation culturelle bien marquée, car ayant lieu en l'Année de la culture et de la langue russes en Italie et en l'Année de la culture et de la langue italiennes en Russie. L'ampleur même de leurs programmes, or il s'agit de plus de 550 initiatives rien qu'officielles, témoigne de l'importance des liens culturels et humanitaires dans les relations russo-italiennes. Il aurait été impossible d'organiser et de tenir ces manifestations si elles ne s'appuyaient pas sur les traditions profondes, vraiment historiques, des relations entre les peuples de nos États.

Les liens entre la Russie et l'Italie dans la culture et les arts reposent sur les traditions séculaires. Leur développement a été favorisé par la mentalité identique des deux pays qui remonte au même archétype byzantin. Cette circonstance a dès le début placé l'Italie dans une situation privilégiée parmi les autres États européens qui ne présentaient pas la même ressemblance avec les sources de la culture russe. Certes, pendant des siècles les traditions culturelles russe et italienne se développaient parallèlement l'une à l'autre, mais il y a eu entre elles beaucoup de convergences.

Dès le XV<sup>e</sup> siècle, la Russie et l'Italie contactent dans les arts et métiers appliqués tels que la fortification et l'urbanisme. Les architectes italiens contribuent immensément au développement de l'architecture urbaine russe. Les architectes qu'on fait venir d'Italie, dont Pietro Solari et Aristotele Fioravanti, commencent à bâtir d'abord à Moscou et puis dans d'autres villes russes. Ces maîtres créent des chefs-d'œuvre architecturaux dont la valeur pour la culture matérielle russe est impossible à surestimer. C'est eux qui sèment les graines de la Renaissance italienne dans l'originale culture russe.

Avant de partir pour Moscou, Aristotele Fioravanti travaille comme ingénieur et bâtisseur non seulement dans sa Bologne natale, mais aussi à Rome, Venise, Florence, Milan, Naples et d'autres villes italiennes. En 1475, il refuse l'invitation du sultan turc et part avec l'ambassadeur russe Semen Tolbouzine pour Moscou, où il se voit confier la construction de la principale église de la capitale, la cathédrale de la Dormition (1475-1479). En se préparant à ce travail, l'architecte italien visite Vladimir et les autres villes de l'ancienne Russie, fait un long voyage dans

le Nord qui le conduit jusqu'aux îles de Solovets. Par la suite, le grand-prince de Moscou Ivan III Vassilievitch met à profit ses talents d'ingénieur militaire. Plus tard, d'autres architectes italiens, dont Marco Ruffo (encore appelé Marco Friazine, c'est-à-dire l'Italien), Antonio Solari et Aloïse le Nouveau ont travaillé à Moscou et construit des palais princiers, notamment le palais à Facettes qui s'est conservé jusqu'à nos jours, la cathédrale de l'Archange-Saint-Michel, ainsi que des fortifications excellentes pour leur époque.

Les contacts s'élargissant tant dans la culture que dans la politique et la diplomatie, on voit apparaître à partir du XV<sup>e</sup> siècle Moscou et la Russie dans les écrits italiens, alors que les monuments littéraires russes évoquent de plus en plus souvent les images italiennes. En 1478 Ambrogio Contarini fait publier son livre sur le voyage en Perse et le séjour en Russie. D'une manière expressément bienveillante, le diplomate italien décrit la vie quotidienne à la cour du grand-prince Ivan III, avec qui il a de nombreuses occasions de parler dans les palais du Kremlin de Moscou. Les descriptions des Russes qui entouraient le Vénitien, et qui viennent souvent à son aide dans un pays inconnu, sont tout aussi sympathiques.

La Russie et Moscou apparaissent devant l'Europe occidentale non seulement dans les ouvrages spéciaux, historiques et géographiques, mais aussi dans les œuvres littéraires, par exemple dans le « Roland amoureux » de Matteo Maria Boiardo. Dans la littérature russe du XV<sup>e</sup> siècle, nous trouvons aussi les écrits qui parlent d'un monde inconnu. Les contacts avec les représentants de différents peuples européens sont décrits dans les documents consacrés à la mission russe au Concile de Florence, en 1438-1439. Les voyages d'affaires et autres, à travers les différents pays et villes, sont décrits parfois dans des notes brèves, mais souvent dans des écrits bien longs.

L'époque des contacts épisodiques entre la Russie et l'Europe se termine au moment des réformes de Pierre I<sup>er</sup>. Le bouleversement culturel, réalisée par la volonté de Pierre I<sup>er</sup>, a marqué un événement sans précédent dans l'histoire de la civilisation de l'Ancien Continent. Le grand réformateur de la Russie a pu non seulement moderniser l'État russe et son mode de vie quotidien, mais aussi changer radicalement la thématique et le langage des arts russes. Après Pierre I<sup>er</sup>, la Russie, autrefois à l'écart des courants culturels mondiaux, se met rapidement au même niveau que leurs protagonistes, pour devenir un siècle et demi plus tard l'une des promotrices de la culture européenne.

L'intérêt de Pierre I<sup>er</sup> pour l'Italie est insatiable. En 1698, arrivé en Europe avec sa Grande Ambassade, le tsar veut se rendre à Venise, mais en raison des complications politiques en Russie, ce projet reste irréalisé. Toutefois, même quand le souverain russe étudie l'Italie « à distance », cela fructifie à l'intérieur du pays. C'est à l'époque de Pierre I<sup>er</sup> que la nouvelle capitale, Saint-Pétersbourg,

commence à acquérir la gloire de ville « la plus italienne » de Russie. Le tsar fait venir de l'Apennin les statues pour le Jardin d'été pétersbourgeois. Invité en Russie par Pierre I<sup>er</sup>, l'architecte Domenico Trezzini pose les fondements des premières fortifications de la ville et construit la forteresse Pierre-et-Paul. Antonio Rivaldi, arrivé en Russie au milieu du XVII<sup>e</sup> siècle, devient sous Catherine II le principal architecte de la capitale impériale, et y construit son célèbre palais de Marbre. Tous les architectes italiens donnent le meilleur d'eux-mêmes « pour la seule gloire de la Russie », selon l'expression de Bartolomeo Rastrelli, le créateur du palais d'Hiver.

À la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle, Saint-Pétersbourg prend son aspect majestueux et splendide. Le style architectural du siècle suivant s'appellera le Haut classicisme ou Empire. Carlo Rossi en est le plus brillant représentant. C'est lui qui donne leur aspect actuel aux places du Palais et du Sénat, c'est encore lui qui imagine les ensembles de la place des Arts et de la place Ostrovski.

Aujourd'hui l'aspect harmonieux et raffiné du centre-ville est connu dans le monde entier. Les palais somptueux et imposants dans la partie centrale de Saint-Pétersbourg, les parcs et les palais dans sa banlieue sont à plus d'un égard l'œuvre d'architectes italiens. L'une des rues du centre-ville de la capitale du Nord russe s'appelle Italienne. Les noms de Rastrelli, Rossi, Trezzini, Rinaldi, Quarenghi sont inscrits en lettres d'or dans l'histoire de l'architecture russe. Ils laissent à la postérité non seulement les édifices majestueux qui les ont immortalisés, mais aussi les disciples qui continuent à travailler en conservant pieusement les traditions fondées par leurs maîtres.

Au milieu du XVIII<sup>e</sup> siècle, des liens bilatéraux commencent à s'établir dans la musique et le théâtre. Les compositeurs, les artistes du ballet et les chanteurs sont largement présents dans les théâtres russes. Les artistes individuels mais aussi des troupes entières viennent en Russie. L'origine italienne est considérée à l'époque comme une sorte de « label de qualité » dans les arts. Elle est tellement prisée que certains artistes, originaires d'autres pays européens, prennent intentionnellement les pseudonymes italiens en arrivant en Russie.

Le théâtre musical italien a joué un rôle considérable dans les arts russes, ce qui n'est pas resté inaperçu dans l'Apennin. « L'Histoire critique des théâtres anciens et modernes » de Pietro Signorelli, parue à Naples en 1787-1790, constate l'apparition du théâtre national russe et présente aux lecteurs intéressés l'œuvre de son premier grand auteur dramatique, Alexandre Soumarokov.

Dans la première moitié du XIX<sup>e</sup> siècle, les célèbres artistes italiens viennent régulièrement en tournée en Russie : la cantatrice Juditta Pasta, les chanteurs Antonio et Salvatore Tamburini, la ballerine Carlotta Grisi. Au début de la deuxième moitié du XIX<sup>e</sup> siècle, les traditions des tournées et des concerts en Russie sont reprises par les comédiennes Adelaide Ristori et Adelina Patti. En 1860,

une troupe italienne donne un concert au profit des étudiants de l'université de Saint-Petersbourg. En 1863-1865, un comité spécial organise les chœurs des Opéras russe et italienne. En 1870, sur l'exemple de Saint-Petersbourg, un Opéra italien est fondé à Moscou.

Les peintres russes ont des liens très étroits avec l'Italie. Depuis le début du XIX<sup>e</sup> siècle, les peintres russes diplômés de l'Académie des Beaux-Arts de Saint-Petersbourg sont obligatoirement envoyés pour un stage à Rome. Bon nombre d'entre eux acquièrent de la réputation en Italie. Le paysagiste Silvester Chtchedrine, renommé pour ses peintures de Naples, reste jusqu'à la fin de ses jours en Italie. Le portraitiste Orest Kiprenski a l'honneur d'être représenté par son autoportrait au palais Pitti en Florence. Le tableau de Karl Brioullou, les « Derniers Jours de Pompéi », fait sensation non seulement en Italie, mais aussi dans toute l'Europe, sans déjà parler de la Russie. C'est en Italie qu'Alexandre Ivanov crée son génial tableau « l'Apparition du Christ au peuple », fruit d'un long travail de trente ans ou presque. Dans la deuxième moitié du XIX<sup>e</sup> siècle, c'est en Italie que travaillent Valentin Serov, Ilia Repine, Ivan Kramskoï, Mikhaï Vroubel. Les peintres et les sculpteurs russes étudient et travaillent en Italie, mais aussi, à force de venir systématiquement y vivre, deviennent des messagers culturels vivants entre la Russie et l'Italie.

Depuis le début du XIX<sup>e</sup> siècle, un voyage en Italie et l'apprentissage de la culture italienne deviennent obligatoires pour les élites culturelles russes. Nikolaï Gogol disait que l'Italie était la patrie spirituelle de l'intelligentsia russe. Ces paroles du grand écrivain russes reçoivent la confirmation la plus complète dans l'histoire des liens littéraires russo-italiens. La vie de nombreux grands écrivains russes est liée à l'Italie. Nikolaï Gogol vécut neuf ans en Italie, il apprend à perfection la langue italienne et y écrit ses « Âmes mortes ». La majeure partie de « L'Idiot » de Fédor Dostoïevski est écrite en Italie. Maxime Gorki vécut à Capri de 1903 à 1913.

L'Italie a inspiré presque tous les poètes et écrivains du « Siècle d'argent » de la littérature russe : Viatcheslav Ivanov, Alexandre Blok, Nikolaï Goumilev, Dmitri Merejkovski. Les classiques de la poésie italienne, en premier lieu l'œuvre de Giacomo Leopardi, sont connus des lecteurs russes par les traductions poétiques d'Anna Akhmatova. Il est impossible de ne pas mentionner le travail titanesque de Mikhaïl Lozinski, l'un des pères de l'école soviétique de la traduction littéraire, et auteur du texte « canonique » russe de la « Divine Comédie » de Dante Alighieri. Par son travail, il a pour toujours introduit le poème du grand Florentin dans le patrimoine culturel russe.

La poésie de Joseph Brodsky est impensable sans ses descriptions de Venise, où il n'a pas choisi par un hasard le célèbre cimetière San Michele comme sa dernière

demeure. À proximité de Joseph Brodsky, dorment du sommeil éternel le célèbre organisateur de spectacles Serge de Diaghilev et le compositeur Igor Stravinsky.

L'espace culturel russo-italien n'est pas seulement un « cabinet de curiosités historiques », une somme de souvenirs sur un passé glorieux. De nos jours, un dialogue politique intense entre Moscou et Rome, conforté par une coopération commerciale et économique mutuellement bénéfique, stimule les contacts culturels et humanitaires tous azimuts. Rien qu'à recenser les événements culturels qui se passent chaque année en Russie et en Italie nous aurait fait facilement dépasser le volume de ce fascicule. Il suffira de mentionner l'accord entre le Bolchoï de Moscou et la Scala de Milan, la traditionnelle « Soirée russe à Milan », le « Bal de Pierre le Grand » à Venise, les concerts et les festivals qui se succèdent dans les différentes provinces italiennes.

Tous les grands musées russes organisent régulièrement des expositions d'œuvres uniques, provenant de leurs fonds, dans les différentes villes italiennes. Le centre scientifique et culturel « Ermitage-Italie », récemment ouvert à Ferrare, est porteur d'opportunités culturelles foncièrement nouvelles. On peut affirmer qu'il n'existe pas, à l'heure actuelle, de domaine d'arts qui ne soit marqué d'un « poinçon » russe ou italien.

Toutefois, même sur cette large toile de fond de la coopération culturelle et humanitaire bilatérale, l'année en cours se fait remarquer car étant une période culminante des contacts et processus qui s'étaient accumulés ces dernières décennies dans la sphère culturelle. Un programme chargé d'échanges, soigneusement élaboré par les ministères de la Culture et les comités d'organisation des deux pays, présente aux publics russe et italien le tableau le plus complet possible de tout ce qu'il y a de meilleur dans la vie culturelle moderne, en Russie et en Italie.

L'inauguration d'une exposition du peintre soviétique des années 1930-1950, Alexandre Deïneka, a été choisie pour donner le départ officiel aux Années croisées. L'exposition, préparée par la galerie Tretiakov avec l'assistance de quelques autres meilleurs musées russes, a largement présenté au public l'œuvre du peintre et fut accueillie avec un intérêt certain par les connaisseurs italiens en peinture d'art.

Intervenant à l'ouverture de l'exposition, le président russe Dmitri Medvedev a tout spécialement souligné : « Beaucoup de choses apparentent la Russie à l'Italie. C'est l'ouverture, ce sont aussi la bienveillance, la communicabilité, l'émotivité qui sont propres à nos peuples, c'est la réceptivité à tout ce qui est nouveau. J'espère que ce grand projet culturel donnera une nouvelle impulsion au développement de nos relations, que c'est le volet culturel qui déterminera le contenu de notre coopération au XXI<sup>e</sup> siècle ».

Le faste du carnaval de Venise en 2011 a été encore rehaussé par la présence d'ensembles artistiques de Saint-Pétersbourg, arrivés dans ce « joyau de l'Adriatique » avec la « Mission culturelle Saint-Pétersbourg – Venise », réalisée par le Fonds des initiatives socioculturelles et la Direction des programmes internationaux. Pendant le carnaval de Rome, c'est le « Mardi gras russe » qui a bénéficié d'un franc succès.

Les habitants et les visiteurs de la capitale italienne garderont longtemps en mémoire la fête consacrée à la Journée de la Russie, qui s'est déroulée le 12 juin de cette année sur l'une des plus vieilles places de la ville, la piazza Navona. Le Festival de la culture nationale « Constellation russe », organisé par l'Agence fédérale pour les affaires de la CEI, des compatriotes résidant à l'étranger et pour la coopération humanitaire internationale (*Rossotroudritchestvo*) et par l'Académie de la culture de Russie avec l'assistance de la mairie de Rome, a présenté au public italien les meilleurs ensembles nationaux de chœurs et danses, les ensembles folkloriques représentatifs de différents genres et de différentes régions de la Fédération de Russie.

L'année 2011 sera certainement à retenir parce qu'elle a encore élargi la coopération culturelle entre la Russie et l'Italie. Le 6 mars dernier, en présence de l'épouse du président russe, Mme Svetlana Medvedeva, l'université Ca' Foscari de Venise a fait ouvrir son Centre d'études de la culture russe. Cette organisation a pour principale mission de coopérer avec les établissements culturels publics et non gouvernementaux de Russie, avec les fondations, les musées, les universités et les collèges d'enseignement professionnel, ainsi qu'avec d'autres organisations et structures qui veulent développer leur potentiel scientifique au moyen d'une coopération permanente.

L'un des plus anciens établissements d'enseignement supérieur d'Italie, l'université Sapienza de Rome, n'est pas en retard sur les Vénitiens. Un Centre d'études russes, organisé avec l'assistance de la Fondation *Russkiy Mir* (« Le Monde russe »), y fonctionne depuis le début de l'année. La partie russe apprécie beaucoup une décision sans précédent de l'université Sapienza d'accorder au Centre d'études russes le statut d'unité de formation et de recherche autonome, interdisciplinaire et inter-facultés. Cette décision permet de conjuguer les efforts des philologues, historiens, politologues, économistes et autres spécialistes soucieux de coordonner les contacts scientifiques et humanitaires avec la Russie.

Il est d'une importance capitale que les étudiants à l'université de Rome disposeront d'un instrument unique pour connaître la Russie et coopérer avec ses structures universitaires. Espérons que le Centre d'études russes aidera à former une nouvelle génération de spécialistes qui, avec le temps, se chargeront de maintenir les traditions qui existent dans les relations russo-italiennes.

Le Centre russe de la science et de la culture (CRSC) est appelé à devenir une organisation pilote qui garantira la représentation culturelle russe en Italie. Le CRSC a été formé en vertu de l'Accord intergouvernemental, signé en 1998, sur la fondation et les conditions d'activité du Centre russe de la science et de la culture à Rome et de l'Institut italien de la culture à Moscou. Pour le moment, depuis mai 2010, un bureau provisoire du Centre fonctionne à Rome et participe énergiquement aux Années croisées.

Dans la deuxième moitié de cette année nous avons pu assister à une multitude d'initiatives fort intéressantes : expositions, symposiums, conférences, concerts, spectacles, projections de films, foires, présentations. On peut le dire sans aucune exagération, car parmi les participants il y aura de véritables « phares » de la culture comme le Musée-réserve national « Le Kremlin de Moscou », la galerie Tretyakov, le musée des Beaux-Arts Pouchkine, le musée de l'Argent, le palais Pitti et la galerie des Offices florentins, le Bolchoï de Moscou, le théâtre Mariinski de Saint-Pétersbourg, la Scala de Milan, l'Opéra de Rome, l'orchestre de Saint-Pétersbourg dirigé par Youri Temirkanov, le ballet Igor Moïsseïev, l'orchestre des Virtuoses de Moscou, et bien d'autres encore. Il est aussi réjouissant de voir apparaître beaucoup d'initiatives culturelles privées.

La clôture officielle des Années aura lieu à Moscou en décembre 2011, avec comme événement crucial les spectacles et représentations de l'orchestre, du chœur et des solistes de la Scala milanaise sur la scène historique du Bolchoï de Moscou.

Je pense que l'influence positive de cette puissante impulsion sera un bon gage du développement de la coopération culturelle russo-italienne pour des années à venir.

**Mots clés :** coopération culturelle russo-italienne, Année de la culture et de la langue russes en Italie, Année de la culture et de la langue italiennes en Russie, programme des Années croisées.

Sergueï NIKOLAEV

Directeur-adjoint du Troisième Département  
de la CEI au ministère des Affaires étrangères  
de la Fédération de Russie, docteur en sciences  
politiques



## L'ASIE CENTRALE AU CŒUR DE LA GÉOPOLITIQUE : LE VECTEUR AMÉRICAIN (1991–2008)

L'Asie centrale est riche de son histoire. Elle a vu passer tout le commerce entre l'Europe et la Chine par la Route de la Soie. Ses immensités ont été le champ de batailles cruelles que se livraient les armées des seigneurs de la guerre chinois, mongols, perses, turcs et arabes, elles ont vu bâtir et détruire des villes florissantes, naître et s'effondrer des empires gigantesques. C'est la raison pour laquelle cette région a été l'objet de recherches dans les configurations géographiques les plus diverses.

Avec la désintégration de l'URSS l'Asie centrale s'est érigée en unité géopolitique à part entière, englobant le Kazakhstan, la Kirghizie, le Tadjikistan, le Turkménistan et l'Ouzbékistan. Cette appréhension a acquis droit de cité en Russie (cependant qu'à l'époque soviétique cette région était désignée comme « Asie centrale et Kazakhstan ») et est adoptée par la plupart des experts en Occident comme en Orient. L'OSCE comprend dans l'Asie centrale précisément ces cinq anciennes républiques soviétiques. On peut encore citer comme exemple les conceptions de développement des relations avec les États de la région, bien connues des spécialistes, la *Stratégie de l'Union européenne en Asie centrale* ou le *Dialogue Japon-Asie centrale*.

Sans remonter trop loin dans le passé, nous nous appesantirons sur quelques moments essentiels de la communion de la région à la géopolitique.

Il semble bien que l'on commença à parler abondamment de l'Asie centrale au XIX<sup>e</sup> siècle, lorsque l'Empire russe se chargea d'aménager ses frontières

méridionales. Cette entreprise était commandée par ses relations avec ses voisins asiatiques : l'empire des Qing, l'Afghanistan, l'Iran et la Turquie. Mais aussi avec les puissances européennes. Au premier chef l'Empire britannique avide d'étendre ses possessions coloniales au détriment des voisins de l'Inde. La collision des intérêts de Saint-Pétersbourg et de Londres dans l'espace central asiatique dans la seconde moitié et à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle et la quête, de part et d'autre, de compromis capables de résorber les problèmes surgissant sur cette voie, ont reçu le nom de *Grand Jeu*<sup>1</sup>. Ce terme est encore en usage lorsqu'il s'agit de la compétition des puissances pour l'influence en Asie centrale.

Au début du XX<sup>e</sup> siècle l'Asie centrale confirma sa valeur de région stratégique. C'est ici le lieu obligé de rappeler la conception imaginée par le géographe et historien britannique Halford J. Mackinder, un classique de la géopolitique. Le 25 janvier 1904 il présenta un rapport devant la Société Royale Géographique, intitulé « L'axe géographique de l'histoire », qui établissait un lien entre la géographie et l'histoire et la politique. Cet ouvrage est souvent présenté comme le point de départ du développement de la science géopolitique (bien que ce terme n'apparaisse pas dans le texte). Réfléchissant à l'équilibre des forces entre les puissances maritimes et les puissances terrestres, Mackinder en vient à conclure qu'à partir de 1900, année pivot qui marque la fin des grandes découvertes (« époque de Christophe Colomb ») le rapport évoluera à l'avantage de ces dernières. L'avant-scène sera occupée par l'Eurasie (dans le rapport : Euro-Asie) dont la région nord-est, riche en ressources, enserrée dans des systèmes montagneux et inaccessible pour les forces navales, comprend l'Asie centrale et une partie de l'Oural et de la Sibérie où se déploiera rapidement un réseau de chemins de fer transcontinentaux. Le savant britannique en parle comme d'une région axiale de la politique mondiale, où la Russie occupera une position prédominante<sup>2</sup>.

Dans un ouvrage postérieur de Mackinder publié en 1919 et intitulé « Democratic Ideals and Reality » (« Idéaux démocratiques et réalité »), la région axiale devient le *Heartland* ou « cœur de la terre, terre médiane ». C'est alors qu'il énonce une formule devenue célèbre : « qui tient l'Europe orientale domine le *heartland*, qui tient le *heartland* domine l'île mondiale, qui tient l'île mondiale domine le monde »<sup>3</sup> (par « île mondiale » il entend l'Eurasie et l'Afrique).

Cette vision se retrouve, avec des variantes, dans les travaux de plusieurs autres géopoliticiens réputés, tels que l'Américain N. Spikeman et l'Allemand K. Houshofer dont la philosophie compte encore de nombreux adeptes en Occident et continue d'une façon ou d'une autre à infléchir la conception au sein de la communauté occidentale d'une ligne stratégique à l'endroit de la région centre-asiatique<sup>4</sup>.

Zbigniew Brzezinski, un des pères de la politique étrangère américaine de la deuxième moitié du XX<sup>e</sup> siècle, leur a rendu hommage. Dans son « Grand Échiquier », là où il parle de la place de l'Eurasie dans le système des relations internationales, il évoque le *Heartland* de Mackinder<sup>5</sup>. L'ancien conseiller du président américain à la sûreté nationale reprend, toutefois, le savant britannique, affirmant qu'aujourd'hui « la question géopolitique centrale n'est plus de savoir quelle partie géographique de l'Europe joue un rôle pour la domination du continent, ni ce qui compte le plus : la maîtrise des mers ou la maîtrise des terres. La géopolitique se décline en termes globaux et non plus régionaux, et là, la maîtrise de tout le continent euro-asiatique sert de tremplin pour la domination du monde »<sup>6</sup>.

Et néanmoins, Brzezinski voit dans les « Balkans de l'Eurasie », à savoir les cinq républiques d'Asie centrale, l'Azerbaïdjan, l'Arménie, la Géorgie plus l'Afghanistan une région du continent euro-asiatique de la première importance de par sa situation géostratégique et l'abondance de ses ressources naturelles. Il souligne que cette région est l'arène d'une compétition multilatérale et un précieux point d'appui pour tout qui cherchera à s'assurer le leadership mondial<sup>7</sup>.

Il n'est pas sans intérêt de voir ce qu'écrit au sujet de cette région à l'époque post-soviétique un ancien des services secrets britanniques, Peter Hopkirk. « L'Asie centrale est aujourd'hui l'arène d'un nouvel affrontement entre des pays extérieurs à cette région, mais qui se trouvent en compétition pour remplir le vide politique et économique qui s'y est créé après le départ inopiné de Moscou. Analystes et éditorialistes ont déjà baptisé cette lutte d'influence « le Nouveau grand jeu ». Car ce n'est un secret pour personne que l'Asie centrale renferme l'un des plus grands trésors du XX<sup>e</sup> siècle : c'est un gigantesque réservoir de pétrole et de gaz dont les capacités vont bien au-delà du potentiel de l'Arabie saoudite et des autres États du Golfe. Ajoutons à cela l'or, l'argent, le cuivre, le zinc, le plomb, le fer, le charbon et le coton, et l'on comprendra que les puissances extérieures fassent une cour aussi assidue aux nouveaux pouvoirs en place en Asie centrale »<sup>8</sup>.

La carte géopolitique de la région centre-asiatique est aujourd'hui colorée à l'envi et elle retient l'attention de maints acteurs influents sur la scène mondiale.

La Russie y tient traditionnellement des positions solides. La Chine est en train de prendre du poids dans l'espace central asiatique. L'Union européenne y met en œuvre sa *Stratégie pour un nouveau partenariat*. Le *Dialogue Japon-Asie central* est effectif. La Turquie, l'Iran, l'Inde, le Pakistan, la Corée du Sud, plusieurs pays arabes se pressent au portillon.

Il va de soi qu'une puissance telle que les États-Unis ne reste pas à l'écart du processus. Washington cherche à étendre ses liens politiques et économiques avec les États centraux asiatiques ; il établit avec eux des coopérations dans le domaine

de la sécurité régionale. Une importance toute particulière revient aujourd'hui aux interactions visant à la solution d'un écheveau de problèmes liés au conflit en Afghanistan. Partant, il serait utile, à notre avis, d'essayer de comprendre ce que représente le vecteur américain de la géopolitique régionale.

Une étude de la stratégie américaine dans l'Asie centrale d'aujourd'hui amène généralement les analystes à distinguer plusieurs grandes étapes évolutives. Chacun à sa façon. Presque deux décennies se sont écoulées depuis le moment où l'URSS s'est évanouie et que sur la carte du monde sont apparus des États centre-asiatiques indépendants. Ce laps de temps a vu se succéder les présidences de Bush senior, Clinton, Bush junior, et un quatrième locataire occupe la Maison-Blanche : Obama. De grands changements sont intervenus sur la scène internationale d'une façon générale, et aussi dans la région de l'Asie centrale et alentour. Au lendemain du 11 septembre 2001, le changement le plus marquant est sans doute la déclaration de guerre au terrorisme mondial. On peut donc retenir cette date comme point de départ et proposer une périodisation de la politique de Washington en Asie centrale avant et après les frappes d'al-Qaïda contre les États-Unis.

Le démantèlement du système soviétique, objectif stratégique des États-Unis, s'est produit à une vitesse telle que les Américains, privés du jour au lendemain de leur rival sempiternel dans un monde bipolaire, connaissaient une euphorie mêlée de désarroi. Le trou noir<sup>9</sup> post-soviétique, selon la définition de Brzezinski, effrayait les politiques américains tant par ses proportions que par l'extrême diversité des processus en cours dont ils pouvaient difficilement prédire l'issue. Il fut donc décidé de s'employer en premier lieu au réaménagement démocratique de la Russie et de laisser pour plus tard tout le reste, l'Asie centrale comprise. D'autant plus que la région était mal connue des États-Unis qui la considéraient comme une zone périphérique sous-développée de l'ancien empire soviétique, où la progression vers la démocratie et les réformes de marché se feraient beaucoup plus difficilement qu'en Russie. D'un autre côté, en reconnaissant les nouveaux États centre-asiatiques, Washington proclamait son désir de les aider à atteindre ces objectifs. Il faut dire, à la vérité, que les Américains ne s'activaient pas outre mesure.

À cela deux raisons. *Primo* : la valeur économique de l'Asie centrale n'était pas pour eux une évidence, du fait que les richesses en pétrole et en gaz de la mer Caspienne, par exemple, si elles étaient connues depuis les temps soviétiques, n'étaient pas assez prospectées. *Secundo* : l'instabilité de la région faisait obstacle à son aménagement économique. La guerre civile de 1992-1996 au Tadjikistan confirma cette appréhension, mais aussi suscita chez les Américains des craintes que toute l'Asie centrale ne tombe aux mains des fondamentalistes islamiques poussés dans le dos par l'Iran voisin. Aussi les Américains se sont-ils concentrés

sur les problèmes dont il leur semblait qu'ils empêchaient, plus que tout autre, d'établir la « tranquillité » dans la région.

Selon le diplomate et homme politique kazakh Kasym-Jomat Tokaev, la Maison-Blanche était surtout soucieuse de savoir ce qu'il adviendrait des arsenaux nucléaires soviétiques du Kazakhstan. Le sujet a fait l'objet de pourparlers lors de la visite officielle du Président Nazarbaev aux États-Unis en mai 1992. Le problème était qu'avec l'indépendance le Kazakhstan avait accédé *de facto* au statut d'État nucléaire. Une bonne partie des missiles SS-18 implantées là-bas étaient pointées sur les États-Unis. C'était un obstacle à un développement normal des relations politiques et économiques entre les États-Unis et le Kazakhstan. Si bien qu'en mai 1992 le Kazakhstan signa le protocole de Lisbonne adjoint au traité *SALT I*, adhéra au traité de non-prolifération des armes nucléaires (TNP) et s'engagea à évacuer les armes nucléaires vers la Russie. À cette fin pratique, les États-Unis lui accordèrent les aides du programme Nunn-Lugar voué à la réduction de la menace nucléaire dans les pays post-soviétiques. En décembre 1994 la Russie, les États-Unis et la Grande-Bretagne, tous trois dépositaires du TNP offrirent leurs garanties de sécurité au Kazakhstan en échange de son renoncement à l'arme nucléaire. Le mémorandum en fut signé à Budapest par les Présidents Boris Eltsine, Bill Clinton et le Premier ministre John Major, dans le cadre du sommet de l'OSCE. Par la suite des garanties similaires furent offertes par la France et la Chine<sup>10</sup>. Bientôt la dernière ogive nucléaire quitta le sol du Kazakhstan.

D'une façon générale, dans la première moitié des années 1990 l'Asie centrale n'était pas encore perçue, à Washington, comme une zone d'intérêts américains définis. Il semblait que cela pouvait attendre, entre autres raisons parce que la Russie, absorbée par ses problèmes intérieurs, perdrait inexorablement de son influence en Asie centrale. Toutefois, cette attente était exagérée.

Vers 1995 la ligne politique des États-Unis vis-à-vis de l'Asie centrale se met à évoluer sous l'impact de diverses circonstances. La politique étrangère russe privilégiant les relations avec l'Occident s'infléchit progressivement. Le 14 septembre 1995 le Président Eltsine entérine par décret la *Stratégie de la Russie en direction des États-membres de la Communauté des États Indépendants*, qui proclame que « le confortement de la Russie en qualité de force motrice de l'établissement d'un nouveau système de relations interétatiques, politiques et économiques dans l'espace postsoviétique » est la grande priorité de la politique russe au sein de la CEI<sup>11</sup>. La Maison-Blanche y décèle une « ambition néo-impériale ».

Il s'ensuivit en 1997, au début du second mandat de Bill Clinton, « l'apparition dans les anciennes républiques soviétiques, d'une nouvelle sphère

de tensions entre Washington et Moscou »<sup>12</sup>. Dès ce moment on peut dire que l'Administration américaine était entrée en compétition d'influence avec la Russie en Asie centrale.

À la même époque les États-Unis lançaient leur diplomatie énergétique. En centrant leur attention sur les régions caspiennes, Washington se devait de garder un œil sur ses immenses ressources de pétrole et de gaz s'il prétendait au statut de seule et unique superpuissance<sup>13</sup>. À ce moment la compagnie pétrolière *Chevron* était déjà à pied d'œuvre sur le gisement de Tengiz, dans le secteur kazakh de la mer Caspienne. En avril 1993 elle avait signé avec le gouvernement du Kazakhstan les documents constitutifs de l'entreprise mixte *Tengizchevroil*, marquant le début de l'infiltration du capital américain dans l'espace postsoviétique<sup>14</sup>. Puis vint le tour des autres géants énergétiques américains de s'implanter sur le marché kazakh : *Mobil*, *Exxon*, *Amoco*. L'essor de la coopération bilatérale dans le secteur pétrolier amena les États-Unis en position de leader de l'investissement au Kazakhstan<sup>15</sup>.

Les études effectuées sur le terrain par les experts étrangers ont confirmé la présence dans le sous-sol de la mer Caspienne d'importantes réserves de pétrole et de gaz. Le résultat en fut porté à la connaissance du Congrès américain par le Département d'État en 1997. Pour les Américains les hydrocarbures de la Caspienne était un moyen efficace de réduire leur dépendance vis-à-vis des importations depuis le Golfe. C'est alors que la région de la Caspienne fut incluse dans la sphère des intérêts stratégiques des États-Unis. En y englobant toutes les républiques d'Asie centrale, et pas seulement les riverains de la Caspienne : Kazakhstan et Turkménistan. Le Département d'État prêtait aux sociétés pétrogazières américaines engagées dans l'exploitation des réserves d'hydrocarbures de la région un soutien diplomatique très actif. En retour ces sociétés ne limitaient pas leurs activités aux tâches purement corporatives, agissant dans le sens des objectifs de la politique étrangère américaine, à savoir : aider au confortement de l'indépendance des pays d'Asie centrale et à leur rapprochement avec l'Occident par une contribution au développement du secteur pétrogazier de leurs économies<sup>16</sup>. Ainsi débuta une nouvelle étape de la politique de Washington en matière d'énergie, que les chercheurs russes Sergueï Jiltsov et Igor Zonn désignent comme « la course à la Caspienne »<sup>17</sup>. Dans ce cadre les États-Unis se posaient pour objectif de s'assurer le contrôle de la prospection et de la production des hydrocarbures de l'Asie centrale, mais aussi de leur transport vers les marchés étrangers. Et pour ce faire les Américains lancèrent l'étude de projets de construction de pipelines contournant la Russie.

Sur le temps que Bill Clinton occupa la Maison-Blanche les volets « démocratisation » et « droits de l'homme » de la politique américaine en

Asie centrale prirent beaucoup plus de poids. Toute aide économique ou financière était asservie d'une manière ou d'une autre aux progrès réalisés par ces pays dans ces domaines. Du fait que ces progrès étaient généralement jugés insuffisants, les aides réelles n'étaient finalement guère conséquentes. Ainsi tout au long de ces années, le dilemme « valeurs ou intérêts » propre à toute la stratégie de politique étrangère de Washington se résolvait le plus souvent, dans le secteur centre-asiatique, en faveur des valeurs universelles. Considérant la spécifique de la région, cette alternative ravalait l'attractivité de la politique américaine. Il apparaîtra avec le temps que ce dilemme continuera d'infléchir le développement des relations des États-Unis avec les pays d'Asie centrale, leur imprimant un caractère ondulatoire, avec une alternance inévitable de hauts et de bas.

À la charnière des XX<sup>e</sup> et XXI<sup>e</sup> siècles les objectifs des États-Unis en Asie centrale étaient les suivants:

- empêcher toute évolution susceptible de donner à une puissance ou à un groupe de puissances, comme la Russie et la Chine, l'hégémonie dans la région, excluant la présence américaine ;
- prévenir la transformation de l'Asie centrale en base de déploiement des forces extrémistes islamiques ;
- éviter que la région ne serve de corridor du trafic de la drogue ;
- assurer l'accès des compagnies américaines aux ressources énergétiques de l'Asie centrale ;
- contribuer au développement de la société civile dans les États de la région, à la suprématie de la loi et à la construction d'une économie de marché transparente<sup>18</sup>.

Et néanmoins, au début du nouveau centenaire la politique américaine en Asie centrale n'avait toujours d'unité. Quand bien même Washington soit parvenu à ancrer son influence dans la région, il n'a pas réussi à obtenir un avantage certain sur Moscou. Leur rapport, nous semble-t-il, tient plutôt du « match nul ».

Les liens économiques et commerciaux établis entre la Russie et les républiques d'Asie centrale à l'époque soviétique se perpétuaient. Nonobstant le fait que les pays d'Asie centrale aient adhéré au programme de coopération de l'OTAN « Partenariat pour la paix » (« Partnership for Peace ») à partir de 1994, ils demeuraient tributaires, en matière de défense, des armements et du matériel militaire russes.

En matière de sécurité régionale également, les positions russes apparaissaient assez solides. C'est la Russie qui a apporté la contribution décisive à la fin de la guerre civile au Tadjikistan (1992-1996) dont les retombées sur toute la région centre-asiatique étaient proprement imprévisibles. La Russie mit tout en œuvre

pour cela, engageant jusqu'à son prestige international. En fin de compte le Tadjikistan a préservé son intégrité territoriale et une solution politique au conflit a pu être trouvée. La Russie a prêté main-forte à la Kirghizie pour la débarrasser des commandos islamistes du Mouvement islamique d'Ouzbékistan, qui avaient fait irruption, en août-septembre 1999 dans les districts de Batken et Tchon-Alaï<sup>19</sup>.

Les événements du 11 septembre 2001 ont provoqué un brusque regain d'attention pour la région centre-asiatique qui s'est retrouvée en première ligne de la lutte antiterroriste. Ils ont obligé Washington à reconsidérer sérieusement la place de l'Asie centrale dans le système de priorités de sa politique étrangère du fait qu'elle avait acquis une importance primordiale pour la réussite de l'opération *Liberté Immuable* (*Enduring Freedom*) en Afghanistan.

Connaissant bien la gravité du danger que représentait le terrorisme international, la Russie et les pays d'Asie centrale appuyèrent l'effort collectif voué à contrecarrer ce danger universel.

La Russie offrit d'ouvrir son espace aérien aux aéronefs transportant l'aide humanitaire destinée aux régions cibles de l'opération antiterroriste, en totale concertation avec ses alliés de l'Asie centrale qui n'hésitaient pas, quant à eux, à mettre leurs aérodromes à disposition<sup>20</sup>. Il va de soi que les aspects concrets de cette coopération avec les parties impliquées dans l'opération restaient du ressort exclusif des dirigeants centre-asiatiques.

L'aviation de la coalition formée par les États-Unis put bientôt utiliser les infrastructures des pays centre-asiatiques pour assurer la logistique des opérations contre al-Qaïda. Dans la plupart des cas les accords concernaient le survol et le ravitaillement en carburant, mais à l'aéroport international *Manas* de Bichkek (Kirghizie) et sur l'aérodrome de Hanabad (Ouzékistan) de véritables bases aériennes américaines étaient déployées.

Les réactions à l'installation des militaires américains et de leurs alliés de l'OTAN en Asie centrale, au moment où l'Alliance poursuivait ses projets d'expansion à l'Est, ne furent pas unanimes. En Russie nombre de politiciens estimèrent que cela n'aurait pas du être toléré. Outre Atlantique maints experts y virent le résultat logique de l'influence décroissante de Moscou dans la région. Sans doute les uns et les autres avaient-ils leurs arguments pour étayer leur point de vue.

Il nous semble, quant à nous, qu'après les attentats aux États-Unis les dirigeants russes ont pris une position nette au plan politique et moral, et c'est là le plus important. Comme le disait le ministre des Affaires étrangères Sergueï Lavrov dans son article d'un numéro de novembre 2010 de la revue *Itogi*, en épaulant l'Amérique dans une mauvaise passe, la Russie a moins que tout pensé si elle

avait ou non avec les États-Unis des obligations d'allié. Elle a pris sa décision sous le poids de la conviction que la division du monde en blocs ennemis était un anachronisme, un obstacle à la mise en œuvre des opportunités de renforcer ensemble une sécurité commune indivise<sup>21</sup>. C'est grâce à cette prise de position de la part de la Russie qu'il a été possible de mettre en place le plus large front d'États unis dans la lutte contre le terrorisme.

Au lendemain des attaques du 11 septembre 2001 le Président George Bush exigea sous forme d'ultimatum des Talibans alors au pouvoir en Afghanistan depuis septembre 1996, de livrer à la justice américaine les chefs d'al-Qaïda, Usama ben Laden en tête. Le 7 octobre, ayant essuyé un refus, les États-Unis lancèrent l'opération contre les Talibans. Y participèrent aussi les forces de l'Alliance du Nord jusque là en compétition avec les Talibans et à laquelle la Russie apportait une aide en armement et matériel de guerre. Un mois de pilonnages aériens réduisit les Talibans à abandonner Kabul, le 13 novembre, puis Kunduz, le 25. Vint le tour de Kandahar qui tomba le 7 décembre 2001 entre les mains des unités de l'armée de terre des États-Unis. Le régime des Talibans était mort. Anéanties aussi, les formations armées du Mouvement islamique d'Ouzbékistan, la plus dangereuse des organisations extrémistes en Asie centrale. Sans aucun doute, le succès de la phase « chaude » de l'opération antiterroriste a conduit à une réduction considérable des menaces que l'Afghanistan voisin faisait planer sur la sécurité de l'Asie centrale. En même temps la situation aux frontières sud de la Russie a gagné en stabilité.

Sur le moment les États-Unis avaient acquis une réelle possibilité de revitaliser la coopération avec les États centre-asiatiques. Martha Alcott, spécialiste américaine de l'Asie centrale, remarque qu'avant le 11 septembre 2001 les engagements stratégiques de Washington dans la région étaient définis par sa politique énergétique. Ceci avait permis aux compagnies américaines de bien se positionner dans l'exploitation des ressources pétrolières et gazières de la Caspienne<sup>22</sup>. Maintenant plus rien ne les empêchait de diversifier cette coopération.

Mais il restait à savoir si l'on réussirait à assurer l'équilibre des intérêts des parties, concordants par endroit, mais aussi très différents ailleurs. Très importante aussi, cette circonstance qu'après le début de l'opération *Liberté Immuable*, l'ensemble des relations avec les républiques d'Asie centrale était appréhendé par la Maison-Blanche essentiellement à travers le prisme de sa politique sur le front afghan, donc toujours avec l'accent sur les questions de sécurité.

Les chiffres de l'aide apportée aux pays de la région par les organisations gouvernementales américaines dans le cadre de programmes d'assistance pour l'année fiscale 2003 (en millions de dollars américains) viennent le confirmer.

Tableau 1<sup>er</sup>

	Kazakhstan	Kirghizie	Tadjikistan	Turkménistan	Ouzbékistan
Programme de développement de la démocratie	13.9	13.5	7.3	4.7	14.7
Mise en œuvre des réformes économiques et sociales	24.4	19.9	14.3	2.4	18.2
Sécurité et maintien de l'ordre	49.2	10.3	1.1	1.4	30.2
Aide humanitaire	0.5	9.1	21.8	0.5	18.5
Initiatives multisectorielles	5.0	3.8	4.5	2.1	4.5
Total	92	56.6	49	11.1	86.1

Source : Internet-site du Département d'État américain <http://www.state.gov>

Il ressort de ce tableau que les chiffres de l'aide n'étaient pas exorbitants. Elle allait principalement aux pays que les États-Unis tenaient pour les plus importants pour leur sécurité énergétique et militaire : le Kazakhstan et l'Ouzbékistan. Plus de la moitié du total de l'aide au Kazakhstan et plus du tiers de celle octroyée à l'Ouzbékistan a servi à soutenir l'activité des organes de police et de sécurité. Le Kazakhstan a utilisé ses aides à la réalisation des programmes de non-prolifération des armements de destruction massive, au financement de l'arrêt de la centrale nucléaire d'Aktau et à la formation des personnels des services d'ordre et anti-drogue. L'Ouzbékistan, lui, a canalisé ses sommes vers le renforcement de sa sécurité aux frontières, à la prévention de la prolifération des armes biologiques et au renforcement des capacités du pays en matière de lutte contre le terrorisme et la drogue. En Kirghizie l'accent était mis sur les programmes d'éducation, le développement des infrastructures et du système de santé, l'encouragement des

PME. Le Tadjikistan a consacré à peu près la moitié de l'aide financière aux tâches humanitaires : ravitaillement en médicaments, vivres, vêtements, logement, non sans prêter également attention à la fortification des frontières pour contrecarrer le terrorisme et le trafic de drogue<sup>23</sup>. Cette structuration de l'aide américaine se maintint avec quelques variations les années qui suivirent.

La campagne militaire visant à anéantir les terroristes d'Afghanistan dont la logistique était assurée à partir de l'Asie centrale incita les États-Unis à réfléchir sérieusement à la stabilisation de la région. D'ailleurs le fonctionnement normal des ouvrages militaires américains implantés dans les pays centre-asiatiques en dépendait. En 2002-2003 Washington a développé activement avec eux une coopération dans le domaine de la défense, les relations politiques n'étaient pas de reste (hormis avec le Tadjikistan).

Ainsi se termina la période de désintéressement des États-Unis pour les affaires centre-asiatiques. La politique de la Maison-Blanche dans la région se fit plus énergique, au point que certains experts américains la désignèrent comme « réalisme agressif ». L'Asie centrale avait cessé d'apparaître comme l'arrière-cour de la Russie et acquérait aux yeux de Washington une valeur en soi.

Lorsqu'ils portaient un jugement sur la situation dans la région, les Américains considéraient que la Russie et la Chine, ensemble, et chacune de son côté, avaient failli à la stabiliser. Les États-Unis se chargeaient dorénavant de cette mission, dans l'intérêt aussi bien de Moscou que de Pékin<sup>24</sup>. Il est difficile de dire sur quoi s'appuyait cette assertion, mais il apparut très vite qu'elle était erronée. Même s'il y avait coïncidence des points de vue des trois puissances en ce qui concerne le terrorisme international, il est difficile d'imaginer que la Russie et la Chine laissent évoluer sans elles la situation en Asie centrale et l'abandonnent à Washington. Elles aussi avaient leur point de vue sur la présence américaine dans la région. N'oublions pas qu'en juin 2001 avait été fondée l'Organisation de coopération de Shanghai (OCS). En faisaient partie la Russie, la Chine, le Kazakhstan, la Kirghizie, le Tadjikistan et l'Ouzbékistan. Avec le temps, cette organisation deviendra un facteur signifiant de toute politique dans l'espace centre-asiatique. En mai 2002 est décidée la création de l'Organisation du Traité de sécurité collective (OTSC) avec pour objectif majeur d'assurer la stabilité en Asie centrale. À côté de la Russie, de la Biélorussie et de l'Arménie s'y rangent le Kazakhstan, la Kirghizie et le Tadjikistan. En octobre 2003 une base militaire russe s'installe dans la ville de Kant, en Kirghizie, non loin de Bichkek où se trouve déjà une base aérienne américaine.

Hélas, les premières victoires remportées sur les Talibans n'induisirent pas une pacification durable de l'Afghanistan. Il suffit d'un peu plus d'une année aux Talibans pour reprendre du poil de la bête et déployer une guerre de résistance aux

forces de la coalition. C'était le moment où la Force internationale d'assistance à la sécurité (FIAS) constituée par la résolution 1386 du 20 décembre 2001 du Conseil de sécurité des Nations Unies était déjà à pied d'œuvre. À partir du mois d'août 2003 le commandement de cette force passa aux mains de l'OTAN. Au départ seul Kabul entraînait dans sa zone de responsabilité, mais en octobre 2003 il fut décidé de l'étendre au-delà de la capitale afghane.

Toutefois, ni les États-Unis ni la Force internationale ne parvinrent à briser la résistance des Talibans. Il s'ensuit que les nids de terroristes ne furent pas nettoyés et que la production de drogue avait même augmenté. Et l'Asie centrale était précisément le couloir par où la drogue transitait vers les pays de la CEI, vers la Russie en tout premier lieu, et plus loin vers l'Europe.

Avant même d'en avoir terminé avec la guerre en Afghanistan, les États-Unis en déclenchèrent une deuxième en mars 2003, en Irak. Une action militaire sur deux fronts réclamait de très importants moyens financiers dont la plus grande partie allait à la campagne d'Irak. Il n'y avait donc pas lieu d'espérer que l'aide américaine à la région centre-asiatique, surtout l'aide au développement social et économique, serait accrue.

La politique du « réalisme agressif » retomba dans le dilemme entre valeurs et intérêts. Aux dires du doyen de la faculté de politologie de l'Université de Louisville (États-Unis) Charles Siegler, tant sous la présidence de Clinton que sous celle de Bush junior, ce n'était pas une mince affaire pour le gouvernement américain de concilier les efforts pour amener les pays d'Asie centrale à la coopération en matière de sécurité et l'exercice de pressions dans le domaine des droits de l'homme, des réformes économiques et politiques. Le Département d'État et le ministère de la Défense étaient partagés sur la façon de résorber cette contradiction. Le service diplomatique estimait que l'aide au développement de la démocratie était plus importante à un moment où la région se retrouvait en première ligne de la bataille contre le terrorisme. Les programmes du Département d'État étaient centrés sur le soutien et le financement du pluralisme politique, des médias indépendants, sur la promotion de la suprématie de la loi et des libertés religieuses. Dans ses rapports sur l'état des droits de l'homme, les pays d'Asie centrale étaient soumis aux vives critiques. Les militaires, pour leur part, se félicitaient au premier chef des avantages que leur procurait cette coopération dans le domaine sécuritaire et s'efforçaient d'étouffer les critiques des diplomates. Siegler n'espère pas trop que l'Administration américaine, soit-elle républicaine ou démocratique, parvienne à résorber la contradiction qui déchire la politique étrangère américaine entre les besoins de la sécurité et l'idéal de promotion de la démocratie et de la défense des droits de l'homme, ce conflit existant déjà bien avant la déclaration de guerre au terrorisme<sup>25</sup>.

Au reste, dans les années 2003-2005 les États-Unis ont cherché à résoudre cette contradiction. Posant que le succès de la politique américaine dans la région dépendra avant tout de l'enracinement de la démocratie, il fut décidé de donner un coup de fouet aux processus démocratiques dans les républiques centre-asiatiques, avec la conviction que cela servirait aussi à la sécurité régionale et améliorerait les résultats de la lutte contre le réseau terroriste international en Afghanistan.

L'éminent chercheur russe Guennadi Tchoufrine relève que les puissances occidentales conduites par les États-Unis, dans la foulée des «révolutions colorées» en Géorgie et en Ukraine, ont tenté de canaliser le mécontentement d'une bonne partie de la population des pays d'Asie centrale du fait de la précarité de leur existence, pour remplacer les régimes existants par des régimes pro-occidentaux sous la bannière de la promotion de la démocratie<sup>26</sup>.

On mobilisa pour ce faire des technologues politiques d'expérience que l'on trouva au sein des structures gouvernementales et civiles spécialisées dans la diffusion des valeurs démocratiques de par le monde. Tels le Bureau du Département d'État pour la démocratie, les droits de l'homme et l'emploi, l'Agence fédérale américaine du développement international, le Fonds national pour la démocratie, la fondation Open Society de George Soros. Ces institutions s'employaient à financer les organisations non-gouvernementales locales, à la publication et à la diffusion d'écrits de propagande, appuyaient les opposants politiques orientés à l'Ouest.

En mars 2005, la «révolution des tulipes» en Kirghizie renverse le Président Askar Akaev, pourtant considéré à Washington comme un leader libéral modèle. Cette «situation révolutionnaire» a été exploitée par des groupes criminels et extrémistes avec à la clé désordres et pillages.

Aussitôt après, en mai 2005, des troubles surviennent à Andijan, dans la zone ouzbèke de la vallée de Ferghana. Les insurgés abouchés avec l'organisation islamique *Akramya* saisissent des armes et des otages. Les autorités durent user de la force pour rétablir l'ordre.

Les événements de Kirghizie et d'Ouzbékistan tendent à prouver que la stabilité régionale n'a pas à craindre que de l'extrémisme islamique et du terrorisme international, mais également des États-Unis ayant opté pour l'exportation de la démocratie et le soutien direct aux «révolutions colorées»<sup>27</sup>. Ils ont éveillé la légitime préoccupation des élites gouvernantes d'Asie centrale. La Russie et la Chine se sont également alarmées.

Une bruyante campagne fut bientôt déployée en Occident pour fustiger les autorités ouzbèkes et personnellement le Président Islam Karimov tenu coupable de «violations grossières des droits de l'homme et d'usage disproportionné de la force» contre la population civile au moment des événements d'Andijan. Le ton de

cette campagne était donné aux États-Unis. Tout cela mit de l'eau dans le gaz pour longtemps entre Tachkent et Washington.

Entretiens, maints politiques d'Asie centrale commençaient à douter que la présence militaire américaine puisse effectivement contribuer à sécuriser la région.

Le 5 juillet 2005 le sommet d'Astana de l'OCS, par une décision consensuelle, recommandait aux pays de la coalition internationale engagés dans l'opération antiterroriste en Afghanistan d'arrêter les délais de stationnement de leurs contingents armés sur le territoire des pays d'Asie centrale. Le 29 juin 2005 l'Ouzbékistan signifia aux États-Unis qu'ils avaient six mois pour évacuer leur base aérienne de Hanabad.

Le 22 novembre 2005 la base militaire était officiellement fermée.

À cette époque les principaux centres de recherche américains mirent au point leur conception d'une « Grande Asie centrale ». Elle supposait la constitution d'un espace unique comprenant l'Asie centrale et l'Asie du Sud, avec le Kazakhstan, la Kirghizie, le Tadjikistan, le Turkménistan, l'Ouzbékistan, ainsi que l'Afghanistan, l'Inde et le Pakistan. Son idéologue principal, Frederick Starr, formulait comme suit les objectifs à atteindre avec ce projet pour Washington : 1) une guerre offensive contre le terrorisme avec, à la clé, des infrastructures sécuritaires tributaires des États-Unis ; 2) l'abandon à l'Afghanistan et à ses voisins du souci de leur défense contre l'islam radical et les trafiquants de drogue ; 3) des efforts de renforcement de l'économie régionale et des principales institutions pour les porter à un niveau tel que la région soit à même de jouer le rôle de pont économique et politique entre le Proche-Orient et l'Asie du Sud et Orientale ; 4) le resserrement des liens commerciaux régionaux et la mise en place d'une infrastructure des transports adaptée ; 5) l'encouragement des systèmes politiques démocratiques susceptibles de servir d'exemple à d'autres pays à majorité musulmane<sup>28</sup>.

On a déjà beaucoup parlé de cette conception. Arrêtons-nous un instant sur le point de vue des auteurs du livre paru en 2009 : « Les années qui ont changé l'Asie centrale ». Ils posent que les États-Unis ont besoin d'une Grande Asie centrale moins pour y cultiver les germes de la démocratie que pour y avoir la haute main sur tous les processus économiques et politiques sans ingérence d'autres acteurs de la scène internationale (la Russie et la Chine) non plus que des organismes où ces acteurs sont en position de leaders (OTSC, OCS). Toutefois, en aiguillant la démocratisation de l'Asie centrale vers les modèles occidentaux et en cherchant à réfréner l'influence de la Russie et de la Chine, l'Administration Bush a condamné d'entrée de jeu sa politique régionale qui s'est soldée par une perte d'efficacité, car les besoins des économies de transition des États de la région réclament d'autres mesures et approches<sup>29</sup>.

Ajoutons pour notre part que la mise en œuvre de cet ambitieux projet, avec tous ses avantages économiques et ses inconvénients politico-militaires passe obligatoirement par une amélioration cardinale de la situation en Afghanistan.

En concluant on peut distinguer quelques éléments clés qui se sont manifestés à la veille de l'élection présidentielle de 2008 aux États-Unis.

Finalement, dans le cadre de son « réalisme agressif » Washington n'est pas parvenu à faire son choix entre « valeurs et intérêts ». La sarabande des priorités de la politique centre-asiatique des États-Unis n'était pas propice à leur hiérarchisation. La question de savoir ce qui, pour les États-Unis présentait le plus de prix : les ressources en énergie ou la présence militaire et la coopération dans le domaine de la sécurité, ou encore la transparence des élections et la liberté de la presse est restée en suspens. Pendant qu'outre-océan on pérerait sur la faiblesse de Moscou dans la région<sup>30</sup>, il s'avéra tout à coup que des organismes intégrés tels que la Communauté économique euro-asiatique, l'OTSC et l'OCS, où la Russie était présente, s'étaient installés dans la place. Il manque aux États-Unis un mécanisme permanent de coopération avec les pays d'Asie centrale. Et puis la politique de démocratisation accélérée des pays de la région n'a pas fait ses preuves non parce que ces pays repoussaient catégoriquement le changement démocratique, mais parce que cette politique faisait fi de leur vision traditionnelle des choses. Les sociétés orientales ont de tous temps privilégié la lenteur et la réflexion.

L'Administration Obama a hérité de tous ces problèmes. Dans les centres de réflexion américains on s'essaie à repenser la stratégie de Washington en Asie centrale en sorte de mieux l'accorder avec la réalité géopolitique. Il semblerait que la réflexion aille dans le sens d'une transformation de cette région en zone de coopération internationale active visant l'établissement de la sécurité et d'un développement économique stable. Le « redémarrage » amorcé des relations russo-américaines ouvre sous ce rapport une large « fenêtre ». En tout état de cause, il existe une communauté d'intérêts en Asie centrale. L'avenir dira si l'on aura su les réaliser. La Russie, en tout cas, est prête à coopérer.

## NOTES

1. Cf. V.S. Miasnikov, *Predislovié k knigie A.V. Postnikova « Stanovlenié roubejeï Rossii v Tsentralnoi i Srednei Azii. XVIII—XIX vv. »*, Moskva, 2007, s. 4-5. [Cf. V.S. Myasnikov, *Introduction à l'ouvrage de A.V. Postnikov « L'aménagement des frontières de la Russie en Asie centrale et en Asie moyenne. XVIII<sup>e</sup>—XIX<sup>e</sup> ss. »*, Moscou, 2007, pp. 4-5.]

2. H.J. Mackinder, *Gueografitcheskaïa os istorii // Polis*, 1995, №4, s. 162-169. [H.J. Mackinder, *L'axe géographique de l'histoire // Polis*, 1995, N°4, pp. 162-129.]

3. H.J. Mackinder, *Democratic Ideals and Reality*, New York, Pelican Books, 1944, p. 113.

4. Cf. S. Nikolaev, *Tsentrarnoaziatskii vektor vnechnei politiki Yaponii // Diplomatiticheskaïa sloujba*, 2009, № 6, s. 15. [Cf. S. Nikolaev, *Le vecteur centre-asiatique de la politique étrangère du Japon // Diplomatiticheskaïa sloujba (Service diplomatique)*, 2009, N°6, p.15.]

5. Z. Brzezinski, *Velikaïa chakhmatnaïa doska. Amerikanskoïe prevoskhodstvo i ego geostrategiticheskiïe imperativy*, Moskva, Mejdounarodnyé otnochenia, 2010, s. 54. [Z. Brzezinski, *Le Grand Échiquier. L'hégémonie américaine et ses impératifs géostratégiques*, Moscou, Mejdounarodnyé otnochenia (Relations internationales). 2010, p. 54.]

6. *Ibidem*, pp. 54-55.

7. *Ibidem*, pp. 149-180.

8. P. Hopkirk, *Bolchaïa igra. Na sekretnoi sloujbe v Tsentralnoi Azii*, Moskva, 2004, s. 18-19. (Cité d'après : V.S. Miasnikov, *Op. cit.*, s. 7.). [P. Hopkirk, *Le Grand jeu. Service secret en Asie central*, Moscou, 2004, pp. 18-19. (Cité d'après : V.S. Miasnikov, *Op. cit.*, p.7).]

9. Z. Brzezinski, *Op.cit.*, p. 109

10. K.-J. Tokaev, *Svet i Ten. Otcherki kazakhstanskogo politika*, Moskva, Vostok-Zapad, 2008, s. 195-203. [K.-J. Tokaev, *Ombre et Lumière. Récits d'un politicien kazakh*, Moscou, Vostok-Zapad (Est-Ouest), 2008, pp.195-203.]

11. Décret Prezidenta Rossiïskoï Federatsii jn 14 sentiabria 1995 goda, N° 940. [Décret du Président de la Fédération de Russie du 14 septembre 1995, N° 940.]

12. Cf. S.M. Rogov, *Administratsia Klintona : podvodit itogui echtche rano // SCHA i Kanada*, 2000, № 2, s. 13. [Cf. S.M. Rogov, *L'Administration Clinton : trop tôt pour un bilan // SCHA i Kanada (Les États-Unis et le Canada)*, 2000, N°2, p.13.]

13. Cf. N. Simonia, *Neft v politike SCHA // Mejdounarodnaïa jizn*, 2008, №3, s. 70. [Cf. N. Simonia, *Le pétrole dans la politique des États-Unis // Mejdounarodnaïa jizn (La Vie Internationale)*, 2008, N°3, p.70.]

14. См.: A. Cohen, *Doroga nezavissimosti : energuetiticheskaïa politika Kazakhstana*, Almaty, Amatoura, 2007, s. 40-41. [Cf. A. Cohen, *Le chemin de l'indépendance : la politique énergétique du Kazakhstan*, Almaty, Atamoura, 2007, pp. 40—41.]

15. K.-J. Tokaev, *Op.cit.*, p.204.

16. Cf. S.Z. Jiznine, *Energuetiticheskaïa diplomatia SCHA // SCHA i Kanada*, 2000, №2, s. 78—79. (Cf. S.Z. Jiznine, *La diplomatie énergétique des États-Unis // SCHA i Kanada (Les États-Unis et le Canada)*, 2000, N°2, p.78-79.)

17. Cf. S.S. Jiltsov, I.S. Zonn, *SCHA v pogone za Kaspiem*, Moskva, Mejdounarodnyé otnochenia. (Cf. S.S. Jiltsov, I.S. Zonn, *Les États-Unis dans la course à la Caspienne*, Moscou, Mejdounarodnyé otnochenia (Relations internationales), 2009.)

18. Cf. M.V. Braterski, *Politika SCHA v Srednei Azii : itogui dessiatiletia // SCHA i Kanada*, № 9, s. 56. [Cf. M.V. Braterski, *La politique des États-Unis en Asie centrale : bilan d'une décennie // SCHA i Kanada (Les États-Unis et le Canada)*, 2002, №9, p. 56.]

19. Cf. S. Nikolaev, *La Russie et l'Asie centrale : un désir de prospérité et de sécurité // La Vie Internationale*, Digest 2009, p. 50.]

20. Zaïavlenië Prezidenta Rossiïskoï Federatsii V. Poutina ot 24 sentiabria 2011 goda // Vnechnia politika Rossii : Sbornik dokumentov, 2001 / Ministerstvo inostrannykh del Rossiïskoï Federatsii, Moskva, Moskovskaïa tipografia №2, 2007, s. 311. [Déclaration du Président de la Fédération de Russie V. Poutine le 24 septembre 2001 // La politique étrangère de la Russie : Recueil de documents, 2001 / Ministère des Affaires étrangères de la Fédération de Russie, Moscou. Imprimeries moscovites №2, 2007. p.311.]

21. Cf. S. Lavrov, *V odnoi lodke // Itogi*, 2010, №46, s. 17. (Cf. S. Lavrov, *Sur le même rafiôt // Itogi*, 2010, №46, p.17.]

22. Cf. M.B. Alcott, *Vtoroi chance Tsentralnoi Azii // Moskovskii tsentre Carnegie Moskva-Washington*, 2005, s. 19. [Cf. M.B. Alcott, *Seconde chance pour l'Asie centrale // Carnegie Centre, Moscou-Washington*, 2005, p.19.]

23. Cf. Ch. E. Siegler, *Strateguiia SCHA v Tsentralnoi Azii i Chankhaïskaïa organizataiz sotroudnitchestva // Mirovaïa ekonomika i Mejdounarodnyé otnoçenia*, 2005, №4, s. 18-19. [Cf. Ch. E. Siegler, *La stratégie des États-Unis en Asie centrale et l'Organisation de coopération de Shanghai // Mirovaïa ekonomika i Mejdounarodnyé otnoçenia (L'économie mondiale et les relations internationales)*, 2005, №4, pp.18-19.]

24. Cf. M.V. Braterski, *Op. cit.*, p. 62

25. Cf. Ch. E. Siegler, *Op. cit.*, pp. 19-21.

26. G. I. Tchoufrine, *Rossia v Tsentralnoi Azii*, Almaty, Kazakhstanskiï institout strateguitcheskikh issledovaniï pri Prezidente Respubliki Kazakhstan, 2010, s. 28. [G. I. Tchoufrine, *La Russie en Asie centrale*, Almaty, Institut des études stratégiques près le Président de la République de Kazakhstan, 2010, p.28.]

27. *Ibidem*, pp. 29-30.

28. Cf. F. Starr, *Partnerstvo dlia Tsentralnoi Azii // Rossia v globalnoi politike, ioul-avgoust 2005*, №4 (<http://globalaffairs.ru/numbers/15>). [Cf. F. Starr, *A partnership for Central Asia (Le partenariat pour l'Asie centrale) // Rossia v globalnoi politike (La Russie dans la politique globale)*, Juillet-Août 2005, №4 (<http://globalaffairs.ru/numbers/15>.)

29. Cf. *Gody, kotoryé izmenili Tsentralnouïu Aziïu*, Moskva, Tsentre strateguitcheskikh i polititcheskikh issledovaniï, Institut vostokovediä RAN, 2009, s. 298. [Cf. *Les années qui ont changé l'Asie centrale*, Moscou, Centre des études

stratégiques et politiques de l'Institut des études orientales de l'Académie des Sciences de Russie, 2009, p. 298.]

30. Cf. Ch. E. Siegler, *Op. cit.*, pp. 21-22.

**Mots clés :** *Stratégie de l'Union européenne en Asie centrale, Dialogue Japon-Asie centrale, région centre-asiatique, Mouvement islamique d'Ouzbékistan, l'idée d'une Grande Asie centrale.*

Eleonora MITROFANOVA

Présidente du Conseil exécutif de l'UNESCO,  
représentante permanente de la Russie auprès de  
l'UNESCO



## « LE GRAND ANNIVERSAIRE » DE L'UNESCO

*La Vie Internationale:* L'UNESCO a fêté son 65<sup>e</sup> anniversaire avec un pied dans le XXI<sup>e</sup> siècle. Comment l'ère nouvelle retentit-elle sur la teneur des tâches de l'organisation et sur la manière de les mettre en œuvre? Et dans la foulée, quelle note pouvez-vous donner à l'apport de la Russie aux activités de l'UNESCO?

**Eleonora Mitrofanova:** « Le Grand anniversaire » de l'UNESCO est tombé à la mi-novembre 2010, et quelque temps après a eu lieu l'événement central : la soirée anniversaire au quartier général de Paris qui a attiré un grand nombre d'invités de marque étrangers, d'anciens directeurs généraux, les Ambassadeurs de la bonne volonté, les Artistes de l'UNESCO pour la paix, les Envoyés spéciaux, des délégués de la société civile, de la culture et de la science, des diplomates.

Le Président russe Dmitri Medvedev a félicité les dirigeants de l'UNESCO à cette occasion, appréciant grandement l'action de cette organisation internationale tout au long de son existence et relevant que « nos relations avec l'UNESCO sont la preuve la plus brillante que les objectifs de cette organisation et le potentiel de la Russie sont complémentaires et servent à promouvoir le dialogue interculturel et à affirmer les valeurs communes à l'humanité. Voilà une composante humanitaire de la plus grande importance pour les efforts visant à priver de leur substrat extrémisme, terrorisme et autres manifestations perverses de l'époque de la globalisation ».

65 années ne sont pas grand-chose au regard de l'histoire, mais un âge mur pour une organisation internationale d'envergure. L'UNESCO a été fondée au lendemain de la Seconde guerre mondiale dans le but d'instaurer la compréhension et la coopération au niveau international par la diffusion de l'éducation, des acquis de la science et de la culture pour le bien de l'humanité toute entière. Elle a été portée sur les fonts baptismaux par des savants de renommée mondiale, des hommes publics et des politiciens qui s'étaient imprégnés de l'importance d'une telle organisation.

L'UNESCO a survécu à la confrontation de la guerre froide, elle a été marquée par des événements aussi proéminents de l'histoire que la décolonisation et l'implosion de l'Union soviétique. Et malgré les critiques périodiques qui, soit dit en passant, atteignent pratiquement toutes les institutions internationales, je crois que nul ne doute que par sa présence l'UNESCO a fait énormément pour la paix et la sécurité sur notre planète.

Aujourd'hui encore, notre organisation (et c'est bien ainsi que nous la voyons) est un laboratoire d'idées, un forum générateur de règles universelles, une plaque tournante de l'information ; elle crée les potentiels nécessaires au sein des États membres et sert de catalyseur à une vaste coopération internationale dans le domaine de l'humain. Le grand apport de l'UNESCO à cet aspect humain au service du développement durable dans les principaux domaines de son mandat a récemment été relevé par le Secrétaire général des Nations Unies Ban Ki-moon.

Certes, l'UNESCO est un organisme vivant et doit, par conséquent, évoluer. Notre tâche première consiste à réformer l'Organisation de telle sorte qu'elle puisse de façon opérationnelle et avec le plus d'efficacité réagir aux nouveaux défis. Ces défis nous sont lancés par la vie au jour le jour. Ils viennent de la globalisation progressant, de la nécessité de combattre la misère, la faim, la maladie, l'inégalité entre les États et à l'intérieur de certains pays, notamment de défendre les droits de la femme.

L'aide aux pays au sortir de conflits ou ravagés par des catastrophes naturelles fait partie des problèmes les plus graves. Sous ce rapport, je veux rappeler que l'UNESCO était sur le terrain après le tremblement de terre d'Haïti ou l'inondation au Pakistan. Et là nous travaillons main dans la main avec le reste des Nations Unies. Au stade actuel il ne s'agit plus de prêter une aide humanitaire de terrain, mais d'élaborer un plan à long terme pour redonner un cours normal à la vie dans ces pays.

Ce ne sont là que quelques-unes de nos tâches, les plus pondérables, qui recouvrent, chacune, un chapelet d'actions complexes, parfois même délicates, et des aspects très divers.

Il est donc tout à fait évident que l'UNESCO est plus nécessaire que jamais. Mais pour produire le meilleur rendement, l'Organisation doit se transformer. Des

efforts sont entrepris dans ce sens tant par la nouvelle Directrice générale Madame Irina Bokova que par les membres.

**La Vie Internationale** : Vous êtes le premier représentant de la Russie à diriger le Conseil exécutif. Quelles difficultés avez-vous dû affronter et, au contraire, quelle latitude ce poste offre-t-il pour agir et exercer quelque influence ?

**E. Mitrofanova** : Vous avez parfaitement raison, l'élection en novembre 2009 d'un représentant de la Russie à la présidence du Conseil exécutif de l'UNESCO aura été un événement majeur de la politique étrangère russe au niveau de l'UNESCO. C'était la première fois de toute l'histoire de cette institution internationale spécialisée parmi les plus grandes du système onusien que la Russie accédait à d'aussi hautes fonctions.

Je ne cacherai pas qu'en tant que premier représentant de notre pays et première femme russe élue à ce poste élevé, j'ai été l'objet, dans les premiers temps, d'une attention soutenue pour ma présidence, et plus encore pour le pays que je représente.

Notre élection pour la biennale 2010-2011 a coïncidé avec l'élection du nouveau Directeur général de l'UNESCO et le renouvellement du maillon directeur du Secrétariat, avec une révision partielle des priorités de l'action de l'Organisation et avec sa réforme institutionnelle. Tous ces changements se produisent dans un contexte de crise économique mondiale, de conflits perdurant dans différents coins du monde et de graves cataclysmes naturels qui réclament de la communauté internationale de vigoureux efforts pour les surmonter.

Le Conseil exécutif, et plus particulièrement son président, est en grande partie responsable de la façon dont l'Organisation résout les problèmes humanitaires d'actualité, trouve les ripostes aux défis socio-économiques de notre temps. Il s'ensuit que les pays membres et la communauté internationale toute entière ont l'attention rivée sur la présidence de l'UNESCO assumée par n'importe quel pays, mais à plus forte raison par un pays tel que la Russie. C'est là, sans doute, la plus grande complexité du travail à la tête du Comité exécutif.

Pour en revenir à votre question, j'aimerais rappeler que dans l'idée de ses fondateurs l'UNESCO était vouée à assurer la « solidarité intellectuelle et éthique de l'humanité » et par là à créer des obstacles au déclenchement d'une nouvelle guerre mondiale. Cet objectif n'a pas changé : enraciner dans la conscience des gens les idées de la défense de la paix, ce qui comprend l'éducation à la tolérance, la promotion et le renforcement de la compréhension de l'autre, la conduite du dialogue, l'élaboration d'une culture de la paix et autres aspects humains. C'est dire si l'UNESCO occupe bien une niche à part dans le système de coordonnées international.

Notre pays a adhéré à l'UNESCO le 21 avril 1954. Nous avons décidé de rejoindre cette organisation sans pareilles parce que nous partageons totalement les

idées de sa Charte affirmant comme tâche de « contribuer au maintien de la paix et de la sécurité en resserrant, par l'éducation, la science et la culture, la collaboration entre nations, afin d'assurer le respect universel de la justice, de la loi, des droits de l'homme et des libertés fondamentales pour tous, sans distinction de race, de sexe, de langue ou de religion ». Je crois qu'il n'y a rien à ajouter. Il ne s'agit pas seulement d'un ciel serein, mais de la sérénité dans le cœur des hommes.

Sur cette période ce que nous avons pu faire n'est pas minime. Notamment dans le domaine de l'éducation, priorité des priorités de l'Organisation. La Russie réalise le programme UNITWIN/Chaires UNESCO qui a pour but la coopération des universités dans le monde entier et par voie de conséquence, le développement de la science, sans laquelle le progrès et le développement durable deviennent impossibles. Dans maintes régions de Russie ont été organisées des écoles associées de l'UNESCO qui apprennent à la nouvelle génération les idéaux et les valeurs de l'Organisation, se faisant ainsi le promoteur du dialogue interculturel, de la « culture de la paix », de l'éducation à la tolérance. Et comme l'avenir appartient aux enfants, nous créons ainsi un réservoir d'où sortira un monde reposant sur le respect de l'individu et des droits de l'homme, et donc d'un monde sans guerres ni violence.

Conformément à la décision de la 35<sup>e</sup> session de la Conférence générale de l'UNESCO réunie à Moscou à l'initiative de la Russie, en septembre de l'an dernier s'est tenue une Conférence mondiale sur l'éducation et l'enseignement de la petite enfance. C'était, dans l'histoire de l'Organisation, le premier forum consacré à cette problématique. Nous avons voulu une discussion générale, je dirais même mondiale, parce que c'est dans la petite enfance que se forment les bases de la personnalité (réflexion, mémoire, attention) qui par la suite incitent l'homme à parfaire sa formation tout au long de la vie. Le développement opportun de chaque personne constitue un gage de prospérité pour la nation entière.

À l'issue de la conférence a été adopté le plan d'action de Moscou dont la réalisation contribuera à la mise en œuvre du programme global « Éducation pour Tous » de l'UNESCO pensé jusqu'à l'horizon 2015.

Mais ce n'est là qu'une des nombreuses voies de collaboration. Nous avons également une active coopération dans le domaine de la culture, de grands acquis dans les sciences de la nature, de nombreux points de contact sur la préservation du patrimoine culturel et naturel mondial.

Quant à l'utilité pour la Russie de tout cela, je me réfèrerais au ministre des Affaires étrangères Sergueï Lavrov qui dit et répète que l'efficacité des Nations Unies se mesure à l'efficacité de la collaboration de ses membres entre eux. Cela vaut aussi bien pour l'UNESCO. Chaque pays a le droit de proposer à la discussion générale toute question qui le préoccupe. Mais la plupart s'efforcent

de trouver des solutions à ses problèmes dans un format collégial, car dans cette organisation internationale règne cette règle remarquable de tout décider par consensus.

Quant aux priorités, elles sont arrêtées de façon conjointe. En ce moment il y en a cinq : l'éducation, les sciences naturelles et sociales, la culture, la communication et l'information. Elles figurent dans le programme et se retrouvent dans le budget de l'Organisation pour l'exercice biennal en cours. Les thèmes dits transversaux sont l'éducation, l'Afrique et l'égalité des genres. Cela signifie qu'elles sont partie intégrante de chacun des cinq programmes prioritaires. Par ailleurs, on travaille aux stratégies à moyen terme (pour l'instant, c'est la stratégie à moyen terme pour 2008-2013 qui est en application). Il va de soi que la Russie est partie prenante dans l'élaboration de documents aussi fondamentaux, qu'elle dépose des propositions, et je dois dire que nos idées rencontrent très souvent l'approbation des autres délégations. Aussi peut-on difficilement parler de priorités « étroites » de la Russie. Nos idées transparaissent dans les documents fondamentaux qui, eux, sont adoptés par consensus.

Pour ce qui est des avantages, je ne pense pas qu'il y en ait. Toutes les institutions onusiennes fonctionnent collectivement pour la paix dans le monde et la prospérité de chaque pays en particulier. Et ce sont les membres qui décident des moyens à utiliser pour cela.

**La Vie Internationale :** L'attention de l'UNESCO se centre aujourd'hui sur les problèmes de l'Afrique et de l'égalité des genres. Que pense à ce sujet le représentant de la Russie à l'UNESCO ? En quoi consiste l'aide de la Russie ?

**E. Mitrofanova:** Ces deux priorités s'expliquent logiquement. L'UNESCO est par nature une organisation humanitaire vouée à « construire la paix dans l'esprit des hommes ». On nous appelle aussi « la conscience de l'humanité ». Aussi la tâche première de l'Organisation est-elle d'aider les faibles et les personnes vulnérables. Les premiers concernés sont les pays d'Afrique, surtout les plus pauvres, qui ressentent plus douloureusement les retombées de la crise financière mondiale, et les femmes. Malheureusement, une grande partie de la population du globe : les femmes et les filles, ne jouissent pas d'un droit aussi élémentaire que celui à l'éducation. Sans connaissances elles ne peuvent pas construire leur vie normalement, c'est-à-dire planifier leurs grossesses, élever leurs enfants, préserver leur santé. Dans de telles conditions, comment parler de droit égal au travail avec les hommes, et moins encore de participation à la vie politique ? Or ces conditions socio-économiques sont à la base de la prospérité des États, délivrés de la misère, de la faim et des maladies.

Cela étant, l'Afrique et l'égalité des genres sont actuellement ce que l'on appelle les priorités intersectorielles de l'action de l'UNESCO. Cela signifie que

lors de l'élaboration du programme et du budget de l'Organisation pour chaque exercice biennal dans chacun des grands secteurs d'activité on définit la façon dont les pays membres coordonneront leurs efforts pour résoudre les tâches déterminées.

D'ailleurs l'égalité des genres et l'Afrique ne sont pas des priorités uniquement pour l'UNESCO, elles sont partagées par la communauté internationale toute entière. Elles apparaissent dans les Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) formulés dans la Déclaration du Millénaire. Le Secrétaire général des Nations Unies a eu l'initiative de la mise au point d'une Stratégie mondiale pour la santé de la femme et de l'enfant. Lors du sommet des Nations Unies sur les OMD réuni en septembre de l'année dernière à New York, Ban Ki-moon a déclaré : « Nous avons la conscience de ce que la condition des femmes et des enfants est primordiale pour la réalisation de tous les OMD ». Cette réunion a donné l'occasion à plusieurs États de s'engager à débloquent des fonds d'aide au développement.

Pour parler de l'aide prêtée par la Russie, je voudrais mentionner que des programmes de formation de ressortissants étrangers sont mis en œuvre avec le financement des caisses fédérales et sous le patronage du ministère de l'Éducation et de la Science. En bénéficient avant tout les pays d'Afrique et, bien entendu, de la CEI.

**La Vie Internationale :** En quoi l'influence et l'expérience de l'UNESCO aident-elles la Russie à résoudre ses propres tâches en matière d'éducation, de science, de culture et de social ?

**E. Mitrofanova :** L'UNESCO est unique en son genre. Ce n'est pas une agence de développement par l'intermédiaire de laquelle les pays nécessiteux peuvent obtenir une aide économique matérielle, la mise en place dans les États de conditions favorisant la formation d'un homme nouveau, délivré des chaînes de l'intolérance, de l'ignorance, de l'agressivité et de l'inculture. C'est clair qu'il n'y a pas de résultats concrets rapides à attendre.

Avec son puissant potentiel éducatif et scientifique, avec ses traditions culturelles profondément enracinées, la Russie gagne à participer aux programmes de l'UNESCO essentiellement des points en prestige et en influence au sein de la communauté internationale. Pour ce qui est de l'apport réel de l'UNESCO à la solution des problèmes de la Russie dans les domaines concernés, on peut relever deux fonctions de l'Organisation qui nous importent : son pouvoir normatif et son action comme plaque tournante de l'information. Je n'en veux que deux exemples d'avantage concret que nous retirons de l'UNESCO en cette qualité. La participation de la Russie à la Convention de l'UNESCO concernant la protection du patrimoine mondial, culturel et naturel (1972), instrument normatif parmi les plus importants, permet non seulement d'assurer la protection renforcée d'ouvrages uniques figurant sur la liste du Patrimoine mondial de l'UNESCO, mais encore

d'augmenter le revenu du tourisme (les statistiques témoignent de ce que les ouvrages répertoriés dans la Liste du patrimoine mondial rapportent en moyenne 30 pour cent de plus en termes de tourisme). Autre exemple : la présence active de la Russie à la Commission océanographique intergouvernementale, organe essentiel important au partage des connaissances et de l'information dans le domaine de l'océanographie qui nous fait faire l'économie de dizaines de millions de dollars. Soit dit en passant, le portail des données océanographiques de ce programme a été construit et est entretenu par les spécialistes du Service fédéral de météorologie *Rosgidromet*, et a mérité les éloges de l'UNESCO.

**La Vie Internationale** : Quels problèmes d'image de la Russie sautent-ils aux yeux, vus depuis Paris?

**E. Mitrofanova** : Il serait plus exact, car plus objectif de dire non pas « vus depuis Paris », mais « vus de l'UNESCO ». Je préfère rapporter cette question à l'organisation où je travaille, elle-même, plutôt qu'aux Parisiens, car je crois que ceux-ci ont acquis une plus vaste connaissance de notre pays après l'année croisée Russie-France. Nous avons d'ailleurs eu notre part du programme russe dans la vie parisienne avec l'organisation dans les salles de l'UNESCO d'une bonne vingtaine d'événements culturels, artistiques et scientifiques.

À l'UNESCO règne de longue date une relation valable avec le potentiel hyperpuissant de nos savants et chercheurs, personnalités culturelles, sportifs, de la considération pour l'avis de nos enseignants qui font autorité.

La participation de représentants de la science russe aux programmes de l'UNESCO, la tenue à Moscou de la première Conférence mondiale sur l'éducation et l'enseignement de la petite enfance a encore contribué à revaloriser cette relation cette année. Un millier de personnalités de haut niveau du monde entier y ont été invitées. Dans le cadre de cette conférence Mme Bokova, Directrice générale de l'UNESCO s'est rendue en visite à Moscou.

2010 a été une année de nombreux contacts scientifiques et culturels. La présentation des régions russes au quartier général de l'UNESCO aura été un argument d'image de poids.

C'est là un plus indiscutable.

Moins évidente est la discussion dans des domaines de la compétence de l'UNESCO tels que la communication et l'information, la liberté de la presse et l'éthique journalistique. Ainsi l'informatisation de la société, ses aspects éthique et technologique sont des domaines nouveaux et très divers pour les pays campant de part et d'autre de la « fracture digitale ». D'où des sensibilités variables vis-à-vis des priorités dans ce domaine. Notre vision et nos propositions, tout ce qui nous intéresse aujourd'hui, n'est malheureusement pas toujours perçu par les pays qui se trouvent à un autre stade technologique.

L'image de la Russie gagnerait grandement, à mon sens, à une plus large présentation de la société civile russe dans l'enceinte parisienne de l'Organisation. L'UNESCO tend à une collaboration avec les organisations non gouvernementales (ONG) internationales, les impliquant activement dans la réalisation de leurs programmes dans les secteurs les plus variés de la coopération humanitaire internationale.

L'UNESCO compte déjà toute une série de partenaires russes et nous nous efforçons d'étendre cette expérience positive. Il ne faut pas perdre de vue, non plus, qu'une telle interaction doit se faire sur une base réellement internationale, et non pas nationale.

Je dois dire qu'il se crée une excellente relation de travail tant avec les pays partenaires de l'Organisation qu'avec le Secrétariat de l'UNESCO. Nous avons avec eux d'intenses consultations sur les affaires courantes et généralement nous débouchons sur une entente.

À ce sujet, l'année dernière la délégation de la Russie auprès de l'UNESCO a organisé plusieurs événements conjointement avec les collègues de la CEI, des pays du Forum des cultures slaves (l'objectif est d'en faire des événements annuels) et la France. Quelques nouveaux projets sont en discussion avec l'Amérique et d'autres pays pour l'année prochaine. En un mot, nous espérons que nos partenaires voient dans notre pays non pas un élément étranger, mais un État moderne, démocratique ouvert à la coopération.

Au reste, le problème de l'image n'est pas moins actuel pour l'UNESCO elle-même. De grands efforts et des moyens importants sont consacrés à une meilleure « visibilité » (couverture informationnelle) de l'action de l'Organisation. Je ne vois pas pourquoi nous ne profiterions pas de ce processus, notre pays est en effet partie de l'UNESCO et son activité en cette qualité sera apparente dans les grandes opportunités médiatiques de l'Organisation diffusées sur toute la communauté mondiale. Il me semble qu'il existe là un vaste champ à labourer conjointement avec la Commission russe aux affaires de l'UNESCO où siègent, je tiens à le rappeler, une centaine de responsables ministériels, régionaux, d'ONG, à côté de grands noms de la science, de la culture et des arts.

**La Vie Internationale :** Les projets de l'UNESCO visent à rapprocher la vision des pays et des peuples sur les questions de la paix, de la sécurité globale, de la solution des problèmes humanitaires. Dans quelle mesure ces projets tiennent-ils compte de la valeur de la personnalité ? Lequel de ces projets, d'après vous, met-il le mieux en avant ce facteur ?

**E. Mitrofanova :** Notre organisation s'est constituée après la fin de la Seconde guerre mondiale, en grande partie, pour que les pays dévastés, mutilés, y compris moralement, puissent revenir rapidement à une vie normale, à commencer par la

reconstruction de l'enseignement. Mais une autre tâche d'envergure se proposait, à savoir : créer au niveau international les conditions interdisant que nos enfants ne revivent d'aussi terribles bouleversements.

Certes, en 65 années l'UNESCO a fait énormément pour consolider la paix et la sécurité sur la planète. Mais la paix ne s'établira pas définitivement tant qu'existeront analphabétisme, misère, incompréhension entre les peuples et les cultures, tant que nous n'aurons pas appris à prendre soin comme il se doit de notre patrimoine culturel matériel et immatériel.

Tout cela relève des tâches de l'UNESCO dans le monde moderne. La nouvelle Directrice générale, Mme Bokova parle de « nouvel humanisme ». Il est orienté vers l'éradication des maux énumérés pour que l'humanité puisse avancer dans son développement de façon plus dynamique et durable. C'est pourquoi l'on retrouve l'homme au centre de tous les programmes mis en œuvre par l'UNESCO (et l'on en dénombre pas mal, même au niveau gouvernemental), que ce soit dans le domaine de l'hydrologie, des sciences fondamentales, de l'éducation ou du changement climatique.

**La Vie Internationale :** L'année passée la Fédération de Russie qui a largement contribué à la fondation de l'UNESCO a célébré le 65<sup>e</sup> anniversaire de la Victoire. Quel écho cet événement a-t-il trouvé au sein de l'Organisation ?

**E. Mitrofanova :** La célébration du 65<sup>e</sup> anniversaire de la Victoire et de la fin de la Seconde guerre mondiale a été un des événements centraux de l'année 2010 à l'UNESCO. Avec la participation du Fonds pour la coopération humanitaire des pays membres de la CEI la délégation permanente a organisé un Colloque international : « Le rôle des organisations internationales dans la prévention des guerres (l'expérience du XX<sup>e</sup> siècle) ». Étaient présents des historiens et des diplomates de plusieurs pays de la CEI (Azerbaïdjan, Biélorussie, Kazakhstan, Russie et Ukraine), ainsi que les représentants de certaines ONG et des médias russes et étrangers. L'assistance a entendu le représentant spécial du Président de la Fédération de Russie pour la coopération culturelle internationale et vice-président du conseil d'administration du Fonds de coopération humanitaire de la CEI Mikhaïl Chvydkoï, et son Directeur exécutif A. Smbatian.

En soirée, le célèbre chef d'orchestre russe et Artiste de l'UNESCO pour la paix, Vladimir Spivakov, a dirigé l'Orchestre symphonique de la Jeunesse de la CEI en concert de gala au quartier général de l'Organisation. Cet orchestre rassemble de jeunes interprètes des pays de la CEI et de la Géorgie. Une place de choix a été réservée, dans ce programme, à l'œuvre de Piotr Tchaïkovski dont on célébrait le 170<sup>e</sup> anniversaire de la naissance en 2010. En fin de concert, on a entendu la chanson de David Toukhmanov « Le Jour de la Victoire », sur fond de chronique de guerre.

La Directrice générale était présente pour ouvrir le concert. Mme Bokova a fait l'éloge de l'héroïsme de ceux qui sont aujourd'hui les anciens combattants de la Seconde guerre mondiale et relevé l'opportunité de l'initiative du Fond de coopération humanitaire qui s'est insérée de façon organique dans le programme de l'Année internationale du rapprochement des cultures, et qui apporte un bel exemple de l'énorme potentiel d'un dialogue culturel capable de rapprocher les hommes dans un esprit de paix et de respect mutuel. On a relevé, d'ailleurs, que les plus grands espoirs de pouvoir préserver la paix et parvenir à la compréhension reposaient dans la jeunesse.

**La Vie Internationale :** Les experts et les membres de la diaspora russe relèvent une régression de la langue russe dans l'arène internationale, par rapport au chinois, par exemple. Pourrait-on espérer au moins stopper cette évolution par l'entremise d'une institution internationale aussi influente que l'UNESCO ?

**E. Mitrofanova :** La diversité culturelle et linguistique est l'un des grands trésors de l'UNESCO. Le russe est l'une des six langues officielles de cette organisation internationale. L'usage de cette langue est largement répandu du fait déjà qu'elle touche aux intérêts vitaux d'un grand nombre d'êtres humains, contribue à la diffusion de l'information scientifique et culturelle russe, de quantité d'autres éléments du développement socio-économique, et à la promotion d'un développement durable.

Nous avons toujours prêté et continuerons d'apporter une grande attention à la consolidation des positions de la langue russe dans l'activité de l'Organisation. D'ailleurs, actuellement, du fait de notre présidence, le russe s'entend à toutes les réunions du Conseil exécutif, notamment parce que parmi les délégués permanents auprès de l'UNESCO il se trouve un grand nombre de personnes maîtrisant le russe et désireuses de s'en servir. Tout cela crée des possibilités supplémentaires de faire passer l'information sur la culture, la science et l'éducation russes dans l'espace international culturel et humanitaire. En France, l'année passée, nous avons été aidés dans cette tâche par les événements de l'Année de la Russie, par l'organisation de nos expositions au quartier général de l'UNESCO et les prestations des musiciens russes lors des festivités de la Victoire. Nous comptons impliquer plus activement dans cette action nos partenaires de la CEI et les autres délégués russophones à l'UNESCO.

À ce propos j'aimerais évoquer l'existence au sein de l'UNESCO d'un groupe russophone nombreux rassemblant des diplomates représentants des pays membres à titre informel et ouvert, qui contribuent à renforcer les positions de la langue russe comme langue vernaculaire internationale. Ce groupe s'est constitué au cours de la 31<sup>e</sup> session de la Conférence générale en 2001 autour des représentants de l'Azerbaïdjan, l'Arménie, la Biélorussie, la Bulgarie, la Géorgie, le Kazakhstan,

la Kirghizie, la Lituanie, la Macédoine, la Moldavie, la Mongolie, la Pologne, la Russie, la Roumanie, la Slovaquie, le Tadjikistan, l'Ukraine et la Yougoslavie. La première réunion du groupe a vu l'élection à sa présidence du poète kazakh Oljas Suleimenov, qui conserve ce poste jusqu'à ce jour.

Plusieurs brillants événements ont été organisés depuis, dont la célébration conjointe du 65<sup>e</sup> anniversaire de la Victoire et la présentation de la culture et des arts des pays de la CEI dans le cadre de la fête internationale du Navruz et de la Journée de la culture et de l'écriture slave.

Nous aimerions pouvoir faire plus pour nos « amis de la langue russe », promouvoir plus d'initiatives intéressantes dans ce secteur, mais les moyens financiers font défaut. En outre, les restrictions budgétaires amoindrissent la quantité de matériaux publiés en russe par l'Organisation, parmi lesquels des publications aussi importantes que les rapports mondiaux sur la culture, la science et l'éducation, cependant qu'à bien des événements manque la traduction vers le russe, ce qui réduit drastiquement l'auditoire CEI. Il nous faut entreprendre de ce côté des efforts supplémentaires en matière de promotion de nos véritables valeurs historiques et culturelles, où la langue tient une place de choix.

**La Vie Internationale :** Les objets du patrimoine culturel russe sont éminemment suivis par l'UNESCO. Des reproches sont adressés au sujet de Kizhi, de la Réserve de l'Est-Caucase et de l'érection de la tour de l'Ohta-centre à Saint-Petersbourg. A-t-on réussi à faire tomber la fièvre dans le cas de ces sites?

**E. Mitrofanova:** En effet, ces problèmes sont suivis de très près par l'UNESCO, ce qui ne veut pas dire que les autres objets russes du patrimoine mondial sont délaissés.

La fièvre est retombée pour ce qui est de Saint-Petersbourg du fait qu'il a été annoncé que l'Ohta-centre ne serait pas bâti à proximité du centre historique. Le problème actuel consiste à refaire l'inventaire des limites de cet objet du Patrimoine mondial et de sa zone tampon. En ce qui concerne l'objet « Caucase de l'Ouest », l'attention du Comité du Patrimoine mondial est rivée avant tout sur l'impact des chantiers olympiques sur l'état de préservation de cette réserve naturelle. Quant au site Kizhi Pogost, les experts s'inquiètent de la restauration de ce monument unique en son genre de l'architecture en bois.

Comme représentante permanente de la Russie auprès de l'UNESCO je me dois d'informer opportunément les autorités russes des préoccupations de l'Organisation au sujet de tous nos objets, et comme chef de notre délégation aux sessions annuelles du Comité du Patrimoine mondial, de donner les explications réclamées aux membres du Comité. Jusqu'à présent nous réussissons à protéger les sites russes, aucun d'entre eux n'a été couché sur la liste des chefs d'œuvre en péril. Toutes les décisions du Comité sont constructives et les recommandations livrées

visent à améliorer notre travail de préservation du patrimoine culturel et naturel russe.

**La Vie Internationale :** On clame aujourd'hui à la nécessité de réformer l'ONU et les déclarations des dirigeants russes vont dans le même sens. La réforme de l'UNESCO est-elle aussi impérative que celle des structures onusiennes ? Si oui, en quoi cette nécessité se manifeste-t-elle ?

**E. Mitrofanova:** C'est un fait que la réforme de l'ONU est un problème de plus en plus actuel. À l'heure où le monde change à toute vitesse, une Organisation à vocation universelle se doit de correspondre aux nouvelles réalités de relations internationales multipolaires en voie de formation, et de réagir adéquatement aux nouveaux défis globaux. Cela tombe sous le sens qu'une réforme en profondeur de cette organisation touchera aussi inévitablement l'UNESCO, car elle est une des clés de voûtes du système des Nations Unies.

La direction de l'Organisation en la personne de l'ancien Directeur général Koichiro Matsuura et de son successeur, Irina Bokova, a lancé un processus de transformation et de réorganisation de la gestion de l'UNESCO, dans une visée d'affinement de son action et de l'acquisition d'une plus grande efficacité et d'une plus grande concertation au niveau des Nations Unies, en particulier d'une corrélation plus étroite entre les priorités de l'UNESCO et les tâches qui se proposent à la communauté mondiale dans le contexte des OMD et autres objectifs de développement arrêtés au niveau international. Dans le cadre de cette politique se réalise une mise en ordre des priorités des programmes focalisée sur les secteurs d'activité les plus actuels, le Secrétariat est réorganisé, la politique d'encadrement est soumise à révision, la présence sur le terrain de l'UNESCO est renforcée, notamment dans le cadre de l'ONU « unie » et avant tout dans le contexte de l'initiative de création des Équipes de pays de l'ONU au niveau national.

Cependant, la majorité des États membres s'accorde pour considérer comme une pierre angulaire de la réforme le maintien du mandat de l'UNESCO en sa qualité d'organisation motrice de la coopération humanitaire internationale multipliée par les avantages évidents qu'elle présente à la comparaison, comme la richesse de son expertise dans son domaine de compétences, le potentiel de son réseau, etc. Car pour beaucoup, la diversité des mandats des organisations et institutions du système des Nations Unies est à la source de sa force, de sa vitalité et de son adéquation aux impératifs d'aujourd'hui. C'est ce qui fait qu'il est si important que l'UNESCO conserve sa « physionomie » dans la maison commune onusienne.

**La Vie Internationale :** Dans quels projets de l'UNESCO la Russie se recommande-t-elle le mieux ? Quelles sont les ressources de notre pays sous ce rapport : initiatives, projets reportés, participation aux principales divisions structurelles de l'Organisation ?

**E. Mitrofanova :** La Russie est intéressée au même degré à une coopération avec l'UNESCO dans tous les domaines de compétence de cette organisation : éducation, science, culture, information et communication.

Déjà à l'époque soviétique notre pays, fort d'un puissant potentiel scientifique et ayant donné au monde pas mal de grands savants, était l'un des partenaires majeurs de l'UNESCO pour ses programmes scientifiques. Nous participons traditionnellement à titre permanent à tous les programmes scientifiques et depuis de longues années des représentants de la Russie sont élus aux organes directeurs. Maints projets internationaux inscrits dans le cadre des programmes scientifiques sont réalisés en Russie ou bénéficient d'une participation active de sa part.

Je n'en veux citer que quelques exemples. Dans le cadre du programme d'Échange International d'Informations et de Données Océanographiques (IODE) mis en œuvre sous l'égide de la Commission océanographique intergouvernementale de l'UNESCO, les experts de *Rosgidromet* ont mis au point et gèrent un portail de données océanographiques. L'infrastructure de l'Extrême-Orient russe du système d'alerte précoce aux tsunamis (SAT) est un élément important du SAT régional et global.

Le réseau russe de réserves de biosphère comporte actuellement une quarantaine de sites qui comptent pour le plus vaste segment national du réseau mondial de réserves de biosphère de l'UNESCO. Dans le cadre du Programme hydrologique international un vaste projet d'initiation à l'écologie « Volga vivante » est en cours de réalisation, prônant la préservation des écosystèmes et la promotion de l'éducation à l'écologie dans l'espace du bassin de la Volga.

Au sein des programmes de l'UNESCO pour les sciences de la Terre et les sciences fondamentales les chercheurs russes s'impliquent dans des dizaines de projets dont pour beaucoup ils assument la direction, notamment le récent projet innovant dans le domaine de la physique du plasma. Depuis 2008 fonctionne à Moscou le Centre international du développement énergétique stable, premier centre de seconde catégorie fonctionnant sous l'égide de l'UNESCO en Russie et unique institut du genre de l'Organisation, alors qu'elle marque de plus en plus d'intérêt pour les énergies renouvelables et pour la lutte contre la « pauvreté énergétique ».

Mais l'événement remarquable dans la coopération entre la Russie et l'UNESCO dans le domaine scientifique sera sans doute le projet international pilote du Satellite d'enseignement scientifique de l'UNESCO, une initiative de la Russie qui réalisera à ses frais au moins la construction, le lancement et la maintenance du satellite. Nous espérons que ce projet verra le jour cette année encore, pour le cinquantième anniversaire du vol spatial de Youri Gagarine.

**La Vie Internationale :** Quelle expérience avez-vous acquis en 2010, première année de la présidence russe au Conseil exécutif de l'UNESCO?

**E. Mitrofanova:** En recevant les rênes de l'organisation, le président russe s'engageait à assurer la continuité et le fonctionnement normal de cet organe durant sa période de responsabilité, pour qu'elle se déroule sans heurts ni révolutions. Ce faisant, nous avons posé sans ambages la nécessité de relever l'efficacité de l'action de l'UNESCO, notamment grâce à la concentration de ses ressources financières et expertes sur les secteurs les plus actuels de son mandat humanitaire.

La présidence russe organise sa direction du Comité exécutif autour des mécanismes bien rodés du Conseil des vice-présidents du Conseil exécutif et grâce, encore, à une large interaction avec le Président de la Conférence générale Davidson Hepburn et la Directrice générale Mme Bokova. Sont très utiles les réunions des membres du Conseil avec la Directrice générale, surtout au moment de la préparation des sessions du Conseil exécutif, car elles définissent un vecteur de travail concret (parfois trouvent une solution à certaines questions brûlantes adressées à la direction du Secrétariat) et font que l'on ne se distrait pas des sérieuses discussions de politique générale.

Les pays membres de l'UNESCO attendent à juste titre du Conseil exécutif de puissantes impulsions intellectuelles dans le sens d'une gestion efficace de l'Organisation par des décisions neuves qui assurent à l'UNESCO un rôle central dans les affaires humanitaires internationales dans le cadre de son mandat, et d'un travail tout aussi efficace dans l'accomplissement des tâches inscrites à son programme.

Une des missions centrales de notre présidence a été, en 2010, la recherche de nouvelles approches des problèmes humanitaires du moment par l'organisation d'un vaste dialogue intellectuel entre États membres, car pour formuler correctement les décisions, il importe de penser dans le long terme et d'y intéresser la plus large et active collectivité.

Les débats à thème, avec participation de rapporteurs éminents, organisés par la présidence russe se sont avérés un format pratique pour la définition de nouveaux secteurs d'activité pour l'UNESCO. Ainsi, dans le cadre de la 185<sup>e</sup> session du Conseil exécutif, les débats ont roulé sur le thème « Le dialogue des cultures : des avancées nouvelles pour la paix » qui fait écho au programme de l'Année internationale du rapprochement des cultures. Le ton de la discussion a été donné par Mintimer Chaïmiev, premier Président de la République de Tatarstan, représentant la Russie, par le ministre de l'Emploi et de l'Industrie de Namibie, et par le ministre de la Culture du Maroc. Un autre moment marquant de la session aura été l'intervention du Président chilien Sebastian Piñera.

En proposant ce sujet de discussion, la présidence russe voulait attirer l'attention des États membres sur les problèmes de la paix et de la sécurité en qualité de vecteur unificateur dans le cadre du mandat de l'UNESCO, et en même temps

soutenir la discussion sur la problématique contestée au sein de l'UNESCO sur le dialogue interculturel et interreligieux. On peut dire que d'une façon générale l'échange de vues a bien été reçu par les pays qui ont participé au débat, et les efforts fournis pour établir le dialogue interculturel et interreligieux en Russie ont été particulièrement remarquables.

Autre priorité de notre présidence : la relance du dialogue entre l'UNESCO et la société civile, notamment par une plus large implication des ONG russes à ses activités. Il est bien connu que les organisations non gouvernementales sont un des piliers sur lesquels s'appuient l'UNESCO et les États membres dans des domaines aussi importants que la culture, la science et l'éducation. Mais au sein de l'Organisation elle-même, on n'en a pas encore vraiment pris conscience.

Grâce à nous, pour la première fois trois ONG russes étaient présentes au sein de la délégation à la session du Comité pour les ONG : le Fonds de la Paix de Russie, Fondation internationale, la Fondation *Russkiy Mir* (« Le Monde russe ») et l'Association russe pour la coopération internationale. C'est réjouissant, puisque cela donne à notre société civile la possibilité d'avancer ses priorités et d'apporter sa contribution à la coopération avec l'UNESCO.

En outre, cette année a été marquée par un nombre inégalé de visites russes au Secrétariat de l'UNESCO : une quarantaine de réunions avec la Directrice générale Irina Bokova et autres entretiens dans diverses sections et une douzaine d'événements culturels d'affluence.

En 2011 la présidence russe se propose, à la session d'automne du Conseil exécutif, de poursuivre les débats à thème, qui seront consacrés au développement scientifique international (le sujet proposé est « Science, technologie et innovation au service du développement durable»). Il nous faut utiliser cet événement pour mettre en valeur les réalisations de la science russe, élaborer le mécanisme d'une vaste coopération intellectuelle qui sera mise au service d'une modernisation accélérée de notre pays.

Notre présidence devra aussi mettre en œuvre un plan étoffé de prestations russes qui permettront de faire à la communauté internationale la démonstration d'acquis scientifiques et intellectuels sans pareil, notamment la célébration à l'UNESCO du cinquantième anniversaire du premier vol spatial piloté de Youri Gagarine et du tricentenaire de la naissance de Mikhaïl Lomonossov.

En projet aussi la tenue, avec d'autres pays, d'un événement d'envergure dans le cadre de l'Année du patrimoine historico-culturel de la CEI, et l'enracinement de la tradition d'une célébration, au mois de mai, de la Journée de la culture et de l'écriture slave au quartier général de l'UNESCO. En perspective, également, une Conférence générale due à l'initiative du groupe russophone, qui mettra à contribution les potentiels du Fond de coopération humanitaire.

Nous prêterons une attention soutenue également aux autres problèmes du développement de la coopération de la Russie avec l'UNESCO, et plus particulièrement à une participation élargie de représentants de la société civile russe, des milieux scientifiques, éducatifs et culturels à ses entreprises et programmes.

En dressant le bilan de la première année de la présidence russe au Conseil exécutif, on peut donc dire que toutes les conditions ont été rassemblées pour confirmer les positions dominantes de notre pays et pour promouvoir de nouvelles initiatives de la Russie dans différents domaines relevant du mandat de cette organisation internationale. Ce sont, en réalité, de nouveaux formats qui se mettent en place pour une interaction effective de la Russie avec l'UNESCO et qui ouvrent grand les perspectives avant tout pour soigner nos priorités.

Ainsi se constitue un bel agenda positif dans notre coopération future tant avec l'Organisation en général qu'avec ses membres séparément. Nous avons la conviction que notre organisation est un mécanisme efficace de développement stable pour l'humanité au XXI<sup>e</sup> siècle et sommes tout prêts à continuer cette coopération dans tous les secteurs de ses programmes.

Pour conclure, j'aimerais souhaiter à tous les lecteurs de *La Vie Internationale*, au nom de la délégation permanente de la Fédération de Russie auprès de l'UNESCO et en mon nom propre, bonheur, santé, prospérité et succès dans leurs entreprises.

Que prennent corps tous nos rêves et nos projets !

**Mots clés :** UNESCO, Conseil exécutif, éducation, Afrique, égalité des genres, OMD, Patrimoine mondial.

Mikhaïl MAÏOROV

Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire,  
docteur en histoire

## UNE EUROPE MAL EN POINT

L'incapacité de l'Europe occidentale à exercer une influence agissante sur les événements fulgurants dans le monde arabe, surtout en Afrique du Nord qui était historiquement fort engagée dans les affaires européennes, a confirmé la triste conclusion que voici : l'Europe cesse d'être une force globale et se replie toujours plus sur ses propres soucis. Il est peu probable que ce problème trouve une solution en acceptant la proposition de Moscou de faire de la modernisation russe « un projet paneuropéen, comme c'était à l'époque de Pierre le Grand »<sup>1</sup>. Il n'y a pas que les défis qui se dressent dans toute leur dimension devant les politiques européens, habitués à se la couler douce sous la tutelle américaine dans les années de la guerre froide : crise du modèle de développement exclusivement capitaliste, nouvelle montée des nationalismes, bouleversements ethniques et religieux au sein même de l'Europe. Il est tout aussi important que la politique européenne reste lourdement marquée d'une empreinte que lui avaient laissée l'ancien rapport des forces politiques et les préférences historiques qui se manifestent dans des formes qui ne sont pas des meilleures.

Les tentatives d'éliminer la Russie, affaiblie après la désagrégation de l'URSS, de l'équipe de joueurs titulaires européens, et de dresser le long de sa frontière occidentale et méridionale un nouveau « cordon sanitaire », n'ont apporté à l'Europe ni calme, ni certitude de pouvoir vivre sans conflits. L'écheveau d'antagonismes sanglants entre les débris de l'ex-Yougoslavie, la montée des

mouvements séparatistes après la reconnaissance de l'indépendance kosovare, dont la vague a déferlé jusque sur la Belgique qui semblait pourtant être bien à son aise, le refus des pays européens influents de calmer les appétits un peu trop voraces des « nouveaux Européens » du Caucase, avec comme résultat les événements tragiques d'août 2008, tout cela est capable d'ébranler gravement la stabilité en Europe. Il est tout aussi possible qu'au fur et à mesure que les États-Unis se désengageront des affaires européennes (cela ne manquera pas de se produire, tôt ou tard), les ambitions pour l'instant latentes de certaines puissances européennes et les instincts historiques des petits pays pourront ébranler l'Union européenne, construite avec tant de peine.

L'histoire est une éducatrice plutôt qu'une enseignante, dès lors que sa fonction ne consiste pas tellement à servir de guide à l'action, mais à apprendre à voir clair dans le passé et à comparer avec le présent les phénomènes et les événements qui mettent en lumière la nature de nombreux processus actuels. Ce qui se passe maintenant en Europe en est un témoignage fort instructif.

## L'ÉQUILIBRE EUROPÉEN, OÙ EN EST-IL ?

Acquis après bien de tourmentes et devenu une constante dans les affaires internationales après les traités de paix de Westphalie de 1648, l'équilibre des forces se basait sur l'intelligence consciente du fait que les États, de force à peu près égale, apparus à cette époque, ne devaient pas permettre à l'un d'eux de s'élever au-dessus des autres. Ce système ne pouvait pas empêcher ni conflits ni guerres, mais sa présence même réduisait l'ampleur des collisions et la possibilité des uns d'imposer leur volonté aux autres. Les défaillances graves de l'équilibre des forces en Europe amenaient de grands cataclysmes sur le continent même et au-delà, aux catastrophes mondiales.

Les artisans de l'équilibre européen sont parfois désignés par un nom bien précis : Nicolas Machiavel ou cardinal de Richelieu, mais ce facteur n'est pas apparu dans les relations internationales parce que les hommes politiques et les diplomates de l'époque en avaient eu une révélation. C'était le résultat de l'évolution historique, quand les souverains des États nationaux en gestation avaient commencé à s'opposer énergiquement aux menaces contre leur pouvoir et contre leur indépendance qui provenaient des grandes dynasties européennes. Les innombrables guerres du XVIII<sup>e</sup> siècle, tout anarchiques et rapaces qu'elles semblent avoir été, comportaient malgré tout l'idée que le principe de l'équilibre des forces profitait au développement indépendant des puissances européennes.

Au prix des réformes brutales de Pierre I<sup>er</sup>, qui ont donné lieu à son ascension fulgurante, la Russie a obligé l'Europe à compter avec ses intérêts et à l'intégrer

dans le groupe des pays qui participent à l'équilibre européen. Le rôle de la Russie dans le maintien de cet équilibre s'est manifesté avec force à l'époque des guerres napoléoniennes, qui devaient pousser les puissances européennes à élaborer, par volonté délibérée, un ordre international fondé sur l'équilibre des forces. Le congrès de Vienne de 1815 et la formation de la Sainte-Alliance signée entre l'Autriche, la Prusse et la Russie, tout en étant marqués par la volonté des monarchies européennes de mettre en place un mécanisme d'intervention collective contre toute manifestation révolutionnaire, ont fait de l'équilibre des forces l'une des règles fondamentales régissant les relations internationales. Pendant près de quarante ans, l'Europe n'a connu une seule guerre avec la participation des grandes puissances.

Cependant, tout en apportant à l'équilibre européen une certaine constance, la diplomatie européenne a fini par le détruire elle-même. Il faut en rechercher la cause dans l'influence croissante de la Russie en Europe, en tout premier lieu dans les Balkans, où les gouverneurs d'Autriche, d'Angleterre et de France ont cru leurs intérêts menacés. Pour faire contrepoids à « l'ours russe », il a été décidé d'utiliser la Turquie, dont la rivalité historique avec la Russie l'a emporté, de loin, sur l'image de la Turquie en tant que corps étranger sur le continent européen, désormais considérée comme « un mal nécessaire ». Profitant de la politique à courte vue de Nicolas I<sup>er</sup>, l'Angleterre et la France ont provoqué la guerre de Crimée (Orientale) de 1853-1856, et ont fait déclenché l'écroulement de l'ordre européen établi à grand-peine à Vienne et s'appuyant sur l'équilibre des forces.

La défaite russe dans la guerre de Crimée a éliminé, ou presque, de la politique européenne ce qui y restait encore de modération et de retenue morale, et a fait renaître l'ancienne rivalité entre les puissances européennes. Un nouvel ordre politique se formait en Europe, qui mettait au premier plan la *realpolitik* du chancelier prussien Otto Bismarck, avec son principe soumettant les relations entre États à la force brutale et à la prépondérance des plus puissants. Après la guerre franco-prussienne de 1870-1871, qui devait définitivement peindre la politique européenne en couleurs de confrontation, l'Europe a vu apparaître un puissant et impitoyable prétendant à l'hégémonie : le Reich allemand qui ne se croyait plus être l'enclume, mais bien le marteau dans la forge européenne. Toutefois, les gouverneurs des États européens n'ont pas pu discerner, dans la politique allemande qui voulait convertir l'équilibre des forces en course aux armements, une menace pour leur sécurité et pour l'ensemble de la civilisation européenne.

La Première guerre mondiale n'a rien appris aux hommes politiques européens. L'ordre mis en place par la Conférence de paix de Paris de 1919 a privé l'Europe de toute chance de se développer en paix, et n'a fait qu'attiser la soif de vengeance allemande, a exclu la Russie soviétique de l'équilibre européen, a exacerbé les

problèmes ethniques pour bon nombre de peuples européens. Les États-Unis, toujours plus présents dans la politique européenne après la guerre, ont contribué à la désorganisation de l'Europe. Lors de la conférence de Paris, le président américain Woodrow Wilson a rejeté la *realpolitik* et avec elle, l'équilibre des forces comme amoraux, et a proclamé les nouveaux critères pour l'ordre international : la démocratie, la sécurité collective et l'autodétermination. Il est significatif que c'est l'ancien secrétaire d'État américain Henry Kissinger qui devaient montrer combien mal avaient agi les dirigeants européens en abandonnant les principes fondamentaux de la politique d'équilibre des forces. Kissinger a écrit à ce propos que l'Europe « aurait dû comprendre que la doctrine universelle de sécurité collective sera inopérante <...> tant qu'elle n'aura pas couvert les trois nations les plus puissantes du monde : les États-Unis, l'Allemagne et l'Union soviétique »<sup>2</sup>.

Par contre, c'est l'Allemagne, ayant perdu après la guerre la composante musclée de sa politique extérieure, qui a pu savamment utiliser les anciens éléments de l'équilibre européen, en jouant sur la méfiance historique entre Londres et Paris et sur l'éternelle tendance anglaise à miser sur l'État allemand en tant que contrepoids à la Russie et à la France. La diplomatie allemande, conduite par Gustav Stresemann (1923-1929), a accepté de développer les relations avec l'URSS, ce qui a énervé l'Angleterre et la France et les a fait réduire leur pression sur l'Allemagne. Lors de la Conférence de Locarno (Suisse) en 1925, l'Allemagne, certes assistée par l'Angleterre (et les États-Unis), a fait son premier pas vers la révision du traité de paix de Versailles, et a en fait obtenu « l'égalité en droits » avec les puissances européennes, au détriment de la France. Locarno a ouvert devant l'Allemagne une voie sur l'Europe orientale, et si elle se contentait de ce « cadeau », elle aurait certainement mérité de nouvelles faveurs du côté de l'Occident. Cependant, Hitler arrivé au pouvoir en Allemagne, méprisait la diplomatie de Stresemann et pensait en catégories de l'uniformisation de l'Europe sous domination allemande. Envoûtés par l'anticommunisme de Hitler et mettant tous leurs espoirs dans l'appartenance de l'Allemagne à la civilisation occidentale, les politiques européens se sont montrés incapables de calculer les conséquences désastreuses de l'essor fulgurant de la puissance militaire allemande pour l'équilibre européen et, comme on devait le comprendre ensuite, pour le monde entier.

La capitulation des dirigeants anglais et français devant Hitler à Munich, en septembre 1938, a déséquilibré l'édifice européen jusque dans ses fondements, en laissant en fait l'URSS seule face à l'Allemagne nazie. Obligé à conclure un pacte de non-agression soviéto-allemand en août 1939, Joseph Staline a en fait rendu à l'Occident la monnaie de sa pièce et lui a prouvé que, malgré son idéologie communiste, il n'était pas étranger aux méthodes du cardinal de Richelieu ni à

la *realpolitik* de Bismarck, familières à la diplomatie ouest-européenne. Staline a mis en équilibre, pour un certain temps, la position de l'URSS dans l'Europe d'avant-guerre, mais n'a pas pu quand même pénétrer tous les desseins de Hitler ni mesurer correctement le délai lui accordé avant que ne commence l'inévitable guerre avec l'Allemagne. La débâcle française en mai 1940 a fait perdre, aux uns, leurs illusions de pouvoir utiliser l'Allemagne nazie en tant que « fer de lance » dans la lutte contre « l'infection bolchevique », et aux autres, leur espoir de voir les pays ouest-européens s'user mutuellement par leurs rivalités inter-impérialistes. Les temps durs ont impérativement exigé d'unir les efforts pour pouvoir résister à l'ennemi commun, ce qui s'est traduit, après l'agression contre l'URSS, par la création de la coalition antinazie.

La politique extérieure des États-Unis a fait un revirement : leurs milieux dirigeants, avec à leur tête le président Franklin Roosevelt, sont arrivés à la conclusion (il est vrai qu'elle n'a jamais été reconnue publiquement) que c'était ce même équilibre des forces, qu'ils rejetaient avec indignation, qui garantissait la sécurité de l'Amérique. Sous Roosevelt, la diplomatie américaine a vu apparaître en son sein une nouvelle école de politique extérieure, qui professait les opinions autres que celles de Wilson, à savoir les adeptes de la « balance des forces » ou « réalistes », pour qui la puissance des grands pays et le rapport des forces entre eux étaient considérés comme plus importants que leur organisation politique intérieure. S'inscrivant dans la logique de cette tendance, à laquelle la politique extérieure américaine était désormais acquise, les États-Unis ont déployé, en coopération avec l'Union soviétique, des efforts énergiques pour créer l'Organisation des Nations Unies appelée, à la différence de la Société des Nations, à tenir plus pleinement compte de la disposition des forces apparue après 1945 et des intérêts d'un plus grand nombre d'États.

Les « réalistes » ont renforcé leurs positions quand la guerre froide avait commencé et quand les États-Unis se sont portés dans la catégorie des principaux garants de l'équilibre des forces non seulement en Europe, mais aussi dans le monde. Face à la force et à l'influence accrues de l'Union soviétique, la dissuasion de la puissance soviétique est devenue un impératif pour la politique extérieure américaine. Les Américains voyaient la principale menace pour leurs intérêts dans l'extension de la sphère d'influence soviétique au-delà de l'Europe orientale, surtout aux dépens de l'Allemagne écrasée. En fait, la doctrine de la dissuasion s'appuyait sur le rapport des forces apparu après la Seconde guerre mondiale, et avait entre autres pour objectif de ressusciter l'équilibre européen. Il est vrai que cette doctrine a conduit à la « politique des positions de force », dictée non en dernier lieu par la possession exclusive américaine de la bombe atomique. Cette politique a eu pour résultat la formation en avril 1949, sur l'initiative des États-

Unis, de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN), dont la vocation antisoviétique était visible à l'œil nu.

Les dirigeants soviétiques ne perdaient pas du temps, eux non plus : ils renforçaient par tous les moyens la ceinture de sécurité en Europe de l'Est, en établissant dans les pays de cette région les règles soviétiques. Toutefois, c'est en créant, en 1949, sa propre arme nucléaire, que l'URSS a remporté son plus grand succès qui devait visiblement refroidir les têtes chaudes dans les capitales occidentales et a déterminé, pour de longues années, la retenue mutuelle dans les relations internationales. La parité nucléaire, obtenue par l'Union soviétique face aux États-Unis, a non seulement consolidé l'équilibre européen, mais l'a étendu à toute la politique mondiale, en permettant notamment aux mouvements de libération nationale dans le « tiers monde » d'en finir avec la domination coloniale. L'Europe de l'Ouest y a gagné, car la rivalité soviéto-américaine a permis d'oublier, jusqu'aux années 1990, les « charmes » des hostilités continentales, de se décharger sur les autres des questions de la guerre et de la paix, de ne pas trop s'inquiéter à propos de l'éventuelle « menace allemande » consécutive à l'existence de deux États allemands. L'équilibre, qui s'est établi en Europe et dans le monde, a permis aux grandes puissances mondiales d'entamer des négociations sur la réduction progressive des arsenaux nucléaires, a installé la « détente » dans les relations soviéto-américaines, a fait convoquer à Helsinki, en 1975, la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe.

Au fur et à mesure que les problèmes intérieurs s'accumulaient en URSS et que ses positions s'affaiblissaient dans les pays du camp socialiste, la politique extérieure américaine a vu se renforcer les adeptes de Woodrow Wilson qui se sont solidement emparés du gouvernail de la diplomatie américaine, en évinçant les partisans de l'équilibre des forces. Le document-programme, préparé en 1994 par l'administration du président Bill Clinton (1993-2001), disait que la sécurité des États-Unis devait se baser sur « le nombre croissant des pays démocratiques à économie de marché avec, simultanément, la dissuasion et la résistance à toute une série de menaces pour nos alliées et nos intérêts ». Le document soulignait que la sécurité et la prospérité de l'Amérique étaient directement tributaires d'une démocratie plus forte et des processus plus profonds de « libéralisation politique et économique dans le monde, surtout dans les pays qui ont une importance géostratégique pour les États-Unis »<sup>3</sup>. Le document exprimait la tendance de la direction américaine au messianisme agressif et aux actions unilatérales dans l'arène mondiale, sans faire trop attention à la réaction russe.

Se délectant de l'omnipotence de l'unique au monde superpuissance, les « néoconservateurs » étaient fortement tentés de refaire le monde sur le modèle américain. Les visées d'hégémonie ont trouvé leur expression dans la destruction

des fondements de l'ONU, considérée comme une « survivance » de l'époque de l'équilibre des forces, ce qui s'est manifesté avec une évidence patente lors de l'opération de l'OTAN en ex-Yougoslavie. Dans le même temps, s'appuyant sur le soutien total accordé à leur politique par l'Angleterre, les États-Unis ne laissaient pas échapper à leur contrôle l'orientation atlantique de leurs alliés en Europe. Il s'agissait de mettre en étroite interdépendance le renforcement de l'OTAN et l'intégration européenne, de ne pas laisser les coudées trop franches à l'Union européenne qui se renforçait, en l'« amollissant » au moyen des pays pro-américains d'Europe centrale et orientale, de limiter l'Union européenne aux ambitions uniquement commerciales et économiques.

La tâche des États-Unis devenait d'autant plus facile que, le contrepois soviétique ayant disparu, l'équilibre au sein de l'Europe en a été rompu, ce qui n'a fait qu'augmenter le nombre de ceux qui voulaient se cacher sous « le parapluie américain ». La Russie, sortant affaiblie de sous les décombres de l'URSS et ne disposant pas de cohérence d'idées en matière de politique extérieure, a perdu aux yeux des politiques européens, qui appartenaient à la génération d'après-guerre, son statut d'élément nécessaire pour l'équilibre sur le continent. La « menace soviétique » ayant sombré dans le passé, cela a modifié par la même occasion le comportement des leaders ouest-occidentaux à l'égard de la Turquie qui, selon toute évidence, a perdu sa qualité de force capable d'exercer une influence tangible sur l'état des choses dans les Balkans. Jusqu'à tout récemment encore, les Européens ne croyaient guère, ou presque, en la capacité de la Turquie euro-asiatique, qui maintenant se transforme rapidement en puissance régionale, d'amplifier considérablement la voix internationale de l'Europe et de contribuer à neutraliser le facteur islamique à l'intérieur de l'Europe.

Lancée en 2003, l'aventure des États-Unis en Irak, qui a porté un coup sensible aux ambitions américaines de suprématie globale, a semé en Europe des doutes quant à la possibilité de vivre sans soucis dans un monde unipolaire, et a fait réfléchir les élites continentales, déshabituées des responsabilités propres, à la place qui revient à la politique européenne dans la configuration changeante du rapport des forces mondial. La crise financière et économique, qui a éclaté en 2008, a encore approché les politiques européens de l'idée qu'il fallait s'adapter aux nouvelles réalités. Le changement du pouvoir aux États-Unis, qui a tourné le dos à la rigide politique coup-de-poing de George Bush junior, a de nouveau porté au premier plan les diplomates adeptes de la « balance des forces », à cette différence près que maintenant les Américains acceptaient de partager avec la Chine, en essor rapide, « la charge du leadership global ». Toutefois, pendant le séjour du président américain Barack Obama à Pékin en novembre 2009, le Premier ministre chinois Wen Jiabao a rejeté la proposition de former ce « grand duo », en déclarant que la

Chine « mène une politique indépendante et n'a pas l'intention d'entrer en alliance avec un autre pays ou groupe de pays »<sup>4</sup>.

Quoi qu'il en soit, il n'y a pas lieu de parler maintenant d'une crise dans la solidarité transatlantique, même en sachant que les anciens leaders allemand et français, Gerhard Schroeder et Jacques Chirac, se sont ouvertement opposés à l'occupation américaine de l'Irak. Il faut donner pleinement raison à l'ancien ministre russe des Affaires étrangères, Evgueni Primakov, qui trouve stérile de jouer sur l'opposition entre l'Europe occidentale et les États-Unis. Les Européens de l'Ouest et les Américains ont entre eux des liens historiques solides (les immigrants d'Europe avaient formé le noyau de la population des États-Unis) et appartiennent à la même civilisation (parenté culturelle et religieuse), leurs relations sont cimentées par la participation américaine à la Seconde guerre mondiale, ainsi que par la protection nucléaire américaine dans les années de la guerre froide<sup>5</sup>. Bien évidemment, l'Europe se rend compte qu'avec une nouvelle architecture de l'ordre mondial, manifester une trop grande humilité devant les États-Unis serait préjudiciable à l'ambition de l'Union européenne de devenir un centre de politique internationale. En outre, si grand que soit le désir de l'Europe de l'Ouest de se démarquer de la Russie, les positions désormais plus fortes de cette dernière sur le continent obligent à compter avec elle et à revenir au système, un peu oublié, de l'équilibre des forces en Europe. D'ailleurs, manifester sa volonté d'intensifier les relations avec la Russie aurait grandement contribué à faire perdre à l'Europe son image de vassale des États-Unis.

Nous voyons se dessiner d'autres mobiles encore pour que l'Europe occidentale se tourne vers la Russie, dont elle ne regardait pas seulement avec plaisir l'humiliation dans les années 1990, mais aussi y participait « dans la mesure de ses moyens ». Les dernières en date démarches de la politique ouest-européenne (dialogue intentionnellement intensifié entre Berlin, Paris et Moscou, révérences bienveillantes à l'initiative russe dans la sécurité européenne, allusions à une éventuelle admission de la Russie à l'OTAN) ont suivi le refus officiel de Pékin d'accepter la proposition américaine de « partager en deux » l'hégémonie globale. Il serait utile de rappeler que l'Occident caressait depuis longtemps l'idée d'engager la Russie dans sa politique d'opposition à la Chine. Il est notoire qu'au début 1959 le président Charles de Gaulle parlait de l'inévitable choc entre l'URSS et la Chine qui devait, à son avis, accélérer le rapprochement entre la Russie et l'Europe occidentale. Le ministre américain de la Défense Neil McElroy disait au chef de la diplomatie russe Andreï Gromyko en été 1959 qu'il fallait unir les efforts des États-Unis et de l'URSS contre la Chine<sup>6</sup>. Il est à noter qu'en cette période, marquée par des tensions croissantes dans les relations soviéto-chinoises, Moscou a trouvé déplacées ces sentences « unificatrices » des politiques occidentaux.

À l'heure actuelle, la Russie se tient, immobile, à la croisée des chemins. Le pays ayant perdu sa capacité de concurrencer de nombreux pays en essor rapide, la diplomatie russe est serrée comme dans un étau par les problèmes difficiles qui existent à l'intérieur de la Russie. Le retard persistant produit un complexe d'incertitude qui fait douter de ses propres forces et pousse à espérer qu'il serait possible de faire une percée avec une assistance qui viendra de l'extérieur. Et pourtant, la nouvelle version de l'équilibre des forces dans le monde, donc en Europe, ne laisse pas de place, tout comme au XIX<sup>e</sup> et au XX<sup>e</sup> siècles, à un altruisme politique et économique. La Russie n'a qu'une seule chance de se joindre à ceux qui veulent combler « le vide d'attraction » apparu après les vingt années d'hégémonie américaine. Si banal que cela sonne, mais il s'agit de donner libre cours aux opportunités intérieures pour mettre en place un État moderne et industrialisé, qui méritera respect et confiance. Autrement la Russie risque de sombrer parmi ceux qui, par tradition, ne font qu'adapter leur politique extérieure aux changements de l'équilibre des forces mondial.

## LES ÉCUEILS DE LA SÉCURITÉ EUROPÉENNE

L'avenir de l'Europe est inséparable de la question : les Européens pourront-ils vraiment mettre de l'ordre dans leur maison? Les États nationaux européens, apparus et épanouis au XVII<sup>e</sup> siècle, sont entrés en âpre rivalité pour la suprématie continentale, en lutte sans merci pour les nouveaux territoires et les nouvelles sphères d'influence. La guerre de Trente Ans (1618-1648), suivie par la paix de Westphalie, ont donné le jour à « l'idée européenne », pour qui l'Europe était une identité dotée d'une unité intérieure. On assiste au XVIII<sup>e</sup> siècle à un essor inouï de la pensée politique européenne qui s'exprimait à travers les différentes théories, les programmes concrets et les projets paneuropéens. Jusqu'à présent, nous pouvons retrouver dans les réflexions des politiques actuels sur l'intégration européenne les références aux maîtres à penser de cette époque : l'homme politique et théoricien social anglais William Penn, le diplomate et philosophe français Charles Irénée Castel abbé de Saint-Pierre, le penseur français Jean-Jacques Rousseau, le philosophe allemand Emmanuel Kant. Pratiquement tous leurs écrits et projets contenaient des propositions de former un mécanisme européen qui affirme la paix et lui apporte des garanties au moyen d'institutions supranationales.

Le Congrès de Vienne de 1815 a réuni les efforts des monarques européens dans leur lutte contre les tendances révolutionnaires, mais a aussi manifesté pour la première fois leur volonté d'assumer une mission commune, à savoir coordonner leurs démarches dans le cas où la stabilité et la sécurité en Europe seraient menacées. Cependant, les espoirs de sécurité collective ne se sont pas réalisés en

raison des préjugés intérieurs et des préférences historiques des plus grands acteurs sur les planches européennes. La montée des nationalismes, immédiatement après le Congrès de Vienne, a été un facteur qui a gravement atteint la sécurité européenne, en prenant dans plusieurs grands pays, surtout en Allemagne et en France, une expression franchement hostile aux autres pays et peuples. L'idée d'Europe commune est devenue, dans la bouche des hommes politiques, un instrument propagandiste employé à des fins politiques bien précis.

La Première guerre mondiale et ses conséquences tragiques ont frappé d'effroi les politiques européens, écrasés par le sentiment de leur impuissance, en proie au pessimisme et au désappointement. La révolution d'Octobre en Russie, suivie de l'intervention étrangère et d'un boycott occidental, n'ont fait qu'accentuer les désaccords et les incertitudes en Europe. Le livre de l'homme politique et écrivain autrichien Richard Coudenhove-Kalergi « Pan-Europa », paru en 1923 et ayant fait beaucoup de bruit, a été suivi par sa proposition aux députés français de réunifier l'Europe (par la suite, la diplomatie française l'a utilisée pour proposer « le plan Briand »). L'idée maîtresse de Coudenhove-Kalergi consistait à réunifier l'Europe pour en faire un centre politique et économique autonome, face aux trois forces lui opposées, à savoir l'URSS, la Grande-Bretagne et les États-Unis, même si l'Autrichien reconnaissait qu'il fallait bien établir des relations avec la Russie — pour faire renaître l'Europe.

La position de l'Union soviétique envers la réunification de l'Europe était fortement marquée par son idéologie marxiste-léniniste, notamment par l'opinion très défavorable exprimée par Vladimir Lénine dans son article « Du mot d'ordre des États-Unis d'Europe ». Cependant, l'arrivée des nazis au pouvoir en Allemagne, avec leurs déclarations franchement antisoviétiques et leurs projets de domination européenne, a poussé la direction soviétique à accorder une plus grande attention à la stabilité en Europe par le rapprochement avec la France et ses alliés, par la politique de sécurité collective. En décembre 1933, le Bureau politique (du parti communiste soviétique) a adopté une décision qui supposait l'entrée de l'URSS dans la Société des Nations et un accord régional de protection mutuelle contre l'agression allemande (le Pacte oriental). Dans les années 1934-1935, la diplomatie soviétique travaillait énergiquement pour faire avancer la conclusion du Pacte oriental, et a voulu dans le même temps améliorer les relations avec l'Angleterre, dans l'espoir de l'engager dans la sécurité collective. Peine perdue : Londres accordait sa préférence à la « sécurité occidentale » et penchait toujours plus vers un arrangement avec l'Allemagne, en lui laissant les mains libres pour agir à l'Est.

L'occupation, humiliante par sa rapidité, de la majeure partie de l'Europe occidentale par l'Allemagne, son agression contre l'Union soviétique, la formation

de l'alliance antinazie ont fait resurgir l' « idée européenne ». Malgré la suspicion de Staline et de ses proches contre les fédérations, les alliances multilatérales ou les blocs en Europe, qu'ils gardaient encore depuis l'entre-deux-guerres, la direction soviétique les a déclarés possibles après la guerre, à condition que cela ne menace pas la sécurité de l'URSS. Une déclaration en ce sens a été faite au ministre britannique des Affaires étrangères Anthony Eden, au cours de ses négociations à Moscou avec Staline et Molotov, en décembre 1941. Un projet de protocole additionnel à l'Accord sur la sécurité dans l'après-guerre entre l'URSS et la Grande-Bretagne reconnaissait « nécessaire la formation d'un Conseil européen en tant qu'organisation internationale qui aura à sa disposition, comme instrument de maintien de la paix en Europe, une certaine quantité de troupes »<sup>7</sup>.

Cependant, les événements qui ont suivi la fin de la guerre n'étaient guère favorables au projet d'Europe commune. Après la conférence de Berlin (de Potsdam) en 1945, qui devait mettre à jour des contradictions graves entre les alliés, les relations soviéto-américaines ont « coulé à pic ». Les Alliés étaient de plus en plus souvent appelés par les américains « une drôle d'alliance », alors que l'administration du président Harry Truman déclarait que l'Amérique était lasse de « se donner du mal avec les Soviets » et de consentir des compromis aux Russes. Staline, piqué au vif par l'échec de son projet de coopérer avec les États-Unis dans l'après-guerre, a entrepris de renforcer la zone de l'influence soviétique en Europe de l'Est contre une nouvelle menace du côté de l'Occident, et a ressuscité la thèse sur le capitalisme source des guerres. L'Union soviétique a renforcé ses positions internationales, ce qui devait faire renaître les appréhensions historiques des Européens de l'Ouest face à la Russie, en approuvant la politique américaine de refoulement de l'URSS. La formule « L'Europe de l'Atlantique à l'Oural », proposée en 1946 par le général de Gaulle, qui voyait en la Russie un contrepoids à la politique américaine et britannique, a trouvé peu d'adeptes sur le continent. L'antisoviétisme est devenu l'un des moteurs de l'intégration européenne.

Quant à la locomotive de cette intégration, c'était le rapprochement franco-allemand dont le mérite revient, incontestablement, à Charles de Gaulle qui avait longtemps pensé que la France devait par tous les moyens, y compris au prix d'un rapprochement avec l'URSS, garantir sa sécurité contre la renaissance de la menace allemande. Cependant, la politique antioccidentale dure de l'URSS et la sous-évaluation, par Staline, de l'influence d'une France affaiblie sur les affaires européennes, ont poussé de Gaulle à passer à l'opinion que le danger provenait de la Russie communiste. De Gaulle est arrivé à la conclusion qu'il fallait choisir comme principe la « double sécurité » : la sécurité contre l'Allemagne, en la divisant en deux États, et la sécurité contre l'URSS, en intégrant l'Allemagne de l'Ouest dans les structures euro-atlantiques. Revenu au pouvoir en France en 1958,

de Gaulle a commencé par rencontrer le chancelier de la RFA Konrad Adenauer, pour lui dire que le peuple français n'oublierait jamais les atrocités commises par son voisin d'outre-Rhin, mais qu'il fallait tenter, au nom d'une Europe commune, de renverser le cours de l'histoire et de réconcilier les deux peuples. Les nouvelles relations franco-allemandes ont marqué en bien l'intégration de l'Europe de l'Ouest qui devait s'achever par la formation de l'Union européenne.

L'Union soviétique avait de fortes raisons de croire que la formation de différentes organisations au niveau européen était en tout premier lieu tournée contre l'URSS. En janvier 1947, la diplomatie américaine a proclamé la « doctrine Truman » qui ouvrait une époque de confrontation globale entre « la démocratie et le totalitarisme », et en juin de la même année, le secrétaire d'État américain George Marshall a promu un plan de « rétablissement et de développement » de l'Europe d'après-guerre, qui a rapidement pris l'allure d'une arme économique aux mains des États-Unis dans leur lutte pour l'Europe et contre l'URSS. Toutefois, ce qui préoccupait surtout Moscou, c'était l'Alliance de l'Atlantique Nord et le projet américain d'y inclure l'Allemagne de l'Ouest (la RFA est entrée dans l'alliance en 1955), ce qui a été appris par les dirigeants soviétiques comme la formation d'un bloc militaire et politique antisoviétique. Les déclarations des dirigeants de l'OTAN n'incitaient pas non plus à l'optimisme, notamment celle du premier secrétaire général de l'alliance, le général britannique Hastings Ismay : « Les Américains sont à tenir en Europe, les Allemands en bride, les Russes hors d'Europe ». Le slogan des États-Unis d'Europe était interprété par Moscou en tant qu'appel à démanteler la zone d'influence soviétique en Europe centrale et orientale, en tant que politique intentionnée visant à mettre l'Union soviétique dans l'isolement.

Après la mort de Staline en 1953, il y a eu un bref laps de temps qui accordait une possibilité, fut-elle minimale, d'en finir avec la guerre froide. Lors d'une session de la Conférence des ministres des Affaires étrangères (URSS, États-Unis, Grande-Bretagne et France), en janvier-février 1954 à Berlin, la partie soviétique, qui avait en vue la réunification pacifique des deux Allemagnes, a proposé de conclure un traité européen de sécurité collective capable, à son avis, de mettre un terme à la formation en Europe des groupements militaires d'États opposés les uns aux autres, ce qui augmentait inévitablement l'animosité et la méfiance entre eux. Les pays occidentaux, qui disposaient d'un instrument commun (OTAN) pour résister à l'URSS, ont rejeté l'initiative soviétique. Fin mars 1954, le gouvernement soviétique a déclaré que si l'OTAN perdait son agressivité, l'URSS serait disposée à examiner la participation de l'URSS au pacte de l'Atlantique Nord. La réponse à cette proposition était prévisible et négative : de l'avis des membres de l'OTAN, la participation de l'URSS aurait été incompatible avec les objectifs de l'organisation.

L'espoir passager de voir l'Europe « se rétablir » est passé : les politiques américains et ouest-européens ne concevaient plus une Europe commune avec l'URSS en son sein, tandis que les tendances antioccidentales ont pris le dessus à Moscou, avec la création, en 1955, de l'Organisation du Traité de Varsovie. Le leader soviétique Nikita Khrouchtchev a commencé à faire des déclarations disant que l'Occident pourrait toujours attendre que Moscou accepte un « désarmement idéologique » et abandonne sa lutte pour la victoire du communisme. Toutefois, au début des années 1960, la diplomatie soviétique a commencé à rechercher de nouvelles façons de s'y prendre à la sécurité européenne. Il a été compris, finalement, que la Communauté économique européenne (Marché commun), formée en 1957, était une réalité économique et politique avec laquelle il fallait compter. Après les événements de 1956 en Hongrie, après les premières fissures apparues dans les relations du Parti communiste de l'Union soviétique (PCUS) avec les partis communistes européens et la dégradation des relations soviéto-chinoises, la diplomatie soviétique a préféré accorder la priorité, dans son travail, aux intérêts nationaux de l'URSS plutôt qu'aux prescriptions idéologiques.

La crise des missiles de Cuba de 1962 a fortement marqué la politique internationale, poussant les membres des deux blocs opposés à mener une politique plus raisonnable les uns envers les autres. La parité stratégique qui s'est établie entre l'URSS et les États-Unis, ainsi que l'impressionnante puissance de l'Union soviétique dans l'exploration de l'espace, ont fait l'effet d'un agissant « calmant ». Des revers sensibles subis par les Américains après leurs échecs cuisants dans la guerre du Vietnam (1965-1975), et par la direction soviétique après l'intervention mal réfléchie en Tchécoslovaquie (1968), ont apporté du réalisme au comportement de l'URSS et des États-Unis dans l'arène mondiale. Les transformations très spectaculaires s'annonçaient en Europe : la visite du général de Gaulle en URSS en 1966 a donné une impulsion au rapprochement soviéto-français ; le Traité de Moscou de 1970 entre l'URSS et la RFA a obligé les parties, entre autres, à « respecter inconditionnellement l'intégrité territoriale de tous les États en Europe dans leurs frontières existantes » ; les accords quadripartites (URSS, États-Unis, Grande-Bretagne, France) sur Berlin-Ouest, signés en 1970, ont donné la possibilité de régler, pour une période prolongée, l'un des grands antagonismes de la guerre froide. Cependant, c'est la proposition de la diplomatie russe (après avoir sondé l'opinion des Français) de convoquer une Conférence pour la sécurité et la coopération en Europe qui a été le principal acquis de cette « saison de la détente ».

Signé le 1<sup>er</sup> août 1975 à Helsinki, l'Acte final de la conférence a posé les fondements d'un processus sans pareil dans l'histoire européenne : la possibilité de résoudre les problèmes de sécurité sans s'appuyer sur les blocs, en engageant tous les États européens et en utilisant les méthodes diplomatiques pour régler les

contradictions et les conflits. Cependant, dès le début, le processus qui devait venir à bout de la scission en Europe, s'est déroulé d'après un scénario qui n'était pas prévu. Le grand « mérite » en revient à la partie américaine qui s'est énergiquement mise, sous le président Jimmy Carter (1977-1981), à démonter le processus de la détente. L'intervention des troupes soviétiques en Afghanistan en 1979 y a joué, elle aussi, son rôle, car n'ayant pas seulement envenimé les relations de l'Union soviétique avec les pays occidentaux, elle a aussi fait baisser son prestige auprès du « tiers monde » et a terni le charme du modèle soviétique.

La situation intérieure en URSS se dégradant, le dernier leader soviétique Mikhaïl Gorbatchev a proclamé la « perestroïka » de la vie économique et sociale dans le pays, le changement de sa politique extérieure. Une nouvelle façon de mener les relations internationales ne se basait plus sur le rapport des forces, mais sur le rapport des intérêts, et a placé les valeurs universelles de l'humanité au cœur de la nouvelle conception de politique extérieure. Cette politique a trouvé son expression dans la « maison européenne commune » que Gorbatchev avait proposé de construire. Lors d'une réunion du Bureau politique du CC du PCUS en mars 1987, il a déclaré que « nous ne pourrions pas nous passer d'un partenaire comme l'Europe occidentale », car aucun problème ne pouvait être réglé sans l'Europe, y compris les problèmes intérieurs de l'Union soviétique qui avait besoin du potentiel scientifique et technique des pays ouest-européens. Gorbatchev ne se lassait pas de prôner sa « maison européenne » non seulement lors des entretiens avec les leaders de l'Europe occidentale et des États-Unis, mais aussi dans ses discours publics. Le dirigeant soviétique a notamment déclaré, devant l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe en 1989, qu'il était temps de « mettre aux archives les postulats de la guerre froide, quand l'Europe était considérée comme une arène de confrontation divisée en sphères d'influence ». Selon Gorbatchev, la conception de la « maison européenne commune » exclut « la possibilité même d'user de la force ou de la menace de la force, surtout militaire », elle suppose « une doctrine-retenue au lieu de la doctrine-dissuasion »<sup>8</sup>.

Les initiatives européennes de Mikhaïl Gorbatchev, qui portaient en elles une charge positive, ont été interprétées en Occident surtout comme des marques de la puissance et de l'influence décroissantes de l'Union soviétique, comme la disposition des dirigeants soviétiques à accorder des concessions pour sauver le régime en place. Les diplomates des pays occidentaux, en premier lieu des États-Unis et de la RFA, ont sagement exploité la faiblesse des autorités soviétiques, pour obtenir avant tout une solution favorable au problème de la réunification de l'Allemagne, et de son adhésion à l'OTAN. La situation dans les pays socialistes européens faisait aussi le jeu de l'Occident, car privés d'un soutien militaire et politique inconditionnel de la part de l'URSS, les dirigeants de leurs partis

gouvernementaux ont rapidement perdu les rênes du pouvoir, ce qui devait finalement aboutir à la dissolution du Traité de Varsovie. Pour « doré la pilule » à Gorbatchev et ses compagnons d'idées, les politiques occidentaux agrémentaient la progression impitoyable de leurs intérêts avec de belles paroles sur une réunification allemande qui ne conduira pas à l'élargissement de l'OTAN vers l'Est.

Après l'effondrement de l'URSS, les États d'Europe de l'Ouest ont mis de côté la prudence et la douceur, désormais inutiles à l'égard de la Russie couchée sur le flanc, et ont partagé avec les États-Unis leur « syndrome de vainqueur » dans la guerre froide. Certes, on a adopté la Charte de Paris pour une nouvelle Europe (résultat d'une rencontre au sommet, en novembre 1990, des États participants à la Conférence pour la sécurité et la coopération en Europe), qui exprimait un engagement solennel « à respecter les dix Principes de l'Acte final de Helsinki » et comportait une clause disant que « la sécurité est indivisible et la sécurité de chaque État participant est liée de manière indissociable à celle de tous les autres »<sup>9</sup>, mais les pays occidentaux ont choisi de faire de l'OSCE un mécanisme unilatéral pour s'ingérer dans les affaires intérieures des autres États, surtout dans l'espace postsoviétique.

La volonté des pays d'Europe centrale et orientale de se débarrasser le plus rapidement possible du fardeau de l'époque soviétique, et de faire leur entrée dans « un monde civilisé », a facilité la tâche aux États-Unis et à leurs alliés, qui projetaient d'élargir l'OTAN vers l'Est afin de mettre en place, dans sa nouvelle version, un « cordon sanitaire » devant l'« imprévisible » Russie. Quant à l'opinion de la Russie, il a été décidé de ne pas la prendre en considération, surtout après la déclaration faite par Boris Eltsine au président polonais Lech Wałęsa, en été 1993, que l'adhésion de son pays à l'OTAN relevait de la compétence de la Pologne et non de la Russie. Washington a également tenu compte de ce que le ministre russe des Affaires étrangères Andreï Kozyrev était partisan de l'adhésion de la Russie à l'OTAN ou, dans le pire des cas, à une structure européenne de sécurité à créer en coopération avec l'alliance, même s'il protestait, pour la forme, contre l'élargissement de l'OTAN sans la participation de la Russie.

Les changements géopolitiques fondamentaux dans le monde et en Europe ont déformé la structure de la sécurité européenne, amenant une récurrence de l'ancienne politique de « refoulement » de la Russie. Après 1996, quand Evgueni Primakov a été placé à la tête du ministère des Affaires étrangères, la diplomatie russe, comprenant qu'il ne sera pas possible d'empêcher l'élargissement de l'OTAN, a essayé de réduire au minimum les conséquences fâcheuses de ce processus pour la Russie. L'Acte fondamental Russie-OTAN, signé en mai 1997 à Paris, proclamait solennellement que la Russie et l'OTAN ne se considéraient plus comme ennemis. L'Acte établissait l'engagement de l'alliance de ne pas déployer sur le territoire

des nouveaux membres de l'OTAN des forces armées robustes<sup>10</sup>. Cependant, quelques années plus tard seulement, Washington a annoncé qu'il déployait 5.000 de ses militaires en Bulgarie et autant en Roumanie. Avant de signer l'Acte, il a été ouvertement déclaré aux hauts responsables américains que si les anciennes républiques soviétiques étaient admises dans l'OTAN, cela signifierait pour la Russie que « la ligne rouge » est dépassée. Des assurances appropriées ont été bien données, mais cela s'est quand même produit (pays baltes), et pour comble, on a parlé d'admettre dans l'alliance la Géorgie et l'Ukraine.

De l'autre côté, lors du sommet d'Istanbul de l'OSCE, en novembre 1999, la diplomatie occidentale a obtenu que la Russie prenne des engagements internationaux de retirer ses troupes et ses armements de Géorgie et de Moldavie. L'Occident a réussi cette manœuvre « en tapinois », sous couvert de la Charte de la sécurité européenne alors adoptée, et des concessions insignifiantes sur la Tchétchénie. La Conception stratégique de l'OTAN, dont l'adoption en avril 1999 était couverte par le grondement des bombardements de l'OTAN sur la Yougoslavie, a été tout aussi significative. Bien que semblant ne pas trop se distinguer de la conception parente de 1991, elle comportait trois différences fondamentales : les objectifs de l'alliance, à savoir la défense de la sécurité de tous ses membres, étaient définis sans se référer aux principes de la Charte des Nations Unies ; une brusque aggravation de la situation politique intérieure consécutive à l'échec des réformes sociales et politiques est venue s'ajouter à la liste des menaces pour les intérêts de l'alliance ; enfin, on a vu apparaître la clause disant que « la porte de l'OTAN reste grand ouverte » à l'adhésion de nouveaux membres<sup>11</sup>.

Le choc politique et émotionnel que les événements tragiques du 11 septembre 2001 ont fait subir aux États-Unis donnait, semble-t-il, une chance de déployer des efforts collectifs pour renforcer la sécurité collective. Le président russe Vladimir Poutine s'est engagé à contresens d'une fraction considérable des élites politiques russes, et a choisi d'exprimer ouvertement son soutien aux États-Unis, dans l'espoir de voir de leur côté des démarches favorables à la Russie. Poutine a pris la décision d'aider les Américains en Afghanistan, en donnant le feu vert au déploiement d'unités terrestres et de l'aviation militaire américaine en Kirghizie, au Tadjikistan et en Ouzbékistan, et en accordant le soutien russe à l'Alliance du Nord en Afghanistan dans sa lutte contre les Talibans. La décision présidentielle de retirer les bases militaires stratégiques de Lourdes (Cuba) et de Kamran (Vietnam) a été tout aussi contestée, en Russie. La diplomatie russe s'employait à redresser les relations avec l'OTAN, gelées après l'opération armée de l'alliance contre la Yougoslavie. Le sommet Russie-OTAN à Rome, en mai 2002, a été marqué par la formation du Conseil Russie-OTAN, appelé à servir d'instrument pour se consulter, préparer les consensus, coopérer, prendre des décisions communes et lancer des

actions communes dans les dossiers multiples et variés se rapportant à la sécurité dans la région euro-atlantique. Cependant, jusqu'à tout dernièrement, le Conseil restait purement décoratif et n'apportait pas à la Russie une influence véritable sur les activités de l'OTAN.

L'espoir de la direction russe de voir progresser le rapprochement avec l'OTAN a été rebuté par Washington, qui avait largement exploité « la tragédie américaine » pour accentuer encore l'hégémonisme de sa politique extérieure. L'administration du président George Bush a érigé en absolu le droit du plus fort substitué au droit international, a réservé à l'ONU le rôle de « bureau de consultation », a entrepris de remodeler la stratégie de l'OTAN avec, en perspective, l'emploi de la force armée au-delà des pays qui entrent dans l'alliance. À la démarche de la Russie, les États-Unis ont répondu par leur retrait du Traité *ABM*, et encore par la guerre en Irak, par le soutien énergique que certains pays occidentaux ont apporté aux « révolutions de couleur » en Géorgie et en Ukraine, par le projet d'intégration accélérée de Kiev et de Tbilissi dans l'OTAN, enfin par les accusations contre la Russie qui userait de « chantage énergétique ».

Dans son célèbre « discours de Munich » en février 2007, Vladimir Poutine a dit que les États-Unis étaient le principal auteur de l'architecture mondiale, telle qu'elle existe maintenant et qui se distingue par un emploi hypertrophié de la force et un dédain de plus en plus marqué pour les principes fondamentaux du droit international (il a notamment trouvé inadmissibles les tentatives de remplacer l'ONU par l'alliance atlantique ou par l'Union européenne). Poutine a posé la question tout d'abord : contre qui est dirigé l'élargissement de l'OTAN, y compris le projet de bouclier antimissile, qui « n'a rien à voir avec les garanties de la sécurité pour l'Europe », et quel est le rôle dévolu à l'OSCE que l'on veut transformer en « instrument vulgaire » qui garantit les intérêts des uns contre les autres et l'ingérence dans les affaires intérieures de certains de ses membres<sup>12</sup>.

La méfiance déjà profonde dans les relations entre la Russie et l'Ouest s'est retrouvée au plus bas en août 2008 quand la Géorgie, croyant que Washington et l'Union européenne soutiennent sans réserve son comportement antirusse, avait lancé une action agressive contre l'Ossétie du Sud. La réaction russe a soulevé une vague d'hostilité dans les capitales occidentales, qui ont accusé Moscou de faire renaître « la politique impériale » et la mentalité propre à la guerre froide. La direction russe a vu dans la crise caucasienne une confirmation de ses déclarations sur une sécurité européenne gravement ébranlée dans tous ses paramètres depuis ces vingt dernières années, donc ayant besoin d'une « réparation » urgente. La diplomatie russe avait alors misé sur la proposition du président Dmitri Medvedev, faite deux mois avant août 2008, de conclure un Accord de sécurité européenne juridiquement contraignant. Cependant, cette initiative n'a enthousiasmé tant soit

peu les pays occidentaux, même si le feu des critiques contre la Russie a fortement baissé d'intensité après la « remise à zéro » proclamée par le président américain Barack Obama. Bien au contraire, le vice-président américain Joe Biden a exprimé on ne peut plus clair l'opinion américaine à ce sujet : l'Europe n'a pas besoin de nouveaux traités ni de nouvelles institutions, dès lors que l'Amérique travaille pour établir une plus grande sécurité en Europe « en tenant compte du caractère changeant des menaces qui se dressent devant nous, tout en respectant les grands principes des institutions en vigueur, telles que l'OTAN et l'Union européenne »<sup>13</sup>.

En 2010, la politique extérieure de la Russie a esquissé un nouveau tournant, avec des tentatives d'établir de nouvelles « règles du jeu » dans les relations avec l'Occident, règles qui permettraient de recevoir des garanties pour sa propre sécurité et assurer, au moyen d'un rapprochement avec les États-Unis et l'Union européenne, l'arrivée de capitaux, de technologies, de spécialistes occidentaux nécessaires pour moderniser le pays. La position à l'égard de l'OTAN a été considérablement révisée : la déclaration que Dmitri Medvedev a faite à l'issue de la réunion du Conseil Russie-OTAN en novembre 2010 à Lisbonne, disait que la direction russe ne voyait pas, pour le moment, de raisons qui pousseraient la Russie à adhérer à l'alliance, mais qu'au fur et à mesure que l'OTAN connaîtrait des changements susceptibles d'aboutir à une coopération Russie-OTAN plus étroite, il pourrait y avoir une situation où « il n'y aura plus de sujets tabous »<sup>14</sup>.

Cependant, tout en faisant des avances à la Russie, les leaders occidentaux, à en juger d'après leurs déclarations, poursuivent les objectifs différents des aspirations russes. Lors d'une rencontre de Dmitri Medvedev avec le président français Nicolas Sarkozy et la chancelière allemande Angela Merkel en octobre 2010 à Deauville, le dirigeant français a éludé la question de la sécurité européenne pour dissenter volontiers à propos des domaines qui pourraient servir de facteurs unificateurs entre l'Union européenne et la Russie, à savoir les riches ressources minières de la Russie, les sanctions contre l'Iran, la recherche des moyens de régler le conflit palestino-israélien. Ensuite, à Lisbonne, Washington et ses alliés ont mis l'accent sur l'Afghanistan, en attribuant à la coopération Russie-OTAN dans ce pays la valeur du principal domaine de leur coopération. Ils n'étaient nullement gênés par cette « poussée » sur l'axe afghan qui mettait la Russie en situation fort délicate en tant que membre actif de l'Organisation du Traité de sécurité collective (OTSC) et de l'Organisation de coopération de Shanghai (OCS).

Les déclarations de la partie russe disant que les réalités objectives mêmes réunissaient les conditions pour un partenariat Russie-OTAN qui ne serait dirigé contre qui que ce soit, n'ont pas pu rassurer les autres grands joueurs dans l'arène internationale. L'Afghanistan, l'Iran et le Proche-Orient choisis comme domaines de coopération, plus un dialogue approfondi à propos de la participation russe à la

défense antimissile européenne (bien entendu, contre une menace provenant de l'est et du sud), ont donné au monde musulman l'impression que l'Occident entraînait puissamment la Russie dans sa politique anti-islamique. L'Inde, mais aussi la Chine se sont alarmées, en voyant dans le rapprochement entre la Russie et l'OTAN le projet mal dissimulé de l'Occident d'entraîner la Russie dans la pacification de l' « Asie insurgée ». Lors du symposium « Réajustements des politiques intérieure et extérieure russes : perspectives et contre-mesures », organisée par le Centre d'études russes et le Centre d'études eurasiennes près l'Académie des sciences sociales de Shanghaï, en octobre 2010, la partie chinoise a une nouvelle fois essayé, par la bouche de ses scientifiques, de prévenir les dirigeants russes contre toute hâte dans les relations avec l'Occident. Les participants au symposium ont souligné que la politique actuelle finirait par « voir la Russie reproduire les erreurs du passé », sous-entendant que la politique extérieure orientée sur l'Occident, qui était conduite dans les premières années de leur pouvoir par Mikhaïl Gorbatchev, puis Boris Eltsine et Vladimir Poutine, a provoqué « la décomposition de l'URSS, la crise financière de 1998 et les révolutions de couleur »<sup>15</sup>.

À l'intérieur de la Russie, il n'y a pas non plus d'unanimité à propos de la nouvelle politique extérieure pratiquée par la direction russe. Nombreux sont ceux qui pensent que les autorités du pays, qui acceptent d'intégrer éventuellement la Russie dans l'OTAN, encouragent par là-même les États-Unis qui veulent faire de l'alliance un pilier du système de sécurité mondial, et tirent ainsi le trait sur la proposition de Dmitri Medvedev de mettre en place une nouvelle architecture de sécurité européenne.

## **LA RUSSIE ET L'EUROPE : INCOMPATIBILITÉ DES VALEURS ?**

La Stratégie européenne de sécurité, approuvée par le Conseil de l'Europe en décembre 2003, associe la perspective des rapports plus étroits avec la Russie au « respect des valeurs communes »<sup>16</sup>. Au cours de la crise caucasienne de 2008, la campagne antirusse en Occident a choisi comme cheval de bataille d'accuser la Russie de ne pas respecter les valeurs de la démocratie, les droits de l'homme et les normes juridiques (il est vrai que, strictement parlant, les pays occidentaux auraient dû produire ces accusations contre eux-mêmes, après les bombardements sur la Yougoslavie). Toutefois, les rebondissements, en Occident, de l'opinion très défavorable à l'égard de la Russie plongent leurs racines bien plus profondément, car leur genèse remonte au moment où, au XVIII<sup>e</sup> siècle, la Russie devenait un élément obligatoire de l'équilibre européen.

C'est encore le roi de Suède Charles XII — sans déjà parler de Napoléon — qui justifiait sa campagne contre la Russie par des arguments civilisateurs, en parlant

d'elle comme d'un territoire obscur et oublié de Dieu, situé quelque part au bout de l'Europe. Au XIX<sup>e</sup> siècle, la diplomatie ouest-européenne, surtout anglaise et française, a solidement ancré parmi les arguments de sa politique à l'égard de la Russie la notion de « pays barbare », étranger aux normes européennes et opposé à la civilisation européenne. Le livre du voyageur et écrivain français marquis de Custine « La Russie en 1839 », édité en 1843, a bénéficié d'un franc succès dans les capitales européennes. Hélène Carrère d'Encausse, secrétaire perpétuel de l'Académie française, estime que les jugements de de Custine sur la Russie avaient tellement marqué les esprits que même après la disparition du communisme et en voyant le désir ardent de la Russie d'entrer dans l'Europe, ils garderont pour longtemps encore leur influence sur les idées du monde occidental à propos de la Russie nouvelle<sup>17</sup>.

Mais pourquoi ce livre attire-t-il toujours, par son contenu, les politiques occidentaux, même en sachant qu'avant et après le marquis de Custine, de nombreux diplomates, commerçants et artistes européens ont visité et décrit la Russie ? D'un bout à l'autre de ce livre, d'une plume vive mais superficielle, traîne l'idée que la Russie est un pays barbare et asiatique et que « la Sibérie commence par la Vistule », autrement dit l'Europe finit en Pologne et la Russie n'y entre pas. L'aristocrate français écrivait que les Russes étaient des parvenus de la civilisation, qu'ils portaient des peaux d'ours poil en dedans, car restant des barbares ayant appris ce que sont les armes à feu. La Russie, selon de Custine, était un géant à peine sorti des profondeurs de l'Asie, rêvant de dominer le monde et voulant peser de tout son poids sur l'équilibre de la politique européenne<sup>18</sup>.

Quoique partenaire de la Russie aux côtés de la Sainte-Alliance, Londres a considéré la guerre de Crimée comme « une bataille de la civilisation contre la barbarie », comme si elle n'était pas déclenchée par l'Angleterre et la France justement pour affaiblir « l'ours russe » et ne pas lui permettre d'atteindre à leur chasse gardée au-delà de la mer Noire. Cependant, les contradictions inter-impérialistes s'étant exacerbés et ayant conduit à la Première guerre mondiale, cela a fait « revenir » la Russie dans l'Europe. Une nouvelle fois, la tendance typique s'est confirmée : dès que les puissances européennes se sentaient menacées de grands bouleversements sur le continent (par exemple, l'invasion napoléonienne), elles inscrivaient tout de suite la Russie dans la catégorie de « maître des destinées » européennes. L'orage une fois passé, la Russie était à chaque fois reléguée au rang de voyou européen, indigne de porter le nom de représentant de la civilisation européenne.

Au cours de la Première guerre mondiale, la Russie a subi d'énormes pertes humaines et matérielles et a apporté une contribution substantielle à la victoire de la Triple-Entente sur l'Allemagne. Cependant, dès qu'on n'eut plus besoin

de la Russie, d'ailleurs plongée dans le chaos révolutionnaire, tout a repris « les mêmes circuits ». L'intervention armée, le « cordon sanitaire », le blocus international ne sont que quelques-unes des méthodes musclées utilisées par les pays occidentaux contre la Russie soviétique. L'enveloppe idéologique, présentée comme « lutte contre l'infection bolchevique », en cachait mal la tendance générale antirusse. La Seconde guerre mondiale a montré que, face au mal universel, les discordes idéologiques s'effacent immédiatement pour faire de l'Union soviétique « bolchevique » un fondement du front uni contre l'Allemane nazie.

Cependant, dans l'entre-deux-guerres, la dimension civilisationnelle a marqué d'une forte empreinte la politique européenne. Jusqu'à l'occupation de la France en 1940, les pays d'Europe de l'Ouest et les États-Unis considéraient l'Allemagne comme faisant partie du monde occidental, et étaient pleins de résolution de ne pas permettre à la Russie « semi-asiatique » à pénétrer en Europe. Les Anglais ont surtout fait du zèle, sur ce plan : en 1937, le ministre britannique des Affaires étrangères Edward Halifax a chanté les louanges à l'Allemagne, « un bastion de l'Europe face au bolchevisme »<sup>19</sup>. Même au cours de sa première visite à Moscou, en août 1942, Winston Churchill, mécontent des négociations avec Staline, a lancé avec irritation à son entourage : « On me disait que les Russes n'étaient pas des êtres humains. Dans la hiérarchie naturelle, ils sont plus bas que les orang-outans »<sup>20</sup>. Staline, parfaitement bien au courant de la tendance antisoviétique parmi les politiques occidentaux, ne se montrait pas bienveillant, lui non plus, à l'égard de l'Occident, trouvant notamment très basses ses qualités morales et sa force de caractère. La répulsion réciproque ne devait faire place à l'attachement aux idéaux suprêmes que dans les actions communes sur les champs de bataille de la Seconde guerre mondiale.

Aujourd'hui, quand nous voyons une véritable « guerre historique » à propos du caractère et des résultats de cette guerre, il est impossible de ne pas remarquer que l'Occident déplace ses accents en jugeant les actions de l'Union soviétique. Autrefois l'Occident reconnaissait, ne serait-ce que du bout des dents, la mission libératrice de l'Armée soviétique en Europe, alors que maintenant il affirme surtout que Staline a profité de l'« aventurisme » de Hitler et a « réalisé le projet impérial des Russes » d'occuper les pays d'Europe centrale et orientale. Le livre de l'historien anglais Norman Davis « Histoire d'Europe » (« Europe : A History »), édité, soit-dit à propos, à un grand tirage en Russie aux frais de la fondation Open Society de George Soros, est un exemple significatif de cette manière d'interpréter les choses. Davis présente l'agression allemande contre l'URSS comme « une croisade des nazis (qu'on ne leur demandait pas, il est vrai) pour défendre la civilisation », et les occupants nazis, invariablement comme protecteurs de l'Europe contre « l'invasion depuis l'Est ». L'Armée soviétique est

présentée comme « une troupe d'Ivans mal vêtus et mal armés » qui, à la façon des « hordes asiatiques », ont apporté en Europe « le pillage, la violence et une terreur officielle dans des dimensions épouvantables »<sup>21</sup>. Les choses en viennent même aux tentatives de présenter l'héroïsme des Soviétiques dans les années de guerre comme un contresens par rapport aux standards de vie européens. Par exemple, le philosophe français André Glucksmann a noté qu'il était difficile, pour les Européens, de comprendre la réaction viscérale des simples Russes qui, comme aux temps de Napoléon, étaient prêts à faire sacrifice de soi pour chasser l'envahisseur<sup>22</sup>.

L'époque de la guerre froide, marquée par une rivalité sans merci entre deux blocs à peu près égaux quant à leur force et leur puissance, a privé de toute valeur les spéculations sur les avantages de la « civilisation occidentale ». La lutte entre les propagandes se menait surtout au niveau de l'idéologie. Au fur et à mesure que les contradictions internes s'exacerbaient en URSS et que les dissensions montaient dans le camp socialiste, l'attaque de l'Occident contre les bases idéologiques de l'Union soviétique tournait en répulsion contre l'URSS, présentée en tant qu'État qui empêche la marche triomphale des valeurs occidentales à travers le monde. Le président américain Ronald Reagan (1981-1999) a arboré des slogans anticommunistes et a proclamé une croisade contre « l'empire du mal », optant pour une confrontation directe contre l'URSS au niveau global et régional, pour la casse de l'équilibre militaire stratégique.

Un soupçon de civilité est revenu dans les relations entre la Russie et l'Occident surtout par Boris Eltsine et son entourage, qui avaient crû qu'une politique extérieure tournée vers une alliance stratégique avec les anciens adversaires dans la guerre froide aiderait à détruire les « blocs du passé » à l'intérieur du pays. Nombreux étaient ceux qui pensaient, et parmi eux le ministre des Affaires étrangères Andreï Kozyrev, que la Russie nouvelle devait obtenir à tout prix un rapprochement avec l'Occident « civilisé », même en acceptant la configuration « guide-ailier ». Dans ses dissertations sur un revirement que la Russie devait imprimer à sa politique extérieure, Eltsine n'hésitait pas à affirmer que la Russie était tourmentée par les remords, en se souvenant de la menace que l'Union soviétique représentait pour « la communauté des pays civilisés »<sup>23</sup>. Washington et les capitales ouest-européennes ont cru, en voyant ce repentir, que la direction russe renonçait au passé soviétique, que la Russie reconnaissait sa « sauvagerie ». La direction russe, qui a ainsi mis à nu devant tout le monde sa déficience, pouvait difficilement attendre qu'après cela, l'Occident la traite en partenaire égal.

L'Accord de partenariat et de coopération entre la Russie et l'Union européenne, signé en 1994 et entré en vigueur en 1997, présentait une relation de « maître » à « élève ». Se limitant, dans le préambule, à prendre en considération

l'importance des liens historiques qui existent entre la Communauté et ses États membres et la Russie, et des valeurs qui leur sont communes, l'accord faisait dépendre le partenariat de la poursuite et l'achèvement, par la Russie, des réformes politiques et économiques<sup>24</sup>. Sur ce plan, un recueil révélateur a été publié en 1998 par l'Université catholique de Louvain (Belgique). Intitulé « La Russie est-elle une puissance européenne ? La position de la Russie en Europe nouvelle », il contient des articles de politiques, diplomates et scientifiques européens<sup>25</sup>. Le recueil se résume à ce qu'avant et après la Seconde guerre mondiale, la Russie soviétique était surtout vue comme une partie de l'Europe, certes « égarée » et empreinte de visées expansionnistes, alors qu'après la désagrégation de l'URSS, l'Europe a penché pour une image de la Russie en tant qu'« élève », en lui reconnaissant le statut de pays « partiellement » européen à qui l'on permet de voir comment se passe l'intégration européenne, mais sans voix délibérative. Le recueil affirme que pour rompre l'« isolement » historiquement profond de la Russie vis-à-vis de l'Europe, la direction russe devrait « prouver » l'orientation européenne de sa politique et « convaincre » les Européens qu'il faut admettre la Russie à l'Europe.

L'édification d'un État national, annoncée par la direction russe au début du XXI<sup>e</sup> siècle, la politique extérieure indépendante, la réhabilitation du patriotisme et des traditions nationales ont visiblement irrité bon nombre de politiques occidentaux qui ont fini par accuser la Russie de « visées impérialistes » et de chauvinisme. Les Ouest-Européens ont été surtout impressionnés par la déclaration de Vladimir Poutine que la chute de l'Union soviétique a été « la plus grande catastrophe géopolitique du XX<sup>e</sup> siècle ». L'ancien ministre allemand des Affaires étrangères Joschka Fischer a notamment déclaré que la majorité des pays occidentaux intervenaient résolument contre la révision de l'ordre, établi dans l'espace postsoviétique, estimant la disparition de l'URSS comme « une grande réussite »<sup>26</sup>. Le discours « munichois » de Poutine, dont nous avons parlé, a lui aussi suscité une réaction globalement négative aux États-Unis et en Europe occidentale, qui avaient discerné dans « la critique glaciale » lancée par le président russe « une allusion à une nouvelle guerre froide ». Un point de vue s'est largement répandu, qui recommandait à l'Occident de serrer ses rangs et de se préparer à affronter la nouvelle politique russe pour protéger les valeurs occidentales.

L'Europe compte pas mal de politiques qui trouvent que dans le contexte marqué par une concurrence internationale aggravée, c'est l'union avec la Russie qui peut rehausser la valeur de l'Europe dans la politique mondiale. Il y a des jugements plus catégoriques encore, disant qu'il faut sauver la « vieille » Europe en y joignant la Russie, pour édifier ensemble une Europe qui s'appuie sur les valeurs différentes mais les objectifs communs. Toutefois, selon toute évidence, ce

ne sont pas eux qui prévalent dans l'establishment européen. L'un des experts les plus prestigieux en relations germano-russes, le politologue allemand Alexandere Rahr, avait affirmé, en 2007 encore, que de moins en moins nombreux devenaient les politiques qui restaient fidèles à l'idée « Russie au sein de l'Europe ». Cela provient non seulement de la russophobie historique, mais aussi des complexes antirusses que les anciens pays du Traité de Varsovie ont apportés avec eux dans l'Union européenne. Selon Rahr, les États d'Europe de l'Ouest trouvent plus important de protéger, face aux dangers extérieurs, les valeurs occidentales qui sont venues remplacer la religion. Les politiques ouest-européens en voient le principal protecteur dans les États-Unis et dans l'élargissement et le renforcement de la communauté transatlantique, préférant se séparer de la Russie et la « pousser dans l'Asie »<sup>27</sup>.

Il ne fait pas de doute que la Russie est un pays essentiellement européen, qui est depuis longtemps uni à l'Europe par l'histoire, la culture et un vaste tissu de relations politiques et économiques. Tout comme dans le reste de l'Europe, la vie sociale en Russie, malgré les influences destructrices de la globalisation, est fortement marquée par les valeurs chrétiennes. Pendant plus de 300 ans, les meilleurs esprits de la Russie ne l'imaginaient pas sans l'Europe, enviaient les normes démocratiques acquises par les grands pays du continent, souhaitaient que la Russie ait une qualité de vie européenne, considérée comme un étalon pour le développement intérieur. Toutefois, « au fond de son âme », l'Europe ne rangeait jamais la Russie parmi ses compagnons, et ne la laissait pas venir plus près que cela n'était exigé par les impératifs des bouleversements européens. Il en est de même aujourd'hui : le communisme s'est effondré, les règles capitalistes se sont établies en Russie, mais l'Europe occidentale ne se presse pas de « remettre à zéro » ses relations avec la Russie et continue à appuyer le bouton « pause ».

Il faut avouer que la Russie contemporaine fournit elle-même beaucoup de prétextes pour que l'Union européenne diffère toujours un nouvel accord de base entre la Russie et l'Union européenne, et renvoie *sine die* l'annulation des visas. La Russie affiche une stratification sociale impensable pour la grande masse des Européens, une corruption choquante, une criminalité organisée en hausse et débordant la frontière russe. Tant que la Russie n'aura pas éliminé elle-même ne serait-ce que ces « plaies » parmi d'autres, les Européens auront toutes les raisons de continuer à présenter la Russie en tant qu'« intruse » en Europe.

La propension historique, qui attire la Russie vers l'Europe, déterminera toujours sa diplomatie à exercer une influence maximale sur la politique européenne. Toutefois, il serait imprudent de façonner l'avenir de la Russie en s'appuyant uniquement sur son intégration dans la structure politique et

économique occidentale, en manipulant les préférences civilisationnelles et les thèses sur l'imminente « menace orientale ». L'ordre mondial subit une transformation fondamentale qui se manifeste déjà dans l'apparition de nouveaux centres de politique internationale et dans la rivalité croissante américano-chinoise. L'Europe elle-même vit la fin de l'« époque de l'optimisme » (depuis la chute du mur de Berlin jusqu'au début de la crise financière et économique), ce qui s'exprime dans des doutes sérieux à propos de la solidité inébranlable de l'intégration européenne telle qu'elle est aujourd'hui, et dans la montée des nationalismes.

Dans la situation où le rapport des forces mondial est chancelant, la direction russe se trouve dans l'alternative : ou bien s'estimer satisfaite des « résistances » dont elle dispose actuellement, à savoir l'arme nucléaire et la « diplomatie énergétique », ou bien, en adepte active d'un monde multipolaire, se concentrer sur l'effort qui fera de la Russie un de ces pôles. L'histoire est là pour confirmer que la puissance et le prestige de la Russie proviennent, en tout premier lieu, des succès intérieurs, ainsi que d'une politique extérieure qui s'appuie sur les impératifs stratégiques de la grande puissance qui s'étend sur deux continents.

## NOTES

1. Tezissy vystouplenia ministra inostrannykh del Rossii S.V. Lavrova v Londonskoï chkolé ekonomiki, London, 15 fevralia 2011 // Offitsialny site MID Rossiïskoï Federatsii ([www.mid.ru](http://www.mid.ru)), 15 fevralia 2011 goda. [Résumé de la conférence du ministre russe des Affaires étrangères S.V. Lavrov à l'École d'économie de Londres, Londres, le 15 février 2011 // Site officiel du ministère des Affaires étrangères de la Fédération de Russie ([www.mid.ru](http://www.mid.ru)), le 15 février 2011.]

2. Cf. H. Kissinger, *Diplomacy*, New York, 1994.

3. A National Security Strategy of Engagement and Enlargement, Washington D.C., White House, July 1994.

4. *Renmin Ribao en ligne* (en russe), le 19 novembre 2009.

5. E.M. Primakov, *Mir bez Rossii ? K tchemou vedet polititcheskaia blizoroukost*, Moskva, Rossiïskaïa gazeta, 2009, s. 387. [E.M. Primakov, *Le monde sans la Russie? À quoi mène la myopie politique*, Moscou, Rossiïskaïa gazeta, 2009, p. 168.]

6. A. A. Gromyko, *Pamiatnoïe*, Moskva, Politizdat, 1988, s. 387. [A.A. Gromyko, *Mémoires*, Moscou, Politizdat, 1988, p. 387.]

7. O. A. Rjehevski, *Voïna i diplomatia : dokoumenty, kommentarii (1941-1942)*, Moskva, Naouka, 1997, s. 28. [O.A. Rjehevski, *La guerre et la diplomatie : documents, commentaires (1941—1942)*, Moscou, Naouka, 1997, p. 28.]

8. Otvetchaïa na vyzov vrenem. Vnechniaïa politika perestroïki : dokoumentalnye svidetelstva. Po zapissiam bessed Gorbatcheva s zaroubnymi deiatelami i drougim materialam, Moskva, éd. Vess Mir, 2010, s. 328, 338-339. [Relevant le défi de l'époque. La politique extérieure de la perestroïka. D'après les enregistrements des entretiens de Gorbatchev avec les personnalités étrangères et d'autres documents, Moscou, éd. Vess Mir, 2010, p. 328, 338-339.]

9. Khartia dlia novoï Evropy. Parij, 21 noïabria 1990 goda // *Pravda*, 22 noïabria 1990 goda. [La Charte pour une nouvelle Europe. Paris, le 21 novembre 1990 // la *Pravda*, le 22 novembre 1990.]

10. Osnovopolagauschii akt o vzaimnykh otnocheniakh, sotroudnitchestve i bezopasnosti mejdou Rossiiskoï Federatsiei i Organizatsiei Severoatlaticeskogo dogovora, 27 maïa 1997 goda // *Rossiïskaïa gazeta*, 28 maïa 1997 goda. [Acte fondateur sur les relations, la coopération et la sécurité mutuelles entre la Fédération de Russie et l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord, le 27 mai 1997 // *Rossiïskaïa gazeta*, le 28 mai 1997.]

11. The Alliance's Strategic Concept. Approved by the Heads of State and Government participating in the meeting of the North Council in Washington D.C. on 23rd and 24th April 1990.

12. Vystrouplenie Prezidenta Rossii V.V. Poutina na Konferentsii po voprossam politiki i bezopasnosti, Munkhen, 19 fevralia 2007 goda // *Rossiïskaïa gazeta*, 12 fevralia 2007 goda. [Discours du président de la Russie V.V. Poutine à la Conférence sur les questions de politique et de sécurité, Munich, le 19 février 2007 // *Rossiïskaïa gazeta*, le 12 février 2007.]

13. J.R. Biden. *Advancing Europe's Security* // The New York Times, May 6, 2010.

14. Press-konferentsia Prezidenta Rossii D.A. Medvedeva po itogam zasednia Soveta Rossia-NATO, Lissabon, 20 noïabria 2010 goda // site « Prezident Rossii / Sobytia », 20 noïabria 2010. [Conférence du Président de la Russie D. A. Medvedev d'après les résultats de la réunion du Conseil Russie-OTAN, Lisbonne, le 20 novembre 2010 // Site « Prezident Rossii. Sobytia » (Président de la Russie / Événements, le 20 novembre 2010.)

15. Rossia vstoupila v « period strategičeskikh vozmojnostei ? » // *Renmin Ribao on-lain* (rousskii iazyk), 22 oktiabria 2010. [La Russie est-elle entrée dans la « période des opportunités stratégiques » ? // *Renmin Ribao en ligne* (en russe), le 22 octobre 2010.]

16. A Secure Europe in a Better World. European Security Strategy, Brussels, 12 December 2003.

17. H. Carrère d'Encausse, *La Russie entre deux mondes*, Paris, Fayard, 2010, p. 15.

18. Cité d'après : A. de Custine, *Nikolaevskaïa Rossia*, Moskva, Politizdat, 1990, s. 106, 182-183, 186, 254. [A. de Custine, *La Russie de Nicolas*, titre original : *La Russie en 1839*, Moscou, Politizdat, 1990, p. 106, 182-183, 186, 254.]

19. H. Kissinger, *Op. cit.*

20. Cité d'après : O.A. Rjehevski, *Staline i Churchil. Vstretchi. Bessedy. Diskoussii : dokoumenty, kommentarii. 1941-1945*, Moskva, Naouka, 2004, s. 374. [O. A. Rjehevski, *Staline et Churchill. Rencontres. Entretiens. Discussions: documents, commentaires, 1941-1945*, Moscou, Naouka, 2004, p. 374.]

21. N. Davis, *Istoria Evropy*, Moskva, OOO Izdatelstvo AST ; Transitkniga, 2004, s. 752, 765, 771. [N. Davis, *Histoire de l'Europe* (titre original : *Europe : A History*), Moscou, SA Izdatelstvo AST ; Transitkniga, 2004, s. 752, 765, 771.]

22. Interviou Gluksmana *Novoi gazete // Novaïa gazeta*, N°1, 2010, 11 ianvaria. [Interview de Glucksmann à la *Novaïa gazeta // Novaïa gazeta*, N°1, 2010, le 11 janvier.]

23. B. N. Eltsine, *Zapiski prezidenta*, Moskva, éd. Ogoniok, 1994, s. 394. [B.N. Eltsine, *Notes d'un président*, Moscou, éd. Ogoniok, 1994, p. 394.]

24. Agreement on Partnership and Cooperation establishing a partnership between the European Communities and their Member States, of one part, and the Russian Federation, of the other part, Corfu, 24 June 1994 // Official Journal of the European Communities, 24 November 1997.

25. Is Russia a European power? The position of Russia in a new Europe, Leuven, Leuven univ. press, 1998.

26. J. Fischer, *Worsicht vor Russland Geopolitik // Financial Times Deutschland*, 8 August 2010.

27. A. Rahr, *Regress vzaimoponimania // Nezavissimaïa gazeta*, 30 ianvaria 2010. [A. Rahr, *Régression de la compréhension mutuelle // Nezavissimaïa gazeta*, le 30 janvier 2010.]

**Mots clés :** la Russie et l'Europe, politique européenne, aspirations historiques, sécurité européenne, équilibre des forces, élargissement de l'OTAN, intégration européenne, Union européenne, valeurs européennes.



**Alexandre Orlov :** *Nous sommes maintenant conscients que des processus socio-économiques compliqués se déroulaient dans plusieurs pays du Proche-Orient et de l'Afrique du Nord durant une période assez longue. Ils se développaient bien au fond tandis que la surface de la « mer politique » restait relativement calme cachant une lame de fond.*

**Vladimir Kouznetchevski :** *Il n'y a que des documents officiels russes qui donnent une explication conceptuelle des cas comme le conflit libyen. En tout premier lieu, cette considération se rapporte à la Conception de la politique étrangère de la Fédération de Russie, qui indique clairement que « c'est l'Organisation des Nations Unies, dotée d'une légitimité unique et ayant prouvé son caractère irremplaçable, qui doit rester un centre qui règle les relations internationales et coordonne la politique mondiale au XXI<sup>e</sup> siècle ».*

**Andreï Manoïlo :** *Il est possible et nécessaire de diriger les conflits contemporains en s'appuyant sur les lois communes d'apparition, d'évolution et de règlement. La conception de conflits internationaux en tant que phénomènes individuels et imprévisibles entraîne une réaction tardive et inefficace, des improvisations politiques.*

**Vadim Loukov :** *Actuellement les BRICS qui fournissent 25 pour cent du PIB mondial <...> occupent 30 pour cent du territoire du globe et constituent 45 pour cent de la population mondiale.*

**Youri Chafranik :** *Ce qui est vraiment indispensable, c'est de se concentrer enfin sur les problèmes de notre maison à nous. <...> On comprend que les voisins fréquentent volontiers <...> une maison accueillante, hospitalière. Donc, valorisons-nous nous-mêmes...*

**Gareguin Tossounian :** *En effet, les trois dernières années nous ne faisons que parler de la crise financière mondiale. <...> J'ai déjà exprimé plusieurs fois mon point de vue là-dessus : ce que nous avons eu dans notre pays diffère radicalement de ce qui s'est passé dans le reste du monde. Nous avons assisté à une crise de sous-production financière de services financiers. Maintenant cette vague a commencé à s'éteindre.*

Alexandre ORLOV

Professeur de l'Institut (Université) d'État des relations internationales de Moscou (MGIMO) du ministère des Affaires étrangères de la Fédération de Russie

orlov\_a@mgimo.ru



## LES PREMIÈRES RÉVOLUTIONS DU XXI<sup>E</sup> SIÈCLE...

La vague de protestation sociale qui avait commencé en Tunisie en janvier de l'année en cours, a déferlé sur la grande partie du Proche-Orient et de l'Afrique du Nord. Une dizaine d'États se sont trouvés concernés dans telle ou telle mesure et, au moment de l'écriture de cet article, les régimes au pouvoir se sont déjà effondrés dans deux pays et sont dans une situation extrêmement grave, presque en collapsus, dans trois autres. Quand, il n'y a pas longtemps, l'humanité célébrait gaiement l'avènement de la nouvelle année, 2011, personne ne pensait même à la perspective d'un grand cataclysme si proche dans le monde arabe. C'est pourquoi une question s'impose : qu'est-ce qui s'est passé et comment faut-il qualifier les processus qui ont lieu dans cette région explosive du monde ?

Les explications qui paraissent les plus simples et, au premier abord, évidentes sont les raisonnements sur une émeute locale spontanée, des jeunes essentiellement, que les forces de l'ordre n'ont pas remarquée d'abord et sous-estimée ensuite et qui s'est transformée plus tard en soulèvement de masse. Quand les pouvoirs, en Tunisie notamment, où tout avait commencé, se sont alarmés et ont essayé de maîtriser les émeutiers, il était déjà tard. Le rouleau compresseur s'est ébranlé et des personnages significatifs du monde arabe sont tombés — Ben Ali d'abord, Moubarak ensuite, le principe des dominos s'est produit. Chaque fois devenant de plus en plus large, l'entonnoir de la crise engloutissait de

nouveaux pays. Même en paraissant très logiques, ces raisonnements ne suffisent certainement pas.

De différentes versions « conspiologiques » qui tentent d'expliquer les événements en question par des conspirations en coulisses, aussi bien de l'Ouest que des islamistes, ne passent pas non plus. Certes, la coulisse y est pour quelque chose, mais sa part réelle à l'organisation des tumultes ne doit pas être surestimée. Il semble que son ampleur s'est avérée inattendue tant pour les uns que pour les autres. Ainsi, il serait erroné d'interpréter les origines de la crise au Proche-Orient et en Afrique du Nord d'une manière simpliste et superficielle. Elles ne sont pas superficielles, elles sont fondamentales et touchent aussi bien la base que la superstructure de la société, tandis que les protestations sociales massives dont nous sommes les témoins peuvent être qualifiées, compte tenu de tous leurs indices, de révolutions, de premières grandes révolutions du XXI<sup>e</sup> siècle ayant des traits communs avec les révolutions du passé et, en même temps, leurs propres symptômes et particularités.

Nous sommes maintenant conscients que des processus socio-économiques compliqués se déroulaient dans plusieurs pays du Proche-Orient et de l'Afrique du Nord durant une période assez longue. Ils se développaient bien au fond tandis que la surface de la « mer politique » restait relativement calme cachant une lame de fond. Tous les scénarios plus ou moins alarmistes étaient liés à l'extension de l'influence des islamistes radicaux dans le monde arabe et non à la perspective des mouvements révolutionnaires à participation des couches sociales les plus différentes. Il ne faut pas non plus oublier l'attention dominante que le monde entier portait au conflit du Proche-Orient à côté duquel toutes les contradictions intérieures dans les pays de la région semblaient secondaires et pas trop importantes.

Il y a eu lieu le phénomène que les théories classiques de la révolution appellent exacerbation de la misère et de la détresse des couches sociales pauvres et démunies quand cette catégorie embrasse non seulement la plus grande partie de la population mais, très probablement, sa majorité écrasante. Le capitalisme moderne génère très activement l'injustice sociale. Ce processus porte un caractère universel et concerne tous les pays. Il est moins voyant dans les États développés bien qu'il y soit aussi présent et devienne plus évident sur la toile de fond de la crise économique et financière mondiale qui ou bien est déjà finie ou bien continue toujours (les opinions des plus grands experts mondiaux diffèrent sur ce point). Dans les pays périphériques auxquels se rapportent les États du Proche-Orient et de l'Afrique du Nord l'injustice sociale a atteint un niveau dramatique bien que certains de ces pays, comparés à leurs voisins, paraissent même relativement prospères grâce aux réserves inépuisables des hydrocarbures dont abondent leurs sous-sols.

La rupture entre les plus riches et les plus pauvres est devenue un vrai abîme, le pourcentage de la classe moyenne qui, théoriquement, doit croître sans cesse dans un État prospère ou plus ou moins stable, baisse toujours à cause de l'augmentation du pourcentage des couches pauvres, les disparités économiques grandissent, le chômage augmente, les prix montent, y compris des articles de la première nécessité dont dépend la survie même des gens simples. Tous ces processus entraînent une baisse considérable de la qualité de vie d'une grande partie de la société, des couches pauvres et plus basses que moyennes avant tout. Le niveau moyen de l'instruction publique baisse (au mieux reste le même), la partie considérable de la population n'a pas d'accès au système de santé moderne ce qui mène à une forte mortalité, le niveau de la vie quotidienne baisse au lieu de croître — des millions d'hommes doivent se contenter des logements plus que modestes voire primitifs, leur nourriture est assez maigre, ils n'ont pas de loisirs normaux, sont privés de possibilité de se développer. Les jeunes en souffrent surtout, ils ne trouvent pas leurs places dans la vie, leurs perspectives d'avenir digne deviennent dans ces conditions de plus en plus illusoires et s'amenuisent comme la peau de chagrin. Il s'agit cependant de la partie la plus dynamique de la société qui peut utiliser ses forces et ses énergies aussi bien au but de création que de destruction.

En même temps, il y a une partie prospère de la société, relativement peu nombreuse, la caste des patriciens contemporains qui jouissent des richesses exorbitantes sans donner quoi que ce soit en échange au reste de la population et ne justifient aucunement dans ses yeux les standards cosmiques de leur vie. Un tel système socio-politique absolument déséquilibré génère une corruption effrénée et la dégradation morale de la partie irresponsable de la classe dirigeante.

Dans les pays arabes, les facteurs socio-économiques se sont ajoutés au mécontentement social, toujours croissant et apparemment sous-estimé par les pouvoirs, du déficit de la démocratie réelle quand les dirigeants restaient en tête de l'État pendant des décennies et, de toute évidence, se préparaient à transmettre le pouvoir à leurs enfants-héritiers en créant par là-même une sorte de nouveaux émirats et sultanats tout en gardant les attributs extérieurs d'une démocratie sous forme des élections contrôlées. Il y a eu lieu la crise des milieux dirigeants propre à plusieurs révolutions quand ceux-ci continuent à se croire tout puissants sans l'être en réalité.

L'appui sur un leader en tant que garant de la stabilité du régime dans les conditions d'une explosion sociale a conduit à la situation quand ce leader, tel un paratonnerre politique, a concentré sur lui toutes les énergies de protestation d'une grande partie de la société accumulées pendant des années devenant un anti-héros absolu. Nous sommes en présence de la personnification de tout un

éventail de facteurs objectifs et subjectifs qui ont conduit aux révolutions. L'idée de renverser les sphinx politiques est devenue une force puissante qui, ayant réuni sous un seul drapeau des masses de manifestants parfois très hétéroclites, a donné à l'insurrection un certain sens à la première étape.

On ne peut pas savoir néanmoins comment se dérouleront les événements à la deuxième étape quand la tâche d'écarter du pouvoir de l'ancien leader idolâtré sera résolue. Quels objectifs poursuivront les insurgés et en ont-ils en général ? Comprennent-ils les causes profondes de leurs difficultés et privations ou leur cible est imaginaire ? À quel degré sont-ils indépendants dans leurs actions ou ils peuvent devenir une monnaie de change dans le grand jeu des marionnettistes professionnels ? — autant de questions qui se mettent toujours plus au premier plan.

Ici nous nous approchons de la principale particularité des révolutions contemporaines dans le monde arabe, de leur différence radicale de la plupart des révolutions du XX<sup>e</sup> siècle dont celles qui avaient eu lieu dans la même région en 1950-1970.

La tempête politique contemporaine est beaucoup plus spontanée et ingouvernable que les événements pareils du passé. Les révolutions modernes n'ont pas d'avant-garde apparente — un parti ou des leaders en vue conduisant les masses à l'assaut des sommets politiques. Elles n'ont pas à leur tête d'intellectuels venus au mouvement révolutionnaire consciemment, guidés par leur esprit et leur cœur, agissant au nom des grands idéaux qui paraissent idéalistes dans notre siècle hyperpragmatique. Les révolutionnaires de nos jours ne sont pas porteurs d'une idéologie nouvelle qui incarnerait leurs rêves cachés d'un monde libre et équitable.

La plupart des coups d'État révolutionnaires significatifs du passé au Proche-Orient et en Afrique du Nord visaient à la libération nationale avec une forte orientation sur le socialisme. Ce n'est pas le cas aujourd'hui. Bien que les causes socio-économiques soient, sans aucun doute, le principal générateur de la vague révolutionnaire actuelle, elles ne se mettent pas au premier plan et restent à l'ombre des revendications prioritaires des réformes politiques. Serait-on vraiment en présence de l'universalisation de la démocratie libérale occidentale en tant que forme finale du gouvernement, comme l'avait prédit Francis Fukuyama, éminent philosophe et économiste américain, dans son ouvrage « La fin de l'histoire » ? Le monde arabe, se serait-il soulevé pour acquérir une telle démocratie ? J'admets volontiers qu'outre-Atlantique, les États-Unis seraient contents d'interpréter les événements actuels au Proche-Orient et en Afrique du Nord sous cet angle.

Le modèle de la démocratie qui suppose les élections libres, la lutte politique honnête et ouverte, les conditions égales pour les forces concurrentes pour présenter aux citoyens leurs programmes politiques, l'impossibilité pour le parti ou le groupement au pouvoir de recourir aux ressources administratives dans ses propres

intérêts et au préjudice des adversaires politiques, etc., n'appelle aucun rejet et reste la condition nécessaire de tout système politico-juridique mûr. Cependant, dans la compréhension américaine, il est obligatoire d'ajouter à ce modèle le mode de vie américain, la société de consommation sans retenue qui interprète les « valeurs morales » et la liberté « en termes de permissivité absolue » ce qui n'est pas du tout propre à l'Orient. Le monde arabe, a-t-il besoin du mode de vie américain ? Y est-il prêt ? Répond-il aux traditions séculaires des peuples d'Orient ? La réponse sera plutôt négative que positive. Reste à savoir, d'autre part, si les Américains eux-même ont besoin du modèle de la démocratie libérale au Proche-Orient et en Afrique du Nord et si oui, sous quelle forme ? C'est aussi une question importante.

On croit généralement qu'il existe aux États-Unis une analytique très forte représentée par différents « brain trusts » qui alimentent de leur production les pouvoirs suprêmes du pays. Est-il vraiment ainsi ou bien ce mécanisme analytique tombe périodiquement en panne ? On a l'impression que les Américains sont aujourd'hui programmés uniquement à la destruction de plusieurs régimes principaux du monde arabe sans trop penser aux conséquences de leur politique. On voit tout de suite malgré soi une analogie avec l'Afghanistan, ce pays qui, à l'époque, grâce essentiellement aux efforts des États-Unis et aveuglé par le désir de nuire autant que possible à l'Union soviétique, avait créé à cet effet le mouvement des islamistes radicaux et s'était transformé en un « trou noir » du monde contemporain. Les Américains doivent maintenant y mettre de l'ordre eux-mêmes et n'y réussissent pas beaucoup, comme nous le montre la marche des événements. Dans des pays tels que la Libye et la Syrie avant tout, — bien que la liste ne s'y limite pas, — en cas de chute des régimes en place peuvent venir au pouvoir, malgré la volonté des États-Unis mais en réalité avec leur aide, les islamistes radicaux pour qui les normes canoniques de la démocratie représentative ne sont que des jetons dans un jeu d'enfant. Les penseurs américains en sont-ils conscients ou Washington cache dans la poche sa propre variante du jeu de patience proche-orientale ? En tout cas, les États-Unis ont déjà brûlé plusieurs ponts ce qui présume une décision responsable, mais à défaut d'un plan d'actions concret, celle-ci ressemblerait à un bluff ou au « petit bonheur » à la russe.

Les perspectives de stabiliser le Proche-Orient et l'Afrique du Nord restent extrêmement incertaines. Même dans les pays (la Tunisie et l'Égypte) où les révolutions se sont passées les premières et sont couronnées d'obtention des objectifs apparents visés — la chute des leaders autoritaires détestés — les situations sont loin de se stabiliser et les éclats de la colère populaire se manifestent sporadiquement. Globalement, les mouvements de protestation sociale de masse continuent à reprendre des forces et sont loin d'être terminés dans certains d'entre eux. Le potentiel passionnel du monde arabe reste extrêmement haut et

les affaiblissements temporaires des protestations ne sont dus qu'à la fatigue des manifestants.

La situation s'aggrave par le fait que les insurgés et leurs leaders (s'ils existent réellement) n'ont pas de représentation nette du modèle d'organisation sociale qui pourrait les satisfaire. Cela renforce celle des composantes des mouvements révolutionnaires d'aujourd'hui qui les approchent des émeutes spontanées. Le fait que les drapeaux américains flottaient au vent en Benghazi au-dessus de la foule en liesse après l'assassinat par les avions de l'OTAN du fils cadet et de trois petits-fils de Muammar Kadhafi ne doit pas induire en erreur : ces gens-là n'ont pas commencé à aimer davantage les États-Unis, ce jour-là ils voulaient simplement exprimer leur gratitude aux Otaniens de ce sale travail. Et il est peu probable qu'ils aient commencé à traiter avec plus de respect la démocratie américaine et qu'ils deviennent démocrates convaincus et exemplaires une fois accédés au pouvoir.

Les événements au Proche-Orient et en Afrique du Nord ont mis en évidence la correspondance suivante : à l'étape historique actuelle, quand il s'agit des mouvements révolutionnaires causés, entre autres ou peut-être avant tout, par des raisons socio-économiques mais privés de repères nets et précis, les transformations peuvent toucher seulement la superstructure et non la base de la société. Les causes premières de l'injustice sociale, ce générateur réel des mouvements de protestation, resteront apparemment intouchées ce qui signifie que personne n'est garantie des répétitions des tumultes populaires.

Ce sont déjà des réflexions sur l'avenir. Personne ne sait pour le moment quand et comment baissera la vague révolutionnaire actuelle et quels changements sociaux réels elle amènera. Cet élément d'incertitude est grandement renforcé par l'intervention toujours croissante de l'extérieur qui se réalise par voies différentes — militaire, politique et économique. Les conséquences éventuelles de l'assassinat au Pakistan par les commandos américains de Ousama ben Laden, le leader de al-Qaïda, perçu dans le monde entier avec un soulagement évident, n'ajoutent pas de certitude. Cette opération bien réussie peut avoir des effets secondaires tout à fait opposés pour les processus du monde arabe, allant de l'extinction de la vague révolutionnaire et du commencement de la stabilisation à la radicalisation suivante d'une certaine partie des insurgés et à une montée brusque des attitudes anti-américaines et anti-occidentales en général dans la région.

**Mots clés :** crise au Proche-Orient et en Afrique du Nord, Ousama ben Laden, l'injustice sociale, les islamistes radicaux.

Vladimir KOUZNETCHEVSKI

Maître de recherches responsable à l'Institut  
d'études stratégiques de Russie, docteur d'État  
en histoire

smith@mail.ru



## LE CAS LIBYEN ET LE PROBLÈME DE LA SOUVERAINETÉ NATIONALE

Les révolutions populaires de mars et d'avril derniers dans les pays d'Afrique du Nord et du Proche-Orient, mais surtout les événements survenus dans la Jamahiriya arabe libyenne, ont pointé l'intérêt de l'opinion internationale sur le rôle de l'Organisation des Nations Unies dans le règlement des conflits internationaux. Les débats, y compris en Conseil de sécurité des Nations Unies, étaient centrés sur la limite à imposer à l'ingérence de la communauté internationale dans la vie politique des États nationaux, autrement dit sur la préservation de la souveraineté nationale des États, dans le contexte international moderne. Il s'agit, en fait, du sort qui attend les traités de Westphalie qui régissent les relations entre États\*. Au fur et à mesure

---

\* Fondée sur l'initiative de Roosevelt et de Staline en février 1945 à Yalta, l'Organisation des Nations Unies, issue des principes exposés dans les traités de Westphalie de 1648, devait, dans l'idée de ces deux grands hommes politiques, garantir des bases solides à la paix et à la sécurité dans le monde entier et pour une période durable. Malheureusement, après la mort de Franklin Delano Roosevelt le 12 avril 1945, ce modèle s'est converti en ordre mondial bipolaire. Toutefois, même telle, l'ONU avait assuré la stabilité au monde entier pendant tout un demi-siècle. Ni la guerre de Corée, ni les crises de Berlin et des Missiles de Cuba, ni d'autres événements encore, n'ont pu ébranler le modèle solidement mis en place. Cependant, cette stabilité n'a duré que jusqu'aux années 1990, quand l'Union soviétique avait quitté la scène historique, alors que le rôle, que jouait autrefois l'ONU, est revenu à la politique des présidents américains. Tous les conflits

des nouveaux développements libyens, la presse occidentale et russe a commencé à parler de l'abandon des principes exposés dans les traités de Westphalie. Un émigré russe qui vit maintenant aux États-Unis, Nikolaï Zlobin, directeur des programmes russes et asiatiques à l'Institut de sécurité mondiale (World Security Institute, Washington), a publié dans le quotidien gouvernemental russe *Rossiiskaïa gazeta* un grand article sur deux colonnes, « La fin des souverainetés », en y déclarant en fait que le droit international actuellement en vigueur dans le monde et basé sur les principes westphaliens, tombait en désuétude. « Les tragédies comme au Japon ou en Libye montrent qu'il est impossible de conserver la neutralité nationale », écrit-il, car au XXI<sup>e</sup> siècle, « il est impossible de donner toujours la priorité à la souveraineté intégrale des États nationaux face aux intérêts majeurs de la communauté mondiale, au principe de non-ingérence extérieure dans les affaires intérieures, à l'impossibilité de garantir la sécurité d'un pays, d'une région ou des habitants par les moyens de la communauté mondiale, de l'extérieur. Autrement cela lui reviendra trop cher, à la communauté mondiale. Tout au moins, c'est comme ça que cela m'apparaît depuis Washington », écrit Nikolaï Zlobin<sup>1</sup>.

Les événements libyens ont vraiment désorganisé l'Organisation des Nations Unies, surtout son organe exécutif, le Conseil de sécurité.

Des structures puissantes comme la Ligue des États arabes, l'Union africaine et l'Organisation de la Conférence islamique ont été les premières à élever leur voix contre « les graves violations des droits de l'homme et du droit international qui ont été et sont encore et toujours commises en Jamahiriya arabe libyenne ». Le 12 mars 2011, le Conseil de la Ligue des États arabes a décidé d'adresser au Conseil de sécurité de l'ONU une demande de décréter une zone d'exclusion aérienne pour l'aviation militaire gouvernementale libyenne qui, disait-on, anéantit la population civile pacifique du pays.

Prenant appui sur ce document, la France a proposé d'examiner la situation libyenne en Conseil de sécurité de l'ONU et a exigé que la communauté internationale intervienne militairement en Libye. L'initiative française a été énergiquement appuyée par les gouvernements américain et britannique qui avaient leurs propres raisons pour soutenir la proposition française.

Le 17 mars 2011, le Conseil de sécurité a adopté la résolution 1973 sur la Libye. Oui, le préambule de la résolution soulignait que le Conseil de sécurité

---

nationaux, dans n'importe quelle partie du monde, n'étaient plus l'affaire du Conseil de sécurité des Nations Unies, mais plutôt de l'US Army enrobée dans le manteau de l'OTAN. Les événements en Yougoslavie, au Kosovo, en Afghanistan ou en Irak n'étaient plus l'affaire de l'ONU, mais des États-Unis et de leur docile Alliance nord-atlantique. Le système issu des traités de Westphalie, avec leur respect inconditionnel des souverainetés nationales, a commencé à s'écrouler.

de l'ONU réaffirmait son « attachement à la souveraineté, à l'indépendance, à l'intégrité territoriale de la Jamahiriya arabe libyenne », oui, l'article 4 de la résolution indiquait tout spécialement que cela excluait « le déploiement d'une force d'occupation étrangère sous quelque forme que ce soit et sur n'importe quelle partie du territoire libyen », mais les articles 6 et 8 mandataient « les États Membres <...> à prendre au besoin toutes mesures nécessaires pour faire respecter l'interdiction de vol » dans l'espace aérien de la Jamahiriya arabe libyenne, « afin d'aider à protéger les civils ».

L'expression « mesures nécessaires » n'était pas détaillée dans le texte, mais la coalition d'États occidentaux a interprété cette clause en croyant qu'elle avait toute latitude d'intervenir militairement dans les affaires intérieures de la souveraine Jamahiriya arabe libyenne, en mettant ses forces armées du côté d'une des factions armées qui s'opposaient dans la guerre civile en Libye, ce qui a constitué, en fait, une violation du droit international basé sur les principes des traités de Westphalie.

On peut affirmer sans aucune exagération que cette ingérence armée dans les affaires libyennes, non autorisée par le Conseil de sécurité de l'ONU, a causé un choc dans l'opinion mondiale et russe. En Allemagne, ce choc a poussé le pays à refuser de participer aux bombardements du territoire libyen. Dans les médias russes, les avis se sont partagés. Certains experts ont estimé que la Russie aurait dû se servir de son droit de veto lors du vote de la résolution, les autres ont déclaré que du point de vue des intérêts nationaux, la décision de s'abstenir lors du vote en Conseil de sécurité de l'ONU sur la résolution 1973 avait été correcte.

Le 21 mars 2011, le Président russe a été obligé d'expliquer : « Nous l'avons fait délibérément, telles ont été mes instructions au ministère des Affaires étrangères ».

Cependant, les événements qui ont suivi devaient faire changer la position de la Russie.

Il faut savoir que les opérations armées menées par la coalition internationale de pays occidentaux contre le gouvernement légitime de la Libye n'ont pas apporté de résultats escomptés : les rebelles ont commencé à subir une défaite après l'autre, tenus en échec par les troupes gouvernementales. À cette occasion, les chefs des diplomaties française, britannique et américaine (Alain Juppé, William Hague et Hillary Clinton) ont fait une déclaration où, contrairement à la résolution 1970 du 26 février 2011 du Conseil de sécurité de l'ONU sur la cessation complète et immédiate des fournitures directes et indirectes, de la vente et du transfert à la Jamahiriya arabe libyenne, ou par son territoire, d'armes et de munitions, d'engins et de matériels de guerre, d'équipements paramilitaires et de pièces de rechange, l'Occident manifestait quand même sa résolution d'examiner la question sur les livraisons pratiques d'armes aux soi-disant rebelles libyens.

Après cela, la Russie a fait une série de déclarations officielles. D'abord, le porte-parole du ministère russe des Affaires étrangères, et ensuite Segueï Lavrov en personne, ont déclaré que la résolution 1973 était « adoptée hâtivement », et que son « interprétation extensive » par les pays occidentaux — et surtout l'ampleur immotivée de l'ingérence armée dans les affaires libyennes — était inacceptable. La diplomatie russe a avancé deux arguments pour expliquer cette nouvelle prise de position. *Primo*, le texte de la résolution 1973 ne comportait pas l'autorisation de bombarder le territoire libyen. *Secundo*, il a été constaté qu'une guerre civile se menait en Libye. Dans cette situation, en procédant à des bombardements massifs contre les troupes gouvernementales libyennes, la coalition d'États occidentaux s'est en fait rangée du côté de seulement l'une des parties en conflit en Libye, ce qui entre en contradiction avec le droit international.

Le 25 mars 2011, simultanément avec le ministère russe des Affaires étrangères, la Chine a annoncé, elle aussi, sa position. Le représentant permanent chinois auprès des Nations Unies, Li Baodong, a déclaré que la Chine se prononçait pour « le respect de la souveraineté, de l'indépendance, de l'unité et de l'intégrité territoriale de la Libye », estimant que « les affaires publiques et l'avenir de la Libye devaient être décidés par le peuple libyen lui-même ». Le 5 avril 2011, la Russie et la Chine ont fait une déclaration commune. Le ministère russe des Affaires étrangères a présenté ce jour-là sur son site une communication disant que le vice-ministre russe des Affaires étrangères Alexandre Saltanov et l'ambassadeur de Chine en Russie Li Huei avaient exprimé une « grave préoccupation » à propos des hostilités qui se poursuivaient en Libye et causaient la mort des civils, et avaient insisté sur « un besoin impérieux de faire immédiatement cesser le feu et l'effusion de sang ».

Ce communiqué succinct et protocolaire du ministère russe des Affaires étrangères a été précédé, juste avant cette rencontre, par une explication plus large dans le *Quotidien du Peuple (Renmin Ribao)*, organe du CC du Parti communiste chinois qui a publié l'article « Événements en Libye : les pays occidentaux devraient renoncer à l'ambition de gouverner le monde »<sup>2</sup>. « Sous prétexte de protéger les intérêts des civils, on protège les intérêts des pays occidentaux dans le domaine économique, mais aussi la croyance dans ce que les grands pays occidentaux gouvernent toujours le monde. <...> C'est justement cette ambition de jouer le premier rôle qui a poussé la France, la Grande-Bretagne et les États-Unis à lancer, sans réfléchir, une opération militaire en Libye ». Et encore : « Se sentir jouer le rôle dirigeant dans le monde avait apporté, dans le passé, pas mal de difficultés à certains pays occidentaux. Avoir de nouvelles difficultés à longue échéance n'est pas du tout dans l'intérêt des États de l'Occident. Les changements se produisent dans le monde. L'Occident doit changer, lui aussi. Si l'on campe

toujours sur les anciennes positions, si l'on utilise de vieilles méthodes pour régler telle ou telle autre question, alors on peut non seulement faire du tort aux autres, mais aussi se perdre soi-même ».

Par la bouche de ses diplomates professionnels et par l'entremise du *Quotidien du Peuple*, Pékin ne fait que doucement appeler la coalition militaire occidentale à revenir, pour ainsi dire, dans l'espace du droit international. En réalité, il s'agit de choses bien plus graves. L'interprétation extensive de la résolution 1973 et les actions de la coalition d'États occidentaux qui ont suivi, font poser la question qui ne porte même pas tellement sur la Libye ni sur les événements qui se passent sur son territoire, mais à propos de l'adéquation du rôle de l'ONU à la situation réelle dans un espace international changeant. L'analyse, même superficielle, des événements qui se produisent dans ce domaine, et des échos qu'ils soulèvent dans les médias mondiaux, montre qu'il s'agit de comprendre à quel point les principes des traités de Westphalie, qui régissent les relations internationales, sont-ils adéquats aux réalités du XIX<sup>e</sup> siècle.

De l'avis de nombreux experts russes et occidentaux, dans le cas libyen la coalition occidentale s'est fait prendre à son propre piège. Paris, Londres et Washington ont exigé à cor et à cri que Kadhafi soit éliminé du poste de leader de la Jamahiriya arabe libyenne et proclamé criminel international, sans fournir à cela aucune raison juridique. Quoi que les dirigeants des puissances occidentales disent-ils pour justifier leur action militaire, personne d'eux n'a nié que Mouammar Kadhafi était un chef d'État légitime. Pour cette raison, l'Occident a été obligé à faire machine arrière et à commencer à convaincre Kadhafi qu'il devait quitter la Libye de son plein gré.

Qui plus est, les officiels de Washington et, dans une plus grande mesure encore, de Londres, ne veulent plus tout simplement renverser Kadhafi ou le tuer (cette dernière information est bien présente dans la presse mondiale), mais le persuadent de renoncer bénévolement du pouvoir, en échange de la promesse de classer son affaire au Tribunal international. Le *Guardian* britannique écrit que Washington et Londres « veulent former un consensus mondial autour de l'exigence que Kadhafi renonce au pouvoir »<sup>3</sup>.

Bref, l'Occident est revenu à la reconnaissance de Kadhafi en tant que chef d'État légitime. Le piège s'est fermé.

Cependant, ce piège où l'Occident s'est pris lui-même, continue à lui imposer une logique de conduite dans laquelle il s'est engagé de son plein gré. Cela s'exprime en ce que, tout en persuadant Kadhafi de présenter bénévolement sa démission, Paris, Londres et Qatar ont dans le même temps reconnu en toute hâte, en tant que gouvernement légitime de la Libye, une formation absolument bizarre qui n'est pas légitime même à leurs yeux, le fameux Conseil national de transition

libyen, qui n'a aucune organisation ni structure et se compose d'on ne sait pas qui. Le même *Guardian* reconnaît en toute franchise qu'« il est autrement important pour nous de mieux comprendre qui sont-ils », ces gens qui ont composé ce conseil national.

En effet, au moyen d'une ingérence militaire, les forces alliées de l'Occident fraient la voie vers le pouvoir devant les hommes quasiment inconnus. Les militaires occidentaux (par exemple, l'amiral de l'OTAN Stavridis) disent carrément que ce conseil national comprend des terroristes, des Frères musulmans, des représentants d'al-Qaïda, des membres du Hezbollah libanais et dieu sait qui encore.

Il paraît que l'Occident s'est complètement perdu dans ses interprétations de l'article 51 de la Charte des Nations Unies qui parle « du droit naturel de légitime défense, individuelle ou collective, dans le cas où un Membre des Nations Unies est l'objet d'une agression armée, jusqu'à ce que le Conseil de sécurité ait pris les mesures nécessaires pour maintenir la paix et la sécurité internationales ».

Le 23 mars 2011, *L'Independent* de Londres a publié un article d'Adrian Hamilton, « La fin du monde telle que nous la voyons », qui dit que le monde « a changé à tout jamais », que les événements en Afrique du Nord et au Proche-Orient sont « des annonciateurs des changements encore plus globaux » dont il est impossible de prédire ni la fin ni la forme de cette fin. « Nous autres, écrit Hamilton, nous n'approchons même pas de cette connaissance. Mais je suis certain que l'Histoire s'est mise en branle, et nous n'en sommes qu'au tout début ».

Le curieux de la chose, c'est que l'auteur propose, comme moyen d'échapper à cette incertitude, de faire immédiatement rétablir le rôle de l'ONU. « Au début de l'année, l'ONU semblait être une institution absolument écartée des processus mondiaux et ayant perdu tout prestige, quand le président Obama poursuivait ses propres objectifs, alors que le reste du monde semblait ignorer l'existence de l'ONU ». Maintenant, « l'ONU est de nouveau considérée comme quelque chose sur quoi doit s'établir la coopération internationale ».

En Russie, les avis des experts à ce sujet sont partagés.

Dans son commentaire « Le remous libyen »<sup>4</sup>, le rédacteur en chef de la revue *Rossia v globalnoï politiké* (« La Russie dans la politique globale ») Fédor Loukianov a tout simplement éludé le rôle international de l'ONU dans le conflit libyen, se cachant derrière les propos d'« un des plus célèbres diplomates européens » qu'il ne nomme pas et qui, à en croire Loukianov, a auguré amèrement que « le chaos total serait, peut-être, la meilleure issue à cette situation ».

Le rédacteur en chef de *La Vie Internationale*, Armen Oganessian, a été plus précis, le 24 mars 2011 : « La dernière résolution de l'ONU accélérera inmanquablement la réforme de cette organisation et poussera vers la révision

du rôle du Conseil de sécurité, ce qui ne fait pas l'affaire de la Russie, bien évidemment »<sup>5</sup>.

Le directeur du Centre Carnegie de Moscou, Dmitri Trenine, s'est exprimé d'une façon encore plus précise à ce sujet. Le 19 mars 2001, dans une interview à *Inosmi.ru*, il a proposé plusieurs sujets qui méritent qu'on y réfléchisse. « Le monde ressemble de moins en moins au modèle westphalien des États souverains, et les principes de non-ingérence dans les affaires intérieures les uns des autres entrent de plus en plus en contradiction avec les principes de l'humanité. Comment interpréter, dans ce contexte, les violations massives des droits de l'homme que commettent les gouvernements des États souverains ? Où passe la limite devant l'ingérence armée ? Quelles sont les normes de conduite, qui sont les juges et les exécutants ? Il est impossible de fermer les yeux sur ces problèmes, se limitant à critiquer l'intervention, car la mondialisation est en train de former une communauté internationale. Sans avoir réglé ces problèmes, les relations internationales seront toujours plus souvent otages de la politique intérieure des pays qui créeront des prétextes pour l'intervention et de ceux qui, bon gré mal gré, commenceront à y réagir »<sup>6</sup>.

Comment peut-on sortir de cette situation ? Faut-il en sortir ? Il paraît que l'Occident n'en éprouve même pas le besoin. Les milieux dirigeants des grands pays occidentaux trouvent bien à leur goût la situation apparue dans le monde après 1991, quand leurs pays peuvent régler, par la force des armes, les questions se rapportant à leur approvisionnement en énergie et en matières premières, et vendre à l'intérieur et au au-delà de leurs frontières leurs produits industriels, agricoles et informatiques. C'est pour cette raison précisément qu'en 2003 encore, l'ancien secrétaire d'État américain Henry Kissinger s'était empressé d'annoncer que « l'idée de souveraineté nationale est vide de sens » et que « le système westphalien est mort »<sup>7</sup>.

Cependant, même à Washington tout n'est pas assez clair dans ce dossier. Deux semaines après la publication, dans la *Rossiiskaïa gazeta*, de l'article que nous avons cité, quand la coalition des puissances occidentales et leur opération en Libye ont subi un fiasco, fut-il temporaire, ce même conseiller russe du gouvernement américain, Nikolaï Zlobin, s'est de nouveau produit avec un nouvel article dans le même quotidien, mais en rectifiant considérablement son point de vue. L'article « Encore une fois à propos de l'ordre mondial » se résume au maxime de son invention : « À l'égard de la Libye, il faut une légitimité non seulement politique, mais aussi sociale ».

« L'opération militaire en Libye, menée sur la décision du Conseil de sécurité de l'ONU (la résolution 1973 du Conseil de sécurité ne souffle un traître mot comme quoi lui, le Conseil de sécurité, aurait autorisé une opération militaire en Libye. — *V.K.*),

a confronté la communauté mondiale à beaucoup de questions nouvelles et difficiles, auxquelles il faut chercher des réponses. Cela dit, il est préférable, *primo*, de chercher ces réponses ensemble, pour ne pas accélérer involontairement la scission au sein de la communauté mondiale qui mènera à une déstabilisation générale du monde, et *secundo*, de les trouver plus rapidement, car la fragilité des règles fondamentales d'un nouvel ordre mondial, des bases mêmes du droit international, est une puissante bombe à retardement posée sous les relations internationales »<sup>8</sup>.

Tous en répétant son affirmation, délibérément fautive, sur « la légitimité, sans précédent dans l'histoire moderne du monde, de l'opération militaire internationale en Libye », Nikolaï Zlobin se voit quand même obligé de reconnaître que la prétendue « légitimité juridique onusienne n'a pas apporté à l'opération militaire en Libye une légitimité politique, sociale ni tout simplement humaine ».

« Une situation paradoxale en résulte, en voyant que l'opération parfaitement justifiée et légitime de la force internationale en Libye (nous avons déjà indiqué plus haut que le point de vue de Nikolaï Zlobin n'était pas confirmé par le texte de la résolution 1973. — *V. K.*) apparaît, à peu de choses près, comme une agression non provoquée et soulève des protestations dans les différents pays du monde. Cela veut-il dire que dans le monde contemporain, le Conseil de sécurité de l'ONU ne joue-t-il plus le rôle de régulateur suprême des relations internationales ? Si c'est bien le cas, alors nous retrouvons face au problème qui consiste en ce que les institutions internationales, que nous avons héritées de l'époque de la guerre froide, perdent leur adéquation au processus mondial contemporain. Ce problème est à résoudre le plus rapidement possible, y compris et probablement en initiant les nouvelles et modernes institutions internationales avant que l'actuel ordre mondial bipolaire ne tourne au chaos global ». Nikolaï Zlobin achève sa « rectification » du premier article sur la Libye par les mêmes mots : « Tout au moins, c'est comme ça que cela m'apparaît depuis Washington ».

C'est une fin d'article qui en dit long. Le conseiller du gouvernement américain reconnaît que le comportement des États-Unis à l'égard de la Libye avait provoqué une scission dans l'opinion mondiale, et qu'ils avaient préféré abandonner la France et la Grande-Bretagne, dans la question libyenne, seules face à un monde fractionné.

Le cas libyen, paraît-il, a vraiment marqué un tournant pour la classe gouvernante américaine, l'obligeant à s'interroger plus profondément pour voir combien pertinentes étaient ses actions à l'échelle du monde ces vingt dernières années.

À l'heure actuelle, il n'y a que notre pays, la Russie, qui a une position officielle qui permet de faire bouger le problème de son point mort. Il n'y a que des documents officiels russes qui donnent une explication conceptuelle des

cas comme le conflit libyen. En tout premier lieu, cette considération se rapporte à la Conception de la politique étrangère de la Fédération de Russie, qui indique clairement que « c'est l'Organisation des Nations Unies, dotée d'une légitimité unique et ayant prouvé son caractère irremplaçable, qui doit rester un centre qui règle les relations internationales et coordonne la politique mondiale au XXI<sup>e</sup> siècle. <...> Cela suppose <...> une meilleure efficacité du Conseil de sécurité de l'ONU, qui est le principal garant du maintien de la paix et de la sécurité internationales ».

Dans le même temps, ce document trouve nécessaire « une réforme rationnelle de l'ONU pour l'adapter progressivement aux changements politiques et économiques dans le monde ».

La Conception de la politique étrangère de la Fédération de Russie est pour le moment l'unique document au monde qui propose une réforme de l'ONU basée sur un consensus international et adaptée aux réalités internationales.

Comment y parvenir ?

Il n'y a qu'une issue — juridique — à l'état actuel des choses. Pour n'avoir pas à s'appuyer sur les déclarations gratuites des personnes, des groupes sociaux ni des gouvernements sur les cas où la communauté internationale devrait (ou au contraire, ne devrait pas) s'ingérer dans les affaires intérieure d'un État, autrement dit violer la souveraineté nationale d'un pays, l'ONU aura à élaborer des règles internationales appropriées et les faire confirmer par l'expression de la volonté de la majorité des pays membres de l'ONU (voire par consensus), et définir les critères appropriés de cette ingérence (ou au contraire, de la non-ingérence).

Le cas libyen met les autorités russes face à au moins deux problèmes urgents :

Apporter à la Conception de la politique étrangère de la Fédération de Russie les changements qui codifient nettement la possibilité légitime de protéger l'intégrité territoriale du pays et son pouvoir légitime dans le cas où quelqu'un voudrait atteindre à notre indépendance, depuis l'extérieur ou à l'intérieur.

Ouvrir un débat international sur une formulation plus nette de l'article 51 de la Charte des Nations Unies, pour déterminer, le plus précisément possible, quand la souveraineté nationale est-elle à considérer comme étant attaquée par les forces extérieures et par les organisations et les éléments séditieux intérieurs. Exposer plus nettement le mécanisme de protection du pouvoir légitime contre les atteintes extérieures et intérieures, ainsi qu'indiquer, en termes du droit international, la limite à l'ingérence (la non-ingérence) dans cette situation de la part de la communauté internationale.

Il s'agit d'une « réparation » substantielle des documents fondamentaux de l'ONU, en tout premier lieu de la Charte des Nations Unies, en fonction des changements internationaux qui s'étaient produits depuis 1946. La politique

extérieure russe a toutes les raisons de proposer, en s'appuyant sur la Conception de la politique étrangère de la Fédération de Russie, d'engager un débat international sur les éventuelles modifications à apporter à la Charte des Nations Unies qui soient adéquates aux changements qui s'étaient produits dans le monde depuis les accords de Yalta.

## NOTES

1. *Rossiiskaia gazeta*, 23.03.2011.
2. <http://russian.people.com.cn./95460/7338559.html>.
3. *The Guardian*, 29.03.2011.
4. [www.globalaffairs.ru/redcol/liviiskayavoronka-15153](http://www.globalaffairs.ru/redcol/liviiskayavoronka-15153).
5. [www.rian.ru/authors/20110324/357382681.html](http://www.rian.ru/authors/20110324/357382681.html).
6. [www.inosmi.ru/op-ed/20110319/167517176.html](http://www.inosmi.ru/op-ed/20110319/167517176.html).
7. *Die Welt*, 05.05.2003.
8. *Rossiiskaia gazeta*, 06.04.2011.

**Mots clés :** Jamahiriya arabe libyenne, souveraineté nationale, traités (système) de Westphalie, droit international, cas libyen, Conseil de sécurité de l'ONU.

Andreï MANOÏLO

Docteur d'État en sciences politiques

9315891@gmail.com



## « RÉVOLUTIONS DES DATTES » : ÉLÉMENT OU UN « CHAOS DIRIGÉ » ?

**I**l convient de révéler toute une série de particularités dans la récente vague d'événements révolutionnaires ayant déferlé sur l'Afrique du Nord et démonté plusieurs régimes politiques qui semblaient absolument stables et inébranlables.

Premièrement, tous, ils ont évolué et en cas de la Libye évoluent, au moment de l'écriture de cet article, d'après le même scénario « révolutionnaire » ressemblant à celui des « révolutions de couleur ».

Deuxièmement, les « révolutions » dans divers États d'Afrique du Nord ont éclaté pratiquement en même temps ce qui exclut presque toujours le hasard et suppose un haut degré de coordination dans le temps depuis un « centre révolutionnaire » étranger ou une opération spéciale minutieusement préparée par les forces extérieures.

Malgré l'opinion répandue concernant les pays du Maghreb suivant laquelle ces États se ressemblent, cela ne concerne que les formes de régimes politiques et le délai de séjour de leurs leaders au pouvoir. Au reste : en ce qui concerne le niveau de la tension sociale, le degré de règlement des problèmes sociaux, le niveau de vie et de stabilité économique, ils sont différents. C'est pour ça les spéculations sur les problèmes socio-économiques communs ne sauraient provoquer une explosion simultanée de la situation politique dans les pays susmentionnés. Or, ces spéculations suffisent parfaitement pour masquer les origines authentiques

des « révolutions des dattes » et expliquer ce qui se produit (sous un angle bien déterminé) aux observateurs extérieurs : à l'ONU, à la communauté européenne, au reste du monde arabe, etc.

Troisièmement, un cas isolé : l'autodafé d'un habitant local, est à l'origine de l'« incendie » ayant plongé la Tunisie, pays « européen » le plus stable, dans le chaos politique. Néanmoins, ce fut un signal pour engager une émeute armée ayant embrassé en quelques jours l'ensemble du pays.

Dans le même temps, il est pratiquement impossible de soulever une émeute sans les préparatifs minutieux, le recrutement des commandos et la formation des groupes de combat, sans un net système de coordination et approvisionnement matériel, et l'essentiel — sans concentrer dans la zone du futur conflit d'importants moyens financiers destinés à alimenter la « lutte révolutionnaire ». Il est impossible de les transférer en un instant dans la zone de conflit, d'autant moins si l'émeute a déjà commencé. Sans le financement extérieur aucune « révolution » contemporaine n'a pas de chance de faire face au pouvoir légitime.

Quatrièmement, la « flamme de la révolution » a embrassé les États d'Afrique du Nord l'un après l'autre, dans un ordre bien déterminé ce qui donne également matière à réflexion. Par exemple, un incendie en forêt ou dans les steppes affecte tous les territoires attenants s'il n'est pas, bien sûr, dirigé spécialement dans tel ou tel sens. Nous assistons au principe sélectif : Tunisie — Égypte — Libye — Syrie — Bahreïn — Yémen, etc. L'Algérie, le Maroc et d'autres pays africains se heurtant aux problèmes sociaux pareils et ayant des régimes politiques « conservateurs » sont restés à l'écart.

Les spécialistes des opérations psychologiques et les technologues des « révolutions de couleur » qualifient ce phénomène de « réaction en chaîne contrôlée », élément *sine qua non* de la technologie contemporaine des « révolutions de couleur ». Tout résultat intermédiaire de « l'élan révolutionnaire des masses populaires » dans un pays initie le mécanisme de « révolution » (ou d'une émeute armée) dans le pays suivant de la liste ébauchée d'avance par les « révolutionnaires » étrangers (auteurs authentiques de la « révolution »). L'ordre des pays « enflammés » dans la réaction en chaîne contrôlée est strictement observé : l'impulsion éveillant non pas la position civique de la société réprimée par un régime autoritaire mais les projets des technologues politiques ayant inspiré pendant longtemps la « révolution » et incorporé l'idéologie appropriée dans la conscience de masse. Ses projets se distinguent dans chaque pays.

Non seulement l'ordre mais aussi la grande vitesse de dissémination d'une telle réaction en chaîne traduit la technologie préméditée : cela n'est possible qu'à condition d'un haut degré de coordination extérieure des événements. Ce n'est que dans ce cas qu'ils ne sont plus des fragments d'une mosaïque, ils acquièrent un

caractère de scénario dans lequel tous les épisodes sont liés dans le cadre d'un plan ayant des objectifs, des tâches et l'ordre d'application concrets.

Cinquièmement, il convient de révéler dans les « révolutions » en Afrique du Nord et au Proche-Orient encore un élément clé de la technologie des « révolutions de couleur » : le mécanisme de retour inévitablement présent dans toute opération spéciale. Son contenu est le suivant : le scénario initial de « révolution » est essayé dans un pays pour être corrigé ensuite (avec emploi du mécanisme de retour) et lancé à l'égard d'un pays suivant. Ensuite la procédure de correction est reprise. L'observation de l'ordre dans l'application des technologies de « révolutions » par rapport à tel ou tel pays est obligatoire. Ce procédé permet de prendre opportunément en considération et de corriger les fautes dans le scénario initial, de l'adapter vite à la spécificité de la région qui se manifeste, en règle générale, lors de la réalisation du projet. C'est là la souplesse des technologies contemporaines de « révolutions de couleur » et en même temps — leur indice révélateur essentiel. Et enfin, une chose rend perplexe dans toutes les « révolutions » dans les pays d'Afrique du Nord : l'absence étrange d'une composante inaliénable de toute révolution — l'idéologie révolutionnaire. D'authentiques révolutionnaires sont des idéalistes. Leur lutte est fondée sur les idéaux élevés (liberté, égalité, fraternité, équité), ou sur les idées des mouvements de libération nationale. Néanmoins, il n'existe rien de pareil dans les « révolutions » arabes : il n'y a qu'un mouvement de protestation bariolé qui se transforme vite en une « foule politique » dont l'objectif essentiel consiste à renverser le pouvoir légitime : ses représentants concrets, d'une part, et à engager les pogromes, de l'autre. La foule « révolutionnaire » ne présente aucun programme politique alternatif. La colère du peuple est personnifiée et n'a rien contre le système politique. L'objectif d'une telle « révolution » est le suivant : l'accession au pouvoir sur une vague de colère populaire des personnalités nouvelles qui ne sont, probablement, pas meilleures que leurs prédécesseurs mais ont l'auréole romantique de « révolutionnaires ». Ayant une telle auréole, les gens peuvent n'avoir ni notoriété, ni mérites devant le pays et surgir du chaos politique au dernier moment. Pour les leaders mondiaux ayant des intérêts dans cette région c'est le facteur le plus convenable pour assurer l'accession au pouvoir de leurs créatures.

Bien que cela puisse paraître bizarre, l'absence d'idéologie révolutionnaire traduit dans les événements en Afrique du Nord l'écriture des Anglo-Saxons et leurs opérations psychologiques spéciales. Ainsi, les technologies de « révolutions de couleur » sont essayées dans des dizaines de pays, notamment dans les États d'Asie centrale habités essentiellement de musulmans. Il convient de mentionner la récente tentative des Britanniques et des Américains d'engager une « révolution verte » en Iran. Or, à la différence des pays orientés vers les valeurs libérales et la

psychologie d'individualisme, l'idéologie stéréotypée de « révolutions de couleur » ne s'avère pas efficace en Orient : dans les sociétés traditionnelles où est conservé le mode de vie communautaire lorsque les intérêts de l'individu ne sont rien et ceux de la communauté constituent tout.

L'homme en Orient ne se fait jamais valoir au-delà de la communauté à laquelle il appartient : au-delà de la communauté il est voué à l'oubli et finalement à la mort civile. Dans le même temps, la communauté donne beaucoup à tout un chacun, en premier lieu — le soutien et la protection, parfois dans une mesure plus grande que l'État libéral aux Occidentaux. Dans cet ordre d'idée, la conception de liberté en Orient n'a rien à voir avec la conception occidentale. Ce n'est pas une liberté individuelle des interdits et des restrictions mais la liberté de profiter des possibilités et des ressources communautaires pour assurer l'épanouissement à sa communauté et finalement — à soi-même. L'idéologie des « révolutions de couleur » menace directement la liberté de l'individu dans la société orientale traditionnelle, ses parents, ses proches, sa famille. Bref, le mot d'ordre occidental de « liberté » n'est pas compris en Orient.

La notion d'équité dans les sociétés orientales traditionnelles est formulée comme suit : ce qui est à l'avantage de la communauté est équitable. Dans la politique intérieure cela se reflète dans l'aspiration à accéder aux postes responsables pour les représentants de son clan ce qui fait penser à la lutte politique intérieure des plus grandes familles aux États-Unis : Kennedy, Bush, etc. Le principe de représentation populaire suppose la représentation du genre, du clan ou communautaire. Le mode de vie traditionnel, les règles de comportement admis dans les communautés au pouvoir sont répandus sur la politique intérieure de l'État en la cimentant et en la rendant résistante aux effets extérieurs. La thèse occidentale suivant laquelle l'équité doit s'exprimer dans le droit de chacun de diriger le pays suscite l'incompréhension sincère en Orient.

La conception de fraternité dans les communautés orientales à la population de préférence musulmane est bien déterminée dans l'islam et n'a pas besoin de modernisation occidentale.

L'idéologie des mouvements de libération nationale est inadmissible aujourd'hui en Afrique du Nord pour des raisons parfaitement compréhensibles.

Ainsi, pour les technologues politiques occidentaux ayant voulu essayer dans les pays maghrébins leurs nouvelles technologies « révolutionnaires », la tâche consistant à choisir une idéologie « révolutionnaire » qui tomberait bien à propos dans telle ou telle situation devient un problème irréalisable. Dans ce cas les experts en opérations spéciales remplacent l'idéologie par la gamme de clichés publicitaires en comptant sur une prompt formation d'une « foule politique » des masses de mécontents qui n'ont guère besoin d'idéologie et à qui il suffit d'indiquer la cible et

la direction du coup principal. D'authentiques révolutions qui traduisent en fait la volonté du peuple ont toujours l'idéologie. Tous ces indices démontrent un contenu artificiel des « révolutions » qui se produisent aujourd'hui en Afrique du Nord et au Proche-Orient laissant entendre qu'il existe un « chef d'orchestre » extérieur.

Laissant à côté la version sur la spontanéité des « révolutions » en Tunisie, en Égypte et dans d'autres États d'Afrique du Nord et du Proche-Orient (qui a elle aussi le droit d'exister), examinons l'hypothèse suivant laquelle tout ce qui se produit dans les pays du Maghreb n'est pas dû au hasard et est commandé de l'extérieur. Dans ce cas on voit surgir plusieurs questions clés :

— comment ces « révolutions » ont été réalisées, avec quels schémas, modèles et technologies ;

— qui a commandé et exécuté les « révolutions » en Afrique du Nord et au Proche-Orient ;

— quels objectifs se proposent de réaliser les « révolutions », qui est la cible essentielle des événements et à quoi bon pour la frapper il a fallu faire exploser l'ensemble du Nord africain aux régimes politiques au pouvoir stables.

## **LES MODÈLES DE GESTION DES CONFLITS INTERNATIONAUX**

Les « révolutions de couleur » classiques et toutes leurs variétés sont des technologies de gestion informationnelle et psychologique des conflits internationaux supposant, notamment, leur initiation artificielle. Les sociétés dans les États d'Afrique du Nord auparavant stables et politiquement prévisibles ont été plongées dans de tels conflits ethnopolitiques après l'imposition extérieure des technologies de « révolutions des pistaches » et de « chaos dirigé ».

Aujourd'hui il est beaucoup plus avantageux de diriger les conflits politiques spécialement initiés que d'essayer de s'entendre avec les leaders des États qui se sentent réellement forts et s'appuient sur le soutien de l'armée et de la plupart des habitants locaux. En réalité les conflits internationaux contemporains, bien qu'ils paraissent uniques et imprévisibles, ont beaucoup de traits communs et évoluent d'après les mêmes lois ce qui permet de présager leur développement et de considérer ces conflits comme faisant l'objet d'une gestion extérieure, d'introduire les notions de champ de conflits, de formuler leurs traits généralisés et statistiques. Il est possible et nécessaire de diriger les conflits contemporains en s'appuyant sur les lois communes d'apparition, d'évolution et de règlement. La conception de conflits internationaux en tant que phénomènes individuels et imprévisibles entraîne une réaction tardive et inefficace, des improvisations politiques.

Dans les conflits contemporains les technologies d'effet informationnel et psychologique sont employées dans le cadre de quatre modèles culturels et

civilisateurs dominants : anglo-saxon, est-asiatique, proche-oriental (islamique) et romano-germanique (ouest-européen), dont chacun cherche à refaire les systèmes politiques des parties au conflit en les faisant correspondre à sa conception du monde. Tous ces modèles sont appliqués efficacement dans les zones de conflits internationaux n'entrant pas en contradiction et se complétant mutuellement. Vu leur efficacité dans le règlement pacifique des conflits, ils peuvent être considérés comme une alternative réelle à l'emploi de la force imposé aujourd'hui activement dans les relations internationales par la propagande politique occidentale.

Les technologies informationnelles et psychologiques employées dans ces modèles ont toutes les facultés des technologies industrielles : elles sont universelles (susceptibles d'être appliquées dans divers types de conflits), susceptibles d'être reprises plusieurs fois et ayant un résultat final prévisible. Il existe la différence de principe entre les technologies et les procédés, les méthodes et les moyens d'influence psychologique sur les conflits : les technologies représentent tout un éventail d'instruments de gestion des conflits fondé sur la connaissance et l'utilisation dans le contexte de la gestion des lois générales de leurs origines, évolution et règlement alors que qu'une attitude individuelle envers chaque nouveau conflit exige l'invention de nouveaux leviers, essentiellement par des moyens empiriques et sensiblement en retard.

Le modèle anglo-saxon suppose le règlement des conflits au moyen de transformation complète coercitive des systèmes politiques des parties au conflit, plus précisément — de l'opposant qui doit accepter les normes et les standards politiques de la civilisation anglo-saxonne (« institutions démocratiques »). Les Anglo-Saxons emploient traditionnellement tant les méthodes de pression par la force (« réconciliation par la force », « interventions humanitaires », « lutte contre le terrorisme international ») que les méthodes d'effet qui n'est pas fondé sur la force (« puissance douce », « révolutions de velours », « guerre psychologique »). Le modèle anglo-saxon est fondé sur le protestantisme et l'éthique du succès, de l'utilité et du résultat final.

Le modèle est-asiatique suppose le règlement du conflit en intégrant graduellement les systèmes politiques et les valeurs des parties au conflit à son système de rapports politiques (par exemple, le problème taïwanais, le « retour » de Hongkong : « un pays — deux systèmes »), en diluant graduellement dans son système l'identité nationale des systèmes politiques des participants plus faibles. Il convient de mentionner la disparition des peuples tout entiers, des groupes ethniques en Chine suite à l'assimilation prolongée (Mandchous, Ting Ling — culture tachtyk et d'autres « barbares »)<sup>1</sup>.

Le modèle proche-oriental (islamique) suppose le règlement des conflits au moyen de projection des mécanismes traditionnels islamiques de régulation

des rapports socio-politiques sur les zones de conflits, grâce, notamment à l'extension du monde islamique et à la dissémination de l'idéologie islamique. La division du monde selon le principe religieux fait renaître l'esprit des guerres religieuses, du djihad supposant tant les moyens pacifiques de règlement des conflits internationaux que la lutte armée pour la foi. La doctrine chiite de l'islam prédominant en Iran n'exhorte pas au djihad contre les infidèles. Qui plus est, les leaders iraniens envisagent un dialogue intercivilisationnel<sup>2</sup>, se prononcent pour rechercher une compréhension entre les pays et les peuples chrétiens et musulmans fondée sur l'échange d'acquis culturels et technologiques plutôt que sur le rejet réciproque de valeurs.

Le modèle romano-germanique fondé sur son éthique politique civilisatrice est, de l'avis de plusieurs auteurs, en proie aux stéréotypes, aux idées éthiques universellement admises ou obligatoires qui ne correspondent pas toujours aux principes d'autres civilisations. Ainsi, les dialogues entre les Français ou les Allemands avec les Chinois s'avèrent difficiles : « il y a des forums mais il n'y a pas de dialogue »<sup>3</sup>. Dans cet ordre d'idée, le modèle romano-germanique suppose un règlement du conflit en modifiant les opinions des parties, en adoptant les normes et les stéréotypes éthiques prédominant dans cette civilisation. Ce modèle d'effet psychologique sur les conflits n'a pas pour but de modifier au moyen d'ingérence directe les systèmes politiques des parties mais se propose de gérer la conscience des élites politiques au pouvoir dans les États participant au conflit et la mentalité de divers milieux des habitants locaux et des milieux publics internationaux en les poussant à évaluer le conflit en s'appuyant sur l'image imposée, c'est-à-dire à faire voir le conflit par les yeux de la communauté européenne.

Le modèle anglo-saxon est appliqué en politique sous forme des opérations psychologiques réalisées par les États-Unis et leurs alliés dans lesquelles l'emploi de la forme armée directe est considéré comme un service par rapport aux technologies de gestion informationnelle et psychologique de la conscience de masse et individuelle des habitants tant dans les zones de conflits internationaux qu'au-delà de leurs frontières. Le modèle d'une telle opération suppose les étapes suivantes : stratification politique de la société, polarisation politique des strates, réaction contrôlée (sur la base des techniques psychologiques d'ancres) et correction psychologique de comportement politique des groupes d'habitants et des auditoires ciblés fondée sur le principe de retour.

L'emploi des techniques psychologiques d'ancres devient tout particulièrement dangereux dans le contexte des conflits ethnopolitiques : plusieurs variétés d'états psychologiques de masse formés en période historique de développement de l'autocoscience nationale y compris les états frontaliers et agressifs sont conservés

dans la mémoire ethnique et transférés inconsciemment (c'est-à-dire au niveau de la subconscience collective) de génération en génération. Il ne faut pas les former spécialement pour une opération psychologique concrète. Les mécanismes historiques d'initiation de ces états employés plus d'une fois dans l'histoire des conflits interethniques sont notoires : pour réorienter les habitants d'une enclave ethnique de l'état psychologique de bon voisinage vers l'état d'agression non motivée, il suffit d'adapter un peu le format d'impulsion psychologique mettant en marche le mécanisme psychologique de « passage d'état à état » distinguant cette ethnie aux conditions présentes. Ces procédés et technologies psychologiques se sont manifestés éloquemment dans les « révolutions des dattes » en Afrique du Nord.

## **TECHNOLOGIES DE COUPS D'ÉTAT POLITIQUES ET DE « CHAOS DIRIGÉ »**

Les technologies des « révolutions des dattes et des pistaches » ressemblent sans aucun doute aux « révolutions de couleur ». Le même arsenal de procédés psychologiques et organisationnels, de stéréotypes et de schémas est employé mais l'accent est déplacé sur les méthodes susceptibles de désintégrer les communautés orientales traditionnelles en petits fragments pour extraire les individus des clans héréditaires ou tribaux, les désorienter dans la situation politique au moyen des technologies de gestion de la conscience de masse et créer de ces citoyens désorientés l'instrument principal de toute « révolution de couleur » : une « foule politique ». Les méthodes et les technologies permettant de désintégrer les sociétés traditionnelles unies en fragments en plongeant la société dans le chaos politique subordonné à ses lois s'appellent les technologies de « chaos dirigé ». Plusieurs experts et observateurs révèlent aujourd'hui les traces d'emploi de ces technologies en Afrique du Nord et au Proche-Orient.

Le stratège américain Steven Mann, diplomate et politologue, est l'un des auteurs de la « théorie de chaos dirigé » jouissant d'une grande popularité en Occident. Le contenu de sa conception est le suivant.

L'objectif de toute opération psychologique spéciale consiste à assurer la subordination bénévole d'un homme suscitant l'intérêt pour l'utiliser ensuite en toute liberté sans restriction à ses fins : en tant qu'instrument inanimé, qu'une ressource. Il n'est pas difficile d'enregistrer ce résultat dans les sociétés libérales occidentales où chaque citoyen est un individualiste poursuivant dans sa vie les objectifs exclusivement personnels et, bien qu'il bénéficie en quelque sorte de soutien et de protection de l'État, lutte essentiellement et parvient à survivre isolément. Il n'est pas difficile de briser psychologiquement un tel individu, de

l'adapter à n'importe quel stéréotype de comportement politique, notamment « démocratique », aucun individu, même le plus fort, n'étant pas à même de résister à la pression du système ni aux technologies de persuasion et de contrainte psychologique. C'est pour ça que de multiples techniques de manipulation dissimulée, de « lavage de cerveau », de programmation neurolinguistique, de gestion réflexive s'avèrent tellement efficaces dans la société occidentale et les sectes parviennent relativement sans obstacles à recruter et à persuader les adeptes. Pour recruter un adepte, il suffit de rompre ses barrières personnelles de protection assurées par la nature lors de sa naissance pour protéger la mentalité contre les effets extérieurs négatifs et remplacer ses valeurs par les siennes.

Tout est autrement dans les sociétés traditionnelles au sujet collectif. L'individu profondément intégré à la société, au clan, au genre ou à la tribu est protégé par cette société contre tout effet psychologique négatif quelque puissant qu'il soit. Chaque membre de la société peut compter et s'appuyer en s'opposant à un effet négatif ou à toute forme d'agression informationnelle sur les ressources de toute la société et sur l'aide de chacun de ses membres, et de ce fait, il est difficile de le briser. Pour y parvenir il est nécessaire de détruire la défense extérieure : la structure traditionnelle de la société et plonger la société dans le chaos politique privant quiconque y est entraîné de soutien collectif en le transformant en un individualiste se souciant exclusivement de survivre. La recette de plonger la société dans le chaos est bien simple : un coup d'État politique ou une émeute armée suivie d'une puissante campagne de propagande visant à discréditer les valeurs traditionnelles. Un tel processus entraînera l'« atomisation » impétueuse de la société traditionnelle fermée au sujet collectif ce qui l'ouvrira et la mélangera. La destruction du mode de vie traditionnel et la dévaluation des valeurs engendreront un vide idéologique qui doit être comblé tout de suite par l'idéologie spécialement conçue par les réalisateurs des « révolutions ». Le remplacement des valeurs est inaperçu dans le contexte du chaos : tout individu arraché du contexte traditionnel et privé de soutien de son genre ou clan saisira au vol toute conception idéologique qui lui garantit la survie. Le remplacement du système des valeurs dans la société assure la subordination bénévole de tous ses membres et transforme la société en un instrument docile de réalisation des intérêts politiques extérieurs de l'État étranger. Le chaos devient gouvernable.

La théorie de chaos est appliquée aux systèmes dynamiques avec une multitude de composantes mobiles et devient en fait une planification non linéaire des événements dans des systèmes compliqués. Mann définit cette conception comme une authentique révolution qui forme de nouvelles positions sur la stratégie militaire et son effet peut modifier le contenu de la guerre et la mentalité stratégique. « La structure et la stabilité sont au sein d'un arbitraire visible et des

processus non linéaires », affirme le stratège américain. Les paramètres initiaux jouent le rôle clé, de tels systèmes traduisant, selon l'auteur de la conception, une fine dépendance des conditions initiales<sup>4</sup>.

Conformément à cette théorie pour assurer la subordination bénévole des pays d'Afrique du Nord aux intérêts d'un État tiers, les clans et les tribus doivent s'entremêler, autrement dit, l'actuelle structure sociale traditionnelle qui subsiste en Afrique du Nord doit être détruite et mélangée. C'est ce qui se produit dans les États tombés victimes d'une « nouvelle vague révolutionnaire ».

### COMMANDITAIRES ÉVENTUELS

Certaines déclarations des auteurs des technologies des « révolutions de couleur », du « chaos dirigé » et de la conception de « Grand Proche-Orient » indiquent d'éventuels commanditaires, auteurs et initiateurs des « révolutions des dattes ». Tous, ils sont citoyens des États-Unis.

Ainsi, l'un des auteurs de la conception de « Grand Proche-Orient » le théoricien néo-conservateur Michael Ledín affirme que « le monde islamique contemporain est une nouvelle édition du fascisme », mais « le fascisme joue sans règles » et par conséquent, il n'est possible de mettre fin au « fascisme » (c'est-à-dire au monde islamique) qu'au moyen d'un fascisme analogue : des actes très durs et agressifs lésant — au nom de « bons » objectifs — certains principes fondamentaux de la démocratie »<sup>5</sup>. Il indique en tant que noyau du monde islamique d'où émane la menace au reste du monde démocratique les pays d'Afrique du Nord et du Proche-Orient où se produisent aujourd'hui les événements des « révolutions des dattes ».

Ces États tels qu'ils existent ne sont pas prêts à adopter les valeurs américaines, leur structure sociale constituant une communauté, un clan, un genre au facteur ethnique prédominant. Les régimes politiques laïcs au leader autoritaire permanent, à une hiérarchie dure et souvent à un régime d'état d'urgence, s'appuyant sur l'armée et les services spéciaux, garants essentiels de l'observation de l'ordre et d'une idéologie unie ont été construits dans ce contexte dans la plupart de ces pays. D'après leur forme politique, ce sont des États nationaux à une verticale autoritaire dure du pouvoir et à un fondement idéologique parfaitement net.

Les régimes politiques autoritaires, s'étant montrés loyaux aux États-Unis ne laissaient pas les territoires qu'ils contrôlaient s'ouvrir au monde extérieur ce qui est nécessaire pour les abonner à un réseau social global. Tout cela embarrassait les efforts des institutions américaines de développement de la société civile dans ces pays et la loyauté formelle de plusieurs régimes politiques imposait les restrictions supplémentaires pour contraindre à prendre en considération leur position et opinion<sup>6</sup>.

Il est, semble-t-il, temps d'infléchir sur la situation qui s'est créée ces dernières décennies. En cas d'un coup d'État les nouvelles autorités composées d'éléments douteux et peu connus dans la communauté mondiale se soucieront en premier lieu de la reconnaissance internationale et se montreront prêtes à y sacrifier les intérêts nationaux. Ainsi, une telle administration sera beaucoup plus conciliante dans le règlement des problèmes politiques et économiques clés. Il sera possible de réviser avec un tel gouvernement les accords économiques en les amendant à son avantage en échange d'avances politiques peu importantes à la nouvelle administration.

Le processus d'immersion de l'Afrique du Nord et d'une partie du Proche-Orient dans le chaos a commencé aujourd'hui ce qui confirme que le moment de réviser les ententes précédemment intervenues entre les gouvernements de plusieurs pays arabes avec les leaders mondiaux comme les États-Unis (auteurs des technologies susmentionnées) est venu. Si Washington se dresse derrière les « révolutions des pistaches », la révision de la carte de l'Afrique du Nord et du Proche-Orient peut avoir deux objectifs essentiels.

### **OBJECTIFS DE NOUVELLES « RÉVOLUTIONS DE COULEUR »**

Les objectifs authentiques des « révolutions des pistaches » dans les pays d'Afrique du Nord et du Proche-Orient sont sans aucun doute plus profonds que le remplacement des régimes politiques et la rotation des leaders autoritaires loyaux mais peu gouvernables à cause de manque de rotation des États arabes par des marionnettes dépendant constamment du soutien politique extérieur. Ces « révolutions » doivent être envisagées dans le système de coordonnées de la politique globale et non pas comme des conflits civils intérieurs. Le Maghreb est dans ce système de coordonnées au carrefour des intérêts des plus grandes forces politiques mondiales ayant rendu l'Afrique du Nord un polygone et une place d'armes en prévision d'une bataille pour l'ensemble du continent africain, sans précédent après l'accession des ex-colonies à l'indépendance. Selon plusieurs analystes, cette bataille équivaldra pour le Continent noir un nouveau partage territorial et énergétique.

Il existe plusieurs facteurs très importants qui sont à l'origine du rôle stratégique de l'Afrique dans l'économie mondiale, notamment au plan des intérêts géopolitiques des États-Unis et de la Chine, grands ténors au marché mondial. Le pétrole est l'essentiel. Les réserves réunies des pays africains atteignent 16,6 milliards de tonnes soit 10 pour cent des réserves mondiales. L'Afrique n'est devancée d'après cet indice que par le Proche-Orient et l'Eurasie. De nouveaux gisements sont découverts tous les ans. Il convient de mentionner parmi les leaders des réserves confirmées de pétrole la Libye (5,7 milliards de tonnes), le Nigeria

(4,8 milliards de tonnes), l'Angola (1,8 milliards de tonnes), l'Algérie (1,5 milliards de tonnes), le Soudan (0,9 milliards de tonnes). 15 pour cent du pétrole importé aux États-Unis reviennent aujourd'hui pour la part de l'Afrique de l'Ouest et d'après les pronostics, cet indice atteindra 25 pour cent dans les 25 ans à venir. Les gisements de pétrole sont découverts sur le littoral d'Angola, de Saô Tomé, du Gabon et du Nigeria. Les États-Unis essaient d'être moins dépendants du Proche-Orient au plan énergétique et l'Afrique suscite, de ce fait, ces dernières années un vif intérêt politique américain.

Près d'un tiers des importations chinoises de pétrole reviennent pour la part des pays africains. En 2006 l'Angola a devancé l'Arabie saoudite et est devenu le principal fournisseur de pétrole à la Chine. Qui plus est, l'économie chinoise est de plus en plus orientée vers les livraisons de gaz africain. Les ressources gazières du continent africain sont importantes : 14,65 trillions de mètres cube soit 7,9 pour cent des réserves mondiales. D'après les réserves confirmées de gaz naturel, le Nigeria et l'Algérie (respectivement 5,22 и 4,5 trillions de mètres cube) ne sont devancés dans le monde que par la Russie, l'Iran, le Qatar, la Turkménistan, l'Arabie saoudite, les Émirats arabes unis en devançant de loin la Norvège, gros exportateur de gaz (2,91 trillions de mètres cube). Il est à noter que dans le secteur énergétique la Chine est un grand partenaire des pays africains comme le Soudan, l'Angola, le Nigeria, la Guinée équatoriale et la République démocratique du Congo.

Les hydrocarbures ne sont pas l'unique matière première africaine dont la Chine a besoin. Elle s'intéresse, en outre, aux minerais et aux métaux : zinc, cobalt, cuivre, uranium, bauxites importés de Zambie, de Zimbabwe, d'Afrique du Sud, de la République démocratique du Congo, du Gabon et du Maroc. Bien que la Chine dispose d'importantes réserves de métaux non ferreux, la plupart des gisements chinois sont des minerais pauvres qu'il est impossible d'enrichir artificiellement. Le décalage entre la demande croissante de métaux non ferreux suite à la croissance industrielle impétueuse de la Chine et l'offre qui en baisse vu la réduction des réserves intérieures peut engendrer un problème économique sérieux.

Ainsi, l'Afrique et le Proche-Orient sont aujourd'hui au carrefour des deux grandes puissances : États-Unis et Chine en lutte intransigeante pour l'accès aux ressources énergétiques et l'influence politique dans la région.

Les pays maghrébins sont pour Washington une région clé sur la carte du monde. Le contrôle du Maghreb permet de diriger le transit global d'hydrocarbures et d'autres matières premières stratégiques pour les grandes économies en développement, en premier lieu chinoise. Les États-Unis sont devancés d'après le taux de développement économique par leur principal rival : la Chine et dépendent dans une mesure de plus en plus grande de sa puissance économique et politique croissante. Dans ce contexte la politique de Washington consiste à maintenir à tout

prix le contrôle des grandes réserves d'hydrocarbures, à empêcher ses livraisons à la Chine et à l'Europe et à contenir par là même leur croissance économique. Le « chaos dirigé », l'un des instruments de réaliser cette tâche, suppose l'emploi des mouvements séparatistes et extrémistes nationaux pour déstabiliser les régions incontrôlables. De telles technologies sont appliquées aujourd'hui dans les pays d'Afrique du Nord et du Proche-Orient où se sont produites ou continuent les « révolutions des dattes ». C'est là l'objectif essentiel et la raison principale des événements « révolutionnaires » dans la région : il n'est pas exclu que la nouvelle administration ayant accédé au pouvoir à l'aide des technologies des « révolutions de couleur » et du « chaos dirigé » soit contrainte de suspendre ou de réduire substantiellement les exportations des supports d'énergie vers la Chine.

Le second objectif essentiel de Washington peut avoir rapport à la prochaine bataille pour l'Afrique et ses ressources énergétiques en général. Le continent africain est sans doute attrayant comme prétexte pour la rivalité des grandes puissances et objet du repartage géopolitique des sphères d'influence. Dans le même temps, au plan politique l'Afrique est la région la plus jeune au monde. L'âge moyen des pays du continent, excepté l'Éthiopie, est moins de 40 ans. La majorité écrasante des États ont été formées après la désintégration des empires coloniaux des métropoles européennes dans la deuxième moitié du XX<sup>e</sup> siècle. Il n'est pas exclu que les frontières coloniales donnent prochainement lieu à une nouvelle structure politique de la région. Les États-Unis comptent jouer un rôle clé dans ce processus grâce à la conception d'une nouvelle formation géopolitique : « le Grand Proche-Orient ». Une chaîne de « révolutions de couleur » dans les pays d'Afrique du Nord et du Proche-Orient peut constituer la première démarche concrète dans cette voie.

## NOTES

1. M.V. Krioukov, L.S. Perelomov, M.V. Sofronov, N.P. Tchebokсарov, *Drevnie kitaïtsy v epokhou tsentralisovannykh imperii*. Moskva, 1983, s. 63. [M.V. Krioukov, L.S. Perelomov, M.V. Sofronov, N.P. Tchebokсарov, *Les Chinois anciens à l'époque des empires centralisés*. Moscou, 1983, p. 63.]

2. M. Khatami, *Islam, dialog i grajdanskoié obchtchestvo*. Moskva, 2001, s. 141. [M. Khatami, *L'islam, le dialogue et la société civile*, Moscou, 2001, p. 141.]

3. S.I. Korolev, *Etnitcheskaïa psikhologuïa : metodika izoutchenia i metodika ispolzovania*. Moskva, 2007, s. 184. [S.I. Korolev, *Psychologie ethnique: méthodes d'étude et méthodes d'emploi*, Moscou, 2007, p. 184.]

4. Cité d'après : V. Korovine, *Tsunami « tsvetnykh revolioutsii » na Velikom Blijnem Vostoke // Evrasia, Institut avtomatizatsii proektirovania, 2011, 4 aprelia //*

<http://evrazia.org/print.php?id=1619>. [Cité d'après : V. Korovine, *Le tsunami des « révolutions de couleur » au Grand Proche-Orient*, Institut d'automatisation des projets, 2011, 4 avril // <http://evrazia.org/print.php?id=1619>.]

5. *Idem.*

6. *Idem.*

**Mots clés:** « révolutions de couleur » au Proche-Orient et en Afrique du Nord, technologies de « chaos dirigé ».

Vadim LOUKOV

Adjoint au représentant  
du Président de la Fédération  
de Russie auprès du G8, coordinateur  
au ministère des Affaires étrangères  
de la Fédération de Russie  
pour le G20 et les BRICS,  
ambassadeur itinérant,  
docteur d'État en histoire

vblukov@mail.ru



## LES BRICS, UNE DONNE STRATÉGIQUE

**D**epuis le premier sommet des BRIC, le 16 juin 2009, c'est avec un intérêt international croissant que l'on suit ses travaux. Rien d'étonnant à cela, dès lors que ce forum des États, formé sur notre initiative, a pu devenir rapidement un facteur réellement agissant de la politique mondiale.

Actuellement ce forum comprend cinq pays : le Brésil, la Russie, l'Inde, la Chine et l'Afrique du Sud, qui fournissent 25 pour cent du PIB mondial (proportionné au pouvoir d'achat de leurs monnaies nationales), occupent 30 pour cent du territoire du globe et constituent 45 pour cent de la population mondiale.

Le troisième forum des BRICS, qui a eu lieu le 14 avril 2011 à Sanya (Hainan, Chine) a témoigné du prestige international considérablement accru de cette association, depuis la précédente rencontre des leaders au Brésil, le 15 avril 2010.

Les pays BRICS ont confirmé en cette période leur rôle d'élément dynamique de l'économie mondiale, comme en parlent les rythmes de leur croissance économique comparés à ceux des pays industrialisés.

Les BRICS assurent à l'heure actuelle près de 50 pour cent de l'accroissement du PIB global. Avec leur croissance économique accélérée, les BRICS ont augmenté l'an dernier leur part dans le produit mondial brut, la Chine devenant la deuxième puissance économique du monde. Les BRICS ont encore gagné du prestige en voyant que c'est à la faveur de leurs efforts que les États en transition vers l'économie de marché, ainsi que les pays émergents, ont renforcé leurs positions dans la Banque mondiale et le Fonds monétaire international.

Tableau 1<sup>er</sup>

Évolution du PIB des BRICS en 2009-2012  
(en % par rapport à l'année précédente ; 2011-2012 prévision)

	2010	2011	2012
Brésil	7,5	4,5	4,1
Russie	4,0	4,8	4,5
Inde	10,4	8,2	7,8
Chine	10,3	9,8	9,5
Afrique du Sud	2,8	3,5	3,8
États-Unis	2,8	2,8	2,9
Eurozone	1,7	1,6	1,8

Source : IMF World Economic Outlook, Avril 2011.

Une particularité capitale du sommet est encore à signaler : pour la première fois, il s'est déroulé en format à cinq, avec l'Afrique du Sud. Admis à l'association en décembre 2010, ce leader parmi d'autres de l'Union africaine et membre majeur du Mouvement des Non-Alignés a encore élargi la dimension mondiale des BRICS et leur a donné de nouveaux moyens d'agir conjointement dans la politique et l'économie.

Une importance spéciale est à attacher au troisième sommet des BRICS du fait qu'il se tenait au moment où tous ses membres siègent au Conseil de sécurité des Nations Unies.

Parmi d'autres résultats du sommet, il faut en tout premier lieu signaler que les leaders des BRICS, lors de leur rencontre à Sanya, ont positionné le forum dans le système international actuel, et formulé les principes régissant son fonctionnement. « Le BRICS est l'une des principales plateformes pour le dialogue et la coopération dans l'économie, les finances et le développement. Nous sommes fermement décidés à consolider encore le partenariat BRICS dans l'intérêt du développement commun et pour faire progresser encore et graduellement la coopération entre les membres du BRICS, en nous appuyant sur le pragmatisme et conformément aux principes d'ouverture, de solidarité et d'aide mutuelle. Nous confirmons que cette coopération est inclusive et n'est pas dirigée contre un quelconque pays tiers. Nous sommes ouverts à l'interaction et à la coopération avec les États qui ne

participent pas au BRICS, surtout avec les pays en transition vers l'économie de marché et avec les pays émergents, ainsi qu'avec les organisations internationales et régionales concernées », ont déclaré les participants à la rencontre dans leur Déclaration (article 6).

Les Cinq se sont donc nettement positionnés en tant qu'association qui agit dans la logique d'un monde multipolaire. Loin des BRICS le projet de former un quelconque nouveau « pôle » qui s'oppose aux autres associations d'États, qu'elles soient économiques, militaires ou politiques. Bien au contraire, la jeune association se veut une structure ouverte sur la coopération avec les partenaires les plus divers.

À l'étape actuelle, les BRICS mettent l'accent dans leurs activités sur les dossiers financiers et économiques qui sont du ressort du G20, ce qui est tout à fait logique.

Premièrement, c'est dans ce domaine précisément qu'une communauté d'intérêts stratégiques s'est formée entre les partenaires au sein du forum. Tous les États BRICS se prononcent pour une réforme en profondeur de l'architecture financière et économique du monde, afin de la mettre en conformité avec les nouvelles réalités de l'économie mondiale où l'on a vu simultanément apparaître et se développer plusieurs nouveaux centres d'influence. Figurément parlant, le BRICS est une alliance de réformateurs des relations financières et économiques mondiales. Cette ambition commune et capitale stimule puissamment une coopération durable entre ces États situés sur quatre continents et ayant chacun son histoire à lui.

Deuxièmement, comme devaient le montrer les événements provoqués par la crise financière et économique globale, ce n'est plus la seule sécurité économique internationale, mais aussi la sécurité internationale au sens large de ce terme qui dépendent énormément de la structure dans laquelle est moulé le système financier et économique mondial. Conserver un système archaïque qui n'a pu ni escompter la crise ni prendre des mesures opérantes pour la prévenir, si ce n'est la circonscire, c'est risquer gros. En effet, la communauté mondiale ne peut pas se permettre une deuxième crise globale de la même dimension, surtout quand les conséquences fâcheuses, sociales et économiques, de la crise des années 2008-2009 ne sont pas encore surmontées et que leurs causes profondes ne sont pas éliminées.

Il est à souligner qu'en faisant avancer la réforme de l'architecture financière et économique internationale, les partenaires au sein du BRICS n'agissent pas uniquement pour leur propre compte. Ils voient plus grand et large les intérêts de tous les États en transition vers l'économie de marché et des pays émergents. En témoigne, entre autres, le programme proposé par les Cinq de réformer le Fonds monétaire international et la Banque mondiale. Il suppose de renforcer les positions de ce groupe d'États dans les structures majeures qui gèrent les finances internationales.

C'est peut-être la première fois qu'un sommet des BRICS ait discuté avec tellement de minutie les problèmes les plus brûlants de politique mondiale.

Les discussions étaient centrées sur la question libyenne et, plus largement, sur le Proche-Orient, l'Afrique du Nord et de l'Ouest.

Tous les participants ont trouvé inacceptable le comportement des pays de l'OTAN à l'égard de la Libye, qui a substitué aux objectifs, concertés au sein de la communauté internationale et fixés dans les résolutions 1970 et 1971 du Conseil de sécurité de l'ONU, d'autres buts, à savoir une intervention « humanitaire » et le changement d'un régime indésirable. La Déclaration du sommet indique nettement que le conflit libyen est à régler par des moyens politiques et diplomatiques, et que les BRICS devraient mieux coordonner leurs démarches dans le Conseil de sécurité.

« Nous sommes profondément préoccupés par la situation agitée dans la région Proche-Orient, Afrique du Nord et Afrique de l'Ouest, et souhaitons sincèrement que les pays touchés par ces événements parviennent à la paix, à la stabilité, à la prospérité et au progrès, et occupent une place digne, qui est la leur, dans le monde, conformément aux aspirations légitimes de leurs peuples. Nous nous rangeons au principe qui dit que l'usage de la force est à éviter. Nous estimons qu'il faut respecter l'indépendance, la souveraineté, l'unité et l'intégrité territoriale de chaque État », ont déclaré les leaders des Cinq dans la Déclaration de leur sommet.

Cependant, comme devait le noter le sommet, tous les pays du monde sont confrontés à des menaces et défis communs qui exigent d'eux une réaction solidaire. Ces menaces croissantes : le terrorisme, le trafic de la drogue, la piraterie, la cybercriminalité, ont donné l'occasion au président russe Dmitri Medvedev de rappeler aux partenaires la proposition de la Russie d'élaborer, sous l'égide des Nations Unies, une Convention universelle de lutte contre les crimes dans le domaine de l'information. Cet instrument juridique est nécessaire car le droit international ne dispose toujours pas de mécanisme efficace contre les menaces qui existent au niveau des technologies de l'information et de la communication (TIC).

Le sommet a réservé une place importante aux problèmes financiers et économiques dans le contexte de la préparation du prochain sommet du G20 qui aura lieu en novembre 2011 en France.

Il est apparu que les BRICS s'entendent sur les grands sujets à débattre au futur sommet, à savoir les moyens de mettre en place un Cadre pour une croissance forte, durable et équilibrée, la réforme du système monétaire et financier international, la régulation des marchés des capitaux afin de prévenir les chocs causés par les transferts de capitaux spéculatifs, une moindre volatilité des prix des matières premières.

Cette démarche politique commune a trouvé son expression dans la Déclaration du sommet. « Nous soutenons la réforme et le perfectionnement du système

monétaire international, dont la stabilité et la prévisibilité seront assurées par un système largement représentatif des monnaies de réserve internationales. Nous saluons la discussion qui se mène actuellement sur le rôle des droits de tirage spéciaux (DTS) dans le système monétaire international actuel, y compris l'élargissement du panier des DTS. Nous appelons à accorder une plus grande attention aux risques créés par les circulations transfrontalières massives de capitaux que connaissent aujourd'hui les pays en transition vers l'économie de marché. Nous appelons à poursuivre la réforme de la réglementation financière internationale, à mieux coordonner les politiques et les coopérations dans la régulation et le contrôle financiers, et à contribuer à un développement constant des marchés financiers et des systèmes bancaires globaux », lit-on dans la Déclaration du sommet.

Le sommet a exigé que la stabilité des principales monnaies de réserve internationales soit garantie et que les pays émetteurs des monnaies de réserve appliquent une politique macroéconomique et monétaire responsable.

On a entendu au sommet des propositions concrètes visant à réduire au minimum les risques que les transferts transfrontaliers massifs de capitaux font courir aux « économies émergentes ». Il a été souhaité que le FMI élabore des règles de bonne conduite pour les participants au marché financier international. Ces règles auraient permis de réduire au minimum les « transferts » des conséquences fâcheuses de la conjoncture fluctuante depuis l'un des segments de ce marché vers d'autres pays et régions. Il a été proposé de charger le FMI d'intensifier le contrôle sur les flux transfrontaliers de capitaux.

Le sommet a accordé une grande importance aux moyens de réduire la volatilité des prix des matières premières sur les marchés internationaux.

Les brusques fluctuations de ces prix, observées ces dernières années, causent des problèmes graves tant pour les producteurs que pour les consommateurs. Plus rapidement montent les prix, et plus brutale et inattendue devient ensuite leur chute. Par exemple, entre avril 2008 et avril 2009, le prix du pétrole a baissé de deux tiers ou presque, passant de 110 à 40 dollars le baril, et ensuite, jusqu'au début avril de l'année en cours (2011), a été multiplié par 2,5, pour monter à 100 dollars. En 2010, les prix de l'aluminium, du cuivre et du nickel ont augmenté en moyenne de 38,5 pour cent.

La volatilité est surtout grande sur les marchés internationaux agricoles, cela quand on sait que dans un avenir qui se laisse prévoir, la demande des produits alimentaires augmentera bien plus rapidement que leur offre, à cause du rendement stagnant de la culture. Ce facteur annonce, à lui seul, une tendance à la hausse des prix. Il y a d'autres circonstances encore qui y interviennent, par exemple la réduction des surfaces réservées aux plantes alimentaires, ou la production

végétale employée par certains pays industrialisés pour produire du biocarburant de première génération. Cela a fait qu'en 2010, le maïs est devenu 2,3 fois plus cher sur le marché mondial.

Compte tenu de tous ces facteurs, le sommet de Sanya a avancé les différentes propositions concrètes visant à réduire la volatilité des prix sur les marchés des matières brutes. Concernant les marchés alimentaires, il a été indiqué qu'il fallait intensifier la coopération internationale pour accroître la production de denrées alimentaires, dynamiser la dialogue entre producteurs et consommateurs de produits agricoles sur le marché mondial. Il a été proposé de prendre des mesures pour réglementer le marché des dérivés afin de freiner la spéculation sur les marchés de l'alimentation.

Après le sommet chinois, la presse occidentale a reproché aux BRICS de vouloir « dicter » ses décisions au G20 et de former un lobby en son sein. Cependant, des questions à rebours viennent très à propos : le G7 financier a-t-il cessé d'exister, et a-t-il abandonné ses tentatives de coordonner les positions des principaux pays occidentaux dans les dossiers majeurs de l'agenda du G20 ? Le G20 ne comprend-t-il pas les grands ténors de l'Union européenne, celle-ci n'étant rien d'autre qu'un mécanisme occulte de coordination ? Nous devons souligner, tout spécialement, que lorsqu'il s'agit de former l'agenda du G20, les BRICS se conduisent tout à fait ouvertement, ils veulent coopérer voire élaborer les décisions conjointement avec les autres membres du G20, partout où il y a concordance des intérêts. Cela s'est passé, par exemple, à la veille du sommet de Toronto, quand les BRIC avaient formé une coalition avec le Canada, l'Australie, l'Argentine, l'Indonésie et le Mexique pour s'opposer à la taxe sur les opérations bancaires.

L'Accord-cadre de coopération financière au moyen d'un mécanisme interbancaire BRICS (y participent les banques publiques de développement, dont la *Vnesheconombank* russe), signé en marge du sommet, a marqué une grande avancée vers les conditions plus favorables pour les échanges et les investissements. C'était le premier pas réel vers l'utilisation des monnaies nationales des BRICS dans le but d'élargir leur coopération économique.

Le sommet a mis l'accent sur la coopération non seulement dans le G20 ou au Conseil de sécurité de l'ONU, mais au sein du BRICS lui-même. Maintenant, s'étant agrandi en adoptant en son sein l'Afrique du Sud, le groupe s'engage dans une nouvelle étape de son développement, qui mettra au premier plan une coopération mutuelle plus profonde et plus concrète, qui formera un réseau des liens extérieurs BRICS. Cela dit, la priorité incontestable revient à la coordination entre les BRICS au sein du G20.

Il est essentiel d'organiser une coopération tous azimuts en format BRICS dans les sciences, les techniques et les innovations. Les Cinq disposent d'un

grand potentiel complémentaire, avec leurs capacités scientifiques, leurs acquis technologiques de pointe, une main-d'œuvre qualifiée et de très vastes marchés pour les produits high-tech. Sur la proposition russe, les Cinq ont inscrit dans la Déclaration du sommet leur volonté de coopérer dans les sciences, les techniques et les innovations.

Dès avant le sommet, la Russie avait transmis à ses partenaires une large liste de propositions concrètes de coopération dans ce domaine. Elle couvre de très nombreux secteurs où cette coopération est possible, depuis les constructions aéronautiques jusqu'aux biotechnologies en passant par la microélectronique.

Le plan d'action, adopté au sommet, pose des fondements solides et durables pour la coopération pratique, cela dans les domaines plus vastes encore que précédemment. En supplément aux formes déjà utilisées (sommets, rencontres des hauts représentants pour la sécurité, des ministres des Affaires étrangères, des ministres des Finances et des gouverneurs des banques nationales, des ministres de l'Agriculture, des directeurs des offices de statistiques, des responsables des hautes instances judiciaires), de nouvelles opportunités sont prévues. Il s'agit notamment d'organiser les rencontres des sherpas et des sous-sherpas des BRICS, des ministres de la Santé, un Forum des villes et des régions jumelées des BRICS. La coopération, envisagée dans les sciences, la pharmacologie, les techniques, la culture et le sport, peut s'avérer très fructueuse.

Il convient de louer la présidence énergique et créative de la Chine à la tête des BRICS. Le succès du sommet et l'adoption d'un programme d'action très conséquent sont à bien des égards à attribuer à nos partenaires chinois.

Le sommet à Sanya a montré que la direction à suivre est bien choisie, que le plan d'action est « mis en page », et que le BRICS devient progressivement un facteur de dimension mondiale\*.

**Mots clés :** BRICS, troisième sommet des États BRICS, Déclaration du sommet.

---

\* Les informations sur les activités des BRICS et la participation de la Russie aux travaux de ce forum sont disponibles sur l'internet-site du ministère russe des Affaires étrangères [www.mid.ru/brics.nsf](http://www.mid.ru/brics.nsf).

Youri CHAFRANIK

Pdg de la Compagnie pétrolière  
« SoyouzNefteGaz », président de la fondation  
« Politique internationale et Ressources »

referent@cng.msk.ru



# FÉDÉRATION DE RUSSIE-UNION EUROPÉENNE : EN MARGE DES FORUMS

COMMENT AMÉNAGER LA RUSSIE  
DE TIOUMEN À VLADIVOSTOK

*La* **Vie internationale** : Monsieur Chafranik, intervenant au Forum économique international de Saint-Pétersbourg, le Président Dmitri Medvedev a souligné que « la Fédération de Russie est un très important partenaire de l'Union européenne et que celle-ci est en général un de nos principaux partenaires ». Et le modérateur du business-dialogue Russie-Union européenne Mario Monti a déclaré : « Le Partenariat stratégique Russie-Union européenne devient de plus en plus complexe. On voit s'élever le niveau d'interdépendance de nos économies ». Êtes-vous d'accord avec ces appréciations ?

**Youri Chafranik** : Sans aucun doute. Le développement de notre coopération est évident. Considérez l'activité en Russie de la compagnie pétrolière française *Total* (quatrième au monde pour le volume d'extraction), la bonne volonté des Français de fournir à notre marine de guerre les hélicoptères *Mistral*, notre coopération active avec les Européens dans le business pharmaceutique, et bien d'autres. Les projets communs se multiplient. Mais à en juger non pas d'après le nombre des transactions, mais selon les possibilités en matière de partenariat et compte tenu des besoins urgents — en particulierité pour la Russie — de projets d'infrastructure de taille, leur quantité est plus qu'insuffisante. Et les progrès dans ce domaine sont loin d'être spectaculaires.

**La Vie Internationale :** Et où est le hic ?

**You. Chafranik :** Il y a à cela plusieurs raisons. Sans prétendre à les examiner toutes dans leur totalité ni à leur donner une caractéristique impeccable, je vais envisager ce qui me semble le plus important pour comprendre la situation actuelle.

La première erreur — et elle fut majeure — a été commise en 1986, quand Mikhaïl Gorbatchev a déclaré dans son intervention au Parlement britannique : « L'Europe est notre maison commune ». Cette erreur pèse sur nous jusqu'à maintenant psychologiquement, politiquement et même conceptuellement, car le fondement d'un continent uni n'existe pas toujours. L'Union européenne et la Russie contemporaine sont les maisons fort différentes. Et nul ne laisse et ne laissera aucun étranger entrer comme ça dans sa maison. Pourtant, nous essayons constamment de convaincre les Européens (et nous-mêmes) que les Russes leur sont tout à fait indispensables dans leur maison commune.

Ce qui est vraiment indispensable, c'est de se concentrer enfin sur les problèmes de notre maison à nous, sur ce qui paraissait le plus important à Alexandre Soljenitsine — comment nous devons aménager, valoriser la Russie, notre société, notre économie. On comprend que les voisins fréquentent volontiers et — comme de règle non les mains vides — une maison accueillante, hospitalière. Donc, valorisons-nous nous-mêmes, et il n'y aura plus de problèmes des investissements, de l'afflux de cadres hautement qualifiés (et nos maisons pourront vivre en amitié et, probablement, réaliser des projets communs.). Or, pour l'instant nous observons une fuite continue du capital intellectuel et financier hors notre pays.

Deuxième erreur. Nous nous efforçons — on ne sait trop pourquoi — d'expliquer aux Européens les avantages exceptionnels à tirer de la coopération avec nous, tout en leur reprochant l'adoption de décisions désavantageuses pour nous, notamment en ce qui concerne « le troisième paquet énergétique » de l'Union européenne.

**La Vie Internationale :** Mais le paquet peut effectivement être « nuisible » pour nous.

**You. Chafranik :** L'essentiel n'est pas là. Les Européens suivent la voie qui est la leur et où, on peut le dire, chaque pas est discuté en détail et approuvé par la majorité. Il peut nous plaire ou non, mais nous devons le considérer comme une donne. Et nous devons non pas critiquer leurs décisions, mais les prendre en compte pour en tirer, si possible, des avantages pour nous.

**La Vie Internationale :** toujours est-il qu'après le forum ont vu le jour plusieurs publications semblant nous ouvrir la porte de la maison européenne. Comme quoi chaque rencontre contribue à renforcer la compréhension mutuelle. N'est-ce pas vrai ?

**You. Chafranik :** Peut-être, quelque chose se renforce précisément aux forums, dans les discours des partenaires, mais ce sont les trends et les vecteurs,

notamment ceux qui ont une consécration législative, qui déterminent l'économie et la politique. L'Union européenne se guide sur les documents qui, dans la vision de ses hommes politiques, rendent la concurrence plus dure, frappent sur le monopolisme des fournisseurs de ressources énergétiques.

**La Vie Internationale :** Mais il n'y a pas de fumée sans feu...

**You. Chafranik :** Je pense que les Européens ont exagéré dans leur effort en vue de faire de l'Union européenne un oasis socio-économique. Voilà pourquoi une stratégie immature pour développer l'Europe unie a fait place à un jeu tactique visant à créer pour soi-même des conditions d'existence idéales — antimonopolistes, intégralistes, énergétiques et en matière d'économie de l'énergie... Mais c'est une tactique d'hier (elle était, peut être, bonne pour eux au début du processus d'intégration). Il en résulte que l'appréhension philosophico-conceptuelle des voies et des instruments de développement de l'Union européenne retarde chez beaucoup sur les impératifs des réalités historiques. En particulier, sur la nécessité de comprendre que le plus grand avantage pour l'Union européenne et la Fédération de Russie est d'assurer à leurs producteurs la possibilité de déboucher directement, sans intermédiaire, sur les consommateurs. La variante économiquement optimale c'est quand le producteur de pétrole « atteint » la pompe à essence et le producteur de gaz — les centrales électriques thermales ou les usines du consommateur.

C'est la variante de coopération la plus avantageuse pour les deux parties. Or, elle n'arrange pas nos voisins qui s'intimident eux-mêmes par le monopolisme. C'est pourquoi il convient de « suspendre » ce sujet dans des discussions avec nos partenaires... C'est à nous donc de bâtir notre maison à nous, en nous appliquant à la rendre la plus moderne et la plus attrayante, d'observer les succès de nos voisins, en les invitant à créer ensemble quelque chose d'utile. Et puis après, ça ira comme ça ira : si on s'entend — c'est bien, si non, alors, c'est non. Mais je tiens à souligner qu'il ne faut pas affaiblir les efforts vers ce but. Il n'y a là aucune alternative.

**La Vie Internationale :** Qu'aviez-vous en vue en parlant de la nécessité des projets de taille ?

**You. Chafranik :** En parlant de l'énergie, j'avais en vue les projets genre *Nord Stream* et *South Stream*. Je soutiens leur création, mais je ne peux m'empêcher de penser tout le temps que nous avons un retard de quinze ans dans la création de tout ce qui est lié à la production du gaz liquifié. Or, ce produit précisément va dominer au futur marché des hydrocarbures, puisque l'Association des producteurs de gaz peut facilement le transporter partout, au gré du consommateur — en Europe, en Asie ou au pôle Sud. Certes, pour résoudre le problème il faudra beaucoup d'argent, mais en revanche le producteur aura les mains ou plutôt les pipelines libres.

**La Vie Internationale :** Est-ce que ceux-ci lient fortement le producteur ?

**You. Chafranik :** Et comment ! Dès que tu installes un nouveau pipeline, et cela sans la participation des Européens, mais avec ton propre argent chéri, tu renforces ta dépendance du consommateur. Tu investis des dizaines de milliards pour te lier encore davantage.

**La Vie Internationale :** Comment expliquer l'entêtement des partenaires européens ? Est-il possible que ce soit le désir de freiner notre progression, de nous nuire, pour ainsi dire ?

**You. Chafranik :** Il y en a peut-être ceux qui nous nuisent tout bonnement. Mais le lièvre ne gît pas là. Le système de direction à l'Union européenne veut que tout son « verdict » économique soit prononcé par la majorité des 27 pays votant. Et cette majorité ne dispose pas de base industrielle et technologique aussi puissante que celle de l'Allemagne, de la France et de l'Italie. Ils n'ont pas d'industrie de pétrole, de gaz et de pétrochimie moderne et, par voie de conséquence, ils n'ont pas d'intérêt à la création et au développement de cette production en Russie. C'est bien pourquoi ils « freinent ».

Et puis, comme je l'ai déjà dit, il y a lieu auto-intimidation par le monopolisme des compagnies russes. Il est difficile d'expliquer autrement, par exemple, le rejet du projet d'investissement *Severstal* susceptible de donner à l'Europe des milliers d'emplois. Je le note non pour dire que je défendais tellement ce projet (à mon avis, on aurait fait mieux de l'adresser à la partie Est de la Russie). Je constate simplement que ce projet fut sabordé dans l'Union européenne. Et récemment la Commission européenne a refusé au *Gazprom* l'achat de la bourse gazière. Les fonctionnaires de l'Union européenne ont estimé que cette transaction pouvait permettre au *Gazprom* d'« asservir le marché européen de gaz », encore que la liquidité des transactions à cette bourse dépende directement des livraisons du gaz russe. Et il y a des dizaines d'exemples pareils

**La Vie Internationale :** Mais tout cela est absolument naturel pour le milieu concurrentiel.

**You. Chafranik :** Absolument contre-naturel ! Peut-on parler en général de quelque concurrence que ce soit, si on vous ferme le marché ? En outre on ne saurait considérer la concurrence comme un marais stagnant. Elle est nécessairement influencée par la dynamique du développement mondial. Certes, on peut ne pas apercevoir ou ignorer cette dynamique, mais alors, tôt ou tard — on perdra. Je pense que déjà depuis une quinzaine d'années les Européens retardent dans l'appréhension du caractère de la concurrence globale. Il est peu probable qu'en agissant dans le style de la « compétition traditionnelle », ils réfléchissent à ce que notre économie, pour une large part, en viendra inévitablement à évoluer vers cette, on peut dire, fabrique mondiale qu'est la Chine.

Imaginez que demain vous gagnez sur le gaz en Europe, mais achetez tout l'équipement en Chine exclusivement, parce que c'est plus avantageux. Avant nous achetions le matériel de forage en Allemagne et en Italie et les tuyaux en Allemagne et en Autriche. Et à présent où achetons-nous pour l'essentiel l'un et l'autre ? Oui, vous avez raison, parce que les Chinois ne cessent de hausser la qualité de leurs produits, et non leurs prix. C'est aujourd'hui, et demain...

**La Vie Internationale :** Et demain donc l'Europe se trouvera dans les arrières de l'histoire de la concurrence mondiale ?

**You. Chafranik :** Il ne faut pas dramatiser l'avenir de l'Europe, mais il y a là pour elle un certain défi. Ce n'est pas un secret que la fermeture de plusieurs entreprises européennes soit liée à l'expansion de la production chinoise. En outre, l'épopée intégrationniste apporte au Vieux Monde nombre de problèmes spécifiques. Prenez la Grèce. Pour sauver son économie les pays les plus évolués de l'Union européenne sont obligés de sacrifier leur propre « confort économique ». Il est vrai, d'autre part, que la même Allemagne, en donnant des crédits, stimule sa production.

**La Vie Internationale :** Comment c'est ?

**You. Chafranik :** C'est très simple. La Grèce, qu'achètera-t-elle à l'Allemagne, alors qu'elle ne possède pas de moyens suffisants pour cela selon les critères européens ? Par contre, les critères chinois, vu les circonstances gênantes, peuvent parfaitement lui convenir. C'est là que tous devraient comprendre qui est le vrai concurrent pour l'Union européenne. La Russie, par définition, ne doit être un vrai concurrent ni pour l'Europe unie, ni pour la Chine : nous sommes les vendeurs de ressources énergétiques, et eux les acheteurs.

**La Vie Internationale :** Mais nous avons eu des « guerres de gaz » avec l'Europe. Il nous faudrait probablement être plus actifs sur le marché chinois ?

**You. Chafranik :** Cela s'est fait comme ça, et pas autrement. Cependant l'Europe est un bon acheteur qui offre de bons prix. On ne lâche pas une telle cliente.

**La Vie Internationale :** Et quel acheteur est la Chine, alors que jusqu'à présent nous ne pouvons pas nous entendre avec elle ?

**You. Chafranik :** Elle aussi est un bon acheteur. Mais nous devons nous rendre compte également qu'il y a marchés et marchés, surtout ceux de gaz. Par exemple, aux États-Unis mille mètres cube de gaz coûtent actuellement 163 dollars et en Europe 360. La Chine demande un prix plus bas que l'Europe et effectivement le prix doit être plus bas.

**La Vie Internationale :** De combien ?

**You. Chafranik :** De manière à arranger les deux parties. Il importe pour nous d'apparaître au marché énergétique chinois. Il faut donc s'entendre sur la formule

du prix, en tenant pour acquis qu'il s'agit d'une tout autre région, de paramètres financiers différents, d'une autre balance combustible-énergie d'un pays immense. Et sa balance est suffisamment souple : les Chinois travaillent efficacement avec le charbon, maîtrisent l'énergie solaire, des sources renouvelables. De plus, la Chine peut maintenant recevoir du gaz de la Russie et du Turkménistan, et demain, si s'ouvre l'Iran, — de ses immenses gisements. Et l'Australie non plus n'est pas mal lotie du côté gaz. Reste à ajouter les livraisons de gaz liquifié de n'importe quel producteur...

C'est précisément en tant que producteurs que nous devons donc construire nos rapports particuliers avec chaque consommateur. Voilà pourquoi, « revenant à nos moutons », je souligne : une percée sérieuse dans le partenariat stratégique Union européenne-Russie est nécessaire tant pour nous que pour l'Europe unie.

**La Vie Internationale :** Et nous-même, sommes-nous prêts à une telle percée ?

**You. Chafranik :** Probablement pas tout à fait. Les appels à la coopération ne suffisent pas. Les projets communs ne peuvent vivre que s'ils sont avantageux pour les deux parties et s'il y a une liste concrète de ces projets. À noter que nous sommes loin de la perfection — et c'est un euphémisme — sur le plan investionnel et lobbyiste. Néanmoins, j'estime que nous devons proposer à l'Europe, à ses leaders industriels — Allemagne, France, Italie — un certain nombre de projets sérieux, concernant avant tout le traitement profond pétrole-gaz, ainsi que l'aéronautique, la pharmacologie. Par la suite on pourrait déterminer ensemble comment nous allons créer les ouvrages retenus en fonction des intérêts mutuels.

En mentionnant l'industrie de pétrole, de gaz et de pétrochimie, j'entends, bien, sûr, le territoire riche en matières premières qui n'est pas encore mis en valeur et qui s'étend de Tioumen à Vladivostok. Là doivent surgir des entreprises d'un niveau technologique extrêmement élevé, au moins cinq centres de production moderne.

**La Vie Internationale :** Et comment pourrions-nous y attirer des partenaires ?

**You. Chafranik :** Nous devons obligatoirement présenter un répertoire d'ouvrages et clusters, si vous voulez, attrayants pour participer à leur mise en place, à l'accumulation de ressources et d'argent, à l'intégration du marché. Et certainement nous devons créer toutes les conditions nécessaires garanties par l'État. Là, le plus important, ce ne sont pas les conditions générales. La Russie est immense et dans sa partie européenne on peut vivre déjà presque selon les standards européens. Mais prenez le territoire de Krasnoïarsk ou la Yakoutie où la valorisation du travail et du quotidien n'a pas encore commencé, on peut le dire. Il est indubitable que pour y mettre rapidement en place des clusters de production, on doit assurer leur ravitaillement en gaz et électricité bon marché (nombre de

pays créent sur leur territoire des conditions différenciées pour attirer dûment des investisseurs).

Je le répète : les conditions non pas de caractère général (le gouvernement a fait pas mal de choses dans le domaine macro-économique), mais en fonction du contenu des projets. Peut-être — et c'est le plus probable — la promotion de chaque projet imposera l'adoption par le parlement d'un acte législatif... À propos, on pourrait peut-être oublier pour un temps l'adhésion à l'OMC, car il importe de se concentrer d'urgence précisément sur les projets, sur la mise en place d'entreprises efficaces avec des conditions particulières d'obtention de profit — on pourrait les appeler contrats de partage de production ou concessions, comme on veut.

Je veux rappeler que si les projets de Sakhaline (avec participation de partenaires étrangers) n'étaient pas élaborés sur des conditions spéciales, au lieu de leur mise en œuvre actuellement en cours on assisterait jusqu'à présent à une discussion du genre de celle qui se poursuit sur le gisement Shtokman, encore que dans la mer d'Okhotsk la situation soit plus complexe tant en ce qui concerne les glaces que la dynamique des courants. Ce n'est pas que nous ne puissions vivre — admettons — sans les ressources de Sakhaline, mais quelle serait l'attitude de ses habitants envers nous ? Par ailleurs, il y a déjà des apports supplémentaires au budget.

Il est aussi très important, c'est qu'avec la mise en marche du mécanisme d'un partenariat mutuellement avantageux les sommets intergouvernementaux (et même le forum de Saint-Petersbourg) se rempliront d'un contenu tout à fait concret, à savoir on y travaillera à préciser ce qui est encore nécessaire pour mener à bien tel ou tel projet : mobiliser les finances, résoudre tel problème d'organisation ou de cadres, etc. Ceci étant, je tiens encore à souligner qu'il s'agit non seulement de la business-stratégie des compagnies, mais aussi de la politique de l'État.

**La Vie Internationale** : Encore la régulation étatique ?

**You. Chafranik** : Elle existe dans telle ou telle mesure partout, dès qu'il s'agit de projets d'une grande importance économique et sociale. Je tiens à signaler que les oléoducs *Sibérie orientale-océan Pacifique* et *Nord Stream* vivent grâce à ce que la question de leur existence a été posée et supervisée jusqu'au bout par le gouvernement. Voilà pourquoi, je pense, le *South Stream* vivra également. Pour l'instant, je laisse de côté l'effet économique attendu de tels projets. Leur grand résultat est que l'argent va déjà dans des affaires utiles et que cela crée beaucoup d'emplois.

Ce qui est mauvais, il est vrai, c'est que côté revenus nous serons dépassés de loin par nos partenaires-consommateurs. Cette situation ne pourra être redressée que si la Russie parvient à promouvoir le secteur services produits pétrole-

gaz. Alors et le matériel nous coûtera moins cher, et les innovations dans le développement du pays seront réelles, et le nombre d'emplois ira augmentant. En attendant, les appareils, instruments et technologies, tout est acheté à l'étranger.

**La Vie Internationale :** Mais qui voudra promouvoir chez nous ce secteur services, lorsqu'il est tellement avantageux de vendre les produits ?

**You. Chafranik :** Nombre de gens le voudront. Il ne faudra faire aucune propagande. Ce qu'il faut ce sont des règles de jeu précises, des conditions d'activité claires. Il faut dire de façon intelligible à nos partenaires que celui qui vient à notre marché de services aura tant d'intérêts et que le reste sera obligatoirement production russe. Probablement, à la première étape il faudra donner des préférences à nos partenaires. Dans ce cas, il faudra le faire immédiatement. Il vaut mieux apporter des amendements après, comme on l'a fait au cours de la réalisation des projets en vertu du Contrat de partage de production. Il y avait là des prétentions réciproques, mais on s'est débrouillé et les projets vivent et notre participation dans ce cas est essentielle.

Je souligne encore une fois qu'il est de notre devoir de créer toutes les conditions pour attirer investissements et technologies à l'aménagement de l'aile orientale de notre maison.

**La Vie Internationale :** Mais, quand même, *L'Europe — notre maison commune* est un bon rêve.

**You. Chafranik :** Je ne dis pas qu'il soit mauvais. Le grand homme politique Charles de Gaulle rêvait à la création d'une « Europe de l'Atlantique à l'Oural ». Le rêve peut aller même jusqu'au Pacifique. On doit rêver, c'est même nécessaire. Cependant en économie et en politique il est plus important de se poser des buts concrets, de faire des pas créatifs concrets. Dans notre cas il doit être question de projets d'infrastructure grandioses sur le territoire de Tioumen à Vladivostok.

**Mots clés :** troisième paquet énergétique de l'Union européenne, Maison européenne, *Nord Stream*, *South Stream*, projets de Sakhaline, *l'Europe notre maison commune*.

Gareguin TOSSOUNIAN  
Président de l'Association des banques russes



## LA RUSSIE EST, EN PRINCIPE, ATTRACTIVE POUR LES INVESTISSEMENTS, MAIS LE CAPITAL SE COMPORTE PARFOIS COMME UNE DAME NERVEUSE

*La Vie Internationale* : Monsieur Tossounian, permettez-nous de commencer notre conversation par une question peu originale qui continue à inquiéter bien des gens : la crise financière mondiale, est-elle déjà terminée ?

**Gareguin Tossounian** : En effet, les trois dernières années nous ne faisons que parler de la crise financière mondiale. C'est un peu comme l'habitude des Anglais de parler du temps qu'il fait. J'ai déjà exprimé plusieurs fois mon point de vue là-dessus : ce que nous avons eu dans notre pays diffère radicalement de ce qui s'est passé dans le reste du monde. Nous avons assisté à une crise de sous-production financière de services financiers. Maintenant cette vague a commencé à s'éteindre. Les résultats de 2010 ont affiché une dynamique positive.

En même temps, vu notre forte dépendance du pétrole et du gaz, cela ne doit pas nous rassurer. Il ne faut pas rester inactif en attendant la deuxième ou la troisième vague de la crise. Il faut travailler. La situation est aujourd'hui plus ou moins stabilisée tant sur le plan international que sur le marché russe. Il est clair cependant que des problèmes assez sérieux subsistent.

---

Cet entretien est publié dans le cadre du projet de la radio *Golos Rossii* (« La Voix de la Russie ») « Vis-à-vis du monde ».

[www.vizavi.ru](http://www.vizavi.ru)

**La Vie Internationale :** Nous voudrions savoir quelles sont les pertes dans la communauté bancaire ? Combien de banques ont perdu leurs licences, ont fait faillite ?

**G. Tossounian :** Le chiffre reste assez stable durant non seulement les trois années de la crise mais toutes les années précédentes. On a même l'impression qu'il s'agisse d'un chiffre limite fixé. De 30 à 40 banques perdent annuellement leurs licences. En principe, c'est un processus normal, une sorte de tare naturelle, et il ne faut pas oublier que de nouvelles banques apparaissent aussi. Donc, il ne s'agit pas uniquement du retrait des licences, mais des fusions et des absorptions.

Autre chose est la tentative d'évaluer la quantité des banques et d'établir les limites de la réduction de leur nombre. Je suis catégoriquement contre une telle approche. Le marché détermine lui-même les besoins en services financiers, il doit également déterminer le nombre des participants.

Nous avons proposé de structurer la notion de « banque ». Une banque régionale (qui travaille sur un territoire déterminé) représente une échelle et un niveau des risques. Autre chose, quand elle fonctionne au niveau fédéral. Troisième chose, quand elle est au niveau transnational. On peut avoir alors des régimes de régulation différents. C'est peut-être son appellation qui devrait refléter dans ce cas-là l'importance de la banque.

**La Vie Internationale :** À votre avis, les banques, ont-elles gagné en d'immunité à la sortie de la crise ? Sont-elles devenues plus professionnelles ? Quelle expérience ont-elles acquise ? Qu'est-ce que vous pouvez en dire ?

**G. Tossounian :** Elles deviennent plus adultes, ça va sans dire. Mais quand on vit des stress, on ne fait pas que grandir, on commence à se montrer excessivement prudent ce qui empêche parfois d'avancer. Le niveau d'autocontrôle des risques, le niveau élevé d'exigences envers les demandeurs de crédit influent déjà dans certaine mesure sur la stabilisation, surtout du point de vue de la stagnation, quand la banque ne risque pas d'octroyer des prêts et l'emprunteur ne prend pas de risque lui non plus. Mais il y a là également un moment positif. Le grandissement a eu lieu, sans aucun doute, celui des emprunteurs aussi.

**La Vie Internationale :** Monsieur Tossounian, qu'est-ce qui se passe sur le marché financier mondial ? Quel est le sort du dollar ?

**G. Tossounian :** Il est évident qu'on est en train de renoncer à la monnaie. L'idée même de créer l'euro, à la fin des années 1960, signifiait déjà le rejet du monopole imposé par le dollar. On peut le voir même sur l'exemple de notre segment du marché. Nos réserves sont bimonétaires composées à moitié d'euros et de dollars, ce qui n'était pas le cas non seulement il y a dix ans, mais il y a sept ans quand les proportions étaient de toute évidence favorables au dollar. Je répons en bref que nous assistons à une diversification monétaire évidente.

**La Vie Internationale :** Quelle est votre attitude envers les propositions de transférer les paiements de nos livraisons énergétiques en dollars à d'autres monnaies ?

**G. Tossounian :** Je trouve cela très raisonnable parce que la situation n'est pas logique : nous sommes fournisseurs principaux de produits énergétiques dans certains pays, tandis que les paiements se font en troisième monnaie, nous perdons aux commissions et aux fluctuations du taux de change.

**La Vie Internationale :** Cela veut dire qu'il faut vendre en roubles ?

**G. Tossounian :** Oui, plusieurs pays y sont prêts et le proposent eux-mêmes. Cette pratique existe déjà.

**La Vie Internationale :** Monsieur Tossounian, parlez-nous, s'il vous plaît, de l'Association des banques russes.

**G. Tossounian :** C'est l'association à but non lucratif qui se pose pour objectif, d'une part, la consolidation de la communauté bancaire et, d'autre part, ses intérêts intégrés et leur lobbying auprès des pouvoirs financiers. La construction de l'infrastructure, du système du marché financier et de son infrastructure, sa présentation aux larges cercles de consommateurs. Au début des années 1990, quand notre association se créait seulement, c'était tout nouveau pour la Russie. Notre Association aura vingt ans cette année. Il y a des questions systémiques qu'il faut résoudre par des méthodes publiques et par le biais des institutions publiques et civiques, ce qui est mieux et plus efficace. Et, durant ces vingt ans, l'Association des banques russes se montre une telle institution. Bien des gens y trouvent leur intérêt, non seulement les acteurs locaux du marché.

**La Vie Internationale :** Une des missions de l'Association est le travail avec les pouvoirs dans l'intérêt de la communauté bancaire. Comment se réalisent ces contacts ? Pouvez-vous insister, dans l'intérêt de l'Association, sur l'utilité de certaines lois ?

**G. Tossounian :** Je comprends certain scepticisme du public, mais je dirai quand même ce que j'en pense. Nous essayons de faire du lobbying de plusieurs lois qui concernent le développement du marché financier non seulement dans l'intérêt des banques. Chacun de nous est également un consommateur ordinaire au marché des services financiers, un simple citoyen du pays, aussi pathétique que cela ne sonne. Aujourd'hui je ne travaille plus dans une banque, bien que j'aie dirigé l'une d'elles dans les années 1990, mais je comprends ce que sont les intérêts de la société. Et c'est dans ces intérêts qu'il faut établir un tel système juridique qui défendrait à la fois les intérêts du système bancaire et des consommateurs.

On ne doit pas croire que l'Association des banques russes agit uniquement dans les intérêts des banques (et on suppose d'habitude que cela se fasse en lésant ceux des autres). Nous sommes intéressés au développement du marché. Les banques

sont intéressées elles-mêmes à ce que les consommateurs grandissent comme clients de demain. Il existe plusieurs exceptions, contradictions, collisions, comme dans toutes les relations sociales. Mais l'Association des banques russes essaie toujours de choisir l'orientation qui répondrait aux intérêts du système et non aux intérêts étroits.

Nous participons à plusieurs projets de loi. Pratiquement pas un seul projet de loi qui concerne le marché financier n'est examiné sans notre expertise ou sans notre participation. Mais nous ne réussissons pas à les réaliser tous.

**La Vie Internationale :** Comment est résolu le problème de la « transparence » des banques dans le domaine des initiatives législatives ?

**G. Tossounian :** Je voudrais citer quelques exemples des changements cardinaux qui se sont opérés ces dernières années. Autrefois la banque pouvait annoncer un taux d'intérêt présumé bas qui ne répondait pas à la réalité. Aujourd'hui, grâce aux exigences de la Banque centrale, de la société et des législateurs, vous avez, en signant un contrat de crédit, un supplément obligatoire où sont indiqués la périodicité des échéances et le taux effectif global. La « transparence » est liée au fait que les banques, à l'opposé d'autres organismes, présentent leurs rapports quotidiens à la Banque centrale et sont obligées de publier leurs balances. Quand vous venez dans une banque, vous pouvez demander de vous informer de tous ses résultats financiers. C'est autre chose, que vous pouvez parfois vous heurter à un refus grossier ou à la non-exécution de votre demande, mais c'est déjà notre réalité postsoviétique.

Nous sommes des structures « transparentes » selon la législation, à la différence de beaucoup d'autres qui travaillent sur le marché financier sans licence bancaire. Il y a des avancées sérieuses dans ce sens, sans parler du fait que nous avons institué nous-mêmes ce que nous appelons « histoires de crédit » qui sont « transparentes » pour les emprunteurs.

**La Vie Internationale :** Et quant au secret bancaire aujourd'hui ?

**G. Tossounian :** Il existe une loi concernant les données personnelles et la banque n'a pas le droit de divulguer les informations sur un individu. Tout ce qui concerne ses indices intégraux ne lèse aucunement vos intérêts personnels. Surgissent parfois des contradictions liées au désir de la justice de savoir tout et tous. Il y a la loi qui défend les données personnelles et le secret bancaire. Néanmoins, il y a des cas différents.

Malheureusement, dans la pratique judiciaire réelle nous ne correspondons pas toujours aux normes internationales.

**La Vie Internationale :** Assez souvent on parle aux échelons les plus hauts de la nécessité d'assurer à notre État l'attractivité d'investissement maximale. Les capitaux continuent cependant à refluer de notre pays. Qu'est-ce qu'on peut faire ?

**G. Tossounian :** Nous avons eu un reflux de capitaux très important dans les années 1990 et au début des années 2000, suivi ensuite d'un afflux très actif. Avant 1998, au contraire, il y a eu un afflux de capitaux spéculatifs après l'introduction des obligations d'État à court terme à très haut rendement. Tout dépend des intérêts à court terme des investisseurs quand il s'agit du marché spéculatif. S'il s'agit des reflux et afflux sérieux à long terme, tout dépend du climat d'investissement. D'habitude, si l'on croit aux perspectives du pays et on comprend sa politique, le capital y revient. Si c'est un climat d'incertitude qui règne, le capital se retire pour certain temps et s'immobilise dans l'attente.

En principe, notre pays est attractif pour les investisseurs. Mais quand il s'agit de périodes courtes, le capital se comporte un peu comme une dame nerveuse. Il peut partir pour certain temps, surtout après l'augmentation de l'impôt sur les sociétés. Certes, cela devient tout de suite peu rentable, beaucoup d'hommes d'affaires ont emmené leurs business du pays afin d'éviter cette imposition excessive parce que nous ne sommes pas encore habitués à travailler « ouvertement ». Nous n'y sommes pas encore suffisamment adaptés. Et le départ à l'étranger et le travail « clandestin », « non déclaré » sont à peu près des choses liées. C'est pourquoi on peut supposer qu'une politique mal réfléchie entraîne également le reflux de capitaux. C'est comme des ondulations.

**La Vie Internationale :** Qu'est-ce qu'il faut faire des zones offshores ? Il faudrait peut-être s'y prendre, les rendre transparentes ou bien les supprimer en général ?

**G. Tossounian :** À dire franchement, je proposerais de faire des zones offshores à la base de quelques pays postsoviétiques. Il faut attirer des capitaux, ne pas les effrayer. Mais d'abord il faudrait supprimer les zones offshores dans les pays qui, grâce à elles, ont déjà atteint un niveau de développement et une pénétration financière suffisants. Et maintenant il faudrait qu'elles deviennent compréhensibles, « transparentes » et qu'elles fassent moins de concurrence à ceux qui ont plus grand besoin de développer le marché financier.

Bien sûr, il vaudrait mieux que les offshores n'existent pas en général. Mais ce n'est pas possible, au moins maintenant. Certains éléments des offshores attirent les capitaux. Et ensuite, quand le capital s'est implanté, s'est développé (« ouvertement », bien sûr, je ne parle pas du capital « noir »), quand il a créé une infrastructure, pas seulement financière mais celle de transport, routière, c'est-à-dire quand il injecte dans tous les pores nécessaires de l'organisme économique, alors seulement on commence à élever, graduellement et judicieusement, les barrières des exigences. C'est pourquoi les tendances occidentales de la lutte contre les offshores c'est une chose, tandis que les nôtres, à mon avis, c'est un peu autre chose. C'est avant tout aux petits pays postsoviétiques que je proposerais de suivre cette voie.

***La Vie Internationale*** : Qu'est-ce qu'il faut faire, à votre avis, pour attirer en Russie les investissements de l'étranger ?

**G. Tossounian** : Il faut une politique fiscale adéquate, le système judiciaire et la stabilité appropriés. Si le système judiciaire ne fonctionne pas normalement défendant les intérêts des investisseurs et des propriétaires, — pas seulement des grands et des monopoleurs — le climat d'investissement ne sera pas attractif pour les investisseurs.

**Mots clés** : crise de la sous-production financière de services financiers, renoncement à la mono-monnaie, diversification monétaire, Association des banques russes, attractivité d'investissement.

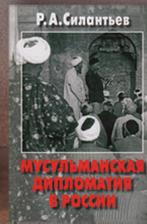
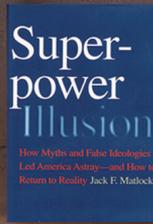
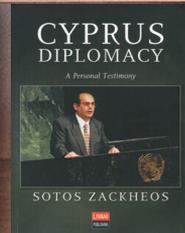
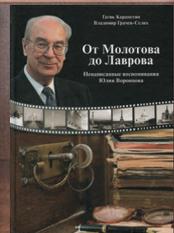
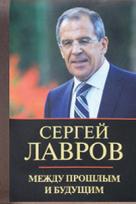
Международная



ЖИЗНЬ

La Vie Internationale

# BIBLIOTHÈQUE



Boris PYADYCHEV

Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire,  
diplomate émérite de Russie, docteur d'État en  
histoire

pyadysheva@gmail.ru



## SOMMETS ALPINS DE L'AMBASSADEUR STEPANOV

Grâce aux talents et à l'énergie de notre collègue, ambassadeur en Suisse Andreï Ivanovitch Stepanov, sont parus plusieurs livres sortis de sa plume, qui forment tout un panorama politico-littéraire de liens multiples des deux États — la Russie et la Suisse. Ajoutons-y ses nombreux articles bien étoffés sur la thématique suisse publiés dans notre revue *La Vie Internationale*, et nous aurons une riche bibliothèque sur les questions des relations entre l'immense Union soviétique/Fédération de Russie et la Suisse, petit pays alpin dont le rôle en politique mondiale est évident.

Récemment est parue sa nouvelle monographie : A. I. Stepanov, *Bernski dnevnik posla Rossii. 1992-1999 gody*, Moskva, 2011, 736 s. [A. I. Stepanov, *Journal bernois d'un ambassadeur de Russie. 1992-1999*, Moscou, 2011, 736 p.]

Nous espérons que ce n'est pas encore le couronnement de l'activité créative d'Andreï Ivanovitch, mais un haut et beau sommet auquel touchent d'autres cimes des écrits de Stepanov. Tous les auteurs ne sont pas à même de conquérir les hauteurs pareilles, mais Andreï Ivanovitch possède ce potentiel créatif et il en use avec succès.

Le « Journal bernois... » est vraiment une réussite. Les souvenirs de Stepanov se situent au même rang que les mémoires classiques de Anatole Dobrynine, Georgiy Kornienko, Youli Kvetsinski, Alexandre Bessmertnykh et autres diplomates russes et soviétiques.

Dans le flux de mémoires qui déferle de nos jours sur les rayons de livres un lecteur averti préfère celles fondées sur les archives et les documents, qui soulèvent et analysent des questions encore non étudiées dans l'optique des

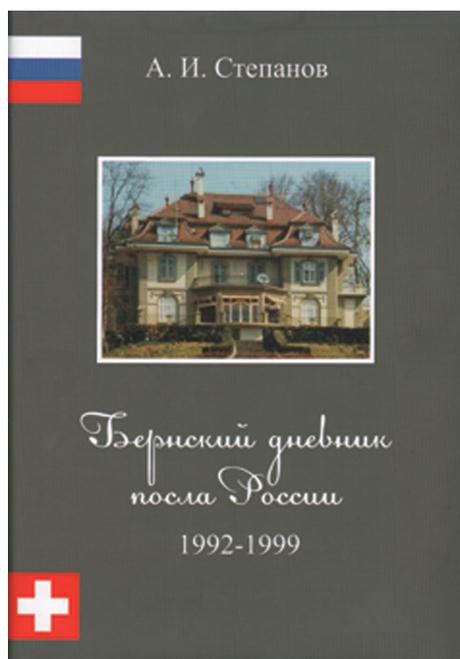
tâches pratiques et qui sont bien écrites et ont un beau design. Le livre d'Andreï Stepanov en fait partie.

Le « Journal bernois... » achève une trilogie consacrée à l'histoire des relations de notre État avec la Confédération helvétique et la principauté de Liechtenstein\*.

Ici l'auteur s'essaie dans le genre — pour lui nouveau — problématique-chronologique : il révèle l'activité et la vie de l'ambassade jour après jour, mois après mois, an par an. Ce genre permet non seulement de sentir les battements du pouls du collectif, il impose aussi à l'auteur de faire part de ce qu'il a sur le cœur, de ses difficultés et préoccupations.

À l'aide de nombreux documents et pièces d'archives l'auteur montre le travail quotidien minutieux de l'instrument de politique extérieure qu'il dirige et de l'appareil diplomatique central en vue de développer le dialogue bilatéral. Le livre est intéressant par les jugements et les observations de l'auteur, son analyse attentive, parfois critique des événements et de leurs participants, lui-même compris, son autre attrait étant la vivacité du langage.

\* A.I. Stepanov, *Neznakomyi Liechtenstein glazami pervogo rossiïskogo posla*, Moskva, 2002. [A.I. Stepanov, *Liechtenstein inconnu vu par le premier ambassadeur russe*, Moscou, 2002.] ; A.I. Stepanov, *Rousskié i chveïtsartsy. Zapiski diplomata*, Moskva, 2006. [A.I. Stepanov, *Russes et Suisses. Notes d'un diplomate*, Moscou, 2006.]



Dans son préface au « Journal bernois... » le ministre des Affaires étrangères de la Fédération de Russie Sergueï Lavrov fait remarquer que « le livre décrit la période où, après des dizaines d'années de méfiance et de distanciation des temps de la guerre froide, on posait le fondement de rapports qualitativement nouveaux entre la Russie et la Suisse, petit État fort important dans le contexte européen. C'est alors précisément que les efforts mutuels des deux pays avaient impulsé le démarrage des processus positifs qui ont amené les relations russo-suisse au niveau actuel de partenariat mûr. Les perspectives prometteuses de la coopération tous azimuts entre nos pays ont été confirmées de façon convaincante par la visite d'État en Suisse — première dans l'histoire —

du Président de la Fédération de Russie Dmitri Medvedev » (pp. 5-6).

Je ne me tromperai pas, si je dis que le diplomate et chercheur Stepanov fut là en bonne place et au bon moment. Ses connaissances, son expérience et son énergie ont contribué à métamorphoser nos rapports, à établir et développer notre partenariat amical. L'auteur fut non seulement un témoin des changements radicaux dans nos relations à cette époque, mais encore un participant direct et actif à ces événements.

Dans son nouveau livre l'ambassadeur Andreï Stepanov expose sa vision d'une conception ou bien, si vous voulez, d'une philosophie contemporaine du travail des représentations russes à l'étranger, il analyse à fond les approches tactiques, les formes et les méthodes de ce travail, raconte son expérience de préparation et de conduite des négociations et des visites au niveau du ministre des Affaires étrangères, du chef de gouvernement, du Président de la Fédération de Russie, sa vision de l'activité d'information, de la communication avec les compatriotes. Fort intéressante est l'expérience de ses soucis quotidiens du collectif de l'ambassade et de la colonie russe. Le livre « Journal bernois... » est une tentative sérieuse de reconsidérer la partition classique de l'activité diplomatique compte tenu d'une situation qualitativement nouvelle dans notre pays et le monde entier, telle qu'elle s'est formée à la fin des années 1980 — début des années 1990. La tâche principale consistait à rattacher cette activité à la démocratisation profonde du pays, aux

changements fondamentaux orientés vers le marché, à s'insérer dans la « diplomatie économique ». La résolution de multiples problèmes de taille ne venait pas tout seule, elle nécessitait l'intensification des efforts intellectuels, l'augmentation de l'efficacité de tout le travail.

Il peut paraître surprenant à certains lecteurs que l'auteur du « Journal » ait accordé dans ses réflexions sur l'activité de notre représentation en Suisse tant d'attention aux Beaux-Arts. À l'initiative de l'ambassade à Berne ont eu lieu les tournées des comédiens du Grand Théâtre dramatique Tovstonogov de Saint-Petersbourg, du Théâtre Vakhtangov de Moscou, des Chorals d'État d'Omsk, du collectif créateur « Noms nouveaux », etc. On ne connaît pas tellement de diplomates mémorialistes qui mentionnent des ventes aux enchères internationales comme Sotheby's et Christie's. Dans notre cas ce sujet apparaît à plusieurs reprises. Un autre détail significatif : depuis des années l'ambassadeur ne se sépare pas de sa caméra. La plupart des photographies illustrant ses livres ont été prises par lui-même.

L'idée maîtresse du livre est que l'efficacité de tout collectif diplomatique travaillant à l'étranger dépend essentiellement de l'énergie de chaque membre du personnel, de la cohésion de l'équipe, de sa détermination d'accomplir au mieux les tâches fixées. Voilà pourquoi l'auteur a estimé nécessaire de consacrer à ses collègues un block spécial d'illustrations photographiques avec une dédicace qui commence par ces mots :

« Les gens qui me sont proches, mes amis et camarades. Grâce à eux je vis et je travaille avec joie ». Rien que dans cette partie du livre le lecteur rencontre au moins 100 participants aux événements. Et combien encore dans tout le volume ?!

Dans maints endroits le lecteur trouve les réflexions et les suggestions qui reflètent les préoccupations de l'auteur sur *ce qu'il faut faire et comment faire* pour perfectionner notre service diplomatique, élever l'efficacité de son travail et son autorité. Là il s'appuie sur la riche expérience pratique accumulée grâce à son travail dans l'appareil central du ministère (Troisième département de l'Europe, Direction de la planification des actions de politique étrangère-Direction de l'évaluation et de la planification, Direction principale des cadres et des établissements d'enseignement), dans plusieurs ambassades (RDA, Autriche, Suisse) et grâce à son activité de chercheur et d'enseignant (Académie diplomatique, Institut (Université) d'État des relations internationales (MGIMO), Université d'État de Moscou et autres hautes écoles. Si on réunissait ensemble les notes de l'auteur, on obtiendrait presque un manuel pratique utile pour les diplomates actuels et futurs. Peuvent sembler quelque peu insolites les aveux de l'auteur sur ses propres gaffes, certaines décisions hâtives dans des cas concrets qu'il cite. Il mentionne notamment le manque d'exigence envers les subordonnés. Certes, tout ne dépendait pas de l'ambassadeur. Il a dit plus d'une fois : « Telle société, telle qualité professionnelle des cadres de

l'ambassade ». Andreï Stepanov est fort prisé par ses collègues russes et suisses, hommes de science, compatriotes. Des liens d'une coopération solide et féconde s'étaient établis entre lui et Flavio Cotti, chef du service de politique étrangère suisse, un des plus proches collaborateurs de ce dernier V. von Denissine. Quelques jours avant son départ (8 novembre 1999) l'ambassadeur a reçu de Flavio Cotti un message personnel : « Je voudrais vous remercier de votre activité — brillante sous tous les aspects — en qualité de représentant de la Russie à Berne. Vous avez fait *beaucoup* pour les rapports excellents entre la Russie et la Suisse. »

Des témoignages pareils lui parvenaient aussi de compatriotes. Ainsi, le baron von Falzfein écrivait le 12 juillet 2007 à Andreï Ivanovitch : « ...Je sais exactement que je n'aurai jamais plus et un ami, et un ambassadeur comme toi. Que de performances russes diverses nous avons faites ensemble et en Suisse, et au Liechtenstein ! Je t'embrasse très fort, ton vieux Édouard. »

Dans chaque livre d'Andreï Stepanov on peut trouver des descriptions pittoresques de la nature, des aveux d'amours pour la nature vivante, nos amis quadripèdes. Il réunit des matériaux sur le thème « diplomatie et nature », en espérant les utiliser par la suite. Sur des milliers d'images de Suisse il n'a retenu que plusieurs pour son nouveau livre — photos de Berne, son parc attenant Elfenau, la rivière Aare avec ses eaux bleues-vertes. Vraiment l'homme s'unit à la nature. On le sent ici mieux que quelque part ailleurs. Chaque bloc d'illustrations

est précédé d'un commentaire instructif, alors que les légendes des photos non seulement désignent *who is who* mais donnent aussi une explication. Sur le revers de la couverture sont imprimés le titre du livre en quatre langues officielles du pays et une annotation en allemand.

En faisant le point de son travail à Berne dans les années 1990, l'auteur dit que cela lui rappelle une ascension difficile dans les Alpes sur un terrain inconnu, avec des intempéries fréquentes et mêmes des chutes de pierres. Mais petit à petit le brouillard se dissipait, les rayons de soleil éclairaient déjà la voie, une perspective apparaissait. Le diplomate se demande : avons-nous atteint le plus haut sommet des Alpes suisses ? Et il répond : non, bien sûr, dans les conditions d'alors ce n'était pas à nos forces. Mais l'ambassade a créé de bonnes prémisses pour poursuivre l'ascension avec notre relève. La conquête de sommets diplomatiques sans cesse nouveaux ne finira jamais. N'est-ce pas là le sens de notre activité, même de toute notre vie ? À ce propos l'auteur tient à préciser que ses écrits relatent sa perception personnelle de ce que fut son travail pendant presque un demi-siècle (p. 690-691).

Le livre est imprégné d'optimisme, de foi dans la capacité de notre pays de résoudre les problèmes fondamentaux qu'il affronte et de renforcer ses positions internationales.

Cela nous fait plaisir de noter que l'ambassadeur Stepanov mentionne la collaboration de notre ambassade à Berne avec notre revue *La Vie*

*Internationale*. Le sort a voulu que l'office de sa rédaction soit situé au cœur de l'ancien faubourg allemand où, depuis le règne d'Ivan le Terrible, surtout sous Pierre le Grand, s'installaient artisans et hommes d'affaires suisses — fait qui présageait, on dirait, notre collaboration.

Grâce aux efforts de l'ambassadeur Stepanov a vu le jour un numéro spécial de *La Vie Internationale* consacré à la coopération de nos deux pays, la Suisse et la Russie. Cette édition fut une réussite. Le numéro s'ouvrait sur les articles des ministres des Affaires étrangères des deux pays, après lesquels venaient des textes substantiels des hommes de science, du monde des arts, du business.

À cette occasion l'ambassade russe à Berne a invité plusieurs personnalités suisses de différentes spécialités. Le rédacteur en chef de *La Vie Internationale* a prononcé une allocution de bienvenue, qui fut suivie par les propos des invités suisses en faveur de la coopération russo-suisse. L'ambassadeur Stepanov, qui présidait à la rencontre, fut très satisfait de son succès et s'alluma d'idées nouvelles dont on a vu des prolongements pratiques d'envergure dans la Principauté de Liechtenstein. Un résultat concret en fut la publication dans *La Vie Internationale* des documents sur l'exécution par les bolcheviques de la famille du tsar remis à notre revue par le gouvernant du Liechtenstein.

**Mots clés :** « Journal bernois de l'ambassadeur de Russie », Liechtenstein.

Guennadi GATILOV

Vice-ministre des Affaires étrangères de la  
Fédération de Russie

gatilov@mid.ru



## RÉFLEXIONS SUR LES MARGES D'UN VOLUME PEU ORDINAIRE

**J**e n'entends pas cacher que bien avant sa parution récente aux Éditions du Centre international des Rerikh, je savais qu'on avait commencé le travail sur le manuscrit du livre « De Molotov à Lavrov. Souvenirs non transcrits de Youli Vorontsov »\*. Un des deux coauteurs de ce livre — Vladimir Gratchev-Selikh, est mon vieux collègue et camarade. Il n'y a donc rien d'étonnant à ce que j'ai été un des premiers lecteurs de ce texte.

---

\* G. Karapetian, V. Gratchev-Selikh, *Ot Molotova do Lavrova. Nenapissannyé vospominania Youlia Vorontsova*, Moskva, MOUR, Master-Bank, 2011, 864 s. [G. Karapetian, V. Gratchev-Selikh. *De Molotov à Lavrov. Souvenir non transcrits de Youli Vorontsov*, Moscou, MOUR, Master-Bank, 2011, 864 p.]

Quelques questions qui semblaient tout naturelles m'ont alors intéressé, et c'est en cherchant les réponses à ces questions que j'ai créé cet essai genre tentative analytique.

Pourquoi « souvenir non transcrits » ?

Tous savent que Youli Vorontsov a toujours été ouvert à la communication avec les représentants des médias domestiques et étrangers. Bien des gens tentaient de le persuader de se mettre à écrire ses mémoires. On lui offrait sans compter des dictophones de poche si commodes pour un travail mémoraliste autonome. Plus que ça : Youri Aldokhine, sa vieille connaissance, cinéaste-metteur en scène, caméraman et écrivain en vue, le laissait souvent seul avec une caméra vidéo en marche.

Mais rien n'y faisait. Pourtant le journaliste Gaguik Karapetian réussit à le faire parler enfin, en lui transmettant pour la lecture le manuscrit initial « De Molotov à Lavrov ». Avec le temps son volume quadrupla, le coauteur Vladimir Gratchev-Selikh qui avait étudié les matériaux des archives familiales, sélectionna des centaines de photos et des films vidéo inconnus du public qui furent déchiffrés et préparé à la lecture.

À la fin des fins cette construction polycellulaire du livre déboucha sur un exposé littéraire cohérent de Youli Vorontsov. C'est pourquoi, en lisant, j'éprouvais constamment la sensation d'entendre un discours vivant avec des phrases et des tournures familières et même avec des gestes et la mimique de Vorontsov.

Pourquoi alors s'agit-il de dialogues et non d'un monologue ?

Pour répondre à cette question il faut connaître Youli Vorontsov comme intellectuel et professionnel. Si important que fût son poste, il se distinguait par un style extrêmement démocratique de communication, tant avec ses confrères qu'avec les membres du personnel technique. Je peux en juger ne serait-ce que d'après les années où j'ai travaillé sous sa direction dans notre représentation permanente de l'ONU à New-York.

C'est là certainement la raison pour laquelle le livre abonde en interviews. Ce n'est pas pour rien que l'interlocuteur principal de Youli Vorontsov avoue que Vorontsov n'a

jamais, pas une seule fois ( ! ) remis au plus tard de façon diplomatique telle ou telle question brûlante. Et une autre observation subjective. J'ai le sentiment que plusieurs chapitres se sont formés sur un modèle interactif : question/réponse, puis divers fragments et citations bien choisis de différentes sources, ainsi que des données biographiques et commentaires. Tout ceci rend le livre très attrayant et compréhensif pour un large cercle de lecteurs intéressés par l'histoire de la politique extérieure de notre pays.

Ce duo de coauteurs ?

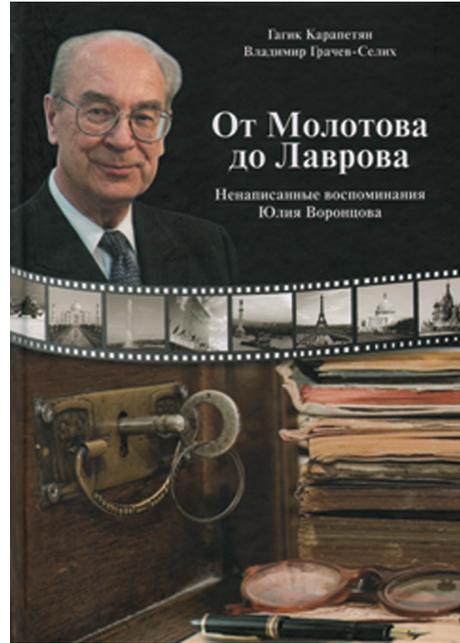
Donc, who is who ?

Gaguik Karapetian est né en 1953. Travaillant à l'Usine d'aluminium d'Érevan, il publia ses premières notes dans un journal local pour les jeunes. Ayant terminé la faculté de journalisme de l'Université de Moscou, il collabore aux journaux *Soviétskiy sport*, *Troud*, *Nedelia* et *Izvestia*, *Novyé izvestia* et *Rousskiy Kourière*. Vladimir Gratchev-Selikhov a étudié à l'Institut (Université) d'État des relations internationales de Moscou (MGIMO) pour se consacrer après promotion au service diplomatique qui dura une vingtaine d'années à New-York, Washington et Delhi. Dès 1993 il travailla au Secrétariat de l'ONU, puis il fut conseiller en chef à la Chancellerie du Secrétaire général. Actuellement il est directeur de département à la mission de l'ONU à Genève.

Les coauteurs on fait connaissance après le décès de Youli Vorontsov et aussitôt commença leur travail commun sur le livre. Au fil de trois ans ils ont eu de rares rencontres à l'occasion de missions de service à Moscou et de vacances de Gratchev-Selikh, et là celui-ci consacrait la première moitié du jour aux affaires de service et la seconde au travail sur les archives de Vorontsov et aux rencontres avec Karapetian. Pour se faire une idée de leurs disputes créatives il faut lire leur Internet-correspondance. Malgré l'ardeur de ces débats virtuels, ils sont devenus amis. Convenez que cela coûte cher.

Lors de la présentation du recueil de souvenirs et de documents « Le diplomate Youli Vorontsov » édité il y a deux ans par l'Association des diplomates russes et le Conseil russe-américain de coopération d'affaires, Alexandre Bessmertnykh a souligné : « Ce livre contient une série de moments marquants, de découvertes que même les professionnels ignoraient, j'y ai trouvé des situations qui m'étaient inconnues, alors qu'elles concernaient les actions de politique étrangère sur lesquelles nos avons travaillé ».

Sans doute, en prenant connaissance du livre, j'étais frappé par l'immense quantité d'images vidéo prises par Youli Vorontsov rendues publiques pour la première fois et de matériaux divers de caractère non formel. À noter la bienveillance et l'objectivité avec lesquelles Youli Vorontsov



donnait riposte aux escapades parfois trop subjectives et critiques de ses interlocuteurs. Par ailleurs, la stylistique de Youli Vorontsov traverse tous les chapitres personnalisés du manuscrit.

La première analyse du livre a été préparé par l'Association d'anciens élèves du MGIMO présidée par Youli Vorontsov jusqu'à ses derniers jours. Cependant quand on connaît les réalités actuelles on comprend que ce livre qualifié « unique » de plein fort droit ne pouvait être édité sans soutien de gens de bonne volonté.

Comment ne pas remercier Alexandre Khariton, président de l'Académie internationale d'informatisation qui s'est chargé de tout le travail de digitalisation de tout un tas de matériaux vidéo !

Un apport inestimable à l'édition du livre est dû à Vladimir Kazimirov, président du Conseil des vétérans du

ministère des Affaires étrangères de Russie, ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire, et à Alexandre Kadakine, ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire de Russie en Inde, au Centre international des Rerikh et à Boris Boulotchnik, président de la direction de Master-Bank...

Certes, cette liste est incomplète et, croyez-moi, bien d'autres gens ont fait

montre au bon moment des qualités remarquables de camarades dévoués, fidèles à la mémoire radieuse de Youli Mikhaïlovitch Vorontsov.

**Mots clés :** « De Molotov à Lavrov. Souvenirs non transcrits de Youli Vorontsov », Centre international des Rerikh, Vladimir Gratchev-Selikh, Gaguik Karapetian.

Andreï DOUBINA

Rédacteur de la revue  
*La Vie Internationale*

dubina@gmail.com



## LE JOURNAL DE L'AMBASSADEUR CHYPRIOTE

**D**errière le titre assez ordinaire du livre de Sotos Zackheos — « Diplomatie chypriote. Témoignage personnel »\* — se cache un récit dramatique de la lutte de la diplomatie chypriote pour le pays uni. L'auteur fit une carrière diplomatique longue de 33 ans, accumula des expériences dans les ambassades importantes — à Moscou, à Pékin et à Washington, dans les représentations de Chypre auprès des organisations internationales à Genève et à New-York et occupa à la fin le poste de secrétaire perpétuel (général) au ministère des Affaires étrangères de

Chypre. Sotos Zackheos sait très bien toutes les péripéties de la diplomatie internationale fin XX<sup>e</sup> — début XXI<sup>e</sup> siècles. Parmi les événements qu'il décrit figurent les efforts dirigés à prévenir la guerre en Irak en 2002, les tentatives de régler la question proche-orientale, mais essentielle reste l'histoire du conflit chypriote, l'histoire du travail à plusieurs étapes et à plusieurs niveaux dans l'arène internationale, avant tout dans le cadre de l'ONU, en vue de régler la crise héritée du colonialisme britannique, crise qui s'était brusquement aggravée en 1974 et qui n'est aujourd'hui pas encore réglée et où il s'agit de la réunification du pays et de sa souveraineté. Les participants actifs de ces événements sont les pays de la région, les puissances mondiales,

---

\* Sotos Zackheos, *Cyprus diplomacy. A Personal Testomony*, Athens, Livany Publishing Organization, 2011, 235 p.

les organisations universelles avec les Nations Unies à la tête, les diplomates connus dont les noms sont liés aux plus importants événements internationaux de l'époque : Kofi Annan, Richard Holbrook, Christopher Prendegast, Xavier Solana, Sergueï Lavrov, Guennadi Gatilov, etc.

Ce processus allant de pair avec d'autres problèmes mondiaux étroitement entremêlés, le récit est également intéressant pour la compréhension de plusieurs phénomènes de la politique mondiale. Ainsi, par exemple, la position turque qui est pour beaucoup essentielle dans la question chypriote devait prendre en considération celle de l'Union européenne car l'adhésion de la Turquie et de Chypre se débattait à cette époque-là.

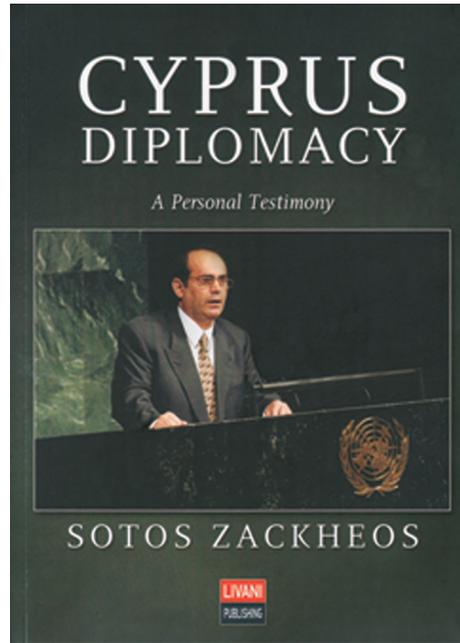
Au centre de la narration sont les efforts déployés pour régler le conflit chypriote, parfois la lutte dans le cadre et sous l'égide des Nations Unies, dont Sotos Zackheos était le participant actif, les résolutions du Conseil de sécurité, la mission de bons offices du secrétaire général, les rencontres bi- et multilatérales dans le cadre de l'ONU, etc. En 2004, ce long processus atteignit son intensité maximum quand Kofi Annan, secrétaire général de l'ONU, proposa son plan (dit plan Annan) et qui, approuvé par la Turquie, les Chypriotes turcs et quelques pays occidentaux, aurait dû être adopté et mis en œuvre résolvant par là-même le problème. Cependant, ce plan ne prit pas en considération l'essentiel, à savoir — la volonté des

Chypriotes grecs de préserver l'unité du pays et d'obtenir le retrait des troupes étrangères de leur territoire et le retour des réfugiés. Les événements que l'auteur décrit minute par minute, car le référendum organisé dans le pays suivant le plan et son vote au Conseil de sécurité étaient d'importance primordiale, prirent un caractère dramatiquement tendu. Le processus diplomatique de négociations, consultations, accords et dépêches, lent et calme, fit place aux actions d'urgence, coups de téléphone à New-York et ailleurs. Et, comme résultat, la résolution du Conseil de sécurité approuvant le plan et dont l'adoption aurait dû, selon ses auteurs, faire impact sur les résultats du référendum à Chypre, fut rejetée par le veto opposé par la Russie. Ce veto auquel la Russie recourut pour la première fois durant les derniers dix ans, fut hautement apprécié à Chypre, estime Sotos Zackheos. D'aucuns essayaient de le qualifier de simple tentative de la part de la Russie de rappeler à la communauté internationale son statut passé de superpuissance. En effet, on essayait d'écarter la Russie des négociations du plan Annan, on dit qu'elle n'était même pas informée que les États-Unis et la Grande-Bretagne préparaient leur propre projet de résolution. Le livre nous montre clairement que cette position de principe à l'égard du règlement de la crise chypriote fut cependant essentielle et qu'il était impossible de la défendre sans veto.

En analysant en détail les approches de toutes les parties intéressées et des

participants au règlement du conflit, l'auteur prête beaucoup d'attention à la position de la Russie. Tout en soulignant le caractère traditionnellement amical des relations entre nos deux pays, il apprécie hautement la ligne constructive et de principe soutenue par Moscou dans le règlement de la question chypriote. Les avis personnels des diplomates russes avec qui l'auteur travaillait à Moscou et à New-York sont, eux aussi, d'un grand intérêt.

Le livre attire l'attention non seulement en tant qu'une relation concrète des problèmes réels. Il donne une bonne représentation de ce qu'est la diplomatie aujourd'hui. Le lecteur voit que la lutte pour telle ou telle formulation dans un document diplomatique ne reflète pas seulement les efforts pour la paix mais un intérêt matériel pour le territoire, les finances, les biens et, parfois, pour des questions de la vie quotidienne telles que l'approvisionnement en vivres, la communication entre voisins, etc. La diplomatie dans le livre de Sotos Zackheos est, comme dans la vie réelle, — et cela échappe souvent à ceux qui ne sont pas dans la profession — une activité vivante des hommes vivants avec leurs passions et particularités. Cet aspect personnel est, de toute évidence, la chose la plus intéressante pour le lecteur, car il reste d'habitude « hors cadre » pour les non-professionnels pour qui la diplomatie équivaut à des textes évasifs des communiqués et



des informations sur les entretiens de leaders. Sotos Zackheos évoque comment défendaient leurs positions tels ou tels participants des événements décrits, dont les représentants de l'ONU qui, semble-t-il, auraient dû rester absolument impartiaux mais qui se conduisirent conformément à leurs qualités personnelles, à leurs attachements politiques, parfois même à leurs sympathies ou antipathies individuelles. Dans des situations très tendues on en venait même aux allusions à la sécurité personnelle.

Le livre est bien illustré, les photographies de ceux qui participèrent avec l'auteur aux événements décrits ajoutent à son aspect personnel.

Je pense que le livre sera utile à beaucoup de gens : aussi bien aux spécialistes étudiant l'histoire des

relations internationales qu'aux lecteurs s'intéressant aux relations internationales de nos jours et au travail diplomatique pratique.

Ces derniers temps on a vu paraître les mémoires de plusieurs diplomates russes ayant participé aux événements mondiaux importants. On constate malheureusement que les auteurs restent le plus souvent fidèles à l'esprit

des publications officielles et laissent lire beaucoup « entre les lignes ». Il serait souhaitable que nos diplomates décrivent davantage, eux aussi, les réalités de la politique pratique, ses personnages et acteurs vivants.

**Mots clés :** « Diplomatie chypriote. Témoignage personnel », Sotos Zackheos.